

DÉLIBÉRATIONS

Un Cantal
ATTRACTIF

Un Cantal
CONNECTE
& OUVERT

Un Cantal
AU COEUR DES
SOLIDARITES

Un Cantal
INNOVANT

Un Cantal
RESPONSABLE



5
juillet
2024

Conseil départemental du Cantal
Réunion de la Commission Permanente

Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal

Recueil des délibérations

Date: Vendredi 5 Juillet 2024
Horaire: 09:30

CANTAL ATTRACTIF

24CP06-1 Meublés de Tourisme

ANNEXE - Délibération

24CP06-2 Convention de partenariat 2024 entre le Conseil départemental du Cantal et le Comité Départemental de la Randonnée Pédestre du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP06-3 Avenant à la convention pour le passage du public en propriété privée dans le cadre du Plan départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant n°1

24CP06-4 Avenant à la convention de partenariat technique et financier « Flux Vision Tourisme » 2023-2024 entre le Conseil départemental, Cantal Destination et les Offices de Tourisme du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant

24CP06-5 Soutenir les races emblématiques Salers et Aubrac - Subvention au Syndicat des Eleveurs Aubrac Cantaliens

ANNEXE - Délibération

24CP06-6 Soutenir les Syndicats d'élevage - Subvention au Syndicat des Eleveurs de Chevaux Lourds du Cantal

ANNEXE - Délibération

24CP06-7 Développer l'Agriculture Biologique - Subventions à la Chambre d'Agriculture du Cantal et à l'Association BIO15

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1- Tableau

ANNEXE - 2- Convention

24CP06-8 Favoriser les circuits courts - Subventions à la Chambre d'Agriculture du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1- Programme et budget prévisionnel

ANNEXE - 2- Convention

24CP06-9 Favoriser l'installation en agriculture - Subvention au Syndicat des Jeunes Agriculteurs du Cantal Année 2024

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1- Programme et budget prévisionnel

ANNEXE - 2- Convention

24CP06-10 Encourager l'agriculture en collectif - Subvention à l'ADASEA du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1- Programme et budget prévisionnel

ANNEXE - 2- Convention

24CP06-11 Transports occasionnés par l'opération Collégiens au Lioran

ANNEXE - Délibération

24CP06-12 Contrat Sport Cantal : Bourses aux Sportifs de Haut Niveau

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau SHN

24CP06-13 Convention pour l'attribution d'une subvention à l'association Eclat au titre de l'année 2024 dans le cadre de la 37ème édition du Festival international de Théâtre de rue

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP06-14 Fonds Cantal Animation

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau d'attribution

24CP06-15 Attribution de subventions

ANNEXE - Délibération

CANTAL CONNECTE ET OUVERT

24CP06-16 Convention préalable pour le transfert de domanialité de la route nationale n° 2122 (sections liées à la mise en service du contournement Sud d'Aurillac) au Département du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP06-17 Route départementale n° 22 - Aménagement de la traverse du bourg de Méallet - Commune de Méallet

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP06-18 Déclassement et cession de délaissés au profit de tiers sur les Communes de Lascelle, Labesserette, Montsalvy, Lapeyrugue et Ladinhac suite à l'aménagement des Routes Départementales n° 17 et n° 920

ANNEXE - Délibération

24CP06-19 Aménagement des Routes Départementales n°359 et n°110
Communes de Thiézac et Neuvéglise-Sur-Truyère - Indemnisation de
fermiers

ANNEXE - Délibération

24CP06-20 Aménagement de la Route Départementale n° 52 - Com-
mune de Teissières-de-Cornet - Acquisition de terrains - Pas de DUP
(Article 1042)

ANNEXE - Délibération

24CP06-21 Aménagement des Routes Départementales n°52 et n°317
- Communes de Teissières-de-Cornet et Mandailles-Saint-Julien -
Acquisitions de terrains - Pas de DUP (Article 1042)

ANNEXE - Délibération

24CP06-22 Aménagement de la route départementale n° 8 - Commune
de Vic sur Cère - Echange de terrains - Pas de DUP (article 1042)

ANNEXE - Délibération

CANTAL AU COEUR DES SOLIDARITES

24CP06-23 Renouvellement de la convention constitutive du Conseil
Départemental d'Accès au Droit du Cantal (CDAD) 2024-2030

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Convention constitutive 2024-2030

2- Annexe financière

24CP06-24 Attribution de subventions aux organismes et associations
à caractère social

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau subventions

24CP06-25 Bourses départementales d'enseignement 2023-2024 : Attri-
bution

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Bourses d'enseignement collèges liste des bénéficiaires

**ANNEXE - Bourses d'enseignement supérieur liste des bénéficiai-
res**

24CP06-26 Schéma Départemental de Développement des Enseignements Artistiques et des Pratiques Amateurs (SDDEAPA) - Année scolaire 2023-2024

ANNEXE - Délibération

24CP06-27 Subventions à la Fédération des associations des archéologues du Cantal, à la Fondation du patrimoine, au Pays d'Art et d'Histoire et à la Biennale d'art contemporain "Chemin d'art" de Saint-Flour Communauté - Année 2024

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1 - Programme recherches archéologiques

ANNEXE - 2a - Convention Fondation du Patrimoine

ANNEXE - 2b - Liste labels 2023

ANNEXE - 3 - Programme actions Pays d'Art et d'Histoire

ANNEXE - 4 - Programmation Biennale d'art contemporain

24CP06-28 Petites Villes de Demain - Attribution de subvention à la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès

ANNEXE - Délibération

24CP06-29 Fonds Cantal Développement 2022-2027 - Communauté de communes du Pays de Mauriac - Commune de Chavignac - Construction d'un équipement culturel et sportif

ANNEXE - Délibération

24CP06-30 Fonds Cantal Innovation - Appel à projets 2023 Modernisation des équipements sportifs - Modification de subvention

ANNEXE - Délibération

24CP06-31 Soutien aux exploitations en difficulté - Subvention à la Chambre d'Agriculture du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1 - Programme et budget prévisionnel

ANNEXE - 2 - Convention

24CP06-32 Favoriser le remplacement des agriculteurs - Accompagner en cas d'absence - Subvention au Service Remplacement Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

CANTAL INNOVANT

24CP06-33 Opération 2024-CE-001 « Fête de l'Europe 9 mai 2024 Montsalvy », Maison des jeunes et de la culture « L'Austal »

ANNEXE - Délibération

24CP06-34 Convention de subventionnement du poste d'animateur départemental France Services

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP06-35 Convention de subvention au titre du dispositif « Conseiller Numérique » - Poste de Conseiller Numérique Coordinateur

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP06-36 Soutenir les équipements connectés des élevages - Attribution de subventions

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau attributions

CANTAL RESPONSABLE

24CP06-37 Aménagement pastoral - Attribution de subvention

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau

24CP06-38 Aménagement et gestion des milieux aquatiques

ANNEXE - Délibération

24CP06-39 Investir dans les systèmes d'irrigation agricole - Cofinancement du dispositif 205 du Feader

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau

24CP06-40 Lutter contre les campagnols terrestres - Subvention à la Fédération Départementale des Groupements de Défense contre les Organismes Nuisibles du Cantal

ANNEXE - Délibération

24CP06-41 Favoriser les pratiques agricoles vertueuses - Subvention à la Chambre d'Agriculture du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1- Programme et budget prévisionnel

ANNEXE - 2- Convention

24CP06-42 Convention relative à la réalisation des travaux de branchement au réseau d'assainissement collectif entre la Commune de Montsalvy et le Département du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

ADMINISTRATION GENERALE

24CP06-43 Evolution des tarifs de la restauration et de l'hébergement dans les collèges publics - Année 2025

ANNEXE - Délibération

24CP06-44 Fonds Commun des Services d'Hébergement

ANNEXE - Délibération

24CP06-45 Centre Routier Départemental d'Allanche - Acquisition d'une partie de la parcelle riveraine du bâtiment annexe

ANNEXE - Délibération

24CP06-46 Subvention 2024 à l'Union Départementale des Sapeurs
Pompiers du Cantal

ANNEXE - Délibération

24CP06-47 Garantie d'emprunt présentée par l'Office Public de l'Habitat Cantal Habitat - 1 504 387 euros - Construction de 15 logements rue de la Gare à Arpajon-sur-Cère

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1 - Convention

ANNEXE - 2 - Contrat

24CP06-48 Garantie d'emprunt présentée par l'Office Public de l'Habitat Cantal Habitat - 409 005 euros - Construction de 4 logements route de Cantagrel à Naucelles

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1 - Convention

ANNEXE - 2 - Contrat

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-1

Meublés de Tourisme

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAIDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 23CD03-2 du Conseil départemental du 29 septembre 2023 approuvant la mise à jour des dispositifs d'aides en faveur des hébergements et validant la date d'échéance de ceux-ci au 31 décembre 2024 ;

Vu la délibération n° 23CD05-3 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions en faveur du Tourisme pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits ;

Vu l'avis favorable de la Commission Tourisme réunie le 2 avril 2024 ;

- **ATTRIBUE** les subventions telles que définies dans le tableau ci-après :

Bénéficiaire	Objet	Montant de l'investissement en € HT	Montant attribué en €
Mme	Modernisation d'un meublé de tourisme pour 4 personnes labellisées Gîte de France sur la Commune de Junhac	57 917	6 000

La dépense d'un montant de 6 000 € sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 204, nature 20422, fonction 94 du budget départemental.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-2

**Convention de partenariat 2024 entre le Conseil départemental du Cantal et le Comité
Départemental de la Randonnée Pédestre du Cantal**

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents :** Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 21CD06-01 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le Projet pour le Cantal 2021-2030 et son plan d'actions ;

Vu la délibération n° 23CD05-3 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 validant le budget et le programme de soutien en faveur du tourisme et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits afférents ;

- **ADOpte** la convention de partenariat 2024 ainsi que son annexe jointe à la présente délibération entre le Conseil départemental du Cantal et le Comité Départemental de la Randonnée Pédestre.

- **Autorise** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

- **ATTRIBUE** au Comité Départemental de la Randonnée Pédestre, conformément à la convention de partenariat 2024, une subvention globale d'un montant de 5 000 € pour assurer le suivi des missions d'ordre général et garantir l'entretien des sentiers de grande randonnée d'intérêt départemental labellisés GR® et GRP®.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65 du budget départemental.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**Convention de Partenariat entre
Le Conseil départemental du Cantal
et le Comité Départemental de la Randonnée
Pédestre
Année 2024**

ENTRE

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL, 28, Avenue Gambetta, 15015 AURILLAC Cedex, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé et agissant par délibération en date du XXXXXX,

Ci-après dénommé Le Département,

Et

Le Comité Départemental de la Randonnée Pédestre du Cantal, représenté par son Président Monsieur Pierre WILDEMANN - Siège Maison Départementale des Sports, 130, avenue du Général Leclerc - 15000 AURILLAC,

Ci-après dénommé CDRP,

Vu la délibération du Conseil Général en date du 27 juin 1995 adoptant le projet de Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée,

Vu la délibération du Conseil départemental du Cantal N°23CD05-3 en date du 18 décembre 2023 approuvant le budget 2024, et plus particulièrement la section dévolue au développement du Tourisme,

Vu la délibération n°XXCPXX de la Commission Permanente du Conseil Départemental du Cantal en date du XXXXXX approuvant la présente convention,

PRÉAMBULE :

Le Département se voit confier par l'article L 361-1 du code de l'environnement, la compétence pour établir le Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR), afin de protéger les sentiers qui y sont inscrits et favoriser la découverte des sites naturels et des paysages ruraux en développant la pratique de la randonnée.

Le CDRP du Cantal a pour objet, en tant que représentant de la Fédération Française de la Randonnée (FFR), le développement de la randonnée pédestre dans le Cantal, tant pour sa pratique sportive que pour la découverte et la sauvegarde de l'environnement, le tourisme et les loisirs.

Il assure notamment la gestion des itinéraires appelés GR® et GRP® homologués par la FFR et est habilité par cette dernière à mettre en œuvre et faire respecter les marques de balisages GR®, GRP® et PR® que la Fédération a déposées à l'Institut National de la Propriété Industrielle.

Il dispose d'un réseau de baliseurs bénévoles expérimentés, formés et respectueux de la charte officielle du balisage et de la signalisation.

Il contribue en accord avec le Département, dans le cadre de la politique départementale en faveur de la randonnée, à la valorisation de l'itinérance par la création, la réhabilitation et l'entretien des GR® et GRP®.

Sont exclus de ce partenariat les itinéraires de petite randonnée pédestre dont la structuration et la mise en œuvre ont été confiées aux collectivités locales en lien avec d'autres opérateurs spécialisés professionnels ou associatifs.

Il participe à la sensibilisation des collectivités à la démarche du PDIPR et à la pérennisation des GR® et GRP® ainsi qu'à la promotion du département du Cantal.

Au titre de membre de la Commission Départementale des Espaces, Sites et Itinéraires (CDESI), désigné par le Comité Départemental Olympique et Sportif (CDOS), le CDRP émet un avis technique sur l'ensemble des dossiers examinés.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de préciser les objectifs du partenariat avec le CDRP du Cantal et définir les modalités d'attribution de l'aide du Département à ce Comité en lien avec le dispositif développé dans le cadre de la Charte du Sport.

Ce partenariat s'appuie sur le rôle du CDRP du Cantal dans la mise en œuvre de l'itinérance dans le département du Cantal à travers le réseau des GR® et GRP® inscrits ou en cours d'inscription sur le PDIPR et dont le linéaire hors superpositions représente 730 km.

Un niveau de qualité constant de l'infrastructure existante est donc à rechercher et à prioriser.

Les itinéraires concernés sont les suivants :

- GR®30,
- GR®4,
- GR®41,
- GR®400,
- GR®652,
- GRP® du Tour de l'Aubrac,
- GRP® Lo Camin d'Olt,
- Variantes.

- GR©465,
- GRP® de Saint-Flour boucle de la Truyère,
- GRP® de Saint-Flour boucle de la Margeride,
- GRP® de Saint-Flour boucle de la Planèze,

PROJET

Article 2 : ENGAGEMENTS DU CDRP DU CANTAL

Le Comité Départemental de la Randonnée Pédestre du Cantal s'engage à :

- Respecter l'ensemble des missions détaillées dans l'annexe jointe,
- Rechercher en permanence une complémentarité d'objectifs, d'actions et de moyens avec la politique départementale en matière d'itinéraires de grande randonnée pédestre,
- Mettre en place un suivi des missions effectuées en nombre de kilomètres parcourus et informer le Département deux fois par an de l'état d'avancement des missions visées dans l'annexe.

Article 3 : OBLIGATIONS DU CDRP DU CANTAL

Le CDRP du Cantal s'engage à utiliser la subvention conformément à son objet.

Précisément, il prend acte :

1°) Qu'il lui appartient notamment :

- De respecter l'interdiction de tout reversement de la subvention octroyée par le Département.

2°) Qu'il est tenu de communiquer au Département avant le 30 avril de l'année suivante :

- Une copie certifiée par le Président du CDRP de ses budget et comptes de l'exercice écoulé au titre de l'**article L.1611-4 du CGCT**,
- Le bilan certifié conforme par le Président du CDRP du dernier exercice connu si la subvention est supérieure à 75 000 € ou représente plus de 50% de son budget conformément **aux articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT**,
- Au cours du dernier trimestre de l'exercice en cours, un compte rendu d'activités conformément à l'**article L.1611-4 du CGCT**,

Les activités du CDRP du Cantal étant placées sous sa responsabilité exclusive, celui-ci devra souscrire tout contrat d'assurance sans que la responsabilité du Conseil Départemental puisse être engagée.

Article 4 : ENGAGEMENT DU DEPARTEMENT

Considérant l'intérêt départemental des actions décrites dans l'annexe à la convention, le Département participe financièrement à leurs réalisations en octroyant au CDRP une subvention déclinée en plusieurs aides assises sur les bases suivantes :

1°) Missions d'ordre général (points 1 - 2 - 3 - 5 - 6 - 7 et 8 de l'annexe)

La contribution du département est fixée à 1 000 € pour l'année de la présente convention (2024).

PROJET

2°) Entretien* et balisage des GR® et GRP® (point 4 de l'annexe) :

- aide au taux de 40% d'une dépense plafonnée à 50 € par km, soit 20 € par km entretenu, dans la limite de 4 000 € TTC pour l'année de la présente convention (2024). Ces coûts incluent les frais de déplacements, les paniers repas des bénévoles, le petit matériel nécessaire à la bonne exécution de la mission ainsi que l'encadrement technique.

* Il est convenu que le terme « entretien » s'entend comme une opération de débroussaillage léger qui vise notamment à dégager les marques de balisage cachées par la pousse de la végétation. Le terme de balisage désigne la mise en œuvre ou la remise en état des marques de peinture (nouvelles marques ou rafraîchissement).

Article 5 : MODALITES DE VERSEMENT DES AIDES DEFINIES CI-DESSUS

Les aides relatives aux missions d'ordre général et d'entretien des GR® et des GRP® dont le montant global est plafonné à 5 000 € TTC pour la durée de la présente convention (2024) seront versées selon l'échéancier suivant :

- 35% du montant de la subvention à la signature de la convention, soit 1 750 €, puis 65% de la subvention l'année n+1.
- Le solde de la subvention, soit 3 250 €, sera versé l'année n+1 après production par le CDRP du Cantal d'un bilan des activités réalisées pour l'année écoulée accompagné de toutes les pièces justificatives détaillées (attestation sur l'honneur, récapitulatif des dépenses engagées certifiées par le Président du CDRP, rapport de terrain localisant les actions menées sur cartographie complétée de photos, nombre de journées terrain effectuées, comptes rendus de réunions indiquant la présence du CDRP...) permettant d'attester de la réalisation complète des objectifs visés dans l'annexe et de rendre compte d'une manière précise de l'utilisation des fonds départementaux.

Le CDRP tiendra à disposition sur simple demande du Département l'ensemble des justificatifs liés aux actions.

NB : Si les dépenses réalisées n'atteignent pas le coût prévisionnel des opérations, les aides sont versées au prorata des dépenses effectivement justifiées par rapport à ce coût prévisionnel.

Article 6 : COMMUNICATION

Le CDRP du Cantal s'engage à assurer la promotion de la participation du Département à ses actions. Pour cela il fera apparaître la mention « opération réalisée avec la participation du département du Cantal » ou le logo du Département

de façon lisible et identifiable sur tous les supports imprimés édités pendant la durée de la convention ainsi que sur le site Internet du CDRP du Cantal.

PROJET

Article 7 : DUREE ET RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée de l'exercice 2024.

Article 8 : ANNEXE

L'annexe relative aux actions menées par le CDRP fait partie intégrante de la présente convention.

Article 9 : MODIFICATION

Toute modification du programme d'actions prédéfini dans l'annexe devra recueillir l'avis favorable des signataires et faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 10 : RESILIATION

La présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis ni indemnité, en cas de faillite, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité du CDRP du Cantal.

La résiliation s'appliquera immédiatement et de plein droit si, un mois après commandement demeuré infructueux du Département, le CDRP du Cantal ne remplit pas les obligations lui incombant au terme de la présente convention.

Annexe à la Convention de Partenariat entre Le Conseil départemental du Cantal et le Comité Départemental de la Randonnée Pédestre Année 2024

DEFINITION DU PARTENARIAT

Ce partenariat vise la mise en œuvre des actions suivantes par le CDRP du Cantal :

1 L'étude et la mise en œuvre de nouveaux itinéraires GR® et GRP® sur des zones particulièrement déficitaires ou de modification d'itinéraires :

La démarche de création s'appuiera en amont sur la base d'une étude partagée faisant notamment apparaître l'intérêt clairement identifié ainsi que les bénéfices attendus pour les territoires impactés. La démarche de modification permettra d'améliorer la qualité des tracés existants au regard des nouvelles opportunités ou contraintes de terrain.

La création ou la modification de GR® et GRP® pourra notamment résulter,

- d'une proposition du Département,
- d'une demande d'un groupement de communes afin notamment de garantir la continuité du tracé,
- d'une initiative du CDRP avec principal objectif à terme d'une inscription au PDIPR.

2 La vérification du statut juridique des GR® et GRP® à créer ou existants et la contribution à la mise à jour des données cadastrales :

Le CDRP du Cantal, en lien avec la Mission Randonnée du Département, garantit la mise à jour cadastrale des GR® et GRP® en s'assurant notamment de leur ouverture au public. Il est rappelé que le passage du public sur des propriétés privées nécessitera la mise en œuvre de conventions de passage tel que défini à l'article L361-1 du code de l'environnement.

A cet effet, le Département s'engage à mettre à disposition du CDRP du Cantal les documents ou moyens nécessaires grâce notamment à la consultation du SIG Départemental pour laquelle une convention est en cours.

La collectivité apportera également des éléments tels que des modèles de délibérations, de conventions, l'édition de cartes thématiques, la possibilité d'identifier les propriétaires privés en consultant la base cadastrale.

PROJET

3 La vérification périodique des itinéraires inscrits ou en cours d'inscription portant sur la conformité du tracé avec les cartes, les descriptifs des topoguides ou autres supports de communication, la conformité du balisage à la charte de balisage nationale, la qualité environnementale de l'itinéraire :

Cette mission doit aboutir à la mise en œuvre d'une base de données géo-référencée des tracés ainsi que du mobilier observé selon un cahier des charges disponible auprès de la Mission Randonnée du Conseil départemental. Cette base de données qualifiée permettra d'alimenter et d'enrichir la base de données du SIG départemental.

4 Le balisage des GR® et GRP® conformément à la charte officielle du balisage de la FFR ainsi que l'entretien courant de ces tracés :

Cette opération d'entretien consiste en la vérification de l'état des marques de peinture et de la viabilité des sentiers, et, en cas de besoin, au débroussaillage léger de la végétation susceptible d'encombrer le passage ainsi qu'à la réfection du balisage.

Les marques de balisage intégrées par gravure dans les panneaux directionnels de la charte signalétique départementale respecteront les dimensions de ladite charte. Sur la durée de cette convention, l'entretien et le balisage du réseau de GR® et GRP® ainsi que des variantes est à prioriser, soit un linéaire hors superpositions de 730 km.

5 La veille sur les itinéraires GR® et GRP® :

Cette action s'effectue via le réseau éco-veille®. Elle doit permettre la mise en place de propositions d'actions correctives afin d'assurer la sécurité des randonneurs et préserver la qualité environnementale des chemins empruntés.

6 La participation active du CDRP, en tant que maître d'œuvre ou maître d'ouvrage, à tout événement contribuant à l'animation de la randonnée dans le Cantal :

- Par la mobilisation d'un public le plus large possible (diversité des publics) dans le cadre d'opérations de promotion de la randonnée sur les GR® et GRP®,
- Par la participation du comité à des animations autour de la randonnée permettant de faire la promotion des GR®, des GRP® et de la randonnée pédestre en général. Le CDRP pourra participer à des événementiels tels que la fête de la randonnée, le Tour du Cantal pédestre, Randonnées pour tous®, les Jéudis de la Saint-Jacques...

7 La mise à jour des topoguides édités par la FFR :

Ces ouvrages contribuent à favoriser la promotion touristique du département du Cantal. Le Conseil départemental du Cantal sera un partenaire privilégié de ces ouvrages.

PROJET

8- La participation aux réunions du Département sur le thème de la randonnée pédestre :

Le CDRP pourra participer à des réunions thématiques au sein de la CDESI ou à des réunions techniques connexes organisées par le Département.

Fait à Aurillac en deux exemplaires, le

Le Président du Conseil départemental
du Cantal,

Bruno FAURE

Le Président du CDRP du Cantal

Pierre WILDEMANN

PROJET

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-3

Avenant à la convention pour le passage du public en propriété privée dans le cadre du Plan départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°13CP10-59 du Conseil Général du Cantal du 29 novembre 2013 approuvant l'inscription de l'itinéraire « Le Pas de Cère » au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDPR),

Vu la Convention pour le passage du public en propriété privée signée entre le Conseil Général du Cantal et les propriétaires concernés sur les parcelles désignées en date du 10 décembre 2013, échue le 10 décembre 2023,

Vu la délibération n°191-2023 de la Communauté de communes du Carladès approuvant les termes de l'avenant à la Convention de passage initiale échue le 10 décembre 2023,

Vu la délibération n°DE-2023-103 de la Commune de Thiézac approuvant les termes de l'avenant à la convention de passage initiale échue le 10 décembre 2023,

Vu le courrier recommandé des propriétaires, réceptionné le 8 juin 2023, informant leur souhait de ne pas renouveler la convention autorisant le passage du public sur les parcelles désignées signée en date du 10 décembre 2013 établie pour une période de 10 ans,

Vu le courrier recommandé des propriétaires, réceptionné le 8 février 2024, approuvant les termes de l'avenant à la convention de passage initiale échue le 10 décembre 2023,

- **APPROUVE** l'avenant n° 1 à la convention pour le passage du public en propriété privée dans le cadre du Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR) dont le projet est joint en annexe à la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit avenant.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**Avenant n°1 à la convention
pour le passage d'un itinéraire de randonnée en propriété privée
dans le cadre du Plan Départemental des itinéraires de Promenade et de
randonnée**

Entre le Département du CANTAL, représenté par Monsieur le Président du Conseil départemental, autorisé à cet effet par délibération de la Commission Permanente en date du 15 février 2008,

Et

M......, propriétaire(s) de(s)
parcelle(s) cadastrée(s) sur le territoire de la commune de
sous les références (*section, n°*) section,

Vu la loi n°83.663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83.8 du 7 janvier 1983, et relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, et en particulier son article 56,

Vu le Code de l'Environnement et notamment les articles L361-1, R 331-14, R 333-15

Vu le décret N° 86.197 du 6 février 1986 relatif au transfert de compétences aux départements en matière d'itinéraires de promenade et de randonnée ;

Vu la circulaire ministérielle du 30 août 1988 relative aux plans départementaux des itinéraires de promenade et de randonnée prise en application des articles 56 et 57 de la loi du 22 juillet 1983 susvisée,

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil Général en date du 27 juin 1995 adoptant le projet de Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Thiézac en date du et acceptant l'inscription de certains chemins ruraux à ce même plan,

Vu la convention pour le passage d'un itinéraire de randonnée en propriété privée dans le cadre du Plan Départemental des itinéraires de Promenade et de randonnée signée le 10 décembre 2013 pour une durée de 10 ans.

Vu le courrier recommandé réceptionné le de Madame..... et de Monsieur..... informant leurs refus de renouvellement de la convention.

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de..... en date du et acceptant les termes de cet avenant.

Vu la délibération de la Communauté de communes en date du et acceptant les termes de cet avenant.

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du acceptant les termes de cet avenant.

Dans la volonté des élus de la Communauté de communes de de répondre à la demande des propriétaires et de trouver une solution alternative afin de permettre l'accès au site du Pas de Cère, il est convenu de modifier la convention initiale comme suit :

Article 1 : modification de l'article 7 « Durée et résiliation »

Dans la volonté de trouver une solution alternative pour permettre la découverte du site du Pas de Cère tout en respectant la demande des propriétaires, la Communauté de communes, Maître d'ouvrage, a sollicité auprès du propriétaire, une prolongation de la convention pour une durée de 12 mois soit jusqu'au 10 décembre 2024.

Les dispositions du présent avenant entre en vigueur le 11 décembre 2023.

Les autres dispositions de la convention initiale demeurent inchangées.

La convention initiale et ses avenants forment un tout indivisible.

Fait à

Le

Fait en quatre exemplaires originaux, un exemplaire étant destiné à chaque signataire.

Le Président du Conseil départemental

Le(s) propriétaire(s)

Visé par le Maire
de la commune

Visé par le gestionnaire de
l'itinéraire

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-4

**Avenant à la convention de partenariat technique et financier « Flux Vision Tourisme » 2023-2024
entre le Conseil départemental, Cantal Destination et les Offices de Tourisme du Cantal**

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Magali MAUREL se retire et ne participe pas au vote,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 23CP01-3 de la Commission Permanente du 27 janvier 2023 approuvant la convention de partenariat « Flux Vision Tourisme » 2023-2024 ;

Vu la délibération n°23CD05-3 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions en faveur du tourisme pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en œuvre ;

Considérant la commande d'une étude évènementielle du dispositif « Flux Vision Tourisme » dédiée au Festival de Théâtre de rue d'Aurillac - Eclat qui se tiendra du 14 au 17 août 2024 ;

- **VALIDE** l'avenant à la convention de partenariat technique et financier « Flux Vision Tourisme » 2023-2024 entre le Conseil départemental du Cantal, Cantal Destination et les Offices de Tourisme dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer ledit avenant ou tout acte s'y rapportant.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



AVENANT A LA CONVENTION DE PARTENARIAT TECHNIQUE ET FINANCIER

« FLUX VISION TOURISME »

Conclue pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2024

Entre :

D'une part :

Le Comité Départemental du Tourisme et du Thermalisme du Cantal, dénommé **CANTAL DESTINATION**, sis 12 rue Marie Maurel, SC 80007 15013 Aurillac Cedex, représenté par son Président, Monsieur Didier ACHALME,

D'autre part :

Le Conseil départemental du Cantal, dénommé le Département, sis 28 avenue Gambetta, 15015 Aurillac cedex, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé à signer la présente convention par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 5 juillet 2024,

Et d'autre part :

L'Office de Tourisme du Pays d'Aurillac, sis 7, rue des Carmes, 15000 Aurillac, représenté par sa Présidente, Madame Magali MAUREL.

Vu la convention en date du 1^{er} juillet 2023 définissant les conditions de partenariat pour l'acquisition des données Flux Vision Orange 2023-2024 entre Cantal Destination, l'Office de Tourisme du Pays d'Aurillac et le Département, découlant du groupement de commande du 12 avril 2022 établi entre Orange Business Services, ADN Tourisme et les membres du groupement dont fait partie Cantal Destination.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de l'avenant

Cantal Destination, le Département et l'Office de Tourisme du Pays d'Aurillac conviennent de commander une **étude évènementielle** du dispositif « Flux Vision Tourisme », dédiée au **Festival de théâtre de rue d'Aurillac Eclat** qui se tiendra du 14 au 17 août 2024.

Article 2 : Durée

Conformément à la méthodologie de Flux Vision Orange, l'étude débutera le **24 juillet 2024** et se terminera le **7 septembre 2024**, pour une livraison des **résultats prévue le 20 septembre 2024**.

Article 3 : Cadres d'intervention financière

L'**Office de Tourisme d'Aurillac** prend à sa charge la **totalité du coût de l'étude événementielle** et sera facturé à hauteur de 100 % à la signature de la convention.

Le coût de l'étude est de **3 000 € HT** (3 630 € TTC).

Fait à Aurillac, le

Pour CANTAL DESTINATION

Pour le Conseil départemental
du Cantal

Pour l'**Office de Tourisme du Pays
d'Aurillac**

Le Président,
Didier ACHALME

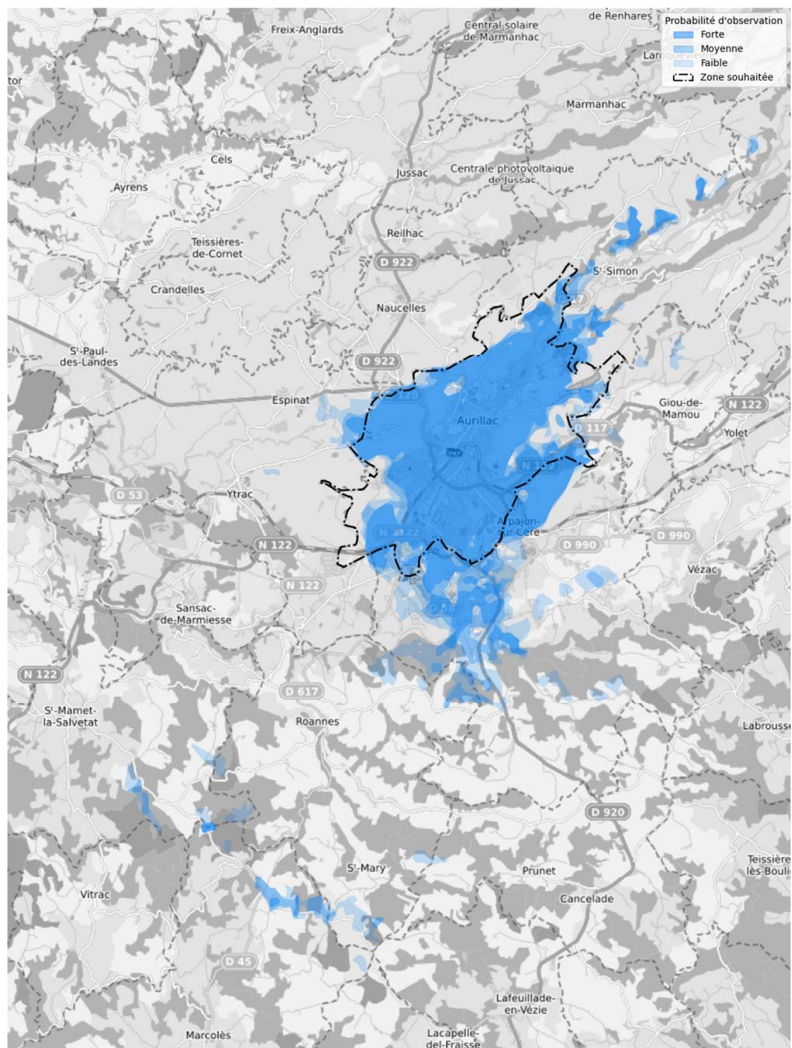
Le Président,
Bruno FAURE

La Présidente,
Magali MAUREL

Liste des annexes :

- Annexe 1 : Carte validée du zonage
- Annexe 2 : Copie du bon de commande CANTAL DESTINATION/Orange Business Services

ANNEXE 1



ANNEXE 2



**Business
Services**

**Bon de commande - Contrat Cadre ADN Tourisme
FLUX VISION**

A IMPRIMER EN 2 EXEMPLAIRES

Document à compléter et à renvoyer signé à votre interlocuteur commercial

* Informations obligatoires

Commande à

Orange Business Services SA
Direction Applications for Business
195 rue Lavoisier
38330 Montbonnot-Saint-Martin
France
Adresse d'envoi : facturation.oab@orange.com

Votre interlocuteur commercial :

Florian FARINA
Email : florian.farina@orange.com
Téléphone : 06 85 83 04 42
Référence de la PTC : A15748-07

Objet de la commande: Flux Vision ADN Tourisme 2023-2024
Option 5: Evènement Festival "Eclat"

N° de la commande	A15748-07
Date du début de l'étude	24/07/2024
Date de fin de l'étude	08/09/2024

Commande par

*Raison sociale :	COMITE DEPARTEMENTAL DE TOURISME DU CANTAL		
*Contact :	Emilie COMPAGNE		
*Adresse Ligne 1 :	28, avenue Gambetta		
*Adresse Ligne 2 :			
*Ville :	AURILLAC	*Code postal :	15 000
*Pays :	France		
*Téléphone :	04 71 45 99 69	*Fax :	
*Email :	emilie.compagne@cantal.fr		
*N°SIRET (à remplir impérativement) *N°engagement (uniquement pour les acteurs publics)	779.074.822.00049	*N° TVA (à remplir impérativement) *N° de marché (uniquement pour les acteurs publics)	FR69779074822

Adresse de facturation

*Contact :	Nathalie CROUZET		
*Adresse Ligne 1 :	12, rue marie Mauriel		
*Adresse Ligne 2 :			
*Ville :	AURILLAC	*Code postal :	15 013
*Pays :	France		
*Téléphone :	07 67 41 35 49	*Fax :	
*Email :	nathalie.crouzet@adntourisme.com		

Informations relatives au paiement

*Délai de paiement : 30 jours

Mode de paiement : ☒ Virement bancaire ☐ Prélèvement

Beneficiary Bank Name : BNP PARIBAS Grenoble

IBAN : FR76 3000 4006 1700 0100 5800 580

BIC / SWIFT : BNPAFRPPGRE

Merci d'adresser vos paiements par virement bancaire à :

Modalités de facturation

Total de la commande : 3 000,00 CHT

Echéancier de facturation : sélectionnez le jalon de facturation (1 choix seulement en « de la commande »)

à la commande : facturation de 100%

période de facturation	jalon de facturation :	% du montant total	montant en CHT
23/05/2024	à la commande	100%	3 000,00
TOTAL en CHT			3 000,00

Signature des parties

Le Contrat est constitué, par ordre décroissant, des documents suivants : le Bon de Commande ; la Proposition Technique et Commerciale identifiée ci-dessus (remise par votre interlocuteur commercial) et les Conditions Générales OAB (disponibles sur <https://mtd.entreprises.fr/orange-business.com/contrats/oab/>).

Le signataire du présent bon de commande reconnaît avoir pris connaissance et avoir approuvé sans réserve l'ensemble des documents contractuels désignés ci-avant.

La signature du Client porte sur l'ensemble des composantes du présent Bon de Commande Flux Vision

Encadré réservé au Client	Encadré réservé à Orange Business Services
CROUZET Nathalie (Représentant Client) Nom :	
Signature :	
Directrice adjointe Fonction :	
Date (j/mm/aaaa) : 23/05/2024	

Orange Applications for Business, SAS
Orange Applications for Business
Siège : 195, rue Lavoisier - 38330 Montbonnot-Saint-Martin
RCS Grenoble 328 006 432 - SAS au capital social de 441 695 Euros

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-5

Soutenir les races emblématiques Salers et Aubrac - Subvention au Syndicat des Eleveurs Aubrac Cantaliens

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

*Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023, adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n°23CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validées en 2023 ;

- **DECIDE** d'accorder au Syndicat des Eleveurs Aubrac Cantaliens, dont le siège social est situé 1 Rue des Agials - 15100 Saint-Flour, une aide financière de 5 000 € pour l'organisation du Concours Départemental Aubrac, le 22 septembre 2024 à Chaudes Aigues. Cette aide a été calculée au taux de 50 % sur la base d'une dépense subventionnable plafonnée à 10 000 € ;

Cette aide est allouée sur la base du régime cadre exempté de notification n° SA.109080, relatif aux aides aux actions de promotion en faveur des produits agricoles pour la période 2023-2029, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022.

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748, fonction 6312 du budget départemental.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-6

Soutenir les Syndicats d'élevage - Subvention au Syndicat des Eleveurs de Chevaux Lourds du Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents :** Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL*
***Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir :** M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n° 22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n° 23CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre en 2024 la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental, conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs de ce programme ;

Vu la délibération de la Commission Permanente du 31 mai 2024 adoptant la fiche action "Soutenir les Syndicats d'élevage" ;

- **DECIDE** d'accorder au Syndicat des Eleveurs de Chevaux Lourds du Cantal, dont le siège social est situé 8 Chemin des Prés Beza - 15130 Arpajon sur Cère, une aide financière de 2 500 € pour l'organisation du Concours Départemental de Chevaux Lourds, le 7 septembre 2024 à Polminhac. Cette aide a été calculée au taux de 50% sur la base d'une dépense subventionnable plafonnée à 5 000 €.

Cette aide est allouée sur la base du régime cadre exempté de notification n°SA.109080 relatif aux aides aux actions de promotion en faveur des produits agricoles pour la période 2023-2029, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022.

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, Nature 65748 fonction 6312 du Budget départemental.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-7

**Développer l'Agriculture Biologique -
Subventions à la Chambre d'Agriculture du Cantal et à l'Association BIO15**

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOUL, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n° 22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n° 23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n° 22CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre en 2024 la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental, conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs de ce programme ;

- **DECIDE** d'accorder à la Chambre d'Agriculture du Cantal, dont le siège social est situé 26 Rue du 139^{ème} R.I - 15000 Aurillac, une subvention d'un montant de 7 000 € pour la mise en oeuvre de son programme d'actions 2024 tel que détaillé en annexe de la présente délibération. Cette subvention a été calculée au taux de 50 % sur la base d'une dépense subventionnable plafonnée à 14 000 € TTC.

- **DECIDE** d'accorder à l'Association BIO 15, dont le siège social est situé 26 Rue du 139^{ème} R.I - 15000 AURILLAC, une subvention d'un montant de 3 000 € pour la mise en oeuvre des actions de promotion 2024 tel que détaillé en annexe de la présente délibération. Cette subvention a été calculée au taux de 50 % sur la base d'une dépense subventionnable plafonnée à 6 000 € TTC.

- **APPROUVE** la convention relative à l'attribution d'une aide financière pour développer l'agriculture biologique pour l'année 2024 à intervenir entre le Conseil départemental et la Chambre d'Agriculture dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Ces aides sont allouées sur la base des régimes cadres ci-dessous :

- Régime cadre exempté de notification n°SA.109080 relatif aux aides aux actions de promotion en faveur des produits agricoles pour la période 2023-2029, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022.
- Régime cadre exempté de notification n°SA.109081 relatif aux aides aux services de conseil dans le secteur agricole pour la période 2023-2029, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022.

Le montant global des dépenses ainsi engagées sera imputé sur les crédits inscrits au Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 6312 du Budget départemental.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Nom et adresse du bénéficiaire	Opération	Coût total (en €)	Montant éligible plafonné (en €)	Taux	Subvention (en €)
CHAMBRE D'AGRICULTURE DU CANTAL 25 Rue du 139ème RI BP 239 15002 AURILLAC CEDEX	Information et sensibilisation des agriculteurs à l'Agriculture Biologique : Accueil physique, renseignements téléphoniques, mails, actualisation du site BIO15, interventions en établissement d'enseignement Animation de l'association BIO 15 Accompagner les actions commerciales et de promotion des productions agricoles biologiques et développement des filières (lait, viande, vente directe) Réalisation d'actions techniques, de démonstrations	58 920,00	14 000,00	50%	7 000,00
ASSOCIATION BIO 15 25 Rue du 139ème RI 15000 AURILLAC	Manifestations bio (marchés, réunions d'éleveurs, assemblée générale, organisation de visites de ferme...) Supports de communication (panneaux de ferme, sacherie, bulletin de liaison, courrier...) Edition de la carte des bonnes adresses bio du Cantal Frais de formation des adhérents (techniques, innovation...) Participation aux actions de promotion régionales et nationales (campagnes Le Printemps Bio, Manger Bio et Local, Fête du Lait...)	12 000,00	6 000,00	50%	3 000,00
TOTAL					10 000,00

**CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIÈRE POUR DÉVELOPPER
L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE- ANNÉE 2024
ENTRE LE DÉPARTEMENT DU CANTAL ET LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU CANTAL**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;

VU le règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans le secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022 ;

VU le régime cadre exempté relatif n° SA.109081 relatif aux aides aux services de conseil dans le secteur agricole pour la période 2023-2027 ;

VU la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

VU la délibération n° 22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

VU la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023, adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

VU le Règlement financier et comptable des aides du Département,

VU la demande de financement présentée par la Chambre d'Agriculture du Cantal,

VU la délibération n° de la Commission Permanente du Conseil départemental du 5 juillet 2024 concernant l'octroi du présent financement,

ENTRE:

Le Département du CANTAL, ayant son siège 15 015 AURILLAC Cedex, représenté par son Président, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal du 5 juillet 2024.

Ci-après dénommé : « **Le Département** »

D'une part,

ET

Le Bénéficiaire, la Chambre d'Agriculture du Cantal, ayant son siège social 26, Rue du 139^{ème} R.I. – BP 239 – 15002 AURILLAC CEDEX.

Représenté par Monsieur Patrick ESCURE, en qualité de Président de la Chambre d'Agriculture du Cantal.

ci-après désigné par les termes "**le bénéficiaire**",

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de la convention :

Les aides du Conseil départemental sont régies par le Règlement financier téléchargeable sur le lien suivant : <https://www.cantal.fr/aides-subsventions/>.

La présente convention précise les modalités particulières s'appliquant à la subvention précisée à l'article 2.

Article 2 – Montant de la subvention :

Le Département s'engage à verser une subvention d'un montant de 7 000 €, conformément à la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 5 juillet 2024, calculée au taux de 50 % sur la base d'une assiette éligible de 14 000 € TTC, sous réserve que le bénéficiaire remplisse ses obligations contractuelles.

Article 3 – Modalités de versement de la subvention :

La subvention est versée exclusivement au bénéficiaire.

La présente subvention est incessible. À ce titre, le bénéficiaire ne peut, pour quelque raison que ce soit, reverser tout ou partie de la présente subvention à un tiers.

Le versement de la subvention est effectué selon les disponibilités de crédits de paiement existantes au moment du dépôt de la demande de versement.

Si des acomptes ont été versés, le **solde** sera au minimum égal à 20% et sera versé sur présentation des pièces justificatives ci-après définies.

Pour bénéficier d'un paiement d'acompte ou du solde, le bénéficiaire devra systématiquement retourner au Département, dûment remplie et signée, **une demande de paiement accompagnée des justificatifs de dépenses correspondantes**, complété pour le **solde** par un bilan technique et financier de l'exécution du programme.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

Une **avance** pourra être versée sous réserve de la disponibilité de crédits. Celle-ci ne pourra pas excéder 70 % du montant de la subvention.

Article 4 – Contrôle :

Le bénéficiaire accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation des du programme accompagné financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Département, notamment :

- en cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- après achèvement de l'opération ou lors de la demande de solde de la subvention.

À ce titre, le bénéficiaire s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner le reversement de la subvention, en application de l'article 7 ci-après.

Article 5 – Information du Département :

Le bénéficiaire devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Pour le bénéficiaire, le changement de sa situation juridique et de manière générale toute modification importante touchant sa situation (financière, fiscale, sociale,...) ou le bon déroulement de l'opération subventionnée, notamment pour ce qui relève des modalités et des moyens de financement de l'opération, justifie une information.

Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à informer le Département de tout changement relatif à son assujettissement à la TVA. Le Département se réserve la possibilité de recalculer la subvention sur une base HT selon l'évolution de ce statut.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner le reversement de la subvention, en application de l'article 7 ci-après.

Article 6 – Date d'effet et durée :

Sont prises en compte dans l'assiette éligible les actions du programme réalisées au cours de l'année 2024.

Article 7 – Reversement :

Au terme des opérations de contrôle (§ 4), le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée au bénéficiaire en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Département.

Article 8 – Recours :

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand (63000).

Fait à Aurillac, le
En deux exemplaires originaux

Le Président du Conseil départemental du Cantal,

Bruno FAURE

Le Bénéficiaire

Qualité :

Nom :

Cachet :

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-8

Favoriser les circuits courts - Subventions à la Chambre d'Agriculture du Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n°23CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validées en 2023 ;

- **DECIDE** d'accorder à la Chambre d'Agriculture du Cantal, dont le siège social est situé 26 Rue du 139^{ème} R.I - 15000 Aurillac, une subvention d'un montant de 25 000 € pour la mise en oeuvre des actions d'accompagnement et de promotion 2024 de la démarche Consocantal dont le programme détaillé et joint en annexe de la présente délibération. Cette subvention a été calculée au taux de 50 % sur la base d'une dépense subventionnable plafonnée à 50 000 € TTC.

Cette aide est allouée sur la base des régimes cadres ci-dessous :

- Régime exempté de notification n°SA.109080, relatif aux aides aux actions de promotion en faveur des produits agricoles pour la période 2023-2029, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des article 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022.
- Régime exempté de notification n°SA.109081, relatif aux aides aux services de conseil dans le secteur de l'agriculture pour la période 2023-2029, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des article 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022.

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 6312 du Budget départemental.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

PROMOUVOIR LES PRODUITS LOCAUX EN RESTAURATION

COLLECTIVE CONSOCANTAL

PREVISIONNEL 2024

En 2021, la Chambre d'agriculture du Cantal et le Conseil départemental, soutenus par l'État, ont initié Consocantal, une démarche visant à améliorer l'approvisionnement en produits locaux des établissements de restauration collective, de l'école primaire à l'EHPAD. Des conventions d'objectifs entre l'établissement volontaire, les collectivités territoriales et la Chambre d'agriculture formalisent l'engagement solidaire, gagnant-gagnant des partenaires, conscients des enjeux et prêts à travailler sincèrement ensemble. Cette démarche renforce le lien entre l'agriculture et les consommateurs du territoire.

I / ACCOMPAGNER LES ÉTABLISSEMENTS ENGAGÉS

Le recrutement des établissements dans Consocantal a rencontré un fort succès. La démarche compte début 2023, plus de 70 établissements engagés. 10 collèges ont rejoint la démarche dès septembre 2021 et 4 nouveaux se sont engagés en septembre 2022.

La première étape de la démarche consiste à caractériser la demande en produits locaux des établissements engagés dans la démarche par un état des lieux minutieux de l'approvisionnement actuel. Tous les établissements engagés dans Consocantal sont rencontrés une fois par an à l'occasion d'un diagnostic de leur approvisionnement et de leurs pratiques. La Chambre et le Conseil départemental identifient ainsi les besoins de chaque établissement et leur proposent des pistes d'actions (produits à privilégier, contact de fournisseurs...). Cet état des lieux est fait chaque année afin de caractériser la progression et le niveau atteint par l'établissement.

- Niveau 1 : 0% à 25% de produits locaux dans le budget alimentation de l'établissement
- Niveau 2 : 25% à 50% de produits locaux
- Niveau 3 : plus de 50% de produits locaux

Tous les ans, une nouvelle plaque est remise aux établissements précisant le niveau atteint. Elle est affichée à l'entrée des établissements ou des restaurants collectifs.

Le diagnostic comprend :

- Une rencontre avec le chef de cuisine, le gestionnaire et le directeur (ou élu) de l'établissement. Cette rencontre permet d'engager une discussion autour des pratiques en cuisine, des premiers freins relevés.
- Une étude approfondie de l'approvisionnement de l'établissement sur l'année passée. Il s'agit d'analyser l'origine de chaque produit acheté dans l'année et de saisir ces informations dans un tableau. Si l'établissement est équipé d'un logiciel de suivi adéquat, cette étape peut être rapide. Pour les collèges, la Chambre d'agriculture se charge de cette étape. Pour les autres établissements, cette étape est conduite en autonomie (autodiagnostic) par les gestionnaires. La Chambre d'agriculture assure un soutien à distance.
- La rédaction d'un rapport synthétique reprenant le compte-rendu de l'échange de la première rencontre, l'analyse des résultats sur l'année précédente et des préconisations pour l'année suivante.
- Une rencontre de restitution permettant d'aborder ensemble les pistes de réflexion et d'outiller les cuisiniers (contacts de fournisseurs potentiels, etc...)

En 2024, la Chambre d'agriculture réalisera l'audit des 14 collèges engagés dans Consocantal.

II / PROMOUVOIR CONSOCANTAL

Auprès des professionnels

La Chambre d'agriculture envoie une newsletter semestrielle pour diffuser aux professionnels « du champ à l'assiette » les actualités du réseau Consocantal : les nouveaux établissements engagés, la mise en avant de services (Agrilocal, service logistique...).

L'annuaire des fournisseurs de produits locaux est mis à jour régulièrement sur le site internet de la Chambre d'Agriculture.

La remise de plaques 2024 sera l'occasion d'organiser une rencontre physique entre les fournisseurs volontaires et les établissements lors d'un repas/dégustation.

Auprès du grand public

Dans les établissements engagés, des magnets Consocantal ainsi que des flyers expliquant la démarche sont distribués. Un message est envoyé une fois par an aux familles, via les espaces numériques de travail, pour les informer du niveau atteint de leur établissement.

Pour largement, une page facebook diffuse les actualités de Consocantal : les établissements engagés, les événements particuliers...

En 2024, il est prévu de finaliser la conception des outils initiés en 2023 :

- 3 vidéos destinés aux réseaux sociaux
- 5 kakémono « recettes »
- Impression de flyers explicatifs

Plan de financement prévisionnel 2024

I/ ACCOMPAGNER LES ÉTABLISSEMENTS ENGAGÉS

Budget prévisionnel	Montant	Plan de financement	Montant
Coût accompagnement 62 jours à 491 €	30 000 €	Conseil départemental	15 000 €
		Chambre d'Agriculture	15 000 €
TOTAL	30 000 €	TOTAL	30 000 €

II/ PROMOUVOIR CONSOCANTAL

Budget prévisionnel	Montant	Plan de financement	Montant
Coût animation : 20 jours à 491 €	9 820 €	Conseil départemental	10 000 €
Prestataire externe (conception, impression....)	10 180 €	Chambre d'Agriculture	10 000 €
TOTAL	20 000 €	TOTAL	20 000 €

**CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIÈRE POUR FAVORISER LES
CIRCUITS COURTS- ANNÉE 2024
ENTRE LE DÉPARTEMENT DU CANTAL ET LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU CANTAL**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001,

VU le règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans le secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022 ;

VU le régime cadre exempté relatif n° SA.109081 relatif aux aides aux services de conseil dans le secteur agricole pour la période 2023-2029 ;

VU le régime cadre exempté relatif aux aides aux actions de promotion en faveur des produits agricoles pour la période 2023-2029,

VU la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

VU la délibération n° 22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

VU la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023, adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

VU le Règlement financier et comptable des aides du Département,

VU la demande de financement présentée par la Chambre d'Agriculture du Cantal,

VU la délibération n° de la Commission Permanente du Conseil départemental du 5 juillet 2024 concernant l'octroi du présent financement,

ENTRE:

Le Département du CANTAL, ayant son siège 15 015 AURILLAC Cedex, représenté par son Président, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal du 5 juillet 2024.

Ci-après dénommé : « **Le Département** »

D'une part,

ET

Le Bénéficiaire, la Chambre d'Agriculture du Cantal, ayant son siège social 26, Rue du 139^{ème} R.I. – BP 239 – 15002 AURILLAC CEDEX.

Représenté par Monsieur Patrick ESCURE, en qualité de Président de la Chambre d'Agriculture du Cantal.

ci-après désigné par les termes "**le bénéficiaire**",

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de la convention :

Les aides du Conseil départemental sont régies par le Règlement financier téléchargeable sur le lien suivant : <https://www.cantal.fr/aides-subventions/>.

La présente convention précise les modalités particulières s'appliquant à la subvention précisée à l'article 2.

Article 2 – Montant de la subvention :

Le Département s'engage à verser une subvention d'un montant de 25 000 €, conformément à la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 5 juillet 2024, calculée au taux de 50 % sur la base d'une assiette éligible de 50 000 € TTC, sous réserve que le bénéficiaire remplisse ses obligations contractuelles.

Article 3 – Modalités de versement de la subvention :

La subvention est versée exclusivement au bénéficiaire.

La présente subvention est incessible. À ce titre, le bénéficiaire ne peut, pour quelque raison que ce soit, reverser tout ou partie de la présente subvention à un tiers.

Le versement de la subvention est effectué selon les disponibilités de crédits de paiement existantes au moment du dépôt de la demande de versement.

Si des acomptes ont été versés, le **solde** sera au minimum égal à 20% et sera versé sur présentation des pièces justificatives ci-après définies.

Pour bénéficier d'un paiement d'acompte ou du solde, le bénéficiaire devra systématiquement retourner au Département, dûment remplie et signée, **une demande de paiement accompagnée des justifications de dépenses correspondantes**, complété pour le **solde** par un bilan technique et financier de l'exécution du programme.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

Une **avance** pourra être versée sous réserve de la disponibilité de crédits. Celle-ci ne pourra pas excéder 70 % du montant de la subvention.

Article 4 – Contrôle :

Le bénéficiaire accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation des du programme accompagné financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Département, notamment :

- en cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- après achèvement de l'opération ou lors de la demande de solde de la subvention.

À ce titre, le bénéficiaire s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner le reversement de la subvention, en application de l'article 7 ci-après.

Article 5 – Information du Département :

Le bénéficiaire devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Pour le bénéficiaire, le changement de sa situation juridique et de manière générale toute modification importante touchant sa situation (financière, fiscale, sociale,...) ou le bon déroulement de l'opération subventionnée, notamment pour ce qui relève des modalités et des moyens de financement de l'opération, justifie une information.

Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à informer le Département de tout changement relatif à son assujettissement à la TVA. Le Département se réserve la possibilité de recalculer la subvention sur une base HT selon l'évolution de ce statut.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner le reversement de la subvention, en application de l'article 7 ci-après.

Article 6 – Date d'effet et durée :

Sont prises en compte dans l'assiette éligible les actions du programme réalisées au cours de l'année 2024.

Article 7 – Reversement :

Au terme des opérations de contrôle (§ 4), le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée au bénéficiaire en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Département.

Article 8 – Recours :

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand (63000).

Fait à Aurillac, le
En deux exemplaires originaux

Le Président du Conseil départemental du Cantal,

Bruno FAURE

Le Bénéficiaire

Qualité :
Nom :

Cachet :

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-9

**Favoriser l'installation en agriculture - Subvention au Syndicat des Jeunes Agriculteurs du Cantal
Année 2024**

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n°23CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validées en 2023 ;

- **DECIDE** d'accorder au Syndicat des Jeunes Agriculteurs du Cantal, dont le siège social est situé 26 Rue du 139^{ème} R.I - 15000 Aurillac, une subvention d'un montant de 70 000 € pour la mise en oeuvre du programme d'actions 2024 en faveur de l'installation tel que joint en annexe de la présente délibération. Cette subvention a été calculée au taux de 50 % sur la base d'une dépense subventionnable plafonnée à 140 000 € TTC.

- **APPROUVE** la convention relative à l'attribution d'une aide financière pour la mise en oeuvre du programme d'actions 2024 en faveur de l'installation à intervenir entre le Conseil départemental et le Syndicat des Jeunes Agriculteurs du Cantal dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Cette aide est allouée sur la base du régime d'aides exempté n° SA.108940, relatif aux aides à l'échange de connaissances et aux actions d'information dans le secteur agricole pour la période 2023-2029, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022.

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, Nature 65748, fonction 6312 du Budget départemental.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Nature de l'opération		Bénéficiaire	coût
OPERATION 1 : FORMATION DES JEUNES			
Intervention auprès des élèves des collèges et des lycées sur des thématiques spécifiques (entre 5 et 10 journées par an)		Collégiens et lycéens	48 254,00 €
Formation "devenir chef d'entreprise agricole" à destination des jeunes dans le parcours à l'installation		entre 10 et 15 porteurs de projets par formation	
Formation des adhérents de Jeunes Agriculteurs aux sujets d'actualité, à la prise de parole et aux responsabilités		environ 14 stagiaires à chaque formation	
OPERATION 2 : PROMOTION DU METIER D'AGRICULTEUR			
Concours photos sur les réseaux sociaux : lien entre sujets agricole et société - au minimum 4 fois par an		agriculteurs et grand public	26 015,00 €
Diffusion de photos et portraits d'agriculteurs cantaliens pour le calendrier de l'avent de JA15 avec lots à gagner pour les participants sur les réseaux sociaux		agriculteurs et grand public	
Réalisation et diffusion de vidéos portraits d'installations dans le Cantal : 3 vidéos par an minimum		agriculteurs et grand public	
Communication annuelle autour de l'activité du monde agricole et du monde rural		agriculteurs et grand public	
Présence de JA15 sur les salons de l'emploi, l'orientation et de la reconversion professionnelle (minimum 2/an)		grand public, étudiants, chercheurs d'emploi, public en reconversion professionnelle	
OPERATION 3 : PROMOTION DU TERROIR CANTALIEN ET DE SES SPECIFICITES LORS D'EVENEMENTS REGIONAUX ET NATIONAUX			
Evènements animés à l'échelle des cantons par JA15 : Ronde de la Châtaigneraie, Mister Salers, Fête de la Montagne, Fête de la transhumance...		agriculteurs et grand public	35 403,00 €
Dégustation de produits locaux et promotion du métier (minimum 4 évènements/an)			
Evènement animés à l'échelle de JA15 dans le département du Cantal : JA d'ore Manger Cantalou...		agriculteurs et grand public	
Dépenses de communication diverses (impression de flyers, textiles, affiches, encarts publicitaires...) mettant en avant l'installation dans le département du Cantal et les actions de JA15		agriculteurs et grand public	
Mise en avant de JA15 lors du Sommet de l'Elevage et du Salon International de l'Agriculture (+autres évènements à représentation régionale ou nationale)		agriculteurs et grand public	

Nature de l'opération		Bénéficiaire	coût
OPERATION 4 : PARTICIPATION AUX PROGRAMMES D'ACCUEIL DANS LE MILIEU AGRICOLE ET FORCE DE PROPOSITIONS POUR L'INSTALLATION DANS LE CANTAL			
Actions propres à JA15 de promotion de l'installation/transmission : Journées "Demain je transmets"		Porteurs de projets, cédants, jeunes installés...	25 491,00 €
Session installation départementale, groupe de travail renouvellement des générations agricoles...		Porteurs de projets, cédants, jeunes installés...	
Participation aux groupes de travail accueil, renouvellement des générations de l'échelle départementale à l'échelle nationale		Porteurs de projets, cédants, jeunes installés, grand public...	
Innovation et mise en avant des opportunités d'installation dans le département via une communication active sur les programmes d'accompagnement existants, relai des opportunités d'installations, participation et propositions pour les nouveaux programmes d'accueil (ex : devenir agriculteur dans le Cantal...)			
OPERATION 5 : MISE EN AVANT DE LA POLITIQUE D'ATTRACTIVITE MENEES PAR JA15 EN COLLABORATION AVEC LES ACTEURS DU TERRITOIRE VIA LA MISE EN AVANT SUR LES NOUVEAUX RESEAUX DE COMMUNICATION			
Réalisation de vidéos avec des influenceurs/médias actuels à l'échelle départementale et régionale voir nationale		JA15	14 686,00 €
Mise en œuvre du plan de communication et groupes de travail		JA15	
TOTAL			149 849,00 €

**CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIÈRE POUR FAVORISER
L'INSTALLATION EN AGRICULTURE- ANNÉE 2024
ENTRE LE DÉPARTEMENT DU CANTAL ET LE SYNDICAT DES JEUNES AGRICULTEURS**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001,

VU le règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans le secteur agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022 ;

VU le régime cadre exempté relatif aux aides aux actions de promotion en faveur des produits agricoles pour la période 2023-2029,

VU la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

VU la délibération n° 22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

VU la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023, adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

VU le Règlement financier et comptable des aides du Département,

VU la demande de financement présentée par le Syndicat des Jeunes Agriculteurs,

VU la délibération n° de la Commission Permanente du Conseil départemental du 5 juillet 2024 concernant l'octroi du présent financement,

ENTRE:

Le Département du CANTAL, ayant son siège 15 015 AURILLAC Cedex, représenté par son Président, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal du 5 juillet 2024.

Ci-après dénommé : « **Le Département** »

D'une part,

ET

Le Bénéficiaire, le Syndicat Jeunes Agriculteurs du Cantal, ayant son siège social 26, Rue du 139^{ème} R.I. – BP 239 – 15002 AURILLAC CEDEX.

Représenté par Monsieur Valentin DELBOS, en qualité de Président du Syndicat Jeunes Agriculteurs du Cantal.

ci-après désigné par les termes "**le bénéficiaire**",

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de la convention :

Les aides du Conseil départemental sont régies par le Règlement financier téléchargeable sur le lien suivant : <https://www.cantal.fr/aides-subventions/>.

La présente convention précise les modalités particulières s'appliquant à la subvention précisée à l'article 2.

Article 2 – Montant de la subvention :

Le Département s'engage à verser une subvention d'un montant de 70 000 €, conformément à la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 5 juillet 2024, calculée au taux de 50 % sur la base d'une assiette éligible de 140 000 € TTC, sous réserve que le bénéficiaire remplisse ses obligations contractuelles.

Article 3 – Modalités de versement de la subvention :

La subvention est versée exclusivement au bénéficiaire.

La présente subvention est incessible. À ce titre, le bénéficiaire ne peut, pour quelque raison que ce soit, reverser tout ou partie de la présente subvention à un tiers.

Le versement de la subvention est effectué selon les disponibilités de crédits de paiement existantes au moment du dépôt de la demande de versement.

Si des acomptes ont été versés, le **solde** sera au minimum égal à 20% et sera versé sur présentation des pièces justificatives ci-après définies.

Pour bénéficier d'un paiement d'acompte ou du solde, le bénéficiaire devra systématiquement retourner au Département, dûment remplie et signée, **une demande de paiement accompagnée des justifications de dépenses correspondantes**, complété pour le **solde** par un bilan technique et financier de l'exécution du programme.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

Une **avance** pourra être versée sous réserve de la disponibilité de crédits. Celle-ci ne pourra pas excéder 70 % du montant de la subvention.

Article 4 – Contrôle :

Le bénéficiaire accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation des du programme accompagné financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Département, notamment :

- en cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- après achèvement de l'opération ou lors de la demande de solde de la subvention.

À ce titre, le bénéficiaire s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner le reversement de la subvention, en application de l'article 7 ci-après.

Article 5 – Information du Département :

Le bénéficiaire devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Pour le bénéficiaire, le changement de sa situation juridique et de manière générale toute modification importante touchant sa situation (financière, fiscale, sociale,...) ou le bon déroulement de l'opération subventionnée, notamment pour ce qui relève des modalités et des moyens de financement de l'opération, justifie une information.

Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à informer le Département de tout changement relatif à son assujettissement à la TVA. Le Département se réserve la possibilité de recalculer la subvention sur une base HT selon l'évolution de ce statut.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner le reversement de la subvention, en application de l'article 7 ci-après.

Article 6 – Date d'effet et durée :

Sont prises en compte dans l'assiette éligible les actions du programme réalisées au cours de l'année 2024.

Article 7 – Reversement :

Au terme des opérations de contrôle (§ 4), le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée au bénéficiaire en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Département.

Article 8 – Recours :

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand (63000).

Fait à Aurillac, le
En deux exemplaires originaux

Le Président du Conseil départemental du Cantal,

Le Bénéficiaire

Qualité :

Nom :

Bruno FAURE

Cachet :

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-10

Encourager l'agriculture en collectif - Subvention à l'ADASEA du Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n°23CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validés en 2023 ;

- **DECIDE** d'accorder à l'Association de Développement d'Aménagement et de Services en Environnement et en Agriculture du Cantal (ADASEA), dont le siège social est situé 26 rue du 139^{ème} R.I - 15000 Aurillac, une subvention d'un montant de 27 000 € pour la réalisation des actions de son programme 2024 visant à encourager l'agriculture en collectif. Cette subvention a été calculée au taux de 50 % sur la base d'une dépense subventionnable plafonnée à 54 000 € TTC selon le budget prévisionnel joint en annexe de la présente délibération.

- **APPROUVE** la convention relative à l'attribution d'une aide financière pour la réalisation d'actions pour encourager l'agriculture en collectif en 2024 entre le Conseil départemental et l'ADASEA dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Cette aide est allouée sur la base du Règlement (UE) 2023/2381 de la Commission relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis.

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748, fonction 6312 du Budget départemental.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

ENCOURAGER L'AGRICULTURE EN COLLECTIF

BUDGET PREVISIONNEL 2024

Dépenses (en €)	Recettes (en €)
Sensibilisation des futures cédants et des candidats potentiels (27 jours)	27 000,00
Préparation à l'intégration d'un nouvel associé (27 jours)	15 120,00
Communication autour de l'agriculture de groupe (18 jours)	10 080,00
Accompagnement de l'installation en droit à l'essai (25 jours)	14 000,00
Total	54 320,00
	54 320,00

**CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIERE
POUR LA RÉALISATION D'ACTIONS POUR ENCOURAGER L'AGRICULTURE
EN COLLECTIF- ANNÉE 2024
ENTRE LE DEPARTEMENT DU CANTAL ET L'ADASEA DU CANTAL**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001,

VU le Règlement (UE) n°2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis ;

VU la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

VU la délibération n° 22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

VU la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023, adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

VU le Règlement financier et comptable des aides du Département,

VU la demande de financement présentée par l'ADASEA DU CANTAL,

VU la délibération n° de la Commission Permanente du Conseil départemental du 5 juillet 2024 concernant l'octroi du présent financement,

ENTRE

Le Département du CANTAL, ayant son siège 15015 AURILLAC Cedex, représenté par son Président, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal du 5 juillet 2024.

Ci-après dénommé : « **Le Département** »

D'une part,

ET

Le Bénéficiaire, l'ADASEA du Cantal, ayant son siège social à 26, Rue du 139^{ème} R.I. – B.P. 239 – 15002 AURILLAC CEDEX.

Représenté par Monsieur Nicolas BARDY, en qualité de Président.

ci-après désigné par les termes "**le bénéficiaire**",

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de la convention :

Les aides du Conseil départemental sont régies par le Règlement financier téléchargeable sur le lien suivant : <https://www.cantal.fr/aides-subventions/>.

La présente convention précise les modalités particulières s'appliquant à la subvention précisée à l'article 2.

Article 2 – Montant de la subvention :

Le Département s'engage à verser une subvention d'un montant de 27 000 €, conformément à la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 5 juillet 2024, calculée au taux de 50 % sur la base d'une assiette éligible de 54 000 € TTC, sous réserve que le bénéficiaire remplisse ses obligations contractuelles.

Article 3 – Modalités de versement de la subvention :

La subvention est versée exclusivement au bénéficiaire.

La présente subvention est incessible. À ce titre, le bénéficiaire ne peut, pour quelque raison que ce soit, reverser tout ou partie de la présente subvention à un tiers.

Le versement de la subvention est effectué selon les disponibilités de crédits de paiement existantes au moment du dépôt de la demande de versement.

Si des acomptes ont été versés, le **solde** sera au minimum égal à 20% et sera versé sur présentation des pièces justificatives ci-après définies.

Pour bénéficier d'un paiement d'acompte ou du solde, le bénéficiaire devra systématiquement retourner au Département, dûment remplie et signée, **une demande de paiement accompagnée des justifications de dépenses correspondantes**, complété pour le **solde** par un bilan technique et financier de l'exécution du programme.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

Une **avance** pourra être versée sous réserve de la disponibilité de crédits. Celle-ci ne pourra pas excéder 70 % du montant de la subvention.

Article 4 – Contrôle :

Le bénéficiaire accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation des du programme accompagné financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Département, notamment :

- en cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- après achèvement de l'opération ou lors de la demande de solde de la subvention.

À ce titre, le bénéficiaire s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner le reversement de la subvention, en application de l'article 7 ci-après.

Article 5 – Information du Département :

Le bénéficiaire devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Pour le bénéficiaire, le changement de sa situation juridique et de manière générale toute modification importante touchant sa situation (financière, fiscale, sociale,...) ou le bon déroulement de l'opération subventionnée, notamment pour ce qui relève des modalités et des moyens de financement de l'opération, justifie une information.

Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à informer le Département de tout changement relatif à son assujettissement à la TVA. Le Département se réserve la possibilité de recalculer la subvention sur une base HT selon l'évolution de ce statut.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner le reversement de la subvention, en application de l'article 7 ci-après.

Article 6 – Date d'effet et durée :

Sont prises en compte dans l'assiette éligible les actions du programme réalisées au cours de l'année 2024.

Article 7 – Reversement :

Au terme des opérations de contrôle (§ 4), le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée au bénéficiaire en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Département.

Article 8 – Recours :

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand (63000).

Fait à Aurillac, le
En deux exemplaires originaux

Le Président du Conseil départemental du Cantal,

Le Bénéficiaire

Qualité :

Nom :

Cachet :

Bruno FAURE

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-11

Transports occasionnés par l'opération Collégiens au Lioran

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°23CD05-6 du Conseil départemental du 18 décembre 2024 décidant de la reconduction de l'opération "Collégiens à la découverte du Lioran" et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits afférents ;

- **ATTRIBUE** dans le cadre des transports occasionnés par l'opération "Collégiens à la découverte du Lioran" les subventions suivantes :

Etablissement bénéficiaire	Subvention proposée
Maurice Peschaud Allanche	205,00 €
La Ponétie Aurillac	550,00 €
La Jordanne Aurillac	550,00 €
Jeanne de la Treille Aurillac	550,00 €
Jules Ferry Aurillac	750,00 €
Louis Pasteur Chaudes-Aigues	300,00 €
Georges Pompidou Condat	350,00 €
Val de Cère Laroquebrou	385,00 €
Pierre Galéry Massiac	425,00 €

Le Méridien Mauriac	790,00 €
Portes du Midi Maurs	379,00 €
Marcellin Boule Montsalvy	345,00 €
Georges Pompidou Murat	165,00 €
Gorges de la Truyère Pierrefort	395,00 €
Raymond Cortat Pleaux	360,00 €
Blaise Pascal Saint-Flour	920,00 €
La Vigière Saint-Flour	715,00 €
Jean Dauzié Saint-Mamet	340,00 €
Jean de la Fontaine Vic-sur-Cère	260,00 €
Georges Brassens Ydes	380,00 €
EREA Albert Monier Aurillac	330,00 €
Gerbert Aurillac	555,00 €
Notre Dame des Miracles Mauriac	420,00 €
Notre Dame des Oliviers Neussargues	385,00 €
Saint Joseph Saint-Flour	385,00 €
MFR Marcolès	401,50 €
MFR Mauriac	445,00 €
TOTAL	12 035,50 €

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-12

Contrat Sport Cantal : Bourses aux Sportifs de Haut Niveau

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 22CD03-13 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant les orientations de la nouvelle politique sportive 2022-2028 intitulée "Contrat Sport Cantal" et donnant délégation à la Commission Permanente pour mettre en oeuvre les crédits afférents ;

Vu la délibération n° 23CP06-25 de la Commission Permanente du 7 juillet 2023 adoptant la convention type de partenariat relative à l'attribution de bourses pour les sportifs de haut niveau ;

Vu la délibération n° 23CD05-25 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur du sport pour 2024 dans le cadre du "Contrat Sport Cantal" et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits ;

Vu l'avis favorable de la Commission Sport du 26 mars 2024 ;

- **ATTRIBUE** des bourses pour un montant total de 4 700 € aux sportifs au titre de leur statut de Sportif de Haut Niveau dont les noms figurent dans le tableau joint en annexe de la présente délibération.

Le montant des dépenses sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 nature 65748 fonction 325 du Budget départemental.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

BOURSE AUX SPORTIFS DE HAUT NIVEAU

Demandeur	Sport	Club	Statut	Subvention proposée
	Motocross – Enduro – Cross country	Quad et moto Gentiane Riom-ès-Montagnes	Espoir	600 €
	Rugby à 7	Stade Aurillacois	Espoir	600 €
	Rugby à XV et à 7	Stade Aurillacois	Espoir	600 €
	Rugby à XV	Stade Aurillacois	Espoir	600 €
	Cyclisme VTT de descente	Vélo Club Pays de Saint-Flour	Sénior	1 000 €
	Cyclisme VTT de descente	Vélo Club Pays de Saint-Flour	Relève	1 000 €
	Handball	Handball Club des Volcans Aurillac Licencié du 01/01/2023 au 11/07/2023	Espoir	300 €* TOTAL
				4 700 €

*montant correspondant à un semestre de pratique dans un club cantalien

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-13

Convention pour l'attribution d'une subvention à l'association Eclat au titre de l'année 2024 dans le cadre de la 37^{ème} édition du Festival international de Théâtre de rue

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents :** Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL*
***Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir :** M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAIDI*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 23CD05-26 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de la culture pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits afférents ;

- **ATTRIBUE** une subvention de 90 000 € en faveur de l'Association Eclat selon répartie comme suit :
 - 80 000 € pour l'organisation de la 37^{ème} édition du Festival international de rue du 14 au 17 août 2024 et pour la tournée cantalienne « Champ Libre ! » qui se déroulera en itinérance avec 25 Communes du 20 juillet au 4 août 2024 ;
 - 10 000 € pour soutenir les missions du Centre de création artistique « Le Parapluie ».
- **APPROUVE** la convention pour l'année 2024 à intervenir avec l'Association Eclat et le Département du Cantal dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748, fonction 30 du Budget départemental.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION RELATIVE A L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION ÉCLAT AU TITRE DE L'ANNEE 2024

Entre :

Le **Conseil départemental du Cantal**, sis 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président en exercice, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité aux fins des présentes par délibération n°24CP06-xx de la Commission Permanente en date du 5 juillet 2024,

Désigné sous le terme « Le Département » ;

D'une part,

Et

L'**Association ÉCLAT**, représentée par sa Présidente en exercice, Madame Françoise NYSSSEN,

Dont le siège social est situé au 20 rue de la Coste - 15000 Aurillac

Siret : 345 094 494 00050

N° licence entrepreneur de spectacle : 1-2024-000906 et 1-2024-000907 / 2-2024-000908 / 3-2024-000909

Désignée sous le terme « l'Association » ;

D'autre part,

Préambule :

Vu la charte des missions de service public pour le spectacle vivant d'octobre 1998 ;

Vu les statuts de l'Association Eclat adoptés le 4 décembre 2009 ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 10 ;

Vu la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif et notamment son article 20 ;

Vu le décret 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le décret n°2017-432 du 28 mars 2017 relatif aux labels et au conventionnement dans les domaines du spectacle vivant et des arts plastiques ;

Vu le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Considérant la place et le rayonnement acquis au plan international, national, régional et local par l'Association ÉCLAT, Centre National des Arts de la Rue et de l'Espace Public (CNAREP), avec d'une part, le Festival international de théâtre de rue d'Aurillac et « Champ libre ! », d'autre part, le lieu de fabrique artistique « *Le Parapluie* » et son programme de résidence annuel.

Considérant que le Département affirme sa volonté de poursuivre les actions engagées en faveur aussi bien du rayonnement international et national que de l'insertion régionale et locale de l'association Éclat, Centre National des Arts de la Rue et de l'Espace Public.

La présente convention précise, compte tenu des objectifs du Département, et au vu du projet artistique de l'Association ÉCLAT, productrice du festival international de théâtre de rue d'Aurillac et de l'évènement « **Champ libre !** » et gestionnaire du « Parapluie », les engagements de chacun durant l'année 2024.

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{er} - Objet

Par la présente convention, l'Association s'engage à rechercher la réalisation des objectifs complémentaires suivants, conformes à son objet social et à mettre en œuvre, à cette fin – sous réserve des engagements prévus à l'article 5, tous les moyens nécessaires à la bonne exécution de ses missions :

1.1. Organiser durant l'été 2024, la 37^{ème} édition du festival, du 14 au 17 août 2024.

La programmation officielle du festival comptera 18 compagnies déployées sur le centre-ville. Elle est consacrée à la création actuelle des arts de la rue. Elle valorise la pluralité des récits et des formes, témoigne des préoccupations et mutations contemporaines et s'attache à explorer la multiplicité des espaces.

Cette année, une collaboration avec KOFICE, la Korean Foundation for International Cultural Exchange, donne lieu à un focus sur la création en espace public coréenne. Six compagnies sont programmées durant le festival. Ce panorama exceptionnel donnera une couleur singulière à cette édition 2024.

En parallèle, **le Rendez-vous des compagnies de passage** accueillera environ 700 compagnies, dont 250 compagnies sont regroupées en 22 collectifs. Le Festival est aussi le rendez-vous des programmeurs et des accompagnateurs, des observateurs et des critiques, des amateurs de l'art en espace public, qui se retrouvent au sein des espaces aménagés pour l'occasion au collège Jules Ferry pour des échanges féconds, des rencontres, des débats et tables rondes.

Du 20 juillet au 4 août 2024, six compagnies composent le programme de **Champ libre** ! qui se déroulera en itinérance sur le territoire, en collaboration avec 25 Communes.

1.2. Accompagner les projets artistiques et culturels prenant en compte l'espace public, ainsi que les parcours des artistes du spectacle vivant et en particulier du secteur des arts de la rue.

A ce titre, l'Association développe un programme de soutien à la création, à la recherche et à l'expérimentation, tant au plan international et national que régional et local. Il sera notamment constitué d'un programme d'accueils en résidence au Parapluie, lieu de fabrique artistique, et en itinérance sur le territoire, avec l'appoint du lieu d'hébergement de Tronquières également dédié aux résidences d'écriture.

En 2024,

- le soutien à la création (politique de coproductions, possibilité d'artiste associé ou de résidence-association),
- la rencontre entre démarches artistiques, populations et territoires. L'Association s'attachera à mettre en œuvre le cahier des charges des CNAREP (centres nationaux des arts de la rue et de l'espace public).

1.3. Développer des formes de médiation, attentives aux spécificités territoriales ainsi qu'aux publics spécifiques et au milieu scolaire.

1.4. Porter un rôle de pôle référent et moteur pour les arts de la rue au niveau régional, national et international. Au plan régional, ce rôle s'exercera notamment :

- par l'apport de conseil et d'expertise auprès des autres opérateurs et des entités publiques,
- par le repérage et l'accompagnement des jeunes équipes,
- l'établissement de partenariats avec les autres établissements culturels.

1.5. Pour sa part, le Département s'engage, sous réserve du vote de son budget, à soutenir financièrement, dans le respect des règles de la comptabilité publique, la réalisation de ces objectifs, y compris par l'attribution progressive des moyens de fonctionnement et d'investissement nécessaires, et, le cas échéant par la mise à disposition de personnels, de locaux et de matériels régis par voie de convention

ARTICLE 2 - Durée de la convention

La présente convention prend effet à sa date de signature par les parties. Elle prend fin au 31 décembre 2024.

ARTICLE 3 - Montant des subventions et conditions de paiement

Le Département du Cantal s'engage à subventionner l'Association pendant la durée de la convention, pour les activités mentionnées à l'article 1^{er}.

Pour 2024, le montant de la subvention s'établit à 90 000 € répartis comme suit : 10 000 € pour soutenir les missions d'accompagnement de la création et 80 000 € pour l'organisation de la 37^{ème} édition du Festival International de Théâtre de Rue Aurillac 2024, du 14 au 17 août 2024, et en parallèle la tournée cantalienne « Champ libre ! » qui a lieu du 20 juillet au 4 août 2024 dans plusieurs communes du département, ceci compte tenu de l'adoption des budgets du Conseil Départemental pour l'année 2024.

La subvention annuelle sera créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur sous réserve du respect par l'Association des obligations prévues par la présente convention.

Le Conseil Départemental s'emploie à favoriser le développement et de toute action de développement départemental des activités de l'Association en lien avec la politique culturelle de diffusion du Département et en coordination avec les structures culturelles conventionnées, notamment territoriales.

ARTICLE 4 - Obligations comptables

L'Association s'engage :

- 4.1 à appliquer un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissements de comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à adresser aux collectivités publiques les dits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice,
- 4.2 à adresser chaque année aux collectivités publiques le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos, signé par le président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant son dépôt par les commissaires,
- 4.3 à présenter une ventilation analytique des comptes qui fasse apparaître les différents secteurs d'activité (festival, saison, centre national des arts de la rue, rencontres professionnelles).
- 4.4 à respecter les obligations nées de l'application de l'article 20 de la loi 2006-586 visée en préambule.

ARTICLE 5 - Autres engagements

- 5.1 L'Association communiquera sans délai au Département copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association.
- 5.2 L'Association s'engage à transmettre au Département un rapport d'activité de l'année 2023 (festival, action de production, coûts des services communs, coûts artistiques, évolution des rémunérations, billetterie) dès validation de ce rapport par son assemblée générale.
- 5.3 En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, l'Association en informe également le Département.

ARTICLE 6 - Sanctions

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit du Département, des conditions d'exécution de la convention par l'Association et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 11, le Département peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 7 - Contrôle de l'administration

- 7.1 L'Association s'engage à faciliter à tout moment, le contrôle par le Département du Cantal de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et de recettes et tout autre document dont la production serait jugée utile.
- 7.2 Au terme de la convention, l'Association remet dans un délai de six mois, un bilan couvrant l'ensemble de la période d'exécution de la convention. Un contrôle, éventuellement sur place, peut être réalisé par le Département, en vue d'en vérifier l'exactitude.

3

- 7.3 L'Association reconnaît avoir parfaite connaissance des conséquences qu'emporte pour elle le bénéfice des aides publiques consenties par le Département notamment en matière de contrôle juridictionnel par la Chambre Régionale des Comptes, de communicabilité à tout tiers des comptes et documents qu'elle doit aux collectivités.

ARTICLE 8 - Évaluation

L'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquelles le Département a apporté son concours, est réalisée selon les critères ci-dessous permettant à la fois une analyse qualitative et quantitative :

- 8.1 Bilan de la fréquentation pour l'événement Champ libre ! et pour la 37^{ème} édition du Festival International de Théâtre de Rue d'Aurillac 2024 ;
- 8.2 Analyse financière des comptes de l'Association (analyse du bilan, évolution du fonds de roulement, ratios financiers).

ARTICLE 9 - Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation du contrôle prévu à l'article 7 et aux conclusions de l'évaluation prévue à l'article 8.

ARTICLE 10 - Avenant

- 10.1 Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.
- 10.2 Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 - Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 - Attribution de juridiction

En cas de contestation et/ou de difficulté d'interprétation et/ou d'application des présentes, et à défaut d'accord amiable, les parties conviennent expressément de donner attribution aux tribunaux compétents.

Fait à AURILLAC, en deux exemplaires, le .

Visa du contrôleur financier, le

Pour le Conseil départemental du Cantal,
Monsieur le Président

Pour l'Association ÉCLAT,
Madame la Présidente

Bruno FAURE

Françoise NYSSSEN

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-14

Fonds Cantal Animation

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour - 2 non-participation(s), Dominique BEAUDREY et Florian MORELLE se retirent et ne participent pas au vote,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code Général des Collectivités Locales ;

Vu la délibération du Conseil départemental n°23CD05-28 du 18 décembre 2023 approuvant le renouvellement du dispositif d'aides dénommé Fonds Cantal Animation, ainsi que les modalités et conditions d'attributions et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits afférents ;

- **ATTRIBUE** 87 subventions aux manifestations ou associations locales pour un montant global de 36 050 € au titre du Fonds Cantal Animation. Le détail de l'aide départementale pour chaque bénéficiaire est présenté dans le tableau joint à la présente délibération ;

- **ANNULE** l'aide attribuée par délibération n°24CP04-11 de la Commission Permanente du Conseil départemental à l'association intercommunale Cézallier Vallée de la Sianne de 1 500 € pour l'organisation de la grande fête du Cézallier à Vèze ;

- **ATTRIBUE** au comité des fêtes de Vèze une subvention de 1 500 € pour l'organisation de la grande fête du Cézallier à Vèze.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, fonction 54 du budget départemental.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

FONDS CANTAL ANIMATION
Commission permanente du 5 juillet 2024

Bénéficiaire	Objet de la subvention	Montant	Canton
Amicale de Carbonat	soutien financier pour l'organisation d'une soirée pour les 40 ans de l'amicale de Carbonat le vendredi 11 octobre 2024	300 €	Arpajon sur Cère
Aurillac Country Dance 15	organisation du 14ème week-end Country les 7 et 8 septembre 2024	250 €	Arpajon sur Cère
NSC RAID	soutien financier à l'organsiation de l'Alpina Raid 2024	200 €	Arpajon sur Cère
Sport Cynophile Arpajonnais	organisation du concours d'agility cynophile arpajonnais les 9, 10 et 11 août 2024	300 €	Arpajon sur Cère
Association des Commerçants et Artisans de Montsalvy	soutien financier pour la 5ème édition des Jeudis du Rock du 18 juillet au 22 août 2024	1 000 €	Arpajon-sur-Cère
ACMA 15 - Animation Cité de la Montade Aurillacoise	fonctionnement 2024	500 €	Aurillac 1
AS Espinat Football	organisation de la rencontre ASEF - Bastia 92	600 €	Aurillac 1
Association Feeling 15	fonctionnement 2024	1 000 €	Aurillac 1
Comice Agricole Salers du Pays d'Aurillac	organisation du Comice des Cantons d'Aurillac le 12 octobre 2024 à Ytrac	1 200 €	Aurillac 1
Ytrac Animations	organisation du concert "La French Teuf" lors de la fête patronale	900 €	Aurillac 1
Judo Club Ytracois	fonctionnement 2024	800 €	Aurillac 1
Dynamic Dance 15	achat de nouvelles tenues	300 €	Aurillac 1
Association Accueil des Villes Françaises (AVF)	organisation de la 3ème édition des "Puces des Couturières"	100 €	Aurillac 3
Association des bénévoles en soins Palliatifs 15	fonctionnement 2024	200 €	Aurillac 3
Association des Donneurs de Sang Bénévoles d'Aurillac	fonctionnement 2024	200 €	Aurillac 3
Association Sportive du Collège Jeanne de la Treilhé	participation au Championnat de France d'Athlétisme Estival UNSS 2024	500 €	Aurillac 3
Association Tom 15	11ème édition du l'UTPMA	500 €	Aurillac 3
CDOS du Cantal	"Aurillac pour Elles" édition 2024	500 €	Aurillac 3
Compagnie Cassiopée	organisation d'une exposition d'un genre différent aux Écuries	200 €	Aurillac 3
Les Restaurants du Cœur du Cantal	fonctionnement 2024	400 €	Aurillac 3
Lycée Emile Duclaux	séjour à Strasbourg pour 2 élèves dans le cadre d'un concours	300 €	Aurillac 3
Sprinter Club Aurillac	organisation d'une course en ligne 2024	300 €	Aurillac 3
Tout un cirque !	organisation du festival "Cirque Ensemble" 2024	200 €	Aurillac 3
AECTC - Association des Eleveurs de Chevaux de Trait en Châtaigneraie	organisation du concours cantonal des chevaux de trait 2024	300 €	Maurs
Aînés ruraux de Maurs	organisation du 50ème anniversaire de l'association	500 €	Maurs
Association des donneurs de sang bénévoles de Maurs et sa région	fonctionnement 2024	300 €	Maurs
Association du Critérium de Marcolès	organisation du critérium de Marcolès 2024	500 €	Maurs
Association Sarrazin	achat de tabliers et bandanas	480 €	Maurs

Association Via Ligure	programmation 2024	500 €	Maur
Club des Aînés Ruraux de Marcolès - Saint-Antoine - Vitrac	fonctionnement 2024	200 €	Maur
Comité d'Animation Culturelle de Marcolès	organisation du Festival Lez'arts de la Rue 2024	500 €	Maur
Comité d'animation de Boisset	organisation de la Fête de la saint-Roch et le Rainbow-Run 2024	300 €	Maur
Comité des fêtes de Leynhac	organisation des festivités 2024	300 €	Maur
Comité des Fêtes de Saint-Etienne de Maur	fonctionnement 2024	350 €	Maur
Comité des fêtes et d'animation de Quézac	organisation des manifestations culturelles et sportives 2024	500 €	Maur
EHPAD de Maur	organisation des 1ères Olympiades des EHPAD de la Châtaigneraie et de son bassin de vie	250 €	Maur
Saint-Mamet Rugby Club	sortie à Quercyland	300 €	Maur
Syndicat Brun du Cantal	fonctionnement 2024	120 €	Maur
Tour du Cantal Pédestre	fonctionnement 2024	100 €	Maur
Un objectif pour demain	projet humanitaire au Népal	150 €	Maur
APE de l'Ecole d'Allanche	participation aux sorties scolaires 2024	250 €	Murat
Association Mine de Rien	organisation du 2ème festival "Murat des Chants" en juin 2024	500 €	Murat
Club des sports du Lioran	organisation du trail du Lioran 2024	1 000 €	Murat
École Jean-Jacques Trillat de Murat	participation aux sorties scolaires 2024	250 €	Murat
Mémoires et déportation du Cantal	fonctionnement 2024	500 €	Murat
Moments Nature	participation aux actions 2024	500 €	Murat
Association Lavastriolet	organisation de "Musikenfête" 2024	500 €	Neuvéglise sur Truyère
Association Musée de la Résistance d'Anterrieux	acquisition de matériel destiné à la numérisation du fonds d'archives du musée pour leur mise en ligne	500 €	Neuvéglise sur Truyère
Association Sportive Chaudes-Aigues - Neuvéglise-sur-Truyère	fonctionnement 2024	500 €	Neuvéglise sur Truyère
Association sportive LPA Louis MALLET	participation au championnat de France 2024 des sections sportives Football de l'enseignement agricole "Agrifoot"	200 €	Neuvéglise sur Truyère
Association Traditions en Aubrac	organisation de la Fête de la Transhumance 2024	1 000 €	Neuvéglise sur Truyère
Cantal'Loups	organisation d'un canitrail sur la commune de Neuvéglise	1 000 €	Neuvéglise sur Truyère
Foyer socio-éducatif du collège des Gorges de la Truyère à Pierrefort	organisation d'un voyage en Angleterre	100 €	Neuvéglise sur Truyère
Horizon Nipalou	organisation du "Tour du Nipalou" 2024	500 €	Neuvéglise sur Truyère
Les Amis de Chaliers	publication d'un ouvrage sur l'histoire du Château de Chaliers	400 €	Neuvéglise sur Truyère
Ski Club de Saint-Urcize	Festival Rock and Blues Latcent Pas 2024	300 €	Neuvéglise sur Truyère
ASPECT - Association pour la Sauvegarde du Patrimoine, de l'Environnement, de la Culture et du Temps dans la Vallée du Mars	manifestations 2024	300 €	Riom-es-Montagnes
Cantal Lugarde Boules	Concours 2024	150 €	Riom-es-Montagnes
Gentiane Delco Riomois	acquisition de plaques et manifestation exceptionnelle 2024	500 €	Riom-es-Montagnes
Les Infemales 4L	4L Trophy 2025	300 €	Riom-es-Montagnes

Les Vieilles Ferrailles	Manifestations 2024	150 €	Riom-es-Montagnes
Marché de Pays de Condat	organisation des marchés de pays 2024 à Condat	500 €	Riom-es-Montagnes
Menet Festival - Comité d'Animation	soutien aux manifestations 2024	500 €	Riom-es-Montagnes
Patam Pelikula	financement d'un court-métrage à Condat	200 €	Riom-es-Montagnes
Yokai Judo	soutien aux manifestations 2024	500 €	Riom-es-Montagnes
APE RPI La Chapelle-Laurent - Saint-Poncy	organisation d'un voyage scolaire en 2024	500 €	Saint-Flour 1
Comité Anim'Mentières	soutien à la création de l'association	1 000 €	Saint-Flour 1
Saint-Flour Créateliens	organisation d'une grande exposition à la Halle aux Blés en septembre 2024	300 €	Saint-Flour 1
Syndicat des éleveurs de bovins limousins du Cantal	counours interdépartemental à Saint-Flour les 19 et 20 octobre 2024	300 €	Saint-Flour 1
Belles Lames	organisation d'une fête médiévale	300 €	Saint-Paul des Landes
US Siran - Section Cyclotourisme	journée vélo sur 5 communes	300 €	Saint-Paul des Landes
APE de l'école de Saint-Simon	organisation d'un voyage scolaire à Meschers sur Gironde en juin 2024	500 €	Vic sur Cère
APE de l'école de Velzic	organisation d'un voyage scolaire 2024	500 €	Vic sur Cère
FDSEA du Cantal	animation lors du passage du Tour de France (Fresque)	500 €	Ydes
Association des Donneurs de Sang d'Ydes et ses environs	organisation des collectes de sang 2024 sur Ydes et ses environs	250 €	Ydes
Comité d'Animation du Monteil	organisation de la Fête patronale 2024	250 €	Ydes
Comité départemental Cycliste du Cantal	organisation du Tour du Cantal Cadets 2024	200 €	Ydes
Comité des Fêtes de Sourniac	organisation de la Fête du 13 juillet 2024 et de la randonnée pédestre le 2 juin 2024	300 €	Ydes
Envie d'Auvergne	organisation d'un rassemblement d'internes en médecine à Bassignac (2ème édition de l'Intérium)	300 €	Ydes
FNACA Ydes-Saignes	changement de la housse du drapeau	150 €	Ydes
Les mini-salons du livre du Haut-Cantal	organisation de mini-salons du livre sur le territoire de Sumène-Artense Communauté	200 €	Ydes
L'Oasis d'à Côté	rencontre autour des Plantes 2024	300 €	Ydes
Montagne et Pleine Nature	organisation d'un séjour au Népal pour 10 jeunes de Sumène-Artense	1 500 €	Ydes
NEKO Cantal	organisation d'une campagne de stérilisation des chats libres	200 €	Ydes
Rugby Club d'Ydes	organisation d'une journée Olympiades	250 €	Ydes
Symbios'	organisation des animations nature 2024 à Champagnac	200 €	Ydes
Tennis Club d'Ydes	organisation d'une journée récréative et d'un tournoi jeunes et adultes	250 €	Ydes

TOTAL : 36 050 €

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-15

Attribution de subventions

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamai BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamai BELAÏDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

- ATTRIBUE les subventions suivantes :

- 2 000 euros pour l'association « Montagne et pleine nature » ;
- 500 euros pour la Société des Courses du Cantal ;
- 400 euros pour le Peloton de Surveillance et d'Intervention de la Gendarmerie d'Aurillac ;
- 400 euros pour l'AS Espinat football ;
- 500 euros pour l'association « Envie d'Auvergne » ;
- 1 000 euros pour l'association « Le Livre au Château » ;
- 500 euros pour l'association « Les Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation ».

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 65 du budget départemental.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-16

Convention préalable pour le transfert de domanialité de la route nationale n° 2122 (sections liées à la mise en service du contournement Sud d'Aurillac) au Département du Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu les articles L123-3 et L131-4 et du Code de la voirie routière ;

Considérant que la route nationale 2122 entre le giratoire de la Poudrière et le giratoire de l'Europe hors giratoires et entre l'intersection de l'avenue Charles de Gaulle avec le boulevard de Lescudilliers et le giratoire Henri Tricot (giratoire exclu) ne présente plus un intérêt national mais départemental ;

- **EMET** un avis favorable au transfert de domanialité dans le domaine public départemental du Cantal de la section de la RN 2122, d'une longueur de 3 800 mètres environ, délimitée par le giratoire de la Poudrière et le giratoire de l'Europe, hors giratoires, pour une section et par l'intersection de l'avenue Charles de Gaulle avec le boulevard de Lescudilliers et le giratoire Henri Tricot (giratoire exclu) pour la deuxième section.

- **APPROUVE** la convention préalable au transfert de domanialité entre le Département du Cantal et l'Etat dont le projet est joint à la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**RN 122 Déviation de Sansac-de-Marmiesse
et raccordement au contournement sud d'Aurillac**

CONVENTION

relative aux conditions de versement, par l'État au profit du Conseil départemental du Cantal, d'une soulte couvrant les frais de remise en état normal de la RN 2122 (ex RN 122) dans la traversée d'Aurillac, après son reclassement dans la voirie départementale.

ENTRE

L'État, représenté par la préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes,

D'UNE PART,

ET

Le Conseil départemental du Cantal, représenté par son président,

D'AUTRE PART,

PRÉAMBULE

Suite à la mise en service en janvier 2020, sous maîtrise d'ouvrage État, de la section « Garric-Poudrière » dans le cadre de l'opération routière « RN 122 Déviation de Sansac-de-Marmiesse et raccordement au contournement sud d'Aurillac », la section de RN 122 déviée en traverse d'Aurillac est renumérotée RN 2122 et a vocation à être déclassée du domaine public routier national pour être reclassée dans la voirie locale.

Ainsi, la section comprise entre le giratoire de la Poudrière et le giratoire de l'Europe hors giratoires, d'une longueur d'environ 2 200 mètres, et la section comprise entre l'intersection de l'avenue Charles de Gaulle avec le boulevard de Lescudilliers et le giratoire Henri Tricot (giratoire exclu), d'une longueur d'environ 1 600 m, ont vocation à être reclassées dans le domaine public routier départemental.

Entre ces deux sections, l'avenue Charles de Gaulle du giratoire de l'Europe inclus, au carrefour avec le boulevard de Lescudilliers a vocation à être reclassée dans le domaine public routier communal de la ville d'Aurillac.

Dans le cadre du reclassement dans le domaine public routier départemental des deux sections définies précédemment, les services de l'État et du Conseil départemental se sont accordés sur le principe du versement par l'État au profit du Conseil départemental d'une soulte couvrant les frais de remise en état normal des deux sections transférées.

Sur la base du diagnostic réalisé par le CEREMA, le programme de remise en état normal des deux sections a été évalué à 280 000 € HT, comprenant 140 000 € HT de travaux de reprise des chaussées et 140 000 € HT pour la réfection du pont Georges Pompidou.

En parallèle, sur la RN 2122 entre le boulevard de Lescudilliers et le giratoire Henri Tricot, la Ville d'Aurillac a programmé sous sa propre maîtrise d'ouvrage l'aménagement d'un carrefour giratoire en lieu et place du carrefour à feux à l'intersection du boulevard de Verdun, de l'avenue Georges Pompidou et des avenues des Volontaires et du Général Leclerc.

Pour le financement de l'opération, les services de l'État, du Département et de la Ville se sont accordés sur le principe d'une participation de l'État de 20 000 € venant en déduction des 280 000 € finançant le programme de remise en état normal de la RN 2122.

Enfin, à la demande des services du Conseil départemental, il a été convenu que l'État verserait une compensation financière de 883 €, correspondant à l'écart entre la TVA réglée par le Département sur les 280 000 € de travaux et le montant qui lui sera restitué au titre du fonds de compensation pour la TVA (FCTVA).

En conséquence, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les conditions de la participation financière de l'État aux travaux remise en état normal des sections de la RN 2122 à reclasser le domaine public routier départemental dans traverse d'Aurillac :

- la section de RN 2122 comprise entre le giratoire de la Poudrière et le giratoire de l'Europe, hors giratoires, d'une longueur d'environ 2 200 mètres ;
- la section de RN 2122 comprise entre l'intersection de l'avenue Charles de Gaulle avec le boulevard de Lescudilliers et le giratoire Henri Tricot (giratoire H. Tricot exclus), d'une longueur d'environ 1 600 m.

ARTICLE 2 – MONTANT ET FORME DE LA PARTICIPATION DE L'ÉTAT

La participation de l'État est versée au Conseil départemental du Cantal sous la forme d'une soulte libératoire d'un montant de **260 883 € (deux cent soixante mille huit cent quatre vingt trois euros)**.

Le versement de la soulte fait l'objet d'un paiement unique, non révisable et non assujéti à la TVA.

Son règlement intervient dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de signature de l'arrêté préfectoral portant déclassement du réseau routier national et reclassement dans le réseau routier départemental des deux sections de la RN 2122 visées à l'article 1.

ARTICLE 3 – PROGRAMME DE REMISE EN ÉTAT NORMAL ET MAÎTRISE D'OUVRAGE

Par la signature de cette convention, le Conseil départemental du Cantal accepte le principe de transfert en l'état des deux sections de la RN 2122 visées à l'article 1, et de prise en charge de la maîtrise d'ouvrage des travaux de remise en état normal une fois le transfert de domanialité effectif.

ARTICLE 4 – TRANSFERT

Le transfert de domanialité intervient à la date de signature de l'arrêté préfectoral de reclassement de la RN 2122 dans la voirie départementale, conformément à l'article L123-3 du Code de la Voirie Routière, visant la présente convention. Il s'accompagne de la remise de tous les documents nécessaires à la gestion de la voie, en particulier les permissions de voirie, les conventions, les archives techniques disponibles et les rapports d'évaluation de l'état des ouvrages.

ARTICLE 5 – RÈGLEMENT DES LITIGES

Les parties conviennent de se rencontrer le cas échéant pour tout litige qui surviendrait dans l'application ou l'exécution de la présente convention. A défaut d'accord amiable, tout litige devra être porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Fait en deux exemplaires originaux

Aurillac le

Lyon le

Pour le Conseil départemental du Cantal,
son président

Pour l'État,
la préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-17

**Route départementale n° 22 - Aménagement de la traverse du bourg de Méallet -
Commune de Méallet**

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L.2422-12 et suivants ;

Vu la délibération n° 10CG05-08 du Conseil Général du 16 décembre 2010 adoptant les nouvelles règles d'intervention du Département concernant l'aménagement des Routes Départementales en traverse d'agglomérations ;

Vu la délibération de la Commune de Méallet en date du 1^{er} juin 2024 faisant part de son intention d'aménager la traverse du bourg sur la RD n° 22 et sollicitant la délégation de la maîtrise d'ouvrage ;

- **DECIDE** de prendre en considération les travaux d'aménagement de la RD n° 22, en traverse du bourg de Méallet, Commune de Méallet, pour un montant de participation estimé à 170 595 € TTC.

-APPROUVE la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage à titre gratuit, à conclure avec la Commune de MEALLET, fixant les modalités techniques et administratives de réalisation des travaux, dont le projet est joint en annexe de la délibération.

- AUTORISE Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention et tout acte s'y rapportant.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

DÉPARTEMENT DU CANTAL

CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE A TITRE GRATUIT POUR L'AMENAGEMENT DE LA TRAVERSE DU BOURG DE MEALLET

COMMUNE DE MEALLET

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 22

Entre :

Le Département du Cantal dont le siège est 28 avenue Gambetta 15000 Aurillac représenté par le Président du Conseil départemental, dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente en date du 5 juillet 2024,

Et

La Commune de MEALLET dont le siège est Le Bourg 15200 MEALLET, représentée par son Maire dûment autorisé par délibération du Conseil Municipal en date du 1er Juin 2024,

Vu le code de la Commande publique et notamment ses articles L.2422-12 et suivants ;

Vu la délibération n° 10CG05-08 du Conseil Général du 16 décembre 2010 adoptant les nouvelles règles d'intervention du Département concernant l'aménagement des Routes Départementales en traverse d'agglomérations ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

Le Département donne délégation à la Commune de MEALLET, qui l'accepte, à titre gratuit, pour exercer en son nom et pour son compte la maîtrise d'ouvrage des travaux d'aménagement de la RD 22 en traverse du bourg de MEALLET.

Les principales caractéristiques de l'aménagement sont :

- Longueur totale de l'aménagement : 500 m
- Largeur de la chaussée : de 3,85 m à 4,55 m
- Mur de soutènement : Longueur 16 ml, Volume maçonnerie 9 m³ (Prise en charge 50%)
- Reprise de chaussée : 30 cm GNT 0/100 + 16 cm GNT 0/31,5+ 125 Kg/m² BBF
- Reprofilage (100 ml) : 100 Kg/m² GE + 125 Kg/m² BBF
- Carrefours : 7 cm Grave Bitume + 6 cm Béton Bitumineux (BB à la charge de la Commune)

Sur la base du projet technique, les attributions déléguées sont les suivantes :

1. Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera exécuté,
2. Préparation du choix du maître d'œuvre, signature et gestion du contrat de maîtrise d'œuvre,
3. Préparation du choix de l'entrepreneur, signature et gestion du marché de travaux,
4. Versement de la rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre et des travaux,
5. Réception de l'ouvrage

Et accomplissement de tous actes afférents aux attributions mentionnées ci-dessus.

Article 2 : Obligations de La Commune

La Commune s'engage à respecter toutes les obligations lui incombant et découlant de la maîtrise d'ouvrage, déléguée gratuitement par le Département, des travaux cités en objet.

Il lui appartient notamment :

- De recourir à une maîtrise d'œuvre et d'en assurer son financement,
- De respecter le code du travail en matière de sécurité, de coordination et de protection de la santé,
- De respecter le code de la commande publique et les règles de la comptabilité en matière de dévolution et d'exécution des travaux,
- D'exercer les pouvoirs de police lui appartenant afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels intervenant sur le chantier.

Le Département ne pourra s'engager à participer à l'opération, pour les travaux ci-après, que sous réserve de son inscription au tableau de programmation pluriannuelle des investissements routiers en traverse d'agglomération :

- Réalisation d'un mur de soutènement
- Pose de caniveaux (financement sur la base de caniveaux béton).
- Réfection de la chaussée

Article 3 : Publicité

Dans toute communication (panneaux, dossiers de presse, etc...) relative à l'opération visée par la présente convention, le maître d'ouvrage délégué s'engage à faire mention de la participation du maître d'ouvrage déléguant le cas échéant.

Article 4 : Conditions financières

L'inscription de cette opération, au tableau de programmation pluriannuelle des investissements routiers en traverse d'agglomération, n'étant pas réalisée à ce jour, l'intégralité du financement demeure pour l'instant à la charge du maître d'ouvrage délégué ; l'éventuel engagement du Département pour une participation financière, estimée à 170 595,00 € TTC est différé à un examen budgétaire ultérieur.

Ce montant est établi sur la base d'une estimation des prestations que le Département pourrait financer et qui sont mentionnées à l'article 2 de la présente convention.

Le versement du fond de concours, versé à la Commune par le Département à l'issue des travaux, tiendra compte des quantités réelles mises en œuvre et des prix du marché de travaux sans dépasser le montant indiqué ci-dessus.

Toutefois, si le quantitatif de ces prestations devait évoluer à la hausse du fait d'adaptations en cours de chantier, une validation du Département (Direction des mobilités) est un préalable à toute réalisation et prise en charge.

En cas de décision favorable, le Département pourra s'acquitter de sa participation en plusieurs versements, après justification et certification des dépenses relatives aux travaux lui incombant par le maître d'ouvrage délégué dans la limite de 80% du montant indiqué au présent article, le solde sera versé après la remise des ouvrages prévue à l'article 7 de la présente convention.

La Commune ne percevra aucune rémunération pour l'exécution des prestations déterminées à l'article 1 de la présente convention et pour l'exercice de ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé.

Article 5 : Durée et entrée en vigueur

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature. Elle sera caduque si, à l'expiration d'un délai de 3 ans, elle n'a été suivie d'aucun commencement d'exécution.

Article 6 : Modalités de contrôle

Outre les prérogatives de contrôle appartenant au maître d'ouvrage délégué, le Département se réserve le droit de procéder ou de faire procéder à tout contrôle de l'exécution des travaux prévus par la présente au titre de la conservation du patrimoine départemental (notamment la portance de la chaussée avant mise en œuvre des couches de structures de chaussée). A ce titre, le maître d'ouvrage délégué et son maître d'œuvre inviteront le Département (Direction des mobilités), représenté par le coordinateur territorial de MAURIAC, à chacune des réunions relatives à l'élaboration du projet ou à sa réalisation.

Article 7 : Réception et remise des ouvrages, transferts domaniaux

Le maître d'ouvrage délégué et son maître d'œuvre inviteront le Département, représenté par le coordinateur territorial de MAURIAC, à participer aux opérations préalables à la réception des travaux. Après réception définitive et sans réserve de ces derniers par le maître d'ouvrage délégué, il sera dressé contradictoirement un procès-verbal de réception et de remise au Département des ouvrages réalisés sur le domaine public départemental ou destinés à être incorporés dans le domaine public départemental.

Le Département assurera :

- L'entretien et les grosses réparations de la chaussée (hormis les parties pavées ou réalisées en matériaux non bitumineux),
- L'entretien et la mise en conformité des panneaux de signalisation directionnelle pour les mentions le concernant,
- L'entretien des supports classiques de signalisation directionnelle
- La signalisation horizontale et de police conformément au Règlement de Voirie Départementale en vigueur

La Commune assurera l'entretien des dépendances :

- Les plantations afin qu'elles ne perturbent ni la circulation sur la RD 22 ni les visibilitées en carrefour et au niveau des sorties riveraines,
- Les mobiliers urbains autorisés selon le règlement de voirie départementale,
- Les zones de stationnements,
- Les grilles avaloirs,
- Les caniveaux, les trottoirs
- Les réseaux assainissement,
- Les îlots directionnels et séparateurs de voies
- La signalisation horizontale et de police conformément au Règlement de Voirie Départementale en vigueur
- La signalisation directionnelle pour les mentions la concernant,
- Les supports de signalisation directionnelle qui sont la conséquence d'un choix esthétique,
- L'éclairage public,

- Les autres équipements (gabions...).

Article 8 : Domiciliation de la convention

Afin de permettre à toute personne, intéressée par ce dossier de le consulter, la domiciliation de la présente convention est établie en Mairie de MEALLET.

Article 9 : Règlement des litiges

Le Département autorise la commune, après information préalable, à ester en justice pour le règlement des litiges intervenant antérieurement à la réception définitive des travaux concernant le patrimoine départemental et à leur remise au Département.

Les litiges susceptibles de naître entre les contractants à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.

Article 10 : Modalités d'établissement de la convention

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, chaque cosignataire bénéficiant d'un original.

Fait à Aurillac, le

Le Maire de MEALLET

Le Président du Conseil départemental,

Roger RIBAUD

Bruno FAURE

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-18

**Déclassement et cession de délaisés au profit de tiers sur les Communes de Lascelle,
Labesserette, Montsalvy, Lapeyrugue et Ladinhac suite à l'aménagement des Routes
Départementales n° 17 et n° 920**

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L112-8 du Code de la voirie routière ;

Vu l'avis de la Direction Générale des Finances Publiques, Pôle d'évaluations domaniales ;

Considérant l'inutilité de ces parcelles nullement gérées ;

-DECIDE de procéder au déclassement et la cession de terrains tels qu'ils figurent aux tableaux ci-dessous.

**ROUTE DEPARTEMENTALE N° 17
Commune de LASCELLE**

Acquéreurs : Madame
Cadastre et Superficie :

et Monsieur

Dossier n° AAF 32

Section	N°	Lieu-dit	Surface en m²	Nature
F	491	Le Bourg	58	Délaiisé
F	492	Le Bourg	4	Délaiisé
F	493	Le Bourg	50	Délaiisé

Montant de la vente arrondi à 220 €

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 920
Communes de LABESSERETTE, MONTSALVY, LAPEYRUGUE ET LADINHAC

Acquéreur : Monsieur
Cadastre et Superficie :

Dossier n° AAF 11

LABESSERETTE :

Section	N° Parcelle	Surface (m²)
B	1069	1 016
B	1070	1 125
B	1072	2 156
B	1074	580
B	1290	549
B	1406	70

MONTSALVY :

Section	N° Parcelle	Surface (m²)
B	421	580

LAPEYRUGUE :

Section	N° Parcelle	Surface (m²)
C	2016	1 312

LADINHAC :

Section	N° Parcelle	Surface (m²)
C	765	78

Le montant de la vente est accepté à 1 € non versé conformément aux engagements pris lors des acquisitions nécessaires à la réalisation du projet de l'aménagement de la RD n° 920.

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions ou de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité de vendeur et à ce titre signer l'acte à intervenir dans ces affaires.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à établir et signer l'acte authentique en la forme administrative correspondant.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-19

Aménagement des Routes Départementales n°359 et n°110 Communes de Thiézac et Neuvéglise-Sur-Truyère - Indemnisation de fermiers

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de la voirie routière et notamment l'article L.131-5 ;

Vu la délibération n° 23CD05-44 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 adoptant le programme d'investissement 2024 sur la voirie départementale ;

Vu la convention départementale d'indemnisation des propriétaires et exploitants agricoles conclue le 7 août 1990 entre le Préfet du Cantal, les Services Fiscaux, le Département et les Organismes Agricoles ;

- **DECIDE** l'indemnisation d'exploitants selon les modalités et conditions arrêtées dans les tableaux ci-dessous :

Enrochement "Les Prés de Muret" - 01184
Commune de THIEZAC – RD 359

Fermier	Propriétaire	N° parcelle	Surface en m²	Nature	Indemnité d'éviction totale
		BI61	98	PA	24,91 €

GRC 2023 "Fontille" SÉRIERS – RD 110
Commune de NEUVEGLISE-SUR-TRUYERE

Fermier	Propriétaire	N° parcelle	Surface en m²	Nature	Indemnité d'éviction	Indemnité clôtures	Indemnité totale en €
		227D109 227D110	628	T	159,64 €	840 €	999,64 €

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention d'indemnisation à intervenir dans ces affaires.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-20

**Aménagement de la Route Départementale n° 52 - Commune de Teissières-de-Cornet -
Acquisition de terrains - Pas de DUP (Article 1042)**

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.131-5 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n° 23CD05-44 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'investissement 2024 sur la voirie départementale ;

- DECIDE de l'acquisition des terrains nécessaire à l'aménagement de la route départementale n°52 selon les modalités et conditions arrêtées dans le tableau ci-après :

**Route Départementale n° 52
Aménagement au cimetière - 01187**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : TEISSIERES DE CORNET

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale et totale
GFA de la CALMETTE	B384	183	2175	TAILS	18,30
Consorts	B227	443	1165	TAILS	145,34
	B226				

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer l'acte notarié lié à ces acquisitions et à régler les frais afférents ;

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code Général des Impôts.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 21 du Budget départemental.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-21

Aménagement des Routes Départementales n°52 et n°317 - Communes de Teissières-de-Cornet et Mandailles-Saint-Julien - Acquisitions de terrains - Pas de DUP (Article 1042)

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.131-5 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n° 21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021 autorisant Monsieur le Président faisant office de Notaire à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu la délibération n° 23CD05-44 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'investissement 2024 sur la voirie départementale ;

- **VALIDE** les acquisitions de terrains nécessaires à l'aménagement des Routes Départementales n° 52 et n° 317 selon les modalités et conditions arrêtées dans les tableaux ci-après :

**Route Départementale n° 52
Aménagement au cimetière - 01187**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : TEISSIERES DE CORNET

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale et totale
	B228	1109	10642	PRE	887,20

**Route Départementale n° 317
Mandailles - Col du Pertus Régularisation - 00482**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : MANDAILLES ST JULIEN

Nom du Propriétaire	Parcelles			Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Nature	Principale et totale
	B746	215	PRE	64,50

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions et de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité d'acquéreur et à ce titre signer l'acte à intervenir dans ces affaires ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à recevoir et authentifier l'acte authentique en la forme administrative correspondant et à régler les frais y afférent ;

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code Général des Impôts.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 21 du budget départemental.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-22

**Aménagement de la route départementale n° 8 - Commune de Vic sur Cère - Echange de terrains -
Pas de DUP (article 1042)**

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le titre III du Code de la voirie routière ;

Vu l'article L 1111- 4 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu la délibération n°23CD05-44 du Conseil départemental du 18 décembre 2023, entérinant le programme d'investissement sur la voirie routière ;

Considérant l'intérêt général certain de procéder à l'aménagement de la route départementale n°8 ;

- **DECIDE** de l'annulation de l'acquisition de terrain avec les Consorts cadastrée AI 107 prise par délibération de la Commission Permanente n°13CP01-32 du 25 janvier 2013 pour l'aménagement de la RD n°8.

- **EMET** un avis favorable au déclassement et à l'échange de terrains tel que défini ci-après :

**Route Départementale n° 8
Régularisation à Olmet - 00904**

Les Consorts cèdent au Département du Cantal :

Commune : VIC-SUR-CERE

Référence cadastrale				Surf. en m²
Sect.	N°	Nature	Lieu-dit ou rue	
AI	233	DP	Olmet	6

En échange le Département du Cantal cède aux Consorts :

Commune : VIC-SUR-CERE

Référence cadastrale				Surf. en m²
Sect.	N°	Nature	Lieu-dit ou rue	
AI	256	DP	Olmet	6

La mutation de ces parcelles fera l'objet d'un échange sans soulte.

Les frais d'acte notarié seront à la charge du Département.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son délégué à signer l'acte notarié en application de la présente délibération et à régler les frais y afférent.

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'Article 1042 du Code Général des Impôts.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-23

Renouvellement de la convention constitutive du Conseil Départemental d'Accès au Droit du Cantal (CDAD) 2024-2030

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu les articles 54 et suivants de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique modifiée,
Vu le décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public,
Vu les articles 144 à 148 du décret 2020-1717 du 28 décembre 2020 portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et relatif à l'aide juridictionnelle et à l'intervention d'un avocat dans les procédures non juridictionnelles,

- **APPROUVE** la convention portant renouvellement du Groupement d'intérêt public (GIP) du Conseil Départemental de l'Accès au Droit (CDAD) pour la période 2024-2030 et son annexe financière, jointes en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention et son annexe financière.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION PORTANT MODIFICATIONS ET
RENOUVELLEMENT DE LA CONSTITUTIVE DU CONSEIL
DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT DU CANTAL**

La présente convention fait suite à la convention constitutive du Conseil départemental de l'accès au droit du Cantal signée le 18 juin 2018, approuvée le 13 septembre 2018 et publiée le 4 octobre 2018, et a pour objet de proroger son existence pour une période de 6 ans.

Un groupement d'intérêt public est constitué entre :

- l'Etat, représenté par le préfet du département du Cantal, par le président du tribunal judiciaire d'Aurillac, et par le procureur de la République près ledit tribunal ;
- le département du Cantal, représenté par le président du conseil départemental ;
- l'association départementale des maires du Cantal, représentée par son président ;
- l'ordre des avocats du barreau d'Aurillac, représenté par le Bâtonnier;
- la caisse des règlements pécuniaires du barreau d'Aurillac, représentée par sa présidente;
- la chambre régionale des commissaires de justice du Cantal représentée par son président ;
- la chambre interdépartementale des notaires d'Auvergne, représentée par son président ;
- et l'union départementale des associations familiales du Cantal, représentée par son président.

Ce groupement est régi par les articles 54 et suivants de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique modifiée par la loi n°98-1163 du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits, par la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, et par la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle, le décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public, les articles 144 à 148 du décret 2020-1717 du 28 décembre 2020 portant application de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et relatif à l'aide juridictionnelle et à l'intervention d'un avocat dans les procédures non juridictionnelles ainsi que par la présente convention.

Article 1^{er} – Personnalité morale

Le groupement d'intérêt public jouit de la personnalité morale à compter de la publication de la décision approuvant sa convention constitutive.

Il s'agit d'une personne morale de droit public.

Article 1^{er} bis - Dénomination

Le groupement d'intérêt public est dénommé « Conseil départemental de l'accès au droit du Cantal (CDAD 15) ».

Article 2 : Objet du groupement

Le conseil départemental de l'accès au droit du Cantal a pour objet l'aide à l'accès au droit. Il est chargé de recenser les besoins, de définir une politique locale, de dresser et diffuser l'inventaire de l'ensemble des actions menées. Il est saisi, pour information, de tout projet d'action relatif à l'accès au droit préalablement à sa mise en œuvre et, pour avis, de toute demande de concours financier de l'Etat préalablement à son attribution.

Il procède à l'évaluation de la qualité et de l'efficacité des dispositifs auxquels il apporte son concours. Il peut participer au financement des actions poursuivies.

Il participe à la mise en œuvre d'une politique locale de résolution amiable des différends.

Il peut développer des actions communes avec d'autres conseils départementaux de l'accès au droit.

Il établit chaque année un rapport d'activité.

Article 3 – Sièges

Le siège du groupement est fixé au siège du tribunal judiciaire d'Aurillac.

Article 4 – Durée

Le groupement est constitué pour une durée de 6 années, à compter de la publication de la décision approuvant la présente convention.

Article 5 – Adhésion, exclusion, retrait

Adhésion – En application du dernier alinéa de l'article 55 de la loi du 10 juillet 1991 modifiée par l'ordonnance n°2019-964 du 18 septembre 2019 prise en application de la loi n°2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme de pour la justice, le groupement peut associer d'autres personnes morales par décision de l'assemblée générale.

Exclusion – L'exclusion d'un membre, autre qu'un membre de droit mentionné à l'article 55 de la loi du 10 juillet 1991, peut être prononcée, par l'assemblée générale, en cas d'inexécution de ses obligations ou pour faute grave. Le membre concerné est entendu au préalable. Les dispositions prévues pour le retrait s'appliquent au membre exclu.

Retrait – Tout membre autre que de droit peut se retirer du groupement pour motif légitime à l'expiration d'un exercice budgétaire, sous réserve qu'il ait notifié son intention trois mois avant la fin de l'exercice et que les modalités aient reçu l'accord de l'assemblée.

Article 6 – Capital

Le groupement est constitué sans capital.

Article 7 – Ressources du groupement d'intérêt public

Les ressources du GIP comprennent :

- les contributions financières de ses membres ;
- la mise à disposition sans contrepartie financière de personnels qui continuent à être rémunérés par l'un des membres ;
- la mise à disposition de locaux ;
- la mise à disposition d'équipements et de matériel qui reste la propriété du membre ;
- les subventions ;
- toute autre forme de contribution au fonctionnement du groupement, dont la valeur est appréciée d'un commun accord.

La nature, les modalités et les montants des contributions des membres, notamment celles versées en nature, sont définis lors de la constitution du groupement et figurent en annexe à la présente convention. Cette annexe est signée par les membres du GIP.

Ces modalités peuvent être réactualisées chaque année dans le cadre de la préparation du projet de budget. Les membres du groupement sont tenus des dettes de ce dernier à proportion de leur contribution qu'elle qu'en soit la forme.

Article 8 – Mise à disposition de personnels par les membres du groupement

Les personnels que les membres du GIP ont mis à disposition du groupement conservent leur statut d'origine. Leur employeur d'origine garde à sa charge leurs traitements ou salaires, leur couverture sociale, leurs assurances et conserve la responsabilité de leur avancement.

Ils sont placés toutefois sous l'autorité fonctionnelle du président du groupement

Ces personnels seront réintégrés dans leur corps ou organisme d'origine :

- par décision du conseil d'administration sur proposition de son président ;
- à la demande du corps ou organisme d'origine ;
- dans le cas où cet organisme se retire du groupement.

Article 9 – Mise à disposition de personnels par des personnes morales de droit public non membres du groupement

Des agents relevant de l'Etat, de collectivités territoriales ou d'établissements publics, non membres du groupement, peuvent exercer leurs fonctions au sein du groupement. Ils sont dans ce cas placés dans une position conforme à leur statut et aux règles de la fonction publique.

Article 10 – Recrutement direct

Le conseil d'administration, conformément à l'article 18, peut autoriser le recrutement direct de personnel propre à titre complémentaire.

Article 11 – Propriété des équipements

Le matériel acheté ou développé en commun appartient au groupement. En cas de dissolution du groupement, il est dévolu conformément aux règles établies à l'article 22.

Article 12 – Budget

Le budget, approuvé chaque année par le conseil d'administration inclut les opérations de recettes et de dépenses prévues pour l'exercice et qui ne sont pas prises en charge directement par les membres du groupement.

Il fixe, d'une part, le montant des crédits destinés au fonctionnement du groupement et d'autre part, de ceux destinés, à la réalisation du programme d'actions d'aide à l'accès au droit.

Article 13 – Gestion

Le groupement ne donne lieu ni à la réalisation ni au partage de bénéfices.

L'excédent éventuel des recettes d'un exercice sur les charges correspondantes est reporté sur l'exercice suivant.

Article 14 – Tenue des comptes

La comptabilité du groupement est tenue et sa gestion est assurée selon les règles du droit privé.

Article 15 – Contrôle

Le groupement d'intérêt public est soumis au contrôle de la Cour des comptes ou des chambres régionales des comptes, dans les conditions prévues par le code des juridictions financières.

Article 16 – Commissaire du Gouvernement

Le commissaire du Gouvernement auprès du conseil départemental de l'accès au droit est le magistrat du siège ou du parquet de la cour d'appel chargé de la politique associative, de l'accès au droit et de l'aide aux victimes, désigné conjointement par le premier président de la cour d'appel dans le ressort de laquelle siège le conseil départemental de l'accès au droit et par le procureur général près de cette cour, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article 55 de la loi du 10 juillet 1991.

Il assiste avec voix consultative aux séances des organes de délibération et d'administration du groupement.

Il exerce sa fonction conformément aux dispositions des articles 2 et 5 du décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012.

Article 17 – Assemblée générale

L'assemblée générale est composée de l'ensemble des personnes morales membres du groupement.

Chaque membre dispose d'une voix de nature délibérative. Chaque membre participe au fonctionnement du groupement.

Outre ses membres de droit, elle comprend, en application du dernier alinéa de l'article 55 de la loi du 10 juillet 1991 modifiée par l'ordonnance n°2019-764 du 18 septembre 2019, avec voix délibérative, les membres associés suivants :

- l'Association Polyvalente d'Actions Judiciaires (APAJ15) représenté par son président ;
- la directrice de la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Auvergne ;
- la directrice du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation du Cantal et du Puy-de-Dôme

Au titre de l'article 56 de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991 modifiée par l'ordonnance n°2019-964 du 18 septembre 2019, sont également appelés à siéger, avec voix consultative, pour une durée de 6 années, les personnes qualifiées suivantes :

- le maire d'Aurillac ;
- le maire de Saint-Flour ;
- le président de la communauté d'agglomération du bassin d'Aurillac.

L'assemblée générale est réunie à la demande du quart au moins des membres du groupement ou à la demande d'un ou plusieurs membres détenant au moins un quart des voix. Elle est convoquée par le président du groupement par lettre simple, quinze jours au moins avant la date de la séance. La convocation indique l'ordre du jour, la date et le lieu de réunion. Toutefois, l'assemblée générale délibère valablement sur simple convocation par voie électronique.

La présidence de l'assemblée générale est assurée par le président du conseil d'administration, ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, par le vice-président du groupement. A défaut, l'assemblée générale élit elle-même son président.

L'assemblée générale délibère sur :

- a) – l'adoption du programme annuel d'activités ;
- b) – l'approbation des comptes de chaque exercice ;
- c) – toute modification de la convention constitutive, notamment son renouvellement ;
- d) – l'admission de nouveaux membres ;
- e) – l'exclusion d'un membre associé ;
- f) – les modalités financières et autres du retrait d'un membre associé ;
- g) - la dissolution du groupement.

L'assemblée générale ne délibère valablement sur première convocation que si les deux tiers des membres sont présents ou représentés. Chaque membre peut donner mandat à un autre membre pour le représenter. Si le quorum n'est pas atteint, l'assemblée est à nouveau convoquée dans les quinze jours et délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Les décisions visées au paragraphe e) sont prises à l'unanimité des membres présents ou représentés. Le représentant du membre dont l'exclusion est envisagée ne délibère pas.

Les décisions de l'assemblée générale consignées dans un procès-verbal de réunion obligent tous les membres.

Article 18 – Conseil d'administration

Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an, avant le 30 avril pour arrêter les comptes et avant le 1^{er} décembre pour arrêter le projet de budget, et aussi souvent que l'intérêt du groupement l'exige sur la convocation de son président ou à la demande du tiers de ses membres.

Outre son président et son vice-président, le conseil d'administration comporte quinze membres au plus. Chaque membre dispose d'une voix.

Au titre des représentants de l'Etat, avec voix délibérative :

- Le préfet du département du Cantal ;

Au titre des représentants des autres membres, avec voix délibérative :

- le département du Cantal, représenté par le président du conseil départemental ;
- l'association départementale des maires du Cantal, représentée par son président ;
- l'ordre des avocats du barreau d'Aurillac, représenté par le Bâtonnier ;
- la caisse des règlements pécuniaires du barreau d'Aurillac, représentée par sa présidente ;
- la chambre régionale des commissaires de justice du Cantal représentée par son président ;
- la chambre interdépartementale des notaires d'Auvergne, représentée par son président ;
- et l'union départementale des associations familiales du Cantal, représentée par son président.

Sont également admis à siéger au conseil d'administration en application du dernier alinéa de l'article 55 de la loi du 10 juillet 1991 modifiée par l'ordonnance n°2019-764 du 18 septembre 2019, avec voix délibérative les membres associés suivants :

- l'Association Polyvalente d'Actions Judiciaires (APAJ15) représentée par son président ;
- la directrice de la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Auvergne ;
- la directrice du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation du Cantal et du Puy-de-Dôme.

Le mandat d'administrateur est exercé gratuitement.

Le conseil d'administration se réunit en présence du magistrat délégué à la politique associative et à l'accès au droit mentionné à l'avant-dernier alinéa de l'article 55 de la loi du 10 juillet 1991 susvisée en sa qualité de commissaire du Gouvernement.

Le conseil d'administration règle par ses délibérations les affaires du groupement et délibère notamment sur :

- les propositions relatives aux programmes d'actions ;
- le budget et la fixation des participations respectives,
- la convocation de l'assemblée générale, la fixation de l'ordre du jour de cette dernière et des projets de résolution ;
- le recrutement des personnels.

Le conseil d'administration délibère valablement si la moitié de ses membres sont présents ou représentés. Chaque administrateur peut donner mandat à un autre administrateur pour le représenter. Si le quorum n'est pas atteint, le conseil d'administration est à nouveau convoqué dans les 15 jours et délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Les décisions du conseil d'administration sont prises selon les règles de majorité des 2/3 des membres présents ou représentés ayant voix délibérative.

Article 19 – Président et vice-président du conseil d'administration et du groupement

Le groupement est présidé, conformément aux dispositions de l'article 55 de la loi du 10 juillet 1991, par le président du tribunal judiciaire d'Aurillac, qui a voix prépondérante en cas de partage égal des voix. Le procureur de la République près ce tribunal en assure la vice-présidence. En cas d'absence ou d'empêchement du président, cette voix prépondérante est attribuée au vice-président.

Dans ses rapports avec les tiers, il engage le groupement pour tout acte entrant dans son objet. Il a le pouvoir d'ester en justice et de transiger.

Il est ordonnateur des recettes et des dépenses du groupement et a autorité sur son personnel.

Le président du groupement est le président du conseil d'administration.

Il exécute et met en œuvre les délibérations de l'assemblée générale et du conseil d'administration, dont il préside les séances. En cas d'absence ou d'empêchement du président, la présidence est assurée par le vice-président. Si le président ou le vice-président sont absents ou empêchés, le conseil d'administration désigne lui-même le président de séance parmi les représentants de l'Etat.

Il communique aux membres du conseil d'administration l'ordre du jour du conseil, qu'il fixe, quinze jours avant sa réunion.

Article 20 – Dissolution

Le groupement peut être dissous dans les conditions fixées par l'article 116 de la loi du 17 mai 2011.

Article 21 – Liquidation

La dissolution du groupement entraîne sa liquidation, mais la personnalité morale du groupement subsiste pour les besoins de celle-ci.

L'assemblée générale fixe les conditions de rémunération, les attributions et l'étendue des pouvoirs du ou des liquidateurs.

Article 22 – Dévolution des biens

En cas de dissolution, les biens, droits et dettes du groupement sont répartis entre les membres du groupement proportionnellement à leur contribution.

Article 23 – Condition suspensive

La présente convention, signée par les représentants habilités de chacun des membres, est conclue sous réserve de son approbation par l'autorité administrative, qui en assure la publicité au recueil des actes administratifs de la préfecture du Cantal.

Fait à, le
en exemplaires.
Lu et approuvé,

LE PRESIDENT DU TRIBUNAL JUDICIAIRE D'AURILLAC
Président du C.D.A.D

LE PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE PRES LE TRIBUNAL JUDICIAIRE D'AURILLAC
Vice-président du CDAD

L'ETAT
représenté par
Monsieur le Préfet du Cantal

LE DEPARTEMENT

représenté par le Président du Conseil
Départemental du Cantal

L'ORDRE DES AVOCATS
représenté par son Bâtonnier en exercice

LA CARPA
Représentée par sa Présidente

LA CHAMBRE REGIONALE
DES COMISSAIRES DE JUSTICE DU CANTAL

représentée par son Président

LA CHAMBRE INTERDEPARTEMENTALE
DES NOTAIRES D'Auvergne

représentée par son Président

L'ASSOCIATION DES MAIRES DU CANTAL
représentée par son Président

L'UNION DEPARTEMENTALE
DES ASSOCIATIONS FAMILIALES
représentée par son Président

l'Association Polyvalente d'Actions Judiciaires
représentée par son président

la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Auvergne
représentée par son directeur

le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation du Cantal et du Puy-de-Dôme
représentée par sa directrice.

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT DU CANTAL

ANNEXE FINANCIERE DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE

2024-2030

I. Programme d'activités pour les trois ans à venir

□ Activités prévues pour l'année 2024

- Consultations juridiques gratuites
- Permanences dans les point-justice du département
- Interventions collectives à la Maison d'Arrêt d'Aurillac
- Création du collège judiciaire d'Aurillac (rencontres magistrat/scolaires ainsi que magistrat/professionnels au sein du TJ d'Aurillac)
- Organisation d'un concours d'éloquence départemental et interdépartemental pour les lycéens et collégiens en partenariat avec l'Education nationale
- Participation à la JNAD 2024 (21/05/24 : réunion d'information pour les agents France Services et agents des collectivités territoriales et des élus sur l'accès au droit sur le territoire de la Chataignerie Cantalienne
- Ciné-débat en mai 2024 sur le film « Je verrai toujours vos visages »
- Organisation d'un concours d'éloquence départemental et interdépartemental pour les lycéens et collégiens en partenariat avec l'Education nationale
- Septembre 2024 : réunion d'information pour les agents des collectivités territoriales et des élus sur l'accès au droit sur le territoire de la CABA
- Co-animation du réseau France Services et participation aux JPO France Services en octobre 2024
- Participation à La Nuit du droit 2024
- Colloque dans le cadre des rencontres d'Aurillac sur la presse judiciaire
- Journée sur l'histoire judiciaire du Cantal et de l'Auvergne le 4 octobre 2024

□ Activités prévues pour l'année 2025

- Consultations juridiques gratuites
- Permanences dans les point-justice du département
- Interventions collectives à la Maison d'Arrêt d'Aurillac
- Poursuite de l'activité du collège judiciaire d'Aurillac
- Participation au forum des métiers en février 2025
- Organisation d'un concours d'éloquence départemental et interdépartemental pour les lycéens et collégiens en partenariat avec l'Education nationale
- Participation à la JNAD 2025
- Organisation d'un concours d'éloquence départemental et interdépartemental pour les lycéens et collégiens en partenariat avec l'Education nationale
- Co-animation du réseau France Services et participation aux JPO France Services en octobre 2025
- Participation à La Nuit du droit 2025
- Colloque dans le cadre des rencontres d'Aurillac : thème à définir

□ Activités prévues pour l'année 2026

- Consultations juridiques gratuites
- Permanences dans les point-justice du département
- Interventions collectives à la Maison d'Arrêt d'Aurillac
- Poursuite de l'activité du collège judiciaire d'Aurillac
- Participation au forum des métiers en février 2026
- Organisation d'un concours d'éloquence départemental et interdépartemental pour les lycéens et collégiens en partenariat avec l'Education nationale
- Participation à la JNAD 2026
- Organisation d'un concours d'éloquence départemental et interdépartemental pour les lycéens et collégiens en partenariat avec l'Education nationale
- Co-animation du réseau France Services et participation aux JPO France Services en octobre 2026
- Participation à La Nuit du droit 2026
- Colloque dans le cadre des rencontres d'Aurillac : thème à définir

**II -a) APPORTS FINANCIERS PREVISIONNELS EN NUMERAIRE OU EN
NATURE DES MEMBRES DE DROIT DU GROUPEMENT POUR LES 3 ANS A
VENIR**

□ Année 2024

ETAT	
Ministère de la Justice	
Participation financière :	Subvention prévisionnelle de 29 000€
Préfecture du Cantal	
Participation en nature :	Participation aux réunions pour la coordination et animation du réseau France Services

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL	
Participation financière	Subvention prévisionnelle de 3 600 € (à déterminer en Commission Permanente)

ASSOCIATION DES MAIRES DU CANTAL	
Participation en nature :	Collaboration sur la communication et sur l'organisation de colloques/réunions d'information pour les élus ou agents des collectivités

BARREAU D'AURILLAC	
Participation en nature :	Participation aux colloques « Les rencontres d'Aurillac » Participation aux ciné-débats Participation au concours d'éloquence

CHAMBRE REGIONALE DES COMMISSAIRES DE JUSTICE DU CANTAL	
Participation en nature :	Participation aux réunions d'information

CHAMBRE INTERDEPARTEMENTALE DES NOTAIRES DU CANTAL	
Participation en nature :	Participation aux réunions d'information

UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES	
Participation en nature :	Participation aux interventions collectives à la Maison d'arrêt d'Aurillac Participation aux réunions d'information à l'attention des agents des collectivités territoriales

□ Année 2025

ETAT	
Ministère de la Justice	
Participation financière :	Subvention prévisionnelle de 29 000€
Préfecture du Cantal	
Participation en nature :	Participation aux réunions pour la coordination et animation du réseau France Services

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL	
Participation financière	Subvention prévisionnelle de 3 600 € (à déterminer en Commission Permanente)

ASSOCIATION DES MAIRES DU CANTAL	
Participation en nature :	Collaboration sur la communication et sur l'organisation de colloques/réunions d'information pour les élus ou agents des collectivités

BARREAU D'AURILLAC	
Participation en nature :	Participation aux colloques « Les rencontres d'Aurillac » Participation aux ciné-débats Participation au concours d'éloquence

CHAMBRE REGIONALE DES COMMISSAIRES DE JUSTICE DU CANTAL	
Participation en nature :	Participation aux réunions d'information

CHAMBRE INTERDEPARTEMENTALE DES NOTAIRES DU CANTAL	
Participation en nature :	Participation aux réunions d'information

UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES	
Participation en nature :	Participation aux interventions collectives à la Maison d'arrêt d'Aurillac Participation aux réunions d'information à l'attention des agents des collectivités territoriales

□ Année 2026

ETAT	
Ministère de la Justice	
Participation financière :	Subvention prévisionnelle de 29 000 €
Préfecture du Cantal	
Participation en nature :	Participation aux réunions pour la coordination et animation du réseau France Services

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL	
Participation financière	Subvention prévisionnelle de 3 600 € (à déterminer en Commission Permanente)

ASSOCIATION DES MAIRES DU CANTAL	
Participation en nature :	Collaboration sur la communication et sur l'organisation de colloques/réunions d'information pour les élus ou agents des collectivités

BARREAU D'AURILLAC	
Participation en nature :	Participation aux colloques « Les rencontres d'Aurillac » Participation aux ciné-débats Participation au concours d'éloquence

CHAMBRE REGIONALE DES COMMISSAIRES DE JUSTICE DU CANTAL	
Participation en nature :	Participation aux réunions d'information

CHAMBRE INTERDEPARTEMENTALE DES NOTAIRES DU CANTAL	
Participation en nature :	Participation aux réunions d'information

UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES	
Participation en nature :	Participation aux interventions collectives à la Maison d'arrêt d'Aurillac Participation aux réunions d'information à l'attention des agents des collectivités territoriales

II-b) APPORTS FINANCIERS EN NUMERAIRE OU EN NATURE DES MEMBRES ASSOCIES (AUTRES QUE LES MEMBRES DE DROIT)

□ Année 2024

SERVICE PENITENTIAIRE D'INSERTION ET DE PROBATION DU CANTAL ET DU PUY-DE-DOME	
Participation en nature :	Participation aux interventions collectives à la Maison d'Arrêt d'Aurillac Participation à des ciné-débats

ASSOCIATION POLYVALENTE D'ACTIONS JUDICIAIRES 15	
Participation en nature :	Participation aux interventions collectives à la Maison d'Arrêt d'Aurillac Participation à des ciné-débats Participation aux réunions d'information à l'attention des agents des collectivités territoriales

DIRECTION TERRITORIALE DE LA PROTECTION JUDICAIRE DE LA JEUNESSE AUVERGNE	
Participation en nature :	Participation à des ciné-débats

□ Année 2025

SERVICE PENITENTIAIRE D'INSERTION ET DE PROBATION DU CANTAL ET DU PUY-DE-DOME	
Participation en nature :	Participation aux interventions collectives à la Maison d'Arrêt d'Aurillac Participation à des ciné-débats

ASSOCIATION POLYVALENTE D'ACTIONS JUDICIAIRES 15	
Participation en nature :	Participation aux interventions collectives à la Maison d'Arrêt d'Aurillac Participation à des ciné-débats Participation aux réunions d'information à l'attention des agents des collectivités territoriales

DIRECTION TERRITORIALE DE LA PROTECTION JUDICAIRE DE LA JEUNESSE AUVERGNE	
Participation en nature :	Participation à des ciné-débats

□ Année 2026

SERVICE PENITENTIAIRE D'INSERTION ET DE PROBATION DU CANTAL ET DU PUY-DE-DOME	
Participation en nature :	Participation aux interventions collectives à la Maison d'Arrêt d'Aurillac Participation à des ciné-débats

ASSOCIATION POLYVALENTE D'ACTIONS JUDICIAIRES 15	
Participation en nature :	Participation aux interventions collectives à la Maison d'Arrêt d'Aurillac Participation à des ciné-débats Participation aux réunions d'information à l'attention des agents des collectivités territoriales

DIRECTION TERRITORIALE DE LA PROTECTION JUDICAIRE DE LA JEUNESSE AUVERGNE	
Participation en nature :	Participation à des ciné-débats

III – COMPTES PREVISIONNELS POUR LES TROIS ANS A VENIR

□ Année 2024

BUDGET PREVISIONNEL 2024

COMPTES	LIBELLES	PROPOSE 2024 (MONTANT EN €)
	CHARGES D'EXPLOITATION	
60	ACHATS	700
61	SERVICES EXTERIEURS	3 915
62	AUTRE SERVICES EXTERIEURS	5 370
64	CHARGES DU PERSONNEL	22 316
	DEPENSES CONSULTATIONS JURIDIQUES	3 000
	ACTIONS D'ACCES AU DROIT	1 000
	TOTAL DES CHARGES	36 301
	PRODUITS D'EXPLOITATION	
74	SUBV. MINISTERE DE LA JUSTICE	29 000
74	SUBV. CONSEIL DEPARTEMENTAL	3 600
74	SUBV. AUTRES FINANCEURS	2 400
78151	REPRISE SUR PROVISIONS	1 000
	TOTAL DES PRODUITS	36 301
	RESULTAT	0

BUDGET PREVISIONNEL 2025

COMPTES	LIBELLES	PROPOSE 2025 (MONTANT EN €)
	CHARGES D'EXPLOITATION	
60	ACHATS	700
61	SERVICES EXTERIEURS	3 915
62	AUTRE SERVICES EXTERIEURS	5 370
64	CHARGES DU PERSONNEL	22 316
	DEPENSES CONSULTATIONS JURIDIQUES	3 000
	ACTIONS D'ACCES AU DROIT	1 000
	TOTAL DES CHARGES	36 301
	PRODUITS D'EXPLOITATION	
74	SUBV. MINISTERE DE LA JUSTICE	29 000
74	SUBV. CONSEIL DEPARTEMENTAL	3 600
74	SUBV. AUTRES FINANCEURS	2400
78151	REPRISE SUR PROVISIONS	1 000
	TOTAL DES PRODUITS	36 301
	RESULTAT	0

BUDGET PREVISIONNEL 2026

COMPTES	LIBELLES	PROPOSE 2026 (MONTANT EN €)
	CHARGES D'EXPLOITATION	
60	ACHATS	700
61	SERVICES EXTERIEURS	3 915
62	AUTRE SERVICES EXTERIEURS	5 370
64	CHARGES DU PERSONNEL	22 316
	DEPENSES CONSULTATIONS JURIDIQUES	3 000
	ACTIONS D'ACCES AU DROIT	1 000
	TOTAL DES CHARGES	36 301
	PRODUITS D'EXPLOITATION	
74	SUBV. MINISTERE DE LA JUSTICE	29 000
74	SUBV. CONSEIL DEPARTEMENTAL	3 600
74	SUBV. AUTRES FINANCEURS	2 400
78151	REPRISE SUR PROVISIONS	1 000
	TOTAL DES PRODUITS	36 301
	RESULTAT	0

Fait à, le
en exemplaires.
Lu et approuvé,

LE PRESIDENT DU TRIBUNAL JUDICIAIRE D'AURILLAC
Président du C.D.A.D

**LE PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE PRES LE TRIBUNAL JUDICIAIRE
D'AURILLAC**
Vice-président du CDAD

L'ETAT
représenté par
Monsieur le Préfet du Cantal

LE DEPARTEMENT
représenté par le Président du Conseil
Départemental du Cantal

L'ORDRE DES AVOCATS
représenté par son Bâtonnier en exercice

LA CARPA
Représentée par sa Présidente

**LA CHAMBRE REGIONALE
DES COMMISSAIRES DE JUSTICE DU CANTAL**
INTERDEPARTEMENTALE

représentée par son Président

**LA CHAMBRE
DES NOTAIRES D'Auvergne**
représentée par son Président

**L'ASSOCIATION DES MAIRES DU CANTAL
DEPARTEMENTALE
représentée par son Président**

**L'UNION
DES ASSOCIATIONS FAMILIALES
représentée par son Président**

**l'Association Polyvalente d'Actions Judiciaires
représentée par son président**

**la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Auvergne
représentée par son directeur**

**le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation du Cantal et du Puy-de-
Dôme représentée par sa directrice.**

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-24

Attribution de subventions aux organismes et associations à caractère social

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamai BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamai BELAÏDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération n° 23CD05-16 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant la répartition des crédits inscrits au budget 2024 pour l'action sociale ;

Vu l'avis de la 4^{ème} Commission - Solidarité Sociale réunie le 10 juin 2024 ;

- **ARRETE** la liste des subventions à allouer aux divers organismes ou associations à caractère social, telle qu'annexée à la présente délibération, pour un montant de 43 700 €.

Le montant des dépenses sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748, fonction 428 du budget départemental (Autres Interventions sociales – Subventions sociales).

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

SUBVENTIONS AUX ORGANISMES ET ASSOCIATIONS A CARACTERE SOCIAL - ANNEE 2024

Chapitre 65 - article 6574 - fonction 58

Credit voté : 140 000€

Credit disponible : 140 000€

Lignes 172-248

BENEFICIAIRES	OBJET DE LA DEMANDE	Subv. accordée 2022	Subv. sollicitée 2022	Subv. accordée 2023	Subv. sollicitée 2023	Subv. accordée 2024	Subv. sollicitée 2024	Subv. proposée	Subv. accordée
Secours Populaire	Séjour à la mer	1 500	1 500	1 500	1 500	2 000	2 000	2 000	2 000
Génération Mouvement	Fonctionnement			2 000	2 000	6 000	6 000	2 000	2 000
Association lute contre la Leucodystrophie (ELA)	Fonctionnement	500		1 300	500	1 300	1 300	500	500
Association des Accidentés de la vie (FNATH)	Fonctionnement	1 000		1 500	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Association Voir Ensemble	Fonctionnement	500		500	500	800	800	500	500
Association SURDI 15	Investissement tel adapté			300	300				
	Fonctionnement	800		1 000	800	1 000	1 000	800	800
Conseil Départemental de l'Accès aux Droits (CDAD)	Fonctionnement	3 600		4 000	3 600			3 600	3 600
Office National des Anciens Combattants et Veuves de Guerre (ONAC VG)	Fonctionnement	2 000		2 000	2 000	2 000	2 000		2 000
Union Nationale des Amis et Familles des Malades psychiques (UNAFAM)	Fonctionnement	1 000		1 500	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
APF France Handicap	Fonctionnement	3 000		4 000	3 000	5 000	5 000	3 000	3 000
Association France Alzheimer	Fonctionnement			3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
Maison d'arrêt : service scolaire	Fonctionnement	1 500		1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500
Fédération départementale Don du Sang	Fonctionnement	2 200		3 000	2 200	2 500	2 500	2 200	2 200
Association pour le Don d'Organe (France ADOIT)	Fonctionnement			800	800	800	800	800	800
Banque Alimentaire	Fonctionnement	4 000		4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000
Association Vacances et Loisirs	Fonctionnement	1 000		1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Centre Hospitalier Centre HORIZONS	Fonctionnement	5 000				5 000	5 000	0	0
Association POLYSSONS	Fonctionnement	1 000		1 500	1 000	1 500	1 500	1 000	1 000
Amis des Traumatisés de la Voix	Fonctionnement	200		200	200	200	200	200	200
Les Restos du Cœur du Cantal	Fonctionnement	5 000		5 000	5 000	6 000	6 000	6 000	6 000
Association des Bénévoles en Soins Palliatifs (ABSP 15)	Fonctionnement	600		600	600	600	600	600	600
Société Saint Vincent de Paul	Fonctionnement	2 000		2 000	2 000	3 000	3 000	2 000	2 000
Investissement véhicule									
ADMIR du Ségala	portage de repas								
			1ère demande						
TOTAL		36 400		42 200	36 300	59 800	59 800	43 700	43 700

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-25

Bourses départementales d'enseignement 2023-2024 : Attribution

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 23CD03-5 du Conseil départemental du 29 septembre 2023 relative à l'évolution du dispositif d'attribution des bourses départementales d'enseignement ;

Vu la délibération n° 23CD05-23 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions en faveur de la jeunesse pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits ;

Vu la délibération n° 23CD05-24 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 relative à l'attribution de la 1^{ère} vague des bourses départementales d'enseignement pour l'année 2023-2024 ;

Vu la délibération n° 24CP03-35 du Conseil départemental du 29 mars 2024 relative à l'attribution de la 2^{ème} vague des bourses départementales d'enseignement pour l'année 2023-2024 ;

- **ATTRIBUE** aux bénéficiaires retenus les bourses départementales d'enseignement auxquelles ils peuvent prétendre au titre de l'année scolaire 2023-2024, conformément aux montants figurant sur les tableaux en annexe de la présente délibération.

Le montant total de l'attribution s'élève à 5 300 € réparti comme suit :

- 1 050 € pour les bourses départementales collèges ;
- 4 250 € pour les bourses d'enseignement supérieur.

La dépense sera imputée sur le budget départemental au Chapitre 65 Nature 65131 Fonction 288.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

LISTE BENEFICIAIRES BOURSES COLLEGES 2023-2024 VAGUE 3

NOM	PRENOM	CANTON	MONTANT BOURSE
		Neuvéglise	125 €
		Neuvéglise	100 €
		Arpajon sur Cère	100 €
		Aurillac 2	125 €
		Riomès Montagnies	100 €
		Aurillac 3	100 €
		Aurillac 2	125 €
		Saint Flour 2	125 €
		Mauriac	150 €

1 050 €

LISTE BENEFICIAIRES BOURSES ENSEIGNEMENT SUPERIEUR 2023-2024 VAGUE 3

NOM	PRENOM	CANTON	MONTANT BOURSE
		Maur	150 €
		Yves	450 €
		Vic sur Cère	100 €
		Saint Flour 2	375 €
		Naucelles	100 €
		Aurillac 1	300 €
		Aurillac 1	525 €
		Aurillac 2	450 €
		Aurillac 2	525 €
		Riom ès Montagnes	100 €
		Saint Flour 1	525 €
		Aurillac 2	150 €
		Maur	100 €
		Naucelles	100 €
		Vic sur Cère	100 €
		Aurillac 3	100 €
		Aurillac 3	100 €

4 250 €

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-26

Schéma Départemental de Développement des Enseignements Artistiques et des Pratiques Amateurs (SDDEAPA) - Année scolaire 2023-2024

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 23 voix pour - 7 non-participation(s), Florian MORELLE, Céline CHARRIAUD, Gilles CHABRIER, Isabelle LANTUEJOL, Pierre MATHONNIER se retirent et ne participent pas au vote, Didier ACHALME et Vincent DESCOEUR ne participent pas au vote par les pouvoirs donnés,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 21CD06-33 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le Schéma départemental de développement des enseignements artistiques et des pratiques amateurs 2022-2027 et donnant délégation à la Commission Permanente pour déterminer chaque année les taux de subvention des aides attribuées dans le cadre de ce dispositif ;

Vu la délibération n° 23CD05-26 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions en faveur de la culture pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits afférents ;

- **DECIDE** d'attribuer au titre du Schéma départemental de développement des enseignements artistiques et des pratiques amateurs les subventions pour l'année scolaire 2023-2024 comme suit :

- Ecole de musique de la Châtaigneraie Cantalienne : 20 359 € ;
- Ecole de musique et de danse intercommunale du Carladès : 14 944 € ;
- Ecole de musique de Hautes Terres Communauté : 21 067 € ;
- Conservatoire de Saint-Flour Communauté : 39 628 € ;
- Ecole de musique du Haut Cantal : 26 097 € ;
- Ecole de danse du Pays de Mauriac : 5 835 € ;
- Ecole de musique d'Arpajon sur Cère : 6 908 € ;
- Conservatoire Musique et Danse d'Aurillac : 80 000 €.

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au Budget départemental :

- 181 833 € sur le chapitre 65 Nature 657358 Fonction 311 pour les écoles publiques.
- 33 005 € sur le chapitre 65 Nature 65748 Fonction 311 pour les écoles privées.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-27

Subventions à la Fédération des associations des archéologues du Cantal, à la Fondation du patrimoine, au Pays d'Art et d'Histoire et à la Biennale d'art contemporain "Chemin d'art" de Saint-Flour Communauté - Année 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Céline CHARRIAUD se retire et ne participe pas au vote,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 21CD06-31 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 approuvant le Schéma départemental d'action culturelle 2022-2027 et donnant délégation à la Commission Permanente pour déterminer chaque année les taux de subvention des actions qui relèvent d'un dispositif de subventionnement et examiner tout document contractuel nécessaire à la mise en œuvre et au financement des actions qui relèvent d'un dispositif de contractualisation et de cofinancement ;

Vu la délibération n° 23CD05-26 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions en faveur de la culture pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits afférents ;

Vu l'avis favorable de la Commission Culture du 17 avril 2024 ;

- DECIDE d'attribuer des subventions pour un montant global de 37 000 € au titre de l'année 2024 réparties comme suit :

- 5 000 € à la Fédération des associations des archéologues du Cantal,
- 10 000 € à la Fondation du Patrimoine,
- 15 000 € à Saint-Flour Communauté pour le Pays d'Art et d'Histoire,
- 7 000 € à Saint-Flour Communauté pour la Biennale d'Art contemporain.

- **APPROUVE** la convention de partenariat entre le Département et la Fondation du Patrimoine jointe à la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748 et 657348, fonction 312 du Budget départemental.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS ARCHEOLOGIQUES
DU CANTAL

Programme de recherches archéologiques dans le Cantal

2024

Siège social :

*Fédération des Associations Archéologiques du Cantal,
Archives départementales, Rue du 139^e R.I., 15000 Aurillac*

Secrétariat : Fédération des Associations archéologiques du Cantal – 19 rue Gandilhon Gens d'Armes – 15 000 Aurillac

Bilan 2023 des recherches archéologiques du Cantal et projets 2024.

2

***Bilan des recherches archéologiques
dans le Cantal en 2023***

SOMMAIRE

1 - Le site de hauteur du « Suc de Lermu » à Charmensac (Cantal),

**2 – Caractérisation chronologique de l'occupation des hautes
terres du Cantal aux époques médiévale et moderne.**

1 - Le site de hauteur du « Suc de Lermu » à Charmensac (Cantal).

Bilan 2023

Responsable : Fabien Delrieu (SRA Rhône-Alpes, UMR 5138),

Bilan des fouilles 2023

L'année 2023 correspondait à la seconde année de fouille d'une opération triennale qui se poursuivra encore en 2024. Après une première année probatoire en 2021 qui avait permis de fouiller les niveaux historiques (IV^{ème}-VI^{ème} S.) sur la zone de fouille de 150m², l'année 2022 avait été mise à profit pour fouiller entièrement les niveaux d'occupation du III^{ème} S. av. J.-C.. Leur fouille a révélé la présence d'un grand bâtiment de 3x5 mètres associé à un rempart palissadé ainsi qu'à un foyer externe

En 2023 l'accent a donc été mis sur la fouille des niveaux du V^{ème} S. av. J.-C. Au préalable, le rempart du III^{ème} S. av. J.-C. a été démonté et documenté en plan et en coupe. Les observations ainsi produites ont confirmé l'architecture entrevue lors des années précédentes. Il s'agit d'une masse pierreuse parementée grossièrement sur sa face externe et incliné avec des dalles de basalte posées en écaille sur sa face interne. Cette masse linéaire de 2 mètres de large pour 1 mètre de haute est surmontée d'une palissade ancrée dans une tranchée de fondation aménagée dans la masse pierreuse.



Vue du rempart en coupe associé avec le canal et la voie de circulation.

Ce rempart attribuable à La Tène B2-C recouvre directement un paléosol (US 15) qui le sépare d'un état plus ancien attribuable au V^{ème} S. Av. J.-C. Ce paléosol a été fouillé et a livré un abondant mobilier céramique qui est en cours d'étude. L'état ancien du rempart a été dégagé et nettoyé finement en surface, sa fouille n'a pas été entamée en 2023. Il semble présenter une architecture en caissons de 1 mètre côté séparés par des madriers de bois bien visibles en surface. Le comblement de ces caissons varie de l'un à l'autre mais est généralement constitué de gravats basaltique de taille variable panaché de blocs vitrifiés qui sont ici clairement réutilisés et donc en position secondaire.

Ce rempart précède un important niveau d'occupation contemporain (Vème S. av. J.-C.) qui n'a pas été fouillé intégralement mais qui semble correspondre à un sol avec quelques aménagements diffus présents sous forme d'empierrements. En arrière de ce niveau, la base d'un four à sole perforée du même type que ceux du quai Sédailhan à Lyon-Vaise a été identifiée et fouillée. Son diamètre permet de l'associer aux éléments de sole perforée mis en évidence dans sa périphérie. Dans la partie la plus occidentale de la zone de fouille les niveaux du Vème S. av J.-C. ont livré la présence d'un sol archéologique. Il est caractérisé par la présence de plusieurs centaines de tessons posés à plat associés à un support de sole en basalte et à un calage de poteau. Ce sol est en connexion avec le rempart évoqué précédemment sur lequel reposait le rempart palissadé du IIIème S. av J.-C.. Sur le même sol, un soc d'aire en fer a été mis au jour. Une défense de sanglier complète vient compléter un petit assemblage de faune mis au jour en association avec ce niveau d'occupation.

L'ensemble des niveaux d'occupation du Vème S. av J.-C. ont fait l'objet de prélèvements en vue d'analyses paléobotaniques et notamment carpologique.



Vue en plan (1^{er} plan) et en coupe (2d plan) de l'ouvrage défensif laténien. Cliché F. Delrieu

2 - Caractérisation chronologique de l'occupation des hautes terres du Cantal aux époques médiévale et moderne.

Bilan 2023

Responsable : Frédéric Surmely (SRA-ARA ; UMR 6042 DU CNRS)

Bilan des recherches 2023

Le but du programme de recherches est de compléter les données apportées par les recherches de terrain effectuées entre 2005 et 2012 sur la planèze sud du Plomb du Cantal, concernant le peuplement des montagnes aux époques médiévale et moderne. Le complément à apporter concerne surtout la datation. Au vu des incertitudes qui entourent encore la chrono-stratigraphie de la céramique dans ce secteur géographique, la méthodologie la plus sûre et la précise reste la radiocarbone. Lors des recherches de terrain, nous avons déjà effectué quelques datations par le C14. Il demeure nécessaire de renforcer le corpus par de nouvelles mesures d'âge pour dater toutes les phases d'occupation des différents sites, et parfois, doubler les datations sur une même phase pour assurer le résultat.

2023 a vu la réalisation d'une première phase de datation, qui sera poursuivie en 2024. L'objectif final est l'intégration de ce corpus à la publication monographique des recherches (dir. F. Surmely).



Site 1365 (structure pastorale d'époque moderne ; Montagne de Peyre, Lacapelle-Barrès) à l'achèvement des sondages (2011)

SOMMAIRE

Projet de recherches archéologiques dans le Cantal en 2024

Présentation :

1 - Le site de hauteur du « Suc de Lermu » à Charmensac (Cantal),

**2 – Projet de recherche : caractérisation chronologique de
l'occupation médiévale et moderne des hautes terres du Cantal,**

**3 – Projet de recherche « Les souterrains du Cantal dans l'espace
auvergnat en relation avec l'habitat rural paysan au Moyen Âge. »,
publication**

1 - Le « Suc de Lermu » à Charmensac (Cantal)

Responsable : Fabien Delrieu (SRA Rhône-Alpes, UMR 5138),

Perspectives 2024

Objectifs des campagnes de fouille triennale 2022-2024

L'objectif global et principal de cette fouille triennale est de terminer la fouille de la zone ouverte en 2021. En effet, ces 170 m² doivent nécessiter au moins ce temps pour voir achever leur fouille. La puissance de la stratigraphie visible nous incline à penser que ce temps sera bien nécessaire pour parvenir à cet objectif avec la fouille fine déployée et l'aspect chronophage du protocole mis en place pour les relevés. Aucune nouvelle fenêtre de fouille ne sera donc ouverte au cours de ces trois années qui seront donc entièrement dédiées à l'achèvement de la fouille initiée en 2021.

La durée des opérations de terrain a été en 2022 puis en 2023 et sera en 2024 réduite à trois semaines complètes (au lieu de quatre). En effet, l'abondance du mobilier archéologique extrait de ces niveaux d'occupation, particulièrement riches de point de vue-là, semble difficilement gérable dans le cadre d'un post fouille durant les quatre mois suivant la fin de l'opération de terrain. Ce choix de limiter la durée de l'opération devrait permettre de traiter le mobilier archéologique avec plus de sérénité dans le calendrier généralement dédié aux opérations d'archéologie programmée.

Voici une proposition d'intervention pour 2024. Elle reste hypothétique eu égard au fait que la stratigraphie globale du secteur n'est documentée, pour l'heure, que par deux coupes stratigraphiques et qu'aucune de ces deux n'ont réellement atteint la base de cette séquence

2024 : Cette dernière année d'opération triennale pourrait être dédiée à la finalisation de la fouille des niveaux du Vème S. av. J.-C.. Cette fouille permettra d'avoir le sol en place identifié en zone 1, au niveau de la forge, sur l'ensemble de la zone de fouille ouverte. Ce sol sera bien entendu relevé exhaustivement afin de permettre une meilleure compréhension de l'organisation spatiale de cette occupation du Vème S. av. J.-C. Le rempart correspondant

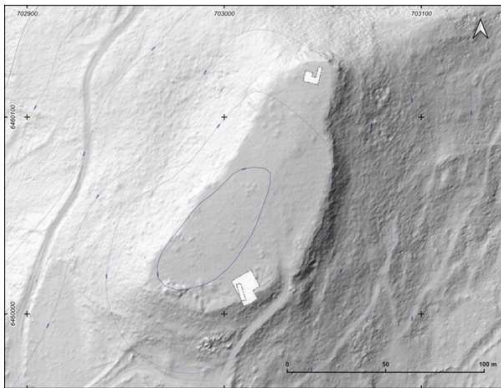


Fig. 2 : localisation des zones de fouille ouvertes en 2021 au Suc de Lermu. Document F. Delrieu

sera fouillé intégralement avec l'aménagement de nombreuses coupes afin de confirmer, ou non, la présence de caissons aménagés comme le laisse supposer la présence de pourtrages internes.

Cette opération triennale constituera également l'occasion de finaliser des études initiées en 2021 mais non achevées comme celle de la céramique tardo-antique, des éléments de four, ou encore des céramiques tournées protohistoriques. Ces dernières seront complétées et enrichies par la fouille des niveaux correspondant en 2024. Ces différentes études, et probablement d'autres à venir, seront ainsi achevées à l'issue de cette opération triennale.



Méthodologie mise en œuvre

La méthodologie qui sera déployée au cours des deux années de fouille restantes sera peu ou prou la même que celle utilisée en 2021, 2022 puis 2023. Elle sera bien entendu adaptée en fonction des circonstances mais reprendra les grands principes suivants :

La fouille en plan se fera *Vue zénithale du catillus en place dans le comblement* suivant une logique de secteurs déjà éprouvée en 2021, 2022 et 2023, avec en permanence un repère stratigraphique proche, généralement une des coupes laissées en place en bordure d'emprise ou au niveau de la berme centrale

Cette fouille en plan se fera sous la forme de grandes passes couvrantes fouillées à la truelle ou à la rasette à main, à plat, et dont l'épaisseur moyenne (2-4 cm) sera amendée si nécessaire en fonction des circonstances

L'ensemble des sédiments extraits de la fouille en plan des niveaux d'occupation sera tamisé et passé au détecteur à métaux afin d'identifier l'instrumentum, métallique ou non, de petite taille

Chaque élément diagnostic (forme ou décor céramique, élément métallique, silex, fragment de four...) mis au jour lors de la fouille en plan des niveaux archéologiques sera relevé en X, Y et Z à l'aide du tachéomètre qui sera mis en station de manière permanente pendant la fouille

Chaque sol ou lambeau de sol mis au jour sera fouillé avec la plus grande finesse et la plus grande attention puis relevé par photogrammétrie à l'aide d'un drone. Chaque élément mobilier ou immobilier constitutif de ce sol fera l'objet d'un relevé complémentaire à l'aide du tachéomètre.

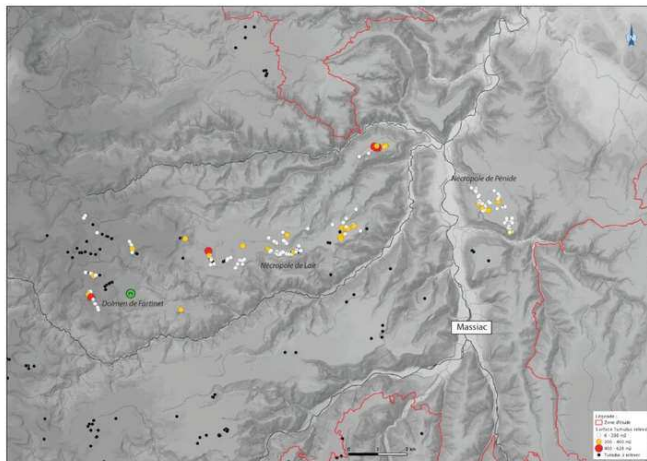
Des prélèvements paléobotaniques de 10 litres seront systématiquement effectués dans le comblement des structures en creux mises au jour en association avec les niveaux fouillés ou dans la masse de ces niveaux d'occupation si ces derniers présentent un certain nombre de garanties concernant leur bonne conservation et leur faible bioturbation. Ces niveaux devront également être caractérisés d'un point de vue stratigraphique et chronologique.

Les coupes localisées en bordure des zones de fouille et celles correspondant à des structures archéologiques mises au jour seront systématiquement relevées à la main et doublée par une couverture photogrammétrique.

A la fin de chacune des campagnes de fouille, l'ensemble de la zone sera recouvert d'une couche de géotextile puis paillé. Cette technique, déjà éprouvée en 2021 et 2022 et sur d'autres sites régionaux permet d'éviter un redécapage destructeur pour les niveaux archéologiques mis au jour.

A l'issue de l'opération de terrain, l'ensemble du mobilier archéologique mis au jour et les prélèvements seront stockés au Centre de Conservation et d'Etude des Martres-de-Veyre. C'est en ce lieu, parfaitement adapté, que se dérouleront les études de mobilier et plus généralement l'essentiel de la phase de post fouille.

Une fois lavé et étudié, le mobilier archéologique fera l'objet d'un reconditionnement complet en utilisant les normes en vigueur. Le mobilier métallique (hors clous et fragments informes et corrodés) sera confié au CREAM, à Vienne, pour restauration préalable à l'étude.



Cartographie des tumulus protohistoriques relevés sur le plateau de Molèdes/Laurie (DAO F. Muller)

10

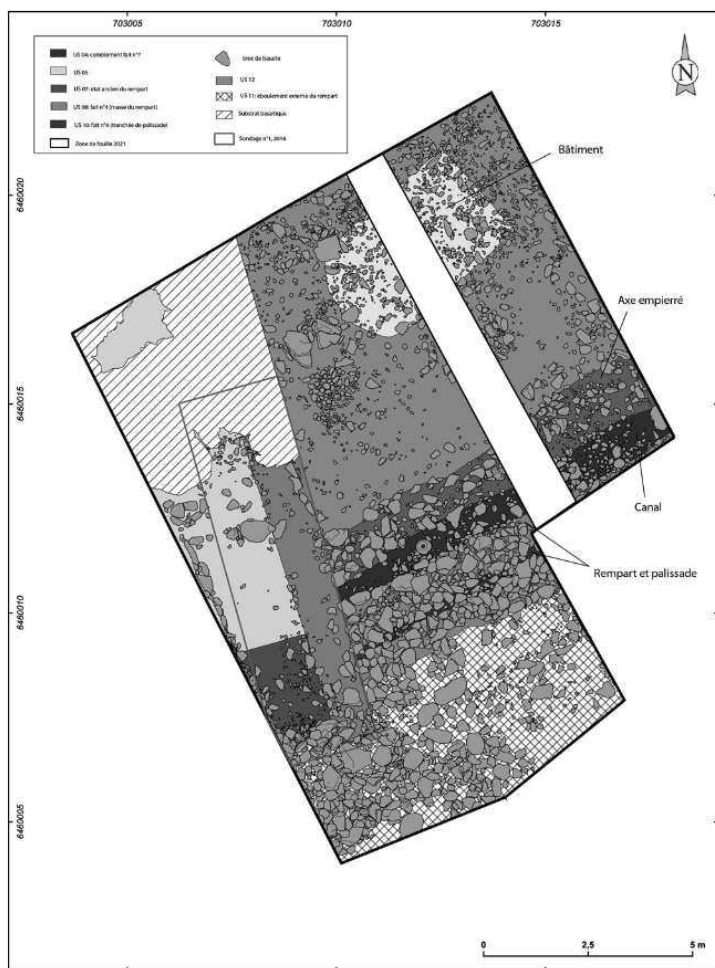


Fig. 2 : relevé en plan du sol de La Tène B2-C et des structures archéologiques associées.

Equipe de recherche prévue pour l'opération triennale 2022-2024

Bilan 2023 des recherches archéologiques du Cantal et projets 2024.

11

Fouille :

Direction de l'opération : Fabien DELRIEU (SRA Auvergne-Rhône-Alpes)

Responsable de secteur : Florie-Anne AUXERRE-GERON (Université de Toulouse)

Paléobotaniste (anthracologie et carpologie) : Manon CABANIS (INRAP Rhône-Alpes-Auvergne)

Topographie et SIG :

SIG et cartographie : Fabrice MULLER (INRAP Rhône-Alpes-Auvergne)

Topographie (DGPS et tachéomètre) : Fabien DELRIEU (SRA Auvergne-Rhône-Alpes)

Post-fouille :

Etude du mobilier céramique Néolithique : Christophe GILABERT (SRA Auvergne-Rhône-Alpes)

Etude des artefacts en silex : Raphaël ANGEVIN (SRA Auvergne-Rhône-Alpes)

Etude mobilier céramique de l'âge du Bronze : Fanny GRANIER (SRA Auvergne-Rhône-Alpes)

Etude des éléments de mouture : Florent CHATEAUNEUF (Paleotime)

Etude du mobilier céramique de l'âge du Fer : Christine MENNESSIER-JOUANNET (INRAP Rhône-Alpes-Auvergne, retraitée)

Etude des céramiques tournées méridionales de l'âge du Fer : Anne-Marie Curé (Paleotime)

Etude du mobilier métallique de l'âge du Bronze : Fabien DELRIEU (SRA ARA)

Etude du mobilier métallique de l'âge du Fer : Stéphane CARRARA (SAVL)

Etude du mobilier céramique tardo-antique : Sandra CHABERT (INRAP Rhône-Alpes-Auvergne)

Etude du petit mobilier tardo-antique (métal, verre, autre...) : Jean-Baptiste MERCIER (Université de Lyon II)

Etude des éléments de terre cuite (four) et torchis : Nina PARISOT

Etude des éléments de parure schiste bitumineux ou lignite : Alexandre MICHEL (SAPDA)

Plan de financement 2024

Dépenses	Total (€)	Demande CD 15 (€)
Fouilles du site du suc de Lermu – Charmensac :	5 000	
Matériel, équipement,	3 500	
Analyses	3 000	
Hébergement,	4 000	
<i>Total</i>	15 500	
Recettes		
Ministère de la Culture	12 000	
<i>Fédération Archéologique du Cantal (CD15)</i>	2 500	2 500
Association des amis du vieil Allanche	500	
Société archéologique de Massiac	500	
<i>Total</i>	15 500	2 500

Projet de recherche : caractérisation chronologique de l'occupation médiévale et moderne des hautes terres du Cantal

Responsable : Frédéric Surmely (SRA-ARA ; UMR 6042 DU CNRS)

Présentation du programme de recherches

CONNAISSANCE DU SITE

1 – Historique des recherches

De 2005 à 2016, dans le cadre de deux programmes de prospection thématique sur le peuplement de la moyenne montagne, des recherches ont eu lieu sur des sites médiévaux. Elles ont concerné deux secteurs géographiques situés dans deux massifs : l'un dans le Cantal, sur la planèze sud du Plomb du Cantal, sur le territoire des communes de Pailherols, Lacapelle-Barrès, Malbo et Brezons et l'autre dans le Puy-de-Dôme, dans le Sancy, sur la commune de Compains. Ces recherches ont intégré des prospections pédestres, aériennes et géophysiques, des sondages (au nombre de 9, dont 7 pour le Cantal (fig. 1) et deux pour le Puy-de-Dôme) et une fouille programmée trisannuelle (Puy-de-Dôme).



Fig. 1 : sondage en cours sur le site 699-1 (Malbo, Cantal), en 2011. Photo F. Surmely

Depuis 2016, date de la dernière campagne de recherches de terrain, des études complémentaires ont été effectuées : études céramologiques, examen des relevés LIDAR, datations radiocarbone.

Il faut également signaler la publication d'articles de synthèse :

SURMELY (F.) et LE JUNTÉ (J.) - 2017 - Les structures pastorales des massifs du Sancy et du Cézallier (Puy-de-Dôme, France). *Revue Archéologique du Centre de la France*, t. 56.

13

Bilan 2023 des recherches archéologiques du Cantal et projets 2024.

SURMELY (F.), NICOLAS (V.), FRANKLIN (J.) et CABANIS (M.) - 2019 - The Medieval Settlement in the Middle Mountains of Cantal and Sancy (Massif Central, France). *Language, Literature and Culture*, t. 2, n° 4, p. 139-153.

Copie en **annexe 12**

Ces recherches ont permis de renouveler complètement la connaissance du peuplement médiéval de la moyenne montagne auvergnate, qui reposait auparavant sur des données disparates, issues de fouilles souvent anciennes et partielles et/ou de sondages isolés. Cette remise en cause concerne tous les aspects architecturaux, fonctionnels et chronologiques.

Elle pose aussi la question de la différenciation entre les structures d'âge médiéval et celles d'âge plus tardif (époque moderne), question qui n'avait pas été évoquée précédemment.

- Mise en évidence d'un modèle polymorphe d'habitat dispersé, associant des fermes isolées à de petits groupements et à des hameaux, situé en-dessous de 1280 m d'altitude

- Mise en évidence de cabanes pastorales, groupées ou isolées, datant de la fin de la période médiévale et parfois réaménagées au début de l'époque moderne

- Découverte d'aménagements divers liés à ces structures : chemins, terrasses de culture, vestiges de découpage parcellaire, rases, rigoles d'approvisionnement en eau...

- Clés de différenciation entre structures médiévales et modernes

- Remise en cause de la chronologie de l'occupation et de l'abandon de ces sites

- Remise en cause des raisons de l'abandon de ces sites, autrefois attribué à des raisons climatiques ou épidémiologiques (peste)

- Mise en évidence d'une architecture en bois, en parallèle de la pierre sèche (**fig. 2**).

Mise en évidence de critères caractéristiques de l'architecture de montagne, comme le couloir d'accès et les bourrelets périphériques



Fig. 2 : maison à ossature de bois, structure 4, Les Yvérats, Compains, fouille programmée, 2016, photo F. Surmely

Enfin, il convient de souligner que le petit hameau de Rissergues (commune de Malbo), découvert et sondé deux années successives, a été inscrit au titre des Monuments Historiques et mis en valeur pour la visite, à l'initiative de la commune.

2 - Nature des sites

Les sites médiévaux étudiés se répartissent en deux grandes catégories. Tous ont été découverts lors des prospections, aucun n'était connu auparavant.

La première est celle des **fermes et hameaux, support d'un habitat permanent, datable de la période XI-XIIe siècle**. Cette catégorie comprend elle-même plusieurs types, avec des fermes isolées, de petits groupements et de véritables hameaux comprenant plus de 10 structures bâties.

Les sites étudiés sont les suivants :

- Site 99 (Montagne de Peyre, Lacapelle-Barrès, Cantal). Ferme isolée. Sondage en 2011
- Site 699 (Rissergues, Malbo, Cantal). Petit hameau. Sondages en 2009 et 2010
- Site 1277 (Montagne de Vixouze, Pailherols, Cantal). Ferme isolée. Sondages en 2009 et 2010
- Site de la Taillade (Compains, Puy-de-Dôme). Hameau de 10 structures. Sondage 2015 (fig. 3)
- Site des Yvérats (Compains, Puy-de-Dôme). Hameau de 15 structures. Sondage en 2013, fouille programmée de 2014 à 2016.



Fig. 3 : plan du hameau de la Taillade (Compains, 63). La structure 6 a fait l'objet d'un sondage en 2015. Plan J.-B. Chalin et F. Surmely, 2015

La seconde est celles des **abris pastoraux** (appelés aussi « cases carrées » dans nos inventaires de prospection), correspondant à une **occupation saisonnière**, datable de la période XIV-mi XVe et parfois réoccupés et réaménagés à la période fin XV-début XVIe s. Ces structures illustrent le remplacement d'une exploitation vivrière et permanente des terroirs de moyenne montagne, au profit d'une exploitation spéculative qui constitue la genèse d'un système spécialisé d'estive qui perdure jusqu'à aujourd'hui, selon des modalités changeantes. Les sites étudiés sont les suivants :

- Site 95 (La Montagne de Peyre, Lacapelle-Barrès, Cantal). « Cabane » isolée. Sondage en 2005 (**fig. 4**)
- Site 54 (La Montagne de Bouyssou, Pailherols, Cantal). Groupe de « cabanes ». Sondage en 2009



Fig. 4 : Site 95 (La Montagne de Peyre, Lacapelle-Barrès, Cantal). Photo F. Surmely

Tous les rapports de sondages, de prospections et de sondages ont été validés par la CIRA/CRTRA.

3 - Problématique de la recherche

Le projet est destiné à publier intégralement les résultats de cette recherche, qui n'a fait l'objet, à ce jour, que de synthèses assez courtes, sous la forme d'articles. Le principe est de publier les données issues de opérations de terrain (sondages et fouille), accompagnées des études réalisées en post-fouille (mobilier, paléoenvironnement, datations radiocarbone...) et de

produire une synthèse, à l'aide des données collectées en parallèle ou postérieurement grâce à des prospections et l'examen des LIDAR.

Le format prévu est celui d'une monographie, comprenant les chapitres principaux suivants :

Présentation des sites et du résultat des recherches : Frédéric SURMELY

Ce chapitre sera réalisé à partir des rapports d'opération consacrés aux différents sites du Cantal et du Puy-de-Dôme (**annexes 1 à 8, p. 1-255**). Il intégrera la description du mobilier lithique, céramique et métallique.

Deux sous-chapitres distincts seront effectués, l'un consacré aux fermes et hameaux, l'autres aux structures pastorales (« cabanes »). Plans et coupes seront uniformisés (J.-B. Chalin).

Apport de la céramologie : Sandra CHABERT

Le chapitre sera une synthèse des deux études, réalisées en 2021 (**annexes 1, p. 58-78 et 8, p. 255-269**), consacrées respectivement au mobilier découvert sur le site des Yvérats et celui mis au jour dans les sites cantaliens. Il reste à effectuer l'étude de la céramique découverte sur le site d'Espinasse (Collandres).

Études paléoenvironnementales : Manon CABANIS et Y. MIRAS

Chapitre réalisé à partir des données et analyses réalisées sur les différents sites (**annexe 9, 301-315 et 371-389**), intégrant les recherches archéopalynologiques effectuées par Y. Miras et Y. Llergo (**annexe 9, p. 291-297 et 348-361**).

Études micromorphologiques : Gérard VERNET et Antoine SCHOLTÈS

Plusieurs prélèvements ont été effectués sur le site des Yvérats, dans les structures 1 (unité 2), 2 et 4, en vue d'études micromorphologiques. Les lames minces micromorphologiques ont été effectuées (**fig. 5**), mais n'ont pas été étudiées à ce jour. Il est prévu qu'elles le soient, par G. Vernet et A. Scholtès (INRAP).



Fig. 5 : Les Yvérats, S.2, lame mince du niveau de sol

Mortiers ou mesures. Enquête sur des objets encore mal connus : Frédéric SURMELY

Chapitre à rédiger, à partir de l'étude d'une trentaine de pièces, du type de celle découverte dans le site de la Taillade à Compains (fig. 6). Ces pièces ont été rassemblées par un collectionneur



Fig. 6 : mortiers ou mesures. A gauche, La Taillade, Compains ; à droite, Lezoux, HS. Photo F. Surmely

Synthèse sur l'habitat médiéval dans la moyenne montagne auvergnate : Frédéric SURMELY et Aurélie SAVIGNAT, avec la collaboration d'Y. MICHELIN

Chapitre réalisé à partir de la synthèse effectuée dans le cadre du rapport de fouilles du site des Yvérats (annexe 1, p. 99-123), avec l'apport des données LIDAR (chaîne des Puys, principalement).

Une présentation des principaux sites découverts à ce jour dans les départements du Cantal et du Puy-de-Dôme sera faite : Caillac, montagnes de la Vèze, de la Salle (Pailherols), Cotteuges, Freydefond et Tronc (Trizac), Espinasse et les Jaleines (Collandres), Bourdalat (Saint-Bonnet-de-Salers), Chandèze, la Borie/Chandèze et le Camp des Anglais (Cheylade), La Fage (Coren), Landeyrat-Vieux (Landeyrat), Male Course, Chastelou, la Teulière et les Marlettes (Vernols), Chastel, Bruyères de Moudet, Troucou, Fortuniers-Bas, les Courbes, Chanusclade et Villeneuve (Vèze), La Fage (Vieillespesse), Massagettes, Chazaloux (Saint-Pierre-le-Chastel), Villars (Orcines), la Tourette, Pranalt (Aurières), Brion (Compains), Lac-d'en-Haut, Chastelet (La Godivelle), Louchadière, Chalard (Volvic), Bessat (Vernines), Puy de la Viasse (Compains), Servières (Orcival), Montredon, la Chabanne (Aydat), Montcelet (Vichel), les Gardes (Mazayes) et le Fraud (Saint-Alyre ; fig. 7).



Fig. 7 : photo aérienne du hameau castral du Fraud (Saint-Alyre-ès-Montagnes, 63). Photo F. Surmely

Collandres – O. Lapeyre et M.-C. Simon

Trizac Cotteuges – G. Vernet

Allache et Vèze/Fortuniers – L. Fau

Données issues des prospections

Prospection pédestre

Prospection aérienne et LIDAR. Les relevés LIDAR sont disponibles pour le Sancy (**fig. 8**), la chaîne des Puys (Y. Michelin) et, tout récemment, pour le nord du Cantal. Il est prévu un examen détaillé de ces derniers.

Adaptation des modes de construction à l'environnement naturel

Enfouissement

Aménagement de bourrelets périphériques

Couloir d'accès (**fig. 10**)

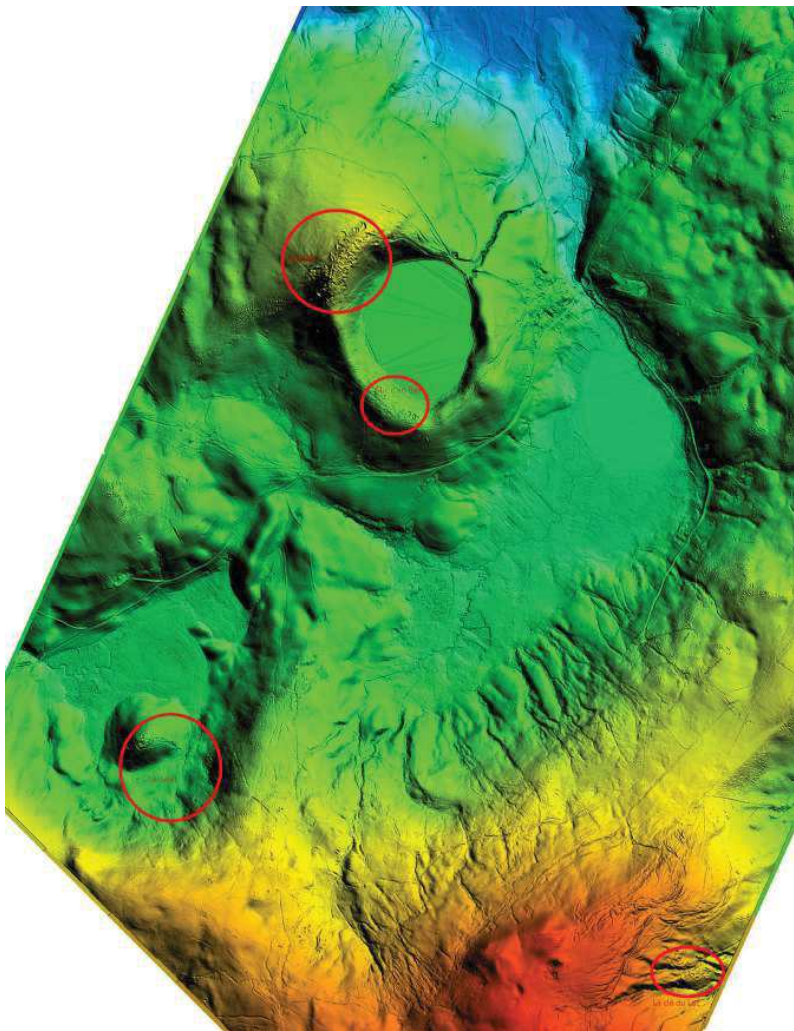


Fig. 8 : localisation des principaux hameaux médiévaux sur le levé LIDAR de la commune de la Godivelle (63). Doc. F. Surmely



Fig. 9 : site de la Teulière (Vernols, Cantal). Carrière de lauzes et habitat présumés médiévaux. Photo F. Surmely, 2023



Fig. 10 : Les Yvérats, structure 3, avec couloir d'accès. Photo F. Surmely

Fonctions et aménagements intérieurs

Organisation interne
Plaques-foyers
Etables, ateliers, appentis.

Bilan 2023 des recherches archéologiques du Cantal et projets 2024.

21

Données sur le contexte social des occupants
Activité et question de la saisonnalité de l'occupation
Datation et abandon
Différenciation des structures médiévales et modernes

2 - Les cabanes pastorales

Absence de recherches antérieures

Données issues des prospections

Prospection pédestre

Prospection aérienne et LIDAR

Données d'archives

Variabilité

Localisation

Organisation spatiale, structuration

Fonctions et aménagements intérieurs

Organisation interne

Plaques-foyers

Etables, ateliers, apprentis.

Données sur le contexte social des occupants

Activité et question de la saisonnalité de l'occupation

Datation, abandon et perdurance à l'époque moderne

3 - Conclusion générale (tous participants)

La « bascule » du XIIIe et la transformation économique et paysagère des espaces de moyenne montagne.

Perspectives de recherche

7. - Méthodologie

7.1 – Moyens matériels mis en oeuvre

- Remise en forme et uniformisation de l'ensemble des plans, des coupes de terrain et montage des planches d'illustration.

- Réalisation de 6 datations radiocarbone pour conforter les données existantes, sur la partie cantalienne (**fig. 11**). Il serait souhaitable de réaliser deux datations pour le site 95 (cabane pastorale) et une datation complémentaire pour les sites 699-1, 699-2, 99-2, 1277 (habitat permanent).

- Crédits de réunion

- photographies aériennes

- photographies aériennes. Il est prévu, en complément des photos réalisées antérieurement, de nouvelles photos aériennes par drone.

- Traitement des nouveaux relevés LIDAR, fournis par l'IGN, essentiellement pour le nord du Cantal

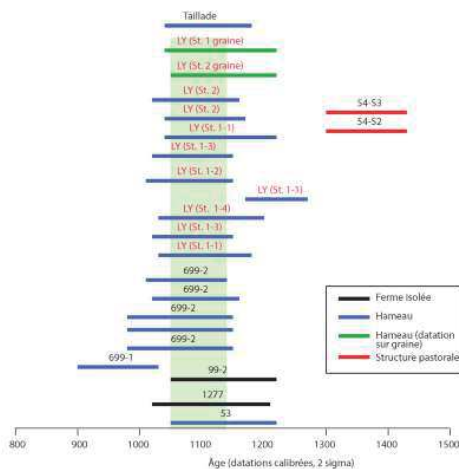


Fig. 11 : tableau des datations existantes pour les sites médiévaux du Cantal et du Puy-de-Dôme.

Demande auprès de la Fédération des Archéologues du Cantal :

Prise en charge de 6 datations radiocarbone, soit 6 x 450 € = 2700 €

Plan de financement 2024

Dépenses	Total TTC (€)	Demande CD 15 (€)
Datation (6 analyses radiocarbone)	450	
<i>Total</i>	2 700	
Recettes		
Ministère de la Culture		
Fédération Archéologique du Cantal (CD15)	2 700	2 700
Association « Terre ancienne »		
<i>Total</i>	2 700	2 700

3 – Projet de recherche « Les souterrains du Cantal dans l'espace auvergnat en relation avec l'habitat rural paysan au Moyen Âge. »

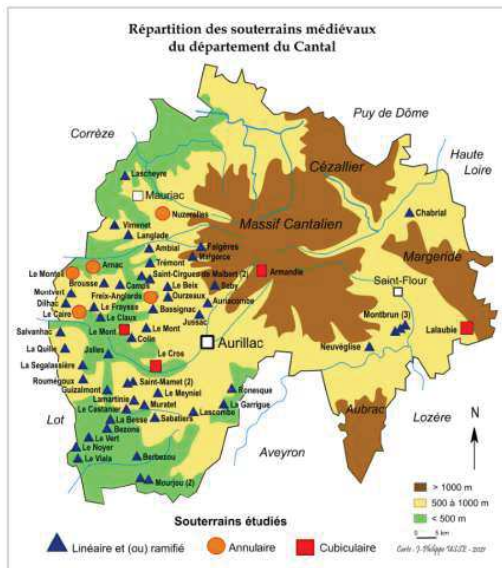
Responsable : Annie Rassinot, (doctorante) - Université Toulouse 2 Jean-Jaurès - UMR 5608 – TRACES

La problématique

Parce que riche en informations, cet état des lieux de la recherche archéologique sur les souterrains médiévaux en Auvergne laisse en suspens bien des questions et nous conduit à nous interroger sur plusieurs aspects jusque-là restés dans l'ombre. Comme dit précédemment, cette vaste zone d'étude représentée par l'Auvergne permet d'avoir un panel suffisamment conséquent pour pouvoir s'interroger sur les multiples versions de souterrains que nous retrouvons sur toute l'étendue géographique. Nous nous proposons de les explorer selon quatre grandes lignes de réflexion :

Contexte géologique et topographique

Dans un premier temps mon intérêt porte sur le contexte géologique et topographique dans



lequel les souterrains ont été implantés en rapport avec le type d'habitat de surface groupé ou dispersé selon l'époque. Il s'agit de savoir s'il existe un type géologique de substrats rocheux qui a favorisé le creusement des cavités ou si elles s'accommodaient de tout type de roche.

- en évoquant La question de la spécificité de cette architecture en négatif est aussi capitale : il s'agira de comprendre comment ils ont été conçus, construits, entretenus. Comme nous ne savons pas si la cavité souterraine résulte d'un travail individuel ou collectif, nous nous interrogerons sur l'existence d'un corps de métier spécialisé dans son creusement, nanti d'un savoir-faire spécifique, ou si c'est la population locale qui a oeuvré de façon empirique. Sur tout le territoire de l'Auvergne nous établirons une typologie

des souterrains, en essayant de cerner le procédé de conception qui était le plus communément

employé (existence de puits de creusement, de galerie de drainage, utilité des conduits verticaux, des petites niches etc.). Nous examinerons les différents équipements : l'assainissement des lieux, le drainage de l'eau. L'étude des systèmes de fermeture permettront peut-être de savoir s'il s'agissait d'utilisateur unique des souterrains ou d'un usage collectif des lieux justifiant un cloisonnement interne ?

Jusque dans les années 1970, la datation du creusement (et de l'utilisation) des souterrains était attribuée à une période très ancienne, vaguement confondue avec l'occupation gauloise, remontant éventuellement au Néolithique.

Depuis le développement de la recherche archéologique médiévale en France puis des fouilles préventives, il est entendu que les souterrains appartiendraient au Moyen Âge sans précision de la date de creusement, mais simplement de périodes d'occupation.

Ils ont été réhabilités en tant qu'authentiques sites archéologiques dont il convient d'affiner les limites de début et de fin de creusement comme d'utilisation. Les différentes études menées dans le cadre de cette thèse doivent contribuer à préciser la datation.

Fonctions et usages



Maison de Muratet au-dessus du souterrain.
Commune de Vitrac, Cantal



Ensuite ce sont leurs fonctions et usages qui interpellent, multiples, synchrones ou pas, depuis l'origine de leur creusement jusqu'à leur abandon. L'étude devra dire si les souterrains étaient un prolongement ordinaire de l'habitat rural de surface, une sorte d'annexe conçue pour un foyer (ou plusieurs) comme l'ont démontré Jean-Michel et Bernadette Saugé pour le souterrain de La Crépille, commune de Saint-Gervais-sous-Meymont, ou si ce n'était qu'une particularité du Livradois dans le Puy-de-Dôme. Enfin, il s'agit de savoir s'ils ont survécu à l'abandon de l'habitat et en cas de désertification, s'ils constituent les marqueurs de cet habitat.

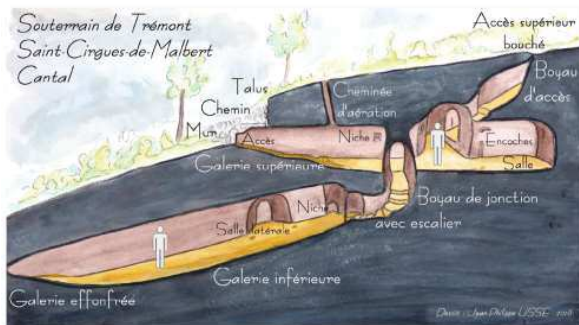
En effet, les souterrains ont-ils pu être conçus dans un but de conservation de productions agricoles destinées à l'alimentation en complément des simples silos adjacents aux souterrains et des greniers aériens : sous forme de stockage le long des galeries ou dans des silos accessibles depuis celles-ci ou creusés dans le sol des galeries ? Ont-ils pu faire fonction de défense des récoltes et/ou des hommes en offrant un rare moyen de sauvegarde en période d'insécurité ? Étaient-ils appréciés en tant que protection climatique occasionnelle ? Étaient-ils creusés pour certaines pratiques artisanales comme celle du tissage comme à La Crépille ? Étaient-ils conçus pour la fuite comme le suggère en Haute-Loire Jean-Paul Béal¹) ? Avaient-ils une utilité quelconque pour un culte comme l'ont supposé des archéologues de l'Allier comme le suppose Maurice Franc² ? Et finalement faut-il envisager un usage multifonctionnel à différentes époques ou à la même époque ?

25

Contexte économique et social

Nous nous interrogerons aussi sur le contexte économique et social des souterrains : s'il est vrai que leur localisation ne semble concerner que le milieu rural et principalement pour un stockage des grains, utile certainement au moment de la soudure à l'ensemble de la population dans un contexte économique difficile qu'il s'agira de définir, en pourrait en être tout autrement. À partir des objets découverts dans les cavités et de l'évaluation des capacités de stockage il faudra tenter de définir quel était le statut social de cette population impactée par ce type de structure : paysans (Sauget La Crépille3) ? chevaliers (Surmely Chauriat4) ? et dans tous les cas leur niveau de richesse en fonction de l'importance des stocks de nourriture mis en réserve ?

Constituaient-ils éléments d'un domaine dans l'habitat dispersé ? Est-ce qu'ils continuaient à être utilisés quand l'habitat de surface avait disparu ? Toutes questions intéressantes et de nombreuses autres encore.



Statut juridique de ces cavités

Ces aspects nous conduiront à nous interroger sur le statut juridique de ces cavités : (si on peut car les archives sont rares).

- y-at-il reconnaissance ou non par les puissances politiques de l'époque et des lieux ?
 - y-at-il réglementation des droits de leurs propriétaires ou bénéficiaires à titre gracieux ou onéreux ?
 - y-at-il autorisation de creusement par la puissance tutélaire de l'endroit pour assurer une défense passive des populations face aux attaques des pillleurs comme les forts villageois ? les forteresses militaires ?
 - y-at-il Jouissance en copropriété pour les plus grands souterrains aux multiples entrées ?
- Pour cela, en parallèle aux recherches aux archives il faudra chercher s'il existait ou non des fortifications qui leur étaient contemporaines (bourgs fortifiés, maisons fortes, églises fortifiées etc.). Il sera nécessaire aussi de savoir s'ils avaient une importance seulement locale ou s'ils participaient à une organisation de sauvegarde complexe d'une population plutôt défavorisée pour leur protection, en l'absence de fortifications proches ou de celle d'une puissance militaire satisfaisante pour assurer sa défense. Au contraire, il faudra vérifier si les souterrains ont pu constituer une zone de repli pour une population militaire bien établie. Et bien d'autres réflexions encore, qui nous ont conduits à prendre en compte les localisations des fortifications (châteaux, église) des forts villageois etc.

Les premiers constats :

Les grands ensembles souterrains en Haute-Loire sont-ils à classer dans l'habitat troglodytique ? Ils sont équipés d'anneaux taillés dans la roche, creusés dans le tuf volcanique protégé par une coulée de lave sommitale. Leur accès se fait généralement à flanc de falaise. Cependant ils ont des caractéristiques identiques aux souterrains du Cantal : conduits verticaux, système de fermeture des galeries, niches latérales et ne sont pas liés à un habitat en surface.

Même constat à l'ouest du Puy-de-Dôme et dans les régions volcaniques du Cantal : présence de ce qu'on appelle plutôt un habitat troglodytique (exemples les plus emblématiques : les grottes de Jonas commune de Saint-Pierre-Colamine et les grottes de Perrier dans le Puy-de-Dôme près d'Issoire, les grottes des Anglais, commune de Vic-sur-Cère dans le Cantal)

- Présence de concentration de souterrains dans un même hameau : aux Chazeaux commune de Salette en Haute-Loire on dénombre 5 souterrains pour un hameau. Même

constat à Montbrun, commune de Lavastrie dans le Cantal où on dénombre 4 souterrains liés à un village déserté au pied d'un château du bas Moyen-Âge.

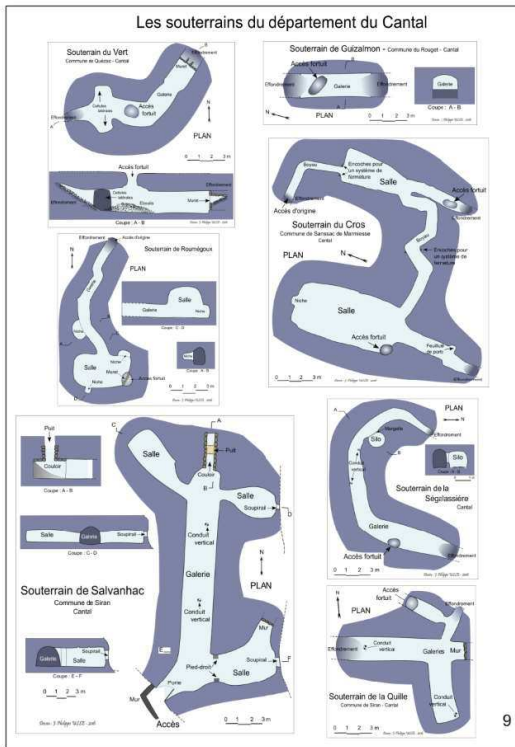
- Différence typologique nette selon les régions : o Grand ensemble de l'ouest du Cantal bien représentatif du type Ségala à un ou deux niveaux

- Bel ensemble homogène de souterrains dits « circulaires » plutôt qu'annulaires dans la Montagne bourbonnaise dont la zone déborde sur la Montagne thiernoise à un seul niveau.

- 5 souterrains annulaires fait d'une seule galerie de petit diamètre (ronde ou carrée) dans le Cantal

- Grande similitude régionale dans les aménagements : o Accès en boyau étroit et descendant dans le Cantal, dans l'est du Puy-de-Dôme, l'Allier mais pas en Haute-Loire, absents en Haute-Loire.

- Fréquence de niches, de conduits verticaux dans l'ouest du Cantal extrêmement rares ailleurs à la différence du Puy-de-Dôme et l'Allier où on note la fréquence



de goulots horizontaux très allongés, pas de niches, pas de système de fermeture pas de conduits verticaux.

- Présence de drain dans le Cantal alors qu'il n'en existe aucun dans le tuf des régions volcaniques de la Haute-Loire (dans l'état actuel de nos connaissances).

- Systèmes de fermeture et silos dans le Cantal aucun exemple de ce type dans le Livradois-Forez.

- Utilisation secondaire des souterrains fréquente pour la Révolution française en Haute-Loire.

- Présence de souterrains sous des mottes castrales dans l'Allier, apparemment non contemporains de la motte, ce qui reste à vérifier ; pas d'exemple de ce type dans le Cantal ou la Haute-Loire même sous les sites défensifs aménagés de hauteur.



Souterrain de Montvert (Cliché : J-P.Usse)



Souterrain de Saint-Cirqus de Malbert (Cliché : J-P.Usse)

Plan de financement 2024

Dépenses	Total (€)	Demande CD 15 (€)
Déplacements Publication de la thèse	1500	
<i>Total</i>	1500	
Recettes		
Ministère de la Culture		
<i>Fédération Archéologique du Cantal (CD15)</i>	1000	1 000
Association (SARA)	500	
<i>Total</i>	1500	1 000

Programme archéologique 2024

Demande de subvention au Conseil Départemental du Cantal

Plan de financement :

Responsables	Opération	Descriptif	Budget total (€)	Demande aide CD 15 (€)
<i>Fabien Delrieu</i>	Fouilles du suc de Lermu - Charmansac	Fouille, hébergement, matériel, Analyses, etc.	15 500	2 500
<i>Frédéric Surmely</i>	Caractérisation chronologique de l'occupation médiévale et moderne des hautes terres du Cantal	6 analyses radiocarbones	2 700	2 000
<i>Annie Rassinot</i>	Publication thèse		1 500	500
		Total		5 000

CONVENTION

Entre

Le Conseil départemental du Cantal, 28 Avenue Gambetta, 15000 Aurillac, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, agissant en application d'une délibération de la Commission Permanente en date du 5 juillet 2024,

d'une part,

et

La Fondation du patrimoine, dont le siège se trouve 153 bis, avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine, représentée par son Délégué régional, Monsieur Thierry MARTIN-LASSAGNE,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Créée par la loi 96-590 du 2 juillet 1996, la Fondation du patrimoine, organisme privé indépendant, a reçu pour mission de promouvoir la connaissance, la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine

Elle a été déclarée d'utilité publique par un décret du 18 avril 1997.

La loi du 2 juillet 1996 prévoit notamment que la Fondation du patrimoine peut attribuer un Label ouvrant droit à déduction fiscale ou subventions aux propriétaires effectuant des travaux de restauration. L'article 16 de la loi de finances pour 1997 précise que cette déduction est conditionnée à un avis favorable de l'Architecte des Bâtiments de France.

La lettre du 29 juin 1999 du Secrétaire d'état au budget contient les modalités d'application du dispositif. Elle indique notamment qu'il n'est pas exigé d'ouverture au public mais que les immeubles doivent être visibles de la voie publique. Cette visibilité est la contrepartie de la déduction fiscale. La Fondation du patrimoine doit en outre financer les travaux à hauteur d'un minimum de 2%.

Le Conseil départemental du Cantal pour sa part, conscient de la valeur de son patrimoine bâti en termes culturel, touristique et économique, mène une politique active en sa faveur. C'est pourquoi le Département du Cantal a décidé de s'associer à l'action poursuivie par la Fondation du Patrimoine dans les conditions définies ci-après.

Article 1 - Objet de la convention

Le Conseil départemental du Cantal, considérant l'intérêt de l'action menée par la Fondation du Patrimoine visant à permettre aux particuliers de mettre en œuvre des opérations de sauvegarde et de valorisation du patrimoine sur le département du Cantal, lui accorde au titre de 2024 une subvention de 10 000 euros.

Cette subvention sera affectée, dans le cadre d'opérations de restauration d'édifices :

- au financement par la Fondation d'une subvention de 2% aux propriétaires privés assujettis à un impôt sur le revenu supérieur à 1 300 euros (avant toute correction)
- au financement par la Fondation d'une subvention aux propriétaires privés non assujettis à l'impôt sur le revenu ou assujettis à un impôt inférieur à 1 300 euros (avant toute correction).

Article 2 - Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée sur le compte de la Délégation Régionale Auvergne de la Fondation :
SG PARIS AGENCE CENTRALE

IBAN : FR76 3000 3030 1000 0372 9425 931

En fin d'année, en un seul versement en fonction du montant des aides engagées par la Fondation du Patrimoine pour l'année en cours.

Article 3 - Modalités de gestion

L'instruction technique des dossiers est assurée en concertation entre les services du Conseil départemental et la Fondation du patrimoine. Celle-ci se porte garante de la conformité de l'édifice concerné avec les critères définis dans la lettre du 29 juin 1999 du Secrétaire d'État au budget. L'ensemble des dossiers recevables est soumis à l'avis du Comité Départemental d'Orientat[i]on et du Conseil départemental pour la sélection des opérations à soutenir.

Article 4 - Bilan des opérations

La Fondation du Patrimoine s'engage à fournir au Conseil départemental du Cantal à l'achèvement de la présente convention, un bilan de l'utilisation de sa subvention. Il comportera la liste des opérations de sauvegarde concernées, le nom des bénéficiaires, le montant des aides engagées ainsi que celui des aides soldées pour l'année en cours.

Un Comité de Pilotage composé de représentants des deux parties évaluera les résultats de la mise en œuvre de la présente convention en vue de son éventuel renouvellement.

Article 5 - Durée de la convention

La présente convention vaut pour une durée d'un an du 1er janvier jusqu'au 31 décembre 2024. Les modalités de sa reconduction seront examinées et validées au vu des conclusions du Comité de Pilotage.

Article 6 - Publicité des opérations

Tout document d'information, toute manifestation publique, tout document technique relatif à la réalisation d'une opération aidée, devra, après avoir reçu l'accord des parties, mentionner que l'aide a été accordée dans le cadre du programme départemental de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine non protégé mis en œuvre par la Fondation du Patrimoine et le Conseil départemental du Cantal.

Fait à Aurillac, en deux exemplaires originaux, le

Pour le Conseil départemental,

Pour la Fondation du Patrimoine,

Le Président,

Le Délégué régional,

Bruno FAURE

Thierry MARTIN-LASSAGNE

LISTE DES LABELS OCTROYÉS EN 2023

Situation au 31 DECEMBRE 2023

	NOM PROPRIÉTAIRE	Personne ou non imposable	COMMUNE	TYPE PATRIMOINE	TYPLOGIE DE TRAVAUX	DATE D'OCTROI DE LABEL	MONTANT TRAVAUX ORIGINE	MONTANT DE LA SURVENTION ATTRIBUÉE
1	Maire 2	1	Concarneau	Logis	Peinture	16/03/2023	134 500 €	7 722 €
1	Stroganoff		Maison		Charpente et couverture	25/03/2023	30 690 000 €	453 €
1	Julien 1	1	Menet	Maison	Couverture	30/03/2023	48 394 €	6 000 €
1	Foyet 1		Rennes Montaigne	Grange	Couverture	30/03/2023	5 700 €	1 158 €
	Arvent Foyet 1		Rennes Montaigne	Grange	Couverture	16/04/2023		
	Courmiche 1		Grange	Couverture	Couverture	12/04/2023	41 540 €	83 €
1	Buleng 3		L'Arçenne	Maison	Couverture	12/04/2023	51 336 €	103 €
1	Chavez 2		Logis à cochons	Couverture	Couverture	12/04/2023	24 832 €	497 €
1	Mollet 4		Mollet	Mayennaise	Mayennaise	09/05/2023	32 560 €	646 €
1	Glaucourt-Gilbert 2		Renne	Mayennaise	Mayennaise	12/05/2023	22 291 €	442 €
1	Arena-Cambourieu		Maison	Couverture	Couverture	08/06/2023	80 443 €	30 939 €
1	Ming 2	1	Frederick Anglin	Arrière-canal	Ménagerie et couverture	12/07/2023	172 468 €	5 000 €
1	Harangue-Langre		Arrière-canal	Arrière-canal	Couverture	07/08/2023	27 142 €	543 €
1	Thomas	1	Arrière-canal	Mayennaise	Mayennaise	07/09/2023	20 926 €	4 000 €
1	Poulet 3		Peuloron	Mayennaise	Mayennaise	22/09/2023	17 171 €	256 €
1	Maire Gilduane		Saint-Cyrac de Malbort	Arrière-canal	Mayennaise et couverture	08/12/2023	38 256 €	762 €
1	Bevans	1	Laubard de Nèze	Ménagerie	Ménagerie	22/12/2023	84 892 €	833 €
1	Bouvier-Alexis 3		Le Vigon	Tolère	Tolère	30/12/2023	3 716 €	69 €
17	TOTAL ANNÉE 2023	5					628 952 €	62 939 €

13 rue Maréchal Foch - 65000 CLEMONT-FERRAND - Tél. 04 73 30 90 01 - Courriel : auvergne@fondation-patrimoine.org - Site Internet : www.auvergne.fondation-patrimoine.org -
Fondation reconnue d'utilité publique - loi du 2 juillet 1950 - SIRET 431 812 827 00338



INTRODUCTION

La sensibilisation et l'éducation au patrimoine sous toutes ses formes (architecturale, environnementale, artistique, archéologique...), en direction des jeunes, des visiteurs, mais aussi de l'ensemble de la population, sont au cœur des préoccupations actuelles. L'un des enjeux d'une collectivité telle que Saint-Flour Communauté est de favoriser, dans le cadre du label "Pays d'art et d'histoire", l'appropriation par tous des richesses culturelles qu'ils côtoient, en confiant à l'animateur de l'architecture et du patrimoine, un rôle d'impulsion.

Des formations, des visites-guidées, des conférences, des ateliers, des expositions, des découvertes architecturales, animés par le service du patrimoine, les structures d'accueil et culturelles, et portés toute l'année par des enseignants et intervenants locaux, seront destinés à l'ensemble de la population et des visiteurs. Il s'agit de développer et de perpétuer une éducation continue au patrimoine, qui invitera naturellement les publics touchés, à la visite des musées sanfiorains et de l'écomusée de Margeride, à la participation aux animations, à la sauvegarde de leur patrimoine...

Grâce au soutien financier du ministère de la Culture et de la Communication et du Conseil départemental du Cantal, Saint-Flour Communauté souhaite ainsi assurer, en 2024, un programme d'actions de qualité sur l'ensemble de son territoire labellisé.

I. Accompagner l'organisation et la mise en œuvre des actions du Pays d'art et d'histoire

● **Pérennisation du poste de l'animateur de l'architecture et du patrimoine**

Le recrutement d'un animateur de l'architecture et du patrimoine constitue une des obligations du label « Pays d'art et d'histoire ». Il est chargé de mettre en œuvre le programme d'actions défini par la convention du PAH, conclue entre la collectivité et le ministère de la Culture et de la Communication. Recrutée à l'issue d'un concours, l'actuelle animatrice de l'architecture et du patrimoine est en poste depuis juillet 2005. Titularisation depuis le 1^{er} juillet 2016.

● **Poursuite de la coordination de l'ensemble des activités du label Pays d'art et d'histoire**

Cet animateur, chargé de coordonner les initiatives du label, est l'acteur principal de la mise en valeur de l'architecture et du patrimoine local. Il travaille en collaboration avec les acteurs touristiques et culturels du territoire. Ainsi, il propose toute l'année des animations pour les habitants, les visiteurs et le jeune public et intervient à l'occasion de formations professionnelles. Également, il est chargé d'organiser des sessions de formation à destination des guides conférenciers.

● **Mise en place d'un pôle de médiation mutualisé sous le pilotage de l'animateur de l'architecture et du patrimoine** composé d'un chargé des actions éducatives, d'un chargé des publics au service notamment des structures muséales, et renforcé par un chargé du patrimoine dans le cadre de l'ouverture du Centre d'interprétation de l'Architecture et du Patrimoine.

● **Poursuite de la mise en œuvre d'actions particulières (de médiation, conception, etc.) dans le cadre des axes de développement du Pays d'art et d'histoire.**

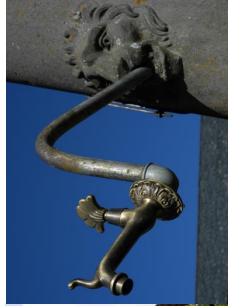
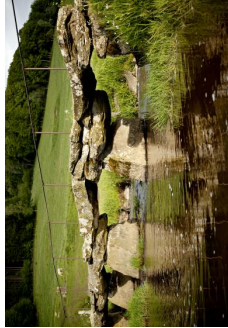
Enfin, l'animateur de l'architecture et du patrimoine est l'interlocuteur privilégié des instances culturelles chargées de la mise en valeur et de la sauvegarde du patrimoine et de l'environnement, ainsi que des instances touristiques locales et régionales. L'animateur de l'architecture et du patrimoine participe plus particulièrement à la réflexion globale sur les aménagements et le paysage urbain (SPR, PLUi charte architecturale et paysagère, etc.).

Il est chargé de la mise en place du Centre d'interprétation de l'Architecture et du Patrimoine (CIAP), équipement de proximité, lieu de ressources et de débats.

En tant qu'acteur culturel pour la valorisation du patrimoine du pays, il effectue ou initie des travaux de recherche, des communications scientifiques, au niveau local, national ou international.

Coût prévisionnel total : 45 000 €
aucune subvention DRAC sollicitée

II. Actions permanentes d'animation et de sensibilisation au patrimoine et à l'architecture



Un des objectifs du label *Villes et Pays d'art et d'histoire* est la sensibilisation des habitants et des professionnels à leur environnement architectural et paysager ainsi qu'une initiation du jeune public à l'architecture, à l'urbanisme, au paysage et au patrimoine.

Cette volonté doit leur permettre d'être acteurs à part entière de la mise en valeur du patrimoine et de la promotion de la qualité architecturale, de leur environnement quotidien.

Cette démarche d'appropriation suppose la création d'actions spécifiques et permanentes destinées à leur donner des clefs de compréhension.

Les actions sont décrites ci-dessous.

Coût prévisionnel total : 22 000 €
Subvention DRAC demandée : 7 500 € dont 4 000 € exposition photographique en plein air

● Opérations nationales liées au patrimoine

- **Rendez-vous aux jardins (1^{er} et 2 juin) « Les cinq sens »**
 - Visite d'un jardin privé, *Le jardin de Clémence*, à Orceyrolles (commune d'Anglards-de-Saint-Flour)
 - *La fièvre au corps* : sous la direction artistique de Julien Gravina, professeur, artiste et chorégraphe, invitation à regarder la performance artistique des élèves de danse du Conservatoire de Saint-Flour Communauté au cœur même du jardin de Clémence.
 - **Journées européennes de l'archéologique (15 et 16 juin)**

- *Les secrets du feu* : invitation à découvrir le secret de la magie du feu ! Quand nos ancêtres l'ont-ils apprivoisé et maîtrisé ? Quelles méthodes utilisaient-ils ? Par percussion : silex contre pyrite sur de l'amadou, par frottement... Les détails sur les outils et matériaux utilisés, leurs lieux d'échange ou de production probables nous plongeront dans la vie quotidienne des hommes et femmes préhistoriques, leurs voyages et leurs besoins.
Visite guidée de l'exposition « Feu(x) » présentée à l'écomusée de Margeride suivie d'un atelier.

- o **Journées du patrimoine de pays et des moulins en lien avec la thématique 2024 « L'eau, utile à tous »**

Les actions proposées mettront l'accent sur le bâti ancien réhabilité, restauré et réemployé, mais aussi le recyclage, la revalorisation de ses appareils et matériaux, et le renouveau de certains savoir-faire. Au XXI^e siècle, le patrimoine prend une double valeur : en plus d'une valeur intrinsèque historique, il prend une valeur écologique en luttant contre le gaspillage des matériaux en évitant le suremploi du béton et des métaux, et contre le gaspillage de l'espace rural par l'étalement urbain. Moteur de développement durable et levier d'attractivité des territoires, nous voulons, avec ce thème, reconsidérer l'existant comme matière à usage(s). Ces JPPM mettront en lumière le patrimoine rural restauré, à l'usage réinventé, les savoir-faire et gestes du passé ou encore les matériaux réemployés, récupérés...

- o **La nuit des églises (5 et 6 juillet)**

« Trésors de nos églises » - 2^e édition – Exposition présentée dans les médiathèques intercommunales



L'église est un lieu de culte mais aussi de conservation. Les générations s'y sont succédées, parfois depuis le XII^e siècle, et ont laissé le témoignage de leur foi, de leur savoir-faire, de leur vision du monde. Son mobilier, souvent hétéroclite et disparate, est constitué d'œuvres d'art et de modestes réalisations artisanales, mais chaque objet a sa raison d'être et son message à délivrer. Grâce à une exposition photographique dans le déambulatoire de la cathédrale, nous invitons le visiteur à comprendre le patrimoine mobilier de nos églises, dans son histoire, ses usages, ses spécificités et à participer à sa pérennité. Stalles, cathédrales, bancs et chaises, « hommages aux Poilus », en passant par retables, statues, lutrins, peintures sur toile, peintures murales, vitraux, confessionnaux, ex-voto, reliquaires... tous ces trésors n'auront plus aucun secret pour le public.

En partenariat avec l'Association des Amis de la Cathédrale et le Diocèse de Saint-Flour.

Un circuit à la découverte des trésors présentés dans l'exposition est proposé au public.

« Lumière sur le vitrail X^e et X^{II}^e siècle » 2^e édition – Exposition présentée dans le déambulatoire de la Cathédrale



Depuis près de neuf siècles, les maîtres verriers s'efforcent de perfectionner et perpétuer les secrets de cet artisanat pour illuminer les façades de nos monuments. Armés de baguettes de plomb et d'un arsenal de verres de toutes les couleurs, ces faiseurs de lumières ont su assembler ces fragiles éléments afin de créer une multitude de représentations,

essentiellement religieuses. Les vitraux contemporains perpétuent cette technique en la mettant au service d'un langage graphique moderne. Ainsi, le vitrail est le reflet d'une époque et de ses codes. Grâce aux photographies de Pierre Soissons, nous vous proposons de découvrir les vitraux des XXe et XXIe siècles de nos édifices culturels. Ils vous baigneront immédiatement dans une rivière de lumière...

En partenariat avec l'Association des Amis de la Cathédrale et le Diocèse de Saint-Flour.

Un circuit à la découverte des vitraux présentés dans l'exposition est proposé au public.

- **Journées européennes du patrimoine en lien avec la thématique 2024 (13 et 14 septembre)**

Animations en partenariat avec l'écomusée de Margeride.

- **Journées nationales de l'architecture (en octobre)**

En partenariat avec l'UDAP Cantal, le CAUE Cantal, l'école nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand et la Maison de l'architecture Auvergne.

- *Médiation autour de deux grands projets architecturaux à Saint-Flour : réhabilitation de l'ancienne prison en lien avec la maison de l'habitat et du patrimoine (CIAP) et le projet de requalification de la place d'Ames en lien avec le Site Remarquable Patrimonial.*
 - *Conférence en partenariat avec la SAMHA et projection d'un film suivie d'un décaplage en partenariat avec le cinéma Le Delta de Saint-Flour.*
- « Refuge sur la cime de l'Aiguille du Gôlier » : un documentaire de Bernard Germain, présenté au cinéma Le Delta et suivi d'un temps d'échange sur la problématique de l'architecture en haute altitude et permettant d'aborder les questions de sécurité, les difficultés liées à cette construction hors norme (intempéries, froid...) ou la mise en place de moyens exceptionnels (hélicoptère, ouvriers/alpinistes).

● **Initiations au patrimoine**

L'un des objectifs du Pays d'art et d'histoire du Pays de Saint-Flour est de développer une « culture patrimoniale commune » en organisant notamment des manifestations en dehors de la période touristique et qui sont particulièrement destinées à la population locale.

- **Un village à l'honneur** :

il s'agit d'une visite commentée de 3 heures qui propose aux habitants d'un village labellisé Pays d'art et d'histoire la découverte de leur patrimoine à travers la langue occitane sous la conduite de Cristian Omelhier, muralier et linguiste. 5 visites prévues.

- **Un quartier à l'honneur** :

Programmation depuis 2015 d'une visite guidée d'un quartier de la ville de Saint-Flour : découverte du patrimoine à travers la langue occitane sous la conduite de Cristian Omelhier, muralier et linguiste.

- **Flaïnerie végétale** : fort du succès rencontré auprès des participants et en lien avec la thématique 2019 sur « le paysage », deux nouvelles balades découvertes autour des plantes qui poussent dans les villages (identification, usages traditionnels, petites histoires, etc.) seront proposées sous la conduite de Laurent Ocelli, animateur culturel en botanique.

- **Un meuble à l'honneur** :

Le métier d'ébéniste est un métier de passion. C'est aussi un métier hors du temps, qui prône la transmission et la sauvegarde d'un patrimoine. L'ébéniste répare, redonne vie et assure un avenir aux meubles qu'il restaure. L'ébéniste d'art travaille sur des meubles anciens ou récents, toujours sur du mobilier destiné à durer. Détenteur d'un savoir-faire ancestral, de techniques traditionnelles et contemporaines, l'ébéniste effectue un travail de rigueur et de minutie et développe l'art de la patience. L'ébénisterie est aussi un métier

d'authenticité, dans lequel on ne peut pas tricher et qui rend humble. Sous la conduite de Christine Bachellet, restauratrice de mobilier d'art et doreuse, nous souhaitions inviter les participants à découvrir le passé d'un meuble ancien, son histoire, ses voyages, les accidents qu'il a endurés. Nous remonterons le temps en auscultant les meubles conservés dans les collections de l'écomusée de Margeride.

Animation programmée en deux temps : dans l'atelier de la restauratrice puis in situ à la ferme de Pierre Allègre, site de l'écomusée de Margeride.

○ **Les nocturnes** : A l'heure du crépuscule, le Pays d'art et d'histoire propose une vision insolite du patrimoine et de l'architecture du Pays de Saint-Flour/Margeride sous la forme de visites guidées, de conférences, de visites théâtralisées, de concerts, etc. notamment en partenariat avec les musées de Saint-Flour, l'écomusée de Margeride, le Conservatoire Saint-Flour Communauté, la SAMHA (Société des Amis du Musée de la Haute-Auvergne) qui propose, en alternance, selon une périodicité mensuelle, un cycle de 3 conférences autour de différents thèmes.

○ **Balades contées...**

- Visite contée de Saint-Flour en nocturne.
- Visite contée du site d'Alleuze en nocturne.
- Visite contée des gorges de la Truyère en nocturne (Chaliers/viaduc de Garabit, etc.)

● **Diffusion de la connaissance et valorisation d'éléments particuliers du territoire**

○ **Les visites découvertes** : toute l'année, des visites générales et thématiques sont proposées à l'initiative de l'animateur de l'architecture et du patrimoine, de l'office de tourisme des Pays de Saint-Flour et des acteurs culturels.

- Les cours intérieures musicales de Saint-Flour.

- La cité historique : visite et dégustation.

- A l'assaut des remparts de Saint-Flour.

- Safari urbain : le bestiaire de la Cathédrale.

- Lumière sur les vitraux.

- Balade insolite à la découverte des trésors cachés de Saint-Flour.

- Laissez-vous conter les jardins sanflorain.

- Laissez-vous conter la cité historique.

- Laissez-vous conter l'art roman en parcourant les églises de Roffiac, d'Ardelet, de Mentrières.

○ **Les WE thématiques** :

Deux ou trois fois dans l'année, une thématique est présentée le temps d'un week-end à l'initiative du Pays d'art et d'histoire, de l'office de tourisme des Pays de Saint-Flour et des acteurs culturels. Conférences, visites-guidées, concerts, circuits, ateliers, mini-expositions sont programmées.

Depuis 2017, les trois PAH du Haut-Allier, d'Issoire et du Pays de Saint-Flour proposent au grand public un circuit-découverte : en 2024, un circuit sur le thème de la Résistance en Auvergne sera programmé en lien avec les 80 ans de juin 44.

○ **Les WE d'initiation à une technique, un savoir-faire :**

Deux jours pour expérimenter, comprendre, approcher la matière ou se perfectionner dans la pratique d'une technique.

Ainsi, nous proposons de découvrir la technique des murs de soutènements et l'art de la calade à pierre sèche (sol en pierre sèche), d'acquérir des connaissances théoriques ou d'apprendre des connaissances en pierre sèche (mécanique, hydraulique, calculs, écologie et prescription).

L'Association "Les amis du patrimoine d'Ussel en Planèze" a déjà bénéficié, en 2020 et 2022 du savoir-faire et de la passion de *Cristian Omelhiér, murailler, lors d'un stage de perfection à la technique du bâti en pierre sèche. Ce stage, mis en place en partenariat avec la commune d'Ussel, a eu pour objectif de restituer l'environnement bâti en pierre sèche autour d'une source alimentant les abreuvoirs sur les berges de l'Ander.*

En 2024, nous souhaitons proposer à nouvelle association ou groupe d'habitants cette initiation et l'entendre aux élèves du lycée agricole Louis-Mallet de Volzac qui, depuis 2013, participent à ce type d'initiation. En effet, ces lycéens, dont l'option choisie concerne les interventions de restauration du patrimoine rural, bénéficient de l'enseignement d'un artisan professionnel et s'exercent à des techniques et savoir-faire traditionnels. Les chantiers touchent essentiellement des éléments de patrimoine vernaculaire tels que la restauration d'une cabane de berger en pierre sèche ou encore l'entretien des murets en pierre sèche.

● **L'exposition :**

Site des grilles - L'exposition de photographies en plein air du 14 juin au 17 novembre 2024

Depuis 2007, dans le cadre du label Pays d'art et d'histoire, les grilles du mur d'enceinte de l'institution La Présentation à Saint-Flour sont le théâtre d'expositions de photographies grand format et en plein air.

● **CONTEXTE**

L'exposition de photographies grand format est un exemple d'animation renouvelable par un éveil au regard qui constitue un des principaux thèmes de la mise en place du label Pays d'art et d'histoire. Reprenant l'idée du nouveau mode d'expositions lancé par le Sénat, sur les grilles du Jardin du Luxembourg, à Paris, et qui sont devenues de véritables événements, le principe retenu ici dans le cadre du label est la mise en valeur des richesses patrimoniales et architecturales de Saint-Flour Communauté.

Le lieu choisi est le mur d'enceinte de l'institution La Présentation Notre-Dame (ancien Petit Séminaire de Saint-Flour), à proximité du monument dédié à Georges Pompidou. Situé sur une voie de passage intéressante, où notamment rayonnent les établissements scolaires, le site offre l'opportunité que cette animation soit vue de tous, à tout moment de la journée et en toute liberté.

Soulignons aussi la position de Saint-Flour, comme ville-étape de l'A75, avant de se rendre notamment aux Rencontres Internationales de la photographie à Arles ou au Festival International du photojournalisme à Perpignan.

● **PARTI PRIS**

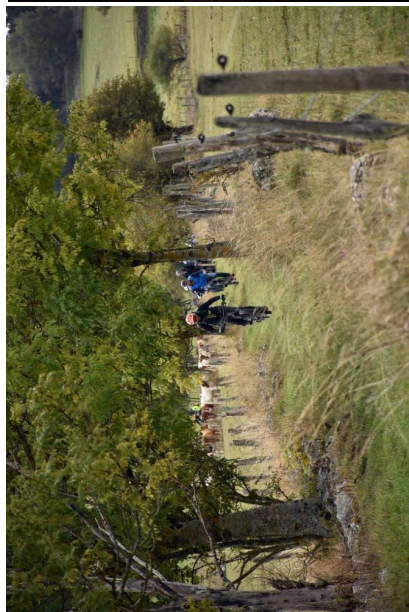
À l'été 2024, le Pays d'art et d'histoire de Saint-Flour Communauté proposera, en lien avec la Biennale d'art contemporain, « Chemin d'art », une exposition photographique portant sur les pratiques sportives et les « invisibles », ces personnes de l'ombre, qui permettent aux sportifs de briller dans la lumière et qui sont les maillons essentiels de l'organisation des événements sportifs.

Le photographe retenu, Mathieu Ménard est né en 1986, vit et travaille à Vannes. Après avoir travaillé comme éditeur de livres d'art durant une dizaine d'années, Mathieu Ménard se consacre entièrement à la photographie depuis 2017. La recherche esthétique guide l'approche documentaire des sujets qu'il traite. La photographie lui permet de matérialiser son

engagement en lui donnant l'opportunité d'aller à la rencontre de personnes, de territoires et d'apporter ainsi son témoignage sur des sujets sociétaux qui le touchent particulièrement. Au travers de ses sujets, il a à cœur de mettre en lumière des personnes « invisibilisées ».

L'agence Zeppelin diffuse son travail et il collabore régulièrement avec la presse nationale : Les Cahiers du Cinéma, La Croix, Figaro magazine, GEO, L'Humanité, Libération, Le Monde, L'OBS, Pelerin, Sciences & Vie Junior, Télérama... Ses travaux personnels ont été exposés dans plusieurs festivals en France et en Europe (Rencontres Photo du 10^e, Montmélian Photo Festival, Bratislava European Photo Month). Finaliste du Prix Paris-Match du photoreportage en 2019, il est également Lauréat du Prix Voltaire de la Photographie 2020 avec sa série « Femmes de la Halle », exposée par le Centre des Monuments Nationaux au Château de Ferney-Voltaire, en 2021 et au Château de Bussy-Rabutin (Bourgogne). Il sera présent sur le territoire de Saint-Flour Communauté entre les mois d'octobre 2023 et mars 2024 pour capter les pratiques sportives des plus courantes aux plus originales avec une attention particulière aux pratiques sociales du sport. Pour cette commande exceptionnelle, Mathieu Ménard développera une approche sensible du milieu sportif, s'intéressant particulièrement à ceux qu'il nomme « les invisibles » des pratiques sportives. L'ensemble des personnes qui œuvrent à la préparation de la pratique et des installations sportives que ce soit dans la collectivité ou dans les associations. Il ne s'agit pas ici de faire œuvre du geste sportive mais de mettre en exergue ce que le sport génère comme lien et action.

Au tour de ce projet photographique, le Pays d'art et d'histoire proposera un programme d'animations notamment à destination des publics scolaires, en lien avec l'Office municipal de la jeunesse et des sports et les différentes associations sportives du territoire.



III. Actions ponctuelles de valorisation du patrimoine et de l'architecture axées sur une médiation particulière



Un des objectifs du label « Pays d'art et d'histoire » est la sensibilisation et la formation des habitants, des visiteurs et des professionnels (médiateurs culturels et touristiques, commerçants, hôteliers, artisans, enseignants, etc.) à leur environnement architectural et paysager ainsi qu'une initiation du jeune public à l'architecture, à l'urbanisme, au paysage et au patrimoine. Ainsi, des actions spécifiques envers ces publics ciblés sont organisées en lien avec une thématique annuelle afin de favoriser l'appropriation par tous des richesses culturelles qu'ils côtoient. Il s'agit par conséquent de valoriser le patrimoine et d'en favoriser la conservation par le truchement de la connaissance.

Coût prévisionnel total : 13 000 €
Subvention DRAC demandée : 5 500 €

● Les Visites architecturales :

Grâce à des conférences, des débats, des diaporamas et des visites de chantiers, le Pays d'art et d'histoire informe et sensibilise la population locale et le jeune public au patrimoine et à la qualité architecturale du Pays de Saint-Flour, notamment aux projets de réhabilitation et aux réalisations architecturales en cours sur le territoire.

Lors de chaque rencontre, maître d'ouvrage et spécialistes expliquent leur point de vue sur le projet mis en avant et répondent aux attentes du public.

● Les visites/animations en lien avec la thématique annuelle :

Chaque année, pour des animations spécifiques et ciblées, une thématique est choisie et proposée à l'ensemble des acteurs culturels et touristiques du territoire. En 2024, rencontres et visites découvertes autour « **Patrimoine en mouvement** » seront programmées en lien avec l'Olympiade culturelle suggérée par le Ministère de la Culture :

Patrimoine et sports de combat

L'escrime au château des Temes, un château fort reconstruit au XVI^e siècle.
Le tir à l'arc au château de Rochebrune, forteresse médiévale.
Découverte de la salle d'armes au Musée d'art et d'histoire Alfred-Douët.

Patrimoine et randonnée

Balade contée dans la vallée de Brezons.
Balade contée dans les gorges du Bès.
Rando aquarelle au viaduc de Garabit.
Rando aquarelle à la narse de Nouvalle.
Rando patrimoine en Margeride.

Patrimoine et trail

Les foulées du patrimoine autour de Saint-Flour.

Patrimoine et vélo

Visite guidée de la ville basse et de la ville haute en vélo électrique.
Parcours des fours de la Planèze en vélo électrique.

Patrimoine et équitation

Découverte en calèche de la ville de Saint-Flour.
Découverte en calèche du bourg de Pierrefort et de ses environs.
Alfred Douët et la passion du cheval, créateur d'un des plus grands élevages du Cantal en lien avec le Musée d'art et d'histoire Alfred-Douët.

Patrimoine et sports nautiques

Découverte de la biodiversité en rabaska au lac de Lanau.
Flânerie végétale sur l'eau au lac de Lanau.

Patrimoine et relaxation

Yoga dans la vallée glaciaire de Brezons.

Relaxation à la cascade de Muratel.
Sophrologie au Jardin de Saint-Martin.

Patrimoine et danse

Initiation à la danse au cœur des paysages de montagne de Prat de Bouc.
Performance artistique au pied du château d'Alleuze.

Patrimoine et escalade

Pour les amoureux de nature sauvage, escalade dans les gorges escarpées et creusées par la rivière du Bès.
Initiation au sport de grimpe et de corde dans le site du Bout du Monde qui longe la petite vallée de la rivière L'Ander, tout en découvrant la géologie.

Patrimoine et pêche

Initiation en famille à la pêche sur les étangs de Belvezet, de Lastic, plan d'eau du faubourg de Saint-Flour, étang du domaine de Laval, étang de Védérines-Saint-Loup, étang de Montrozier à Pierrefort, et un autre étang avec des animations pêche à Neuveglise.
Découverte de la pêche aux carnassiers (brochets, sandres, perches), les carpes ou encore les ablettes et les gardons sur 2 lacs de barrage se succédant sur la Truyère (Garabit-Grandval et Lanaud).
Découverte de la pêche de rivière avec les ombres communs, les truites fario sauvages, les goujons, et vairons au cœur des gorges du Bès, de la Truyère, de l'Ander, de l'Epi, du Brezons, du Siniq et de l'Arcueil.

Patrimoine et sports d'hiver

Histoire des sports d'hiver en Aubrac (Saint-Urcize).
Découverte de la faune en raquette à Prat de Bouc.

Patrimoine et santé

Parcours santé de la forêt du Pirou : une façon d'évoluer à l'ombre des pins sylvestres et de découvrir le sentier d'interprétation avec ses thématiques sur les champignons, les arbres, la faune, la flore...

Parcours santé dans le bois de Chabridet, près de Pierrefort, à la découverte de son arborescences.

Parcours santé dans le bois de La Fage, à Védérines-Saint-Loup, une façon ludique et sportive de découvrir la forêt de la Margeride.

Thermalisme et remise en forme : conférence sur l'histoire du thermalisme en Auvergne suivi d'un parcours dans la ville de Chaudes-Aigues, connue pour sa source la plus chaude d'Europe, 82°.

Patrimoine et pétanque

Le jeu des boules carrées dans les rues pentues de Pierrefort, on pointe ou on tire.

Le jeu des boules carrées dans la rue étroite menant à l'église de Chaliers, et en aplomb de la vallée de la Truyère.

Patrimoine et mimiques

Visite théâtralisée d'un village à la découverte du patrimoine vernaculaire.

● Les ateliers de découverte et de création

L'objectif de ces ateliers est de privilégier une pédagogie active autour d'un double enjeu éducatif « la culture du regard et l'éducation à l'esthétique ». Les participants acquièrent des connaissances par une mise en œuvre de pratiques créatives. Ils expérimentent en atelier, ils manipulent et entrent en contact avec les matières et les matériaux. Ces ateliers, véritables « leçons de choses », sont dirigés par des personnes ressources sélectionnées pour leur savoir-faire et leur talent d'animation.

Deux lieux sont privilégiés : L'Ecole du patrimoine à Montchamp (canton nord) et la Maison de site à Alleuze.

● Causeries culinaires pour la promotion de notre patrimoine culinaire historique en lien avec le programme alimentaire territorial de Saint-Flour Communauté

L'histoire de la cuisine française a son propre rythme. Elle ne suit pas le découpage habituel de nos livres d'histoire. On peut la faire commencer au Néolithique avec l'invention de la poterie. Très tôt le commerce avec l'Orient, a introduit l'usage des épices en cuisine. En 100 ans, nos ancêtres les gaulois ont assimilé les goûts et le savoir-faire culinaire des conquérants romains. A partir de l'an 800, la diététique médiévale a imposé de nouvelles saveurs. Au XVI^e siècle, la découverte des Amériques introduit de nouveaux aliments dans notre cuisine, qui pour certains mettront 400 ans à être adoptés. La gastronomie française prend ses racines dans le courant du XVII^e siècle. Elle ne cessera d'être réinventée jusqu'à aujourd'hui. Notre histoire culinaire est une autre façon de comprendre qui nous sommes : « Dis-moi ce que tu manges et je te dirais d'où tu viens ». Par les goûts et les saveurs, une autre histoire nous est contée, celle de nos habitudes alimentaires.

Grâce à des intervenants spécialisés comme des archéologues et historiens de la cuisine, chroniqueurs culinaires, conférenciers de cuisine historique, tous les moyens sont bons pour transmettre cette histoire méconnue du grand public et se réapproprier des recettes oubliées.

Quelques thèmes :

- La table d'un troubadour
- La table d'un gastronome romain
- Histoire de la cuisine et des cuisiniers
- La gastronomie au Moyen Age
- La table des Français
- Racines culinaires, les livres de recettes d'autan
- Fruits et légumes réservés à l'aristocratie et à la haute bourgeoisie
- Histoire de la soupe

● L'événementiel :

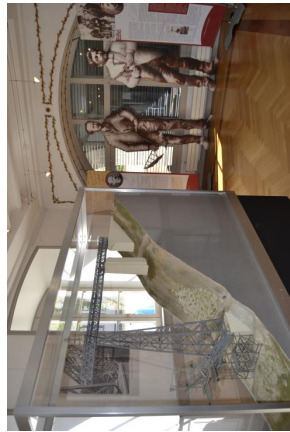


Dans le cadre du festival **Alimentterre**, le Pays d'art et d'histoire s'associera à cet événement en organisant une médiation spécifique auprès du grand et jeune publics.

Cette action s'inscrit dans le cadre du Projet Alimentaire Territorial (PAT), en élaboration par la communauté de communes de Saint-Flour Communauté depuis 2019, dans un contexte actuel où la volonté de revenir à une agriculture durable pour l'environnement et rémunératrice pour les producteurs ainsi qu'à une alimentation saine et accessible à tous semble de plus en plus prépondérante.

● Les expositions thématiques :

Ces expositions contribuent à renouveler l'intérêt des publics locaux au patrimoine par la création d'événements ponctuels. Elles développent une thématique bien déterminée en lien avec les animations mises en place ou l'actualité de l'architecture et du patrimoine, ou au contraire permettent une ouverture sur des sujets plus larges.

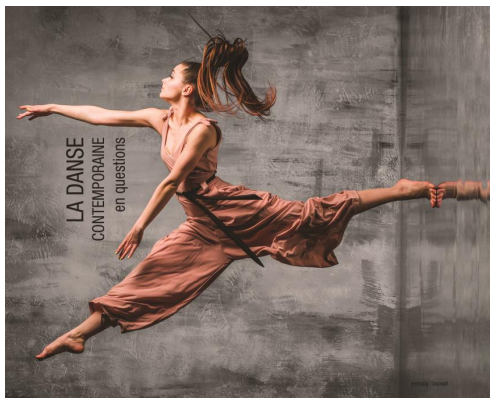


Dans le cadre de la valorisation du viaduc de Garabit et de ses 140 ans en 2024, le Pays d'art et d'histoire de Saint-Flour Communauté, en partenariat avec l'écomusée de Margeride proposent la visite guidée du viaduc de Garabit et la découverte d'une exposition sur l'histoire et la construction de cet édifice.

Le géant de la Truyère - Site de l'écomusée/Ferme de Pierre-Allègre

Par le biais de panneaux explicatifs et de documents d'archives, rétrospective historique du Viaduc depuis l'idée originelle de Léon Boyer jusqu'à nos jours en passant par sa construction et son utilisation.

Le PAH en partenariat l'écomusée de Margeride organisera de la médiation auprès du grand public et du jeune public (visites-guidées, ateliers, etc.).



La danse contemporaine en questions ? – Jardin de Clémence à Anglards-de-Saint-Flour et Conservatoire de Saint-Flour Communauté
Exposition itinérante empruntée au Conseil départemental du Cantal / réalisée par Institut français / Centre National de la Danse

Qu'est-ce que la « danse contemporaine » ? Depuis une trentaine d'années, ce terme désigne une multitude de créations et d'approches chorégraphiques.

Derrière la diversité et le foisonnement des formes, cet outil pédagogique met en lumière les lignes de force du paysage chorégraphique français contemporain et son évolution depuis les années 1980.

En quoi la danse contemporaine témoigne-t-elle des valeurs et des repères de notre société ? Enfin, de l'idée première à la représentation sur scène, comment fabrique-t-on un spectacle de danse ? Quelle est ensuite la vie des œuvres une fois la création passée ?

Une exposition en 12 panneaux + livret pédagogique

- 1 : La danse contemporaine en questions
- 2 : Quel corps ?
- 3 : Quel spectacle ?
- 4 : Quel mouvement ?
- 5 : Quel processus de création ?
- 6 : Quelle technique ?
- 7 : Quel rapport au monde ?
- 8 : Quels liens aux autres arts ?
- 9 : Quelle vie des œuvres ?
- 10 : Une danse contemporaine ?
- 11 : Une danse contemporaine ?
- 12 : Une danse contemporaine ?

Cours, marche, vole ... Exposition photographie de Ludovic Combe présentée au centre aqualudique de Saint-Flour et au complexe sportif de Saint-Flour dans le cadre des Jeux olympiques 2024.



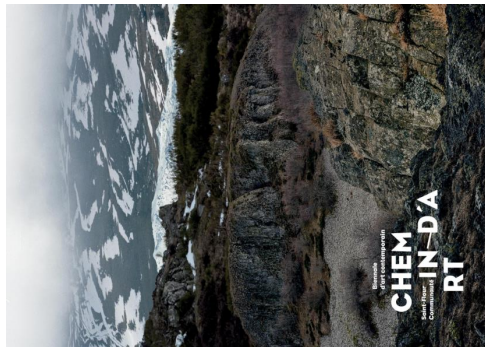
COURS, MARCHÉ, VOLE...

Photographies de Ludovic Combe

Avec cette cinquième exposition photographique de plein air, présentée en 2011, le Pays d'art et d'histoire de Saint-Flour Communauté avait fait le choix d'accompagner le passage du Tour de France à Saint-Flour en marquant les sports de pleine nature à la découverte de notre patrimoine. Sentiers, routes et rivières invitaient ainsi à la pratique du sport dans un Cantal au cadre naturel préservé.

Marcher, courir, naviguer, voler, pédaler étaient autant d'occasions de découvrir aussi notre patrimoine à la croisée d'un chemin, au cœur d'un village. Le temps d'une pause, le débutant, le passionné, le rêveur, le fonceur s'étaient prêtés au jeu du photographe, Ludovic Combe, pour mettre en lumière leurs disciplines sportives. Doté d'une grande sensibilité et d'un regard acéré, il avait ainsi réalisé l'essentiel de ces portraits dans leur contexte tout en privilégiant les éclairages.

En lien avec les partenaires sportifs du territoire, le PAH organisera la médiation auprès du grand public et du jeune public.



Biennale d'art contemporain, *Chemin d'art*

Basée sur le contexte historique et naturel de Saint-Flour Communauté, la biennale d'art contemporain, *Chemin d'art*, a pour ambition d'être une expérience à vivre qui permet de discuter et de s'impliquer dans l'art actuel indépendamment de la connaissance, de l'expérience ou de l'âge. **Le patrimoine** constitue le support de la rencontre avec l'art actuel. Le dialogue instaure entre patrimoine et création est fécond dans l'appropriation réciproque. Le programme ne se contentera pas d'exposer des œuvres au sein d'espaces dédiés mais tentera aussi de provoquer des situations et des contextes différents tant géographiques qu'humains et de générer des collaborations. La biennale constituera tout autant une invitation à de jeunes artistes en création qu'à l'emprunt d'œuvres auprès d'artistes et de collections publiques et privées. A cela, sur l'ensemble du territoire communautaire, des rencontres et des échanges seront proposés notamment autour du fonds « Chemin d'art », et de moments conviviaux autour des œuvres et des artistes.

Le PAH, en tant que partenaire, organisera la médiation auprès du grand public et du jeune public.

Les lieux de la biennale ont été choisis en fonction d'un élément fort du patrimoine (site, monument) et des possibilités de médiation.

Sur la ville de Saint-Flour : la ville possède des cours d'hôtels particuliers aux richesses architecturales insoupçonnées. Avec le PAH et l'office de tourisme des Pays de Saint-Flour, ces lieux ouverts à la visite pour l'occasion accueilleront des œuvres de la biennale. Le chemin des remparts, parcours emblématique de la cité accueillera également des productions, tout comme la cathédrale et les musées sanforains.

Sur les autres communes :

- Pierrefort (parcours Art et Histoire)
- Maurines (patrimoine vernaculaire et paysages)
- Lastic (site du Rocher)
- Anglards-de-Saint-Flour (viaduc de Garabit)
- Ruynes-en-Margeride en lien avec le Jardin de Saint-Martin-Ecomusée de Margeride
- Deux Veriges (site du Puy de la Tuile)
- Roffiac (patrimoine religieux)
- Brezons (buron)



Sport, sportifs et jeux olympiques dans l'Europe en guerre (1936-1948) – salle polyvalente de Clavières du 1^{er} mai au 30 juin 2024

En glorifiant le corps des athlètes, les régimes totalitaires et autoritaires font des disciplines sportives des lieux d'embrigadement des populations, un terrain de propagande idéologique et un instrument au service d'une diplomatie agressive. Dans le même temps, le sport affirme un nouveau visage et devient un espace d'émancipation et de résistance au nazisme.

Exposition réalisée par le Mémorial de la Shoah et présentée en partenariat avec le Pays d'art et d'histoire du Haut-Allier et la commune de Clavières.

Le PAH, en tant que partenaire, organisera la médiation auprès du grand public et du jeune public.

Cette exposition s'inscrit dans la thématique des « Jeux olympiques » mais également en lien avec les 80 ans des événements de juin 1944 qui se sont déroulés sur le territoire de Saint-Flour Communauté.

Pour mémoire, l'action de la Résistance sur le territoire de l'arrondissement de Saint-Flour est relativement bien connue. Ciandessine, s'appuyant sur le dynamisme de quelques individus décidés (en lien avec des organisations nationales) pendant la plus grande partie de l'Occupation, elle connaît une forte accélération à partir du débarquement allié en Normandie, tant en termes d'effectifs que d'opérations. Constitué en avril 1944, le réduit de la Truyère, qui se situe sur le territoire de Saint-Flour Communauté, est l'un des trois « réduits » conçus pour accueillir les volontaires et/ou réfractaires (au S.T.O.) sur le territoire du Cantal en vue du « jour J ». A partir de Mai 1944, il va être le point de convergence de toute une jeunesse désireuse de prendre part à l'action contre l'occupant.



Les combats qui s'y sont déroulés, avec leur cortège de victimes et de destructions, ont marqué durablement la mémoire collective.

Une médiation spécifique à l'intention des habitants et du jeune public sera mise en place afin de « valoriser » cet héritage historique pour assurer la transmission de cette mémoire aux jeunes générations.

Durant 24 semaines, une stagiaire en deuxième année de Master « Valorisation du Patrimoine et Développement Territorial » à l'Université de Limoges participera au sein du service du Pays d'art et d'histoire de Saint-Flour Communauté à développer un programme d'animations qui se dérouleront sur le territoire de Saint-Flour Communauté en partenariat avec le Musée de la Résistance d'Anterieux, le Musée de la Résistance du Mont Mouchet, le PAH du Haut-Allier, l'Éducation nationale et les communes concernées.

Dans ce cadre, le « **sentier des maquisards** », qui sera inauguré en mai 2024, sera également valorisé. Il s'agit d'un sentier de randonnée thématique portant sur la Résistance reliant le musée d'Anterieux au musée du Mont Mouchet. Il rappellera les faits de Résistance qui se sont déroulés tout au long de cet itinéraire et indiquera les sites, stèles et tout autre monument se situant à proximité et pouvant être vu par les randonneurs.

IV. Les actions éducatives en temps scolaire et hors temps scolaire



Coût prévisionnel total : 40 000 €
Subvention DRAC demandée : 8 500 €

Le jeune public est une des priorités de l'action de sensibilisation à l'architecture et au patrimoine des Villes et Pays d'art et d'histoire.

Le Ministère de la Culture (direction de l'architecture et du patrimoine), au travers de ce réseau national, soutient tout particulièrement le développement d'une politique de sensibilisation des jeunes à l'architecture et au cadre de vie.

Par la mise en place d'actions pour initier et sensibiliser le jeune public à l'architecture et au patrimoine, Saint-Flour Communauté a souhaité s'inscrire dans cette démarche notamment dans le cadre du Pays d'art et d'histoire.

Pour développer ce projet, un chargé des actions éducatives a été recruté afin qu'il propose des activités ouvertes à tous les jeunes avec des pratiques adaptées pour éveiller leur curiosité à l'architecture et au patrimoine et plus largement à l'espace, à la constitution de repères, à l'acquisition de connaissances, permettant à ces jeunes citoyens d'être actifs sur l'évolution de leur cadre de vie.

Les actions mises en œuvre par ce chargé des actions éducatives s'articulent autour de quatre axes :

- Développer une approche sensible et active du patrimoine ;
- Mettre à portée des enfants les notions d'espace, de volume, de rythme ou de proportion ;
- Stimuler la créativité ;
- Inciter les jeunes à fréquenter les lieux dédiés au patrimoine (Ecole du patrimoine à Montchamp, Maison de site à Alleuze, Musées, etc.).

Cette démarche coordonnée par le chargé des actions éducatives et mise en place depuis 2011 a rencontré un vif succès auprès d'un large public grâce à une collaboration constante avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Auvergne, l'Education nationale, les centres de loisirs, les musées et les autres structures culturelles. Ainsi, de cette mise en réseau des acteurs intervenant auprès de la jeunesse, est né un programme d'offres d'activités élargies qui propose au jeune public une approche différente de son environnement.

Animations sur le « hors temps scolaire »

Sur la thématique « Patrimoine en mouvement »

- Patrimoine et sport
 - o Sur les sommets du *Cantal*, randonnée avec Nadège Pillon, animatrice nature pour découvrir le volcanisme
 - o Rando en *Planèze*, avec le service environnement de Saint-Flour Communauté
 - o Rando en *Margeride*, sur les chemins des écoliers, avec l'écomusée de Margeride
 - o Rallye du patrimoine à vélo, randonnées cyclistes pour les adolescents avec l'OMJS et le Centre social de Saint-Flour
 - o On rame sous le *Viaduc*, découverte du viaduc en canoë depuis la base nautique de Malet
 - o Quand la danse sublime le patrimoine, initiation à la danse contemporaine et au Hip-hop dans des lieux patrimoniaux, avec le Conservatoire
 - o Volzac à dos de poney, découverte du patrimoine de ce quartier en lien avec le centre équestre
 - o Yoga des animaux sur une zone humide de la *Planèze*
- Patrimoine en mouvement
 - o Le patrimoine fait son cinéma, atelier vidéo
 - o Lave en fusion : atelier décor émaillé sur lave de Bouzentrès avec l'entreprise Hébrard et fils
 - o Stage photo, en lien avec l'exposition des grilles de la Présentation
 - o Les étoiles en mouvement, avec Philippe Morvan, directeur de l'Observatoire d'Astrophysique Cézailier-Cantal (OACC)

En partenariat avec l'écomusée de Margeride

- o Pâques au Jardin de Saint-Martin
- o Autour du cantou : découverte de l'exposition temporaire au Jardin de Saint-Martin et atelier
- o Partir en livre : à la découverte d'un illustrateur jeunesse avec la librairie « la Cité du vent »
- o Sur les traces du viaduc de Garabit : jeu de piste sur site
- o Halloween à la ferme

En partenariat avec le Centre social de Saint-Flour :

- Des animations de découvertes :
 - o Rallye patrimoine
 - o Découverte du thermalisme à Chaudes-Aigues : les secrets du thermalisme : visite de la ville, explication du phénomène, activité autour de Chaudes-Aigues
 - o Découverte de l'agriculture au musée de Collines : l'importance de la vie agricole dans le Cantal et son évolution
- Des ateliers-cuisine :
 - o La lentille, légumineuse des volcans
 - o Au cantou mijote la soupe !

En partenariat avec l'Office Municipal de la Jeunesse et des Sports :

- Chasse au trésor en lien avec les richesses patrimoniales d'un village
- Un grand jeu sur le thème des figures du sport local
- Un grand jeu sur le thème de l'art contemporain en lien avec la Biennale Chemin d'art
- Au fil des vacances scolaires : des interventions et ateliers patrimoine lors des mini-stages à destination des 8-10 et des 11-13 ans, et des mini-parcs des 3-7 ans

En lien avec l'exposition du FRAC Auvergne à la Halle aux Bleds :

Des temps de médiation seront organisés par le Pays d'art et d'histoire en direction du jeune public en lien avec l'équipe de médiation du FRAC Auvergne.

Animations sur le temps scolaire

Ouvertes à tous les enfants, de la maternelle à la terminale, les activités éducatives permettent, en temps scolaire, sur site et en salle, d'étudier certains projets figurant au programme, de participer aux opérations nationales, la Nuit des musées, La Classe l'œuvre, Les journées nationales de l'archéologie, de l'architecture, etc. ou en lien avec les expositions proposées par le Pays d'art d'histoire, les musées et l'écomusée de Margeride. Des projets inédits, à la demande des enseignants, sont également co-construits autour de thématiques patrimoniales.

- **Patrimoine et paysage**
 - o A la découverte des milieux humides : les narses.
 - o Un paysage et des hommes.
- **Patrimoine et archéologie**
 - o La Route des mégalithes : les hommes du néolithique.
 - o Les bacs archéos : la préhistoire révélée.
- **Patrimoine, histoire et architecture**
 - o Territoire et architecture : exposition du CIAP et enquête autour des matériaux
 - o Saint-Flour : ville médiévale et ville fortifiée.
 - o Architecture religieuse romane : l'église romane.
 - o Les bâtisseurs de cathédrales.
 - o La cathédrale Saint-Pierre de Saint-Flour.
 - o Les châteaux d'Alleuze et des Ternès.
- **Patrimoine de l'eau**
 - o Les sources, lieux de culte.
 - o La source Font-de-Vie à Coren.
 - o Les fontaines de Saint-Flour : sources d'hier et d'aujourd'hui.
 - o L'abreuvoir et le puits au cœur du village : l'eau au quotidien, l'homme et l'animal.

- **Patrimoine rural bâti**
 - o Projet Carto patrimoine : A la découverte du patrimoine de ma commune, réalisation d'une carte du patrimoine
 - o Habitat : la ferme de montagne.
 - o Petits trésors du patrimoine.
- **Patrimoine et savoir-faire**
 - o L'art du vitrail.
 - o Histoire et technique du livre.
 - o Découverte des Journées Européennes des Métiers d'Art.
- **Patrimoine et art**
 - o A la rencontre de « Chemin d'art », du FRAC ou initiation à l'art contemporain en lien avec notamment le mobilier Goudji et les vitraux de Marino di Teana.
 - o A la rencontre des artistes de la Biennale Chemin d'art, édition 2024
 - o L'histoire des arts au fil du temps.
 - o L'histoire des arts aux XVIII^e et XIX^e siècles.
 - o Les arts au XX^e siècle à Saint-Flour.
- **Patrimoine à l'écomusée**
 - o Dispositif « La classe, l'œuvre » en lien avec les collections de l'écomusée de Margeride

Animations sur le temps périscolaire

Depuis la rentrée scolaire 2013-2014, le Pays d'art et d'histoire s'investit également sur les temps périscolaires. Cette année, le Pays d'art et d'histoire propose aux 3 écoles participantes un projet pédagogique en 6 séances autour de la thématique « Carto patrimoine » : La finalité de ce projet est la réalisation d'une carte du patrimoine du bourg des écoles concernées.

Séance 1 : Le patrimoine de mon village
 Séance 2 : Je crée le plan de mon village 1
 Séance 3 : Je crée le plan de mon village 2

Séance 4 : Je dessine mon patrimoine 1
 Séance 5 : Je dessine mon patrimoine 2
 Séance 6 : Mon patrimoine en pop-up !



V. Valorisation par l'édition et la publication

Pour développer une communication au public, le plus large, le Pays d'art et d'histoire s'engage à réaliser des publications sur l'architecture et le patrimoine :

- des dépliants présentant le Pays d'art et d'histoire de Saint-Flour Communauté (histoire, programmes d'activités, visites,...),
- des fiches thématiques (AVAP/SPR, architecture du XX^e siècle, pratiques religieuses...) ou monographiques,
- des brochures ou des guides
- des documents de visites, de circuits,
- des catalogues d'exposition
- des affiches,
- des pages internet «patrimoine et architecture» sur le site de Saint-Flour Communauté et sur celui de l'Office de tourisme des Pays de Saint-Flour,
- des fiches ou dossiers pédagogiques,

Tous ces documents sont conçus à partir de la charte graphique définie par la direction de l'architecture et du patrimoine pour le réseau des « Villes et Pays d'art et d'histoire ».

Coût prévisionnel : 6 000 €
Subvention DRAC demandée : 3 000 €

- *Rendez-vous en Pays de Saint-Flour*
Pour l'année 2024, le Pays d'art et d'histoire du Pays de Saint-Flour envisage de concevoir et d'éditer, selon la charte graphique du réseau « Villes et Pays d'art et d'histoire », un programme des visites à 5 000 exemplaires en y incluant la programmation des autres structures culturelles (musées sanflorains, écomusée de Margeride, Office de Tourisme, médiathèques, etc.) en lien notamment avec la thématique 2024.
- Focus sur l'ancien Hôtel de Ville – Caisse d'épargne – actuelle CIAP (5 000 exemplaires)
- Focus sur l'église de Roffiac (5 000 exemplaires)
- Focus sur les barrages de Grandval et de Lanau (5 000 exemplaires)
- Explorateur : le jardin de Saint-Martin (2 000 exemplaires)

VI. Médiation au sein du CIAP et sur le nouveau territoire labellisé

Coût prévisionnel : 33 000 €
Subvention DRAC demandée : 20 000 €

Une médiation augmentée sur le nouveau territoire labellisé en 2019

Ainsi, dans le cadre du renouvellement et de l'extension approuvé en novembre 2019 par le Conseil national des Villes et Pays d'art et d'histoire, le périmètre de Saint-Flour Communauté concerné par le label Pays d'art et d'histoire comprend non plus 14, mais 31 communes, à savoir :

Les 14 communes initialement labellisées : Vieillespesse, Lastic, Coren, Mentières, Tiviers, Montchamp, Saint-Flour, Saint-Georges, Roffiac, Tanavelle, Paulhac, Anglards-de-Saint-Flour, Alleuze et Sériers.

Les 6 communes de la Planèze : Valuépiols, Ussel, Collines, Ardelat, Talizat, Rézenières.

Les 8 communes de la Margeride : Soulagès, Védrières-Saint-Loup, Vabres, Ruynes-en-Margeride, Clavières, Chaliers, Lorcières, Val d'Arcomie (commune nouvelle regroupant les anciennes communes de Saint-Just, Saint-Marc, Loubaresse et Faverolles).

Les 4 communes indépendantes : Cussac, Les Ternès, Villedieu et Lavastrie.

La commune nouvelle de Neuvéglise-sur-Truyère (regroupant les anciennes communes de Lavastrie, Sériers, Neuvéglise et Oradour).

Dans le cadre de l'extension, l'intercommunalité et les communes précitées se donnent pour ambition de :

- renforcer la cohésion territoriale et la notoriété du territoire grâce au label Pays d'art et d'histoire ;
- promouvoir la qualité architecturale ;
- amplifier l'accompagnement des politiques urbaines, paysagères et architecturales du territoire ;
- accroître la médiation au service des publics élargis, particulièrement en direction de nouveaux publics (de la culture, de l'économie, du social, de la santé ...) ;
- développer les technologies numériques de médiation et d'interprétation, notamment dans le cadre de la mise en place du CIAP ;
- participer au renforcement de l'offre pour faire du territoire une véritable destination culturelle.

Une médiation spécifique au sein du Centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine – Maison de l'habitat et du patrimoine

Un cycle annuel de conférences intitulé « Cours publics d'histoire et actualité de l'architecture », destiné au grand public, et consacré à un corpus particulier de l'espace bâti : habitats bâtis et paysages ruraux, histoire de la ville, patrimoine industriel ou encore non bâti, comme les jardins. Chaque thème permet d'aborder à partir de son approche historique,

les enjeux de transformation de nos cadres de vie contemporains. La participation de diverses disciplines favorise la compréhension des débats propres à nos contextes culturels et professionnels.

Intervenant : Christophe LAURENT, historien de l'architecture.

Des ateliers en lien avec la matériauthèque « Matériaux et architecture », destiné au grand public

1. Utiliser des matériaux naturels pour rénover

Quel est l'impact des matériaux sur la qualité de l'air intérieur ?

Comment choisir ses matériaux en fonction du type de support et des besoins du bâtiment ? (isolation, enduit, peinture, revêtements de sols, ...)

De quelle manière peut-on utiliser de la terre, de la chaux ou du chanvre ?

Comment réaliser une isolation en matériaux biosourcés ?

2. Construire et agrandir avec le bois : quelles sont les valeurs et qualités du bois (matériau biosourcé) pour votre projet ? Que vous souhaitiez construire ou agrandir votre habitation, mettre en œuvre ce matériau à l'intérieur (plancher, parquet, cloison, mobilier, etc.) ou à l'extérieur (bardage, terrasse, menuiserie extérieure, etc.).

3. Chaux devant ! Expérimenter l'isolation chaux-chanvre : Comment s'adapter aux changements climatiques en cours et apprendre à utiliser des matériaux de construction biosourcés.

Intervenants : CAUE du Cantal, UDAP

Des ateliers pour « Appréhender l'architecture et l'histoire », en prenant le temps de l'observation et de l'interprétation

Regarder et comprendre l'architecture grâce à des ateliers de dessin qui permettront de découvrir les lieux d'histoire par la pratique artistique in situ.

Histoire(s) des monuments. Découverte historique de monuments emblématiques sur le territoire de Saint-Flour Communauté à partir d'archives, textes, visuels et lectures.

Objectif photographique. Parcourir les monuments. Saisir l'instantané des lieux en créant des images par l'action de la lumière.

Intervenants : CAUE du Cantal, UDAP

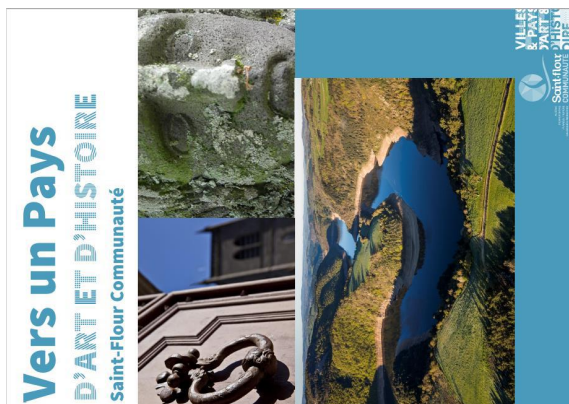
Une exposition temporaire et itinérante : Vers un nouveau Pays d'art et d'histoire

L'exposition envisagée par le Pays d'art et d'histoire intitulée, « Vers un nouveau Pays d'art et d'histoire », a pour objectif de présenter le label de façon générale au travers de six panneaux.

Cette exposition serait, en effet, une introduction expliquant ce qu'est, tout d'abord, le label « Pays d'art et d'histoire », ce qu'est en réalité, un CIAP, et le lien entre les deux. Les missions et les objectifs ainsi que leurs possibilités d'actions et leurs liens avec le territoire seront également développés.

De même, le Pays d'art et d'histoire a programmé des interventions en conférence territoriale de Saint-Flour Communauté dans les communes depuis 2023 afin de présenter le label directement aux habitants ainsi qu'aux nouveaux conseils municipaux, composés, pour certains, d'élus n'ayant pas encore connaissance du label. Aussi, bien que cette exposition soit une entrée en matière pour le CIAP, il a été prévu une itinérance des panneaux au cœur des bourgs du nouveau périmètre PAH, et notamment au sein des communes nouvellement labellisées. Pour cela, il s'agira de s'appuyer sur les relais existants du CIAP (Maison de site à Alleuze et Ecole du patrimoine à Montchamp) mais aussi sur l'ensemble du réseau des médiathèques du territoire et du réseau des maisons de France services afin de toucher le plus grand nombre.

Cette itinérance permettrait au label de se faire mieux connaître sur l'ensemble du territoire labellisé, de montrer les opportunités à saisir aux élus locaux, mais aussi de se présenter à l'ensemble des habitants du territoire.



ACTIONS	DEPENSES	RECETTES			
	COUT GLOBAL TTC	DRAC	CONSEIL DEPARTEMENTAL	OTT Pays de Saint-Flour	RESSOURCES PROPRES
Poste animateur	45 000 €				45 000 €
Actions permanentes d'animation et de sensibilisation au patrimoine et à l'architecture	22 000 €	7 500 € <i>(dont 4 000 € expo photos en plein air)</i>	4 000 €	3 500 €	7 000 €
Actions ponctuelles de valorisation du patrimoine et de l'architecture par la médiation	13 000 €	5 500 €	1 000 €		6 500 €
Actions éducatives	40 000 €	8 500 €	8 600 €		22 900 €
Edition et publication	6 000 €	3 000 €	1 400 €		1 600 €
Médiation CIAP et sur le nouveau territoire labellisé	33 000 €	20 000 €			13 000 €
TOTAL	159 000 €	44 500 €	15 000 €	3 500 €	96 000 €

Biennale
d'art contemporain

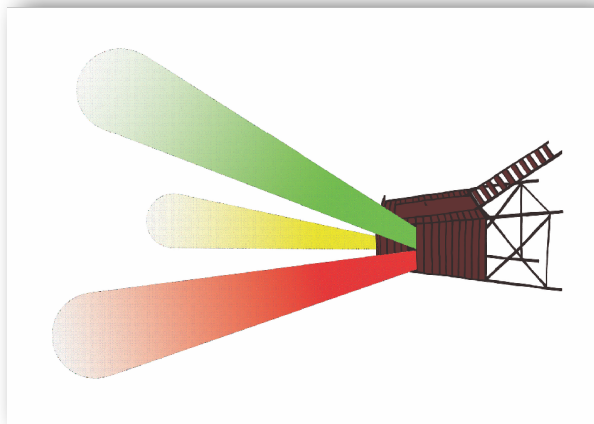
CHEM IN-D'ART Saint-Flour Communauté RT



9 artistes sur 9
communes

Des
événements par
commune

Médiation
avec les jeunes
et les habitants



Présence de la biennale sur le territoire



Anglards-de-Saint-Flour
Brezons
Deux-Verges

**Lastic
Maurinnes
Pierrefort**



Marie L'HOURS

Commune Deux-Verges

Vit et travaille à Clermont-Ferrand
Diplômée de l'ESA de Quimper

MARIE L'HOURS - 1988

17 rue de Seilhé, 63000 Clermont-Ferrand
06.52.92.28.56 / hoursmarie@gmail.com

Co-fondatrice de SETU, festival de performances, Filastère
Costumière et accessoiriste pour Virginie Barré, Le rêve géométrique
Mise en scène pour Alice Gautier, Les Géants
Coordinatrice et chargée de la médiation, La Bibliothèque, Clermont-Ferrand

FORMATION

Musart1 - Art, Littérature et Pensée Contemporaine, Paris 7, 2012
DINSEP EESAB, Quimper, 2011
DINAP EESAB, Quimper, 2009

EXPOSITIONS COLLECTIVES

Fan Magasin, invitation de Virginie Barré, ENSA, Nantes, 2009
Parties II, Hub-Hug, Rennes, 2016
Mondes parallèles, Menor de St Urc'haut, Pont-Scorff, 2016
Parties, Galerie 48, Rennes, 2015
Fosse commune II, Le Praticaire, Rennes, 2005
Un des Réseaux d'invitation de Rennes, Galerie du Fou d'Elle, Lorient, 2004
Le Réseau d'invitation de Rennes, Galerie du Fou d'Elle, Lorient, 2004
Gambiarra, avec Menelaos Papes, Bonan Bibichon et Fabien Lepolad, Rennes, 2004
TRI(BU)NE, Menor de St Urc'haut, Pont-Scorff, 2014
Barroco&CO, ESPE, Rennes, 2013
Les Filles Saturniennes, EESAB, Quimper, 2011
Miscellaneous, EESAB, Quimper, 2011
Garden Party, EESAB, Quimper, 2011

EXPOSITIONS PERSONNELLES

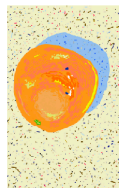
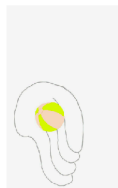
Minicas sur canapé, Henri-Alex, Clermont-Ferrand, 2009
MACRO, invitation de Charlotte Watlil, Femme des galles, Rennes, 2014

PERFORMANCES

Javel(BMW) avec Tom Castinel, Carbone 20, Saint-Etienne, 2020
La tour 32, invitation de David Blasco, Clermont-Ferrand, 2019
Que d'amour - une bande, invitation d'Alice Gautier, Rennes, 2019
Javel (Colors), avec Tom Castinel, Le Thémis, Clermont-Ferrand, 2019
2 en 1, invitation de Camille Grand et Paul Buret, Mans d'Ouevres, Paris, 2018

EDITIONS-MULTIPLES

BIP BIP avec Les Bénédict, dé USB, Rennes, 2016
Pizchina, édition Villa des films, Paris, 2016
Vacances, édition Consternation, Rennes, 2016
Science Fiction, édition Consternation, Rennes, 2015
Fosse Commune II, édition Atelier McCane, Rennes, 2015
Platonique, invitation de Virginie Barré, Revue d'Images n°8, Quimper, 2011



**Vit et travaille à Lyon,
Diplômée de l'ESACM**

Commune Roffiac



olafontanie@gmail.com
 07 85 54 59 28
 90 rue Léon Blum
 69400 Villeurbanne
 Atelier au Grand Large
 @fontanielola
 @sometoute
 @labellerevue
 @lebasculeur

[illegible]

2002 - « **CON-SONNANTE(S)** », événement performatif, comme toute la tournée Clermont-Ferrand

2003 - « **APRÈS tout** », sur une invitation de Louise Portal, La Pierre, Saint Etienne

2002 - « **Les 20 ans d'in'attense** », La Dode, Clermont Ferrand

2002 - « **Avec les autres** », Le Grand Large, Lyon

2002 - « **Archologie collectif** », Le Grand Large, Lyon

2002 - « **Fatal / J** », comme toute la tournée Clermont Ferrand

2002 - « **LIBRA, 36MINUT ET COMPAGNIE** », La Toile, Clermont-Ferrand

2002 - « **Almanac** », La Canopée, Clermont-Ferrand

2002 - « **Attila** », LaMazz, Lyon

[illegible]

(à venir) 2023 - « Graminet et Tardiers », avec Jeanne Choppy, le bachelier, Revel-Tourdan
(à venir) 2023 - « Fritil 4 JI Foo », comme tous, Clermont-Ferrand
(à venir) 2023 - « Fritil 6 JI », comme tous, Clermont-Ferrand
2022 - « Altruisme roi », commissariat avec coco0, le baculeur, Revel-Tourdan
2022 - « Pour contenir des trêves d'art », commissariat avec coco0, Trinit-rouge, Toulouse
2020 - « 9 Hachis : outils potentiels », commissariat avec coco0, In extenso, Clermont-Ferrand

2023 - Atelier « **D'une couronne à l'autre** » au CAP Saint-Fons codirigé avec Alice Marie Martin
2022 - 2023 - Artiste intervenante au CAP Saint-Fons avec des enfants de 8 à 11 ans, ateliers « **L'Autre monde** » codirigé avec Alice Marie Martin
2022 - Juin pour la résidence curatoriale d'artistes en Résidence
2022 - Atelier « **Des légers à porter** » au CAP Saint-Fons avec des enfants de 8 à 12 ans

2002 - Workshop - **« Eul et les NOIRISTES »**, au Lycée professionnel de Bochefort -45

2003 - Rencontre à la bibliothèque, Revel Tourdan

2004 - Rencontre à la bibliothèque, Revel Tourdan

2005 - Résidence à Kerning, Kerning

2006 - Résidence à la Ferme de la Miette, Saint-Maur

2009 - Résidence à la Ferme de la Miette, Saint-Maur

2010 - Rencontres « **FREMPLEZ FLEMPLEZ...** » au Centre Culturel Suisse, Paris

2011 - Résidence à la Casaca Roja, Lima

2012 - Rencontres Bandits magis 2012 - Festival enale et savoirs

2013 - Rencontres avec le rap, au lycée P. G. Bourgas

2014 - Rencontres avec le rap, au lycée P. G. Bourgas

2017 - Workshop avec Laurent Tourdan, Maison de l'économie solidaire, Tourdan

2021-2023 - Pour les écoles d'art féministes, projet collectif avec des étudiants, chercheuses et enseignantes à l'ESACM, édition B42.

2022 - Oration in situ avec **comme toute** dans La belle revue 12.

2021 - **Annis comme Fruits**, pour co-co, publication du basculeur, carte postales, 100 exemplaires.

2020 - *Le monde des plantes*, avec Elise Arnaud, Jeanne Choppy, Jade Lévesque, Maxime Paillasson, Clémentine Palluy, Toï Serin-Tukalepa et Malak Yehannouty, publication de l'ESACM, impression jet d'encre, 300 exemplaires

2020 - *La Minette garnie*, avec Elise Bernard, Jade Lévesque et Frédéric Stepien, édition collective, photographie, 25 exemplaires

2020 - *9 HACHES: articles potentiels*, avec Jade Lévesque, Marie Muzerelle et Clémentine Palluy, édition collective, impression jet d'encre, 25 exemplaires

Depuis 2022 - Membre des Ateliers du Grand Large (Lyon)
2022 - Membre du comité éditorial de La Belle Revue
2022 - Coordinatrice du le basculeur
2022 - Service civique à le basculeur

- 2021-2022 : Membre de l'association **comme toute la flaque**
- 2020-2021 : Ecole Supérieure d'Art de Clermont Métropole
- 2019-2022 : Membre du collectif d'artistes-commissaires **coo**
- 2018-2019 : DIA des Filicollations, Institut Supérieur des Arts de Toulouse
- 2017-2018 : Membre de l'Association La Dent Deuse (recupérathèque de Toulouse)
- 2016-2017 : construction d'un bâtiment, démarrage après d'entreprises
- 2016-2017 : Trésorier de l'Association étudiante de l'ISdaT : organisation d'événements.

2014-2015 - Classe préparatoire publique aux écoles d'Art, Beaune

David BLASCO

Commune Lastic



EXPOSITIONS	2023	2022	2021	2020	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991	1990	1989	1988	1987	1986	1985	1984	1983	1982	1981	1980	1979	1978	1977	1976	1975	1974	1973	1972	1971	1970	1969	1968	1967	1966	1965	1964	1963	1962	1961	1960	1959	1958	1957	1956	1955	1954	1953	1952	1951	1950	1949	1948	1947	1946	1945	1944	1943	1942	1941	1940	1939	1938	1937	1936	1935	1934	1933	1932	1931	1930	1929	1928	1927	1926	1925	1924	1923	1922	1921	1920	1919	1918	1917	1916	1915	1914	1913	1912	1911	1910	1909	1908	1907	1906	1905	1904	1903	1902	1901	1900	1899	1898	1897	1896	1895	1894	1893	1892	1891	1890	1889	1888	1887	1886	1885	1884	1883	1882	1881	1880	1879	1878	1877	1876	1875	1874	1873	1872	1871	1870	1869	1868	1867	1866	1865	1864	1863	1862	1861	1860	1859	1858	1857	1856	1855	1854	1853	1852	1851	1850	1849	1848	1847	1846	1845	1844	1843	1842	1841	1840	1839	1838	1837	1836	1835	1834	1833	1832	1831	1830	1829	1828	1827	1826	1825	1824	1823	1822	1821	1820	1819	1818	1817	1816	1815	1814	1813	1812	1811	1810	1809	1808	1807	1806	1805	1804	1803	1802	1801	1800	1799	1798	1797	1796	1795	1794	1793	1792	1791	1790	1789	1788	1787	1786	1785	1784	1783	1782	1781	1780	1779	1778	1777	1776	1775	1774	1773	1772	1771	1770	1769	1768	1767	1766	1765	1764	1763	1762	1761	1760	1759	1758	1757	1756	1755	1754	1753	1752	1751	1750	1749	1748	1747	1746	1745	1744	1743	1742	1741	1740	1739	1738	1737	1736	1735	1734	1733	1732	1731	1730	1729	1728	1727	1726	1725	1724	1723	1722	1721	1720	1719	1718	1717	1716	1715	1714	1713	1712	1711	1710	1709	1708	1707	1706	1705	1704	1703	1702	1701	1700	1699	1698	1697	1696	1695	1694	1693	1692	1691	1690	1689	1688	1687	1686	1685	1684	1683	1682	1681	1680	1679	1678	1677	1676	1675	1674	1673	1672	1671	1670	1669	1668	1667	1666	1665	1664	1663	1662	1661	1660	1659	1658	1657	1656	1655	1654	1653	1652	1651	1650	1649	1648	1647	1646	1645	1644	1643	1642	1641	1640	1639	1638	1637	1636	1635	1634	1633	1632	1631	1630	1629	1628	1627	1626	1625	1624	1623	1622	1621	1620	1619	1618	1617	161
-------------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----

EDITIONS

- 2023 *Quel Earth. Sur la page, abondances Vol-4*
2023 *De la Marmite. Fouilles préventives Marina Guyot et Carré puleo,*
2022 *La bulle Escalier*
- DIPLOMES - PARCOURS**
- 2001 DNESE ENSBAO, Dijon
1999 DNAP, Clermont-Ferrand.
1995 Ecole d'art d'Armeny
1995 Bac professionnel d'ebenisterie, SEPR, Lyon.
1994 CPE de marquetiers, SEPR, Lyon
1993 CAP d'ebenisterie, SEPR, Lyon

Bourses
2021 Alg

- [illegible]

COMMANDE

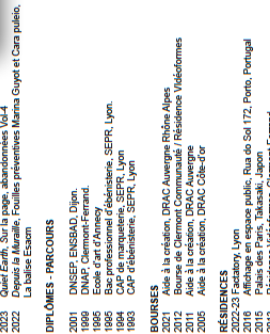
-

AUTRES

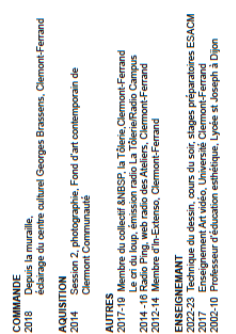
- 

ENSEIGNEMENT

-



2022
Atelier quartier st-Jacques centre georges Brassens, C-F
Workshop Videofomes-colleges Chénouvères Jaligny-sur-Besbre
2021
Workshop Videofomes-college d'Aubiers Morgan Beaudouin
2017
Workshop en lycée pro. EDEA de l'attrait du Tassinien Brionnat



ILE/MER/FROID Hugo Lemaire - Boris Geoffroy

île/MER/FROID

Marseille/Paris/Aveyron

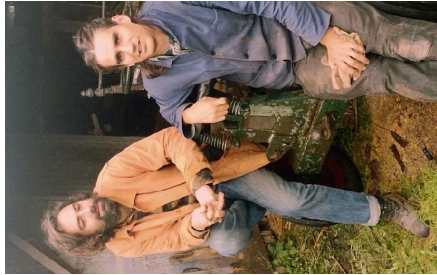
humerfroid@gmail.com

<https://ile-mer-froid.tumblr.com/>

<https://paleosonde.bandcamp.com/>

Diplômé de l'Institut Supérieur des Beaux-Arts de Paris

Jury en 2014



Commune Brezons

Vivent et travaillent à Paris, Marseille et en Aveyron Diplômés de l'ESA de Toulouse

AVENIR (2002-2020)

Exposition solo au Centre de Galeries Contemporaines de La Borne
Installation et coordination d'un tour à destination d'un type d'habitat originaire dans notre atelier d'Aveyron

EXPOSITIONS

2022 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2022

2021 Amor Mundi, Domaine de Boissets, site musée patrimoine mondial de l'UNESCO

2021 La MOC, Montpellier

2021 Artcity, Maison Bakart, Lodève

2020 Les ateliers d'art contemporain, Villa Médica, Rome

2020 Artcity, Maison Bakart, Lodève

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

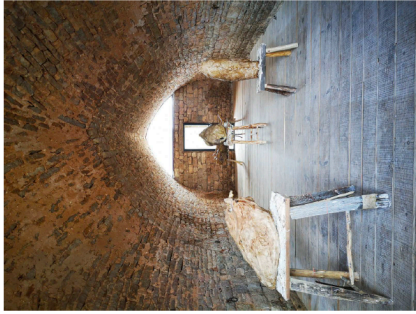
2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

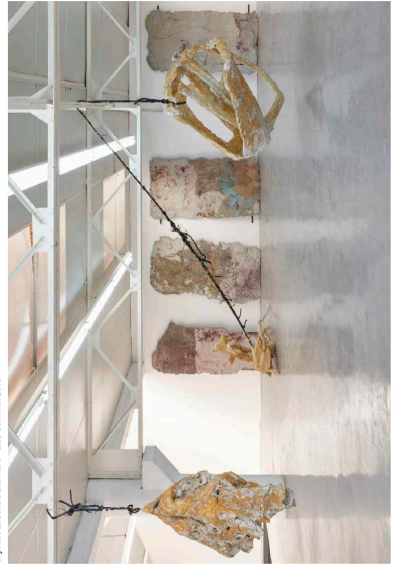
2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

2019 Amor Mundi, Domaine de Boissets 2019

Amor Mundi - Domaine de Boissets 2022



Oymos and more and more - Liez-Commun 2016



Oymos and more and more - Liez-Commun 2016

Joris Favennec - Florian Chevillard

<https://collectifondpoint.fr/>

Commune Védrine-Saint-Loup

L'objectif du collectif est la création de cadres innovants de recherche, d'approches pluridisciplinaires et collaboratives dans les domaines des arts appliqués et des arts plastiques, sous forme d'ateliers et résidences d'artistes, à la fois dispositif de médiation artistique, culturelle, et travail de recherche et d'expérimentation, R&D-POD souhaite partager ses expériences de création et de conception d'objets, d'images et d'installations. La démarche du collectif est de trouver un espace de dialogue, d'interaction, pour le design d'objet, le design graphique, le design de paysage, l'architecture, pour faire émerger des envies communes. Cette réflexion partagée vise à entrer en avant les influences, les convergences et similitudes entre nos spécificités et nos particularités.



202

Mathieu Ménard

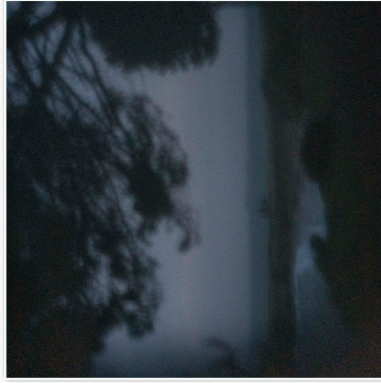
Vit et travaille à Aurais (Morbihan)

Mathieu Ménard est né en 1986 vit et travail à Vannes et, après avoir travaillé comme éditeur de livres d'art durant une dizaine d'années, Mathieu Ménard se consacre entièrement à la photographie depuis 2017. La recherche esthétique guide l'approche documentaire des sujets qu'il traite. La photographie lui permet de matérialiser son engagement en lui donnant l'opportunité d'aller à la rencontre de personnes, de territoires et d'apporter ainsi son témoignage sur des sujets sociétaux qui le touchent particulièrement. Au travers de ses sujets, il a à cœur de mettre en lumière des personnes « invisibilisées ». L'agence Zappelin diffuse son travail et il collabore régulièrement avec la presse nationale: Les Cahiers du Cinéma, La Croix, Figaro magazine, GEO, L'Humanité, Libération, Le Monde, L'OBS, Pèlerin, Sciences & Vie Junior, Télérama... Ses travaux personnels ont été exposés dans plusieurs festivals en France et en Europe (Rencontres Photo du 10e, Montmélian Photo Festival, Bratislava European Photo Month). Finaliste du Prix Paris-Match du photoreportage en 2019, il est également Lauréat du Prix Voltaire de la Photographie 2020 avec sa série « Femmes de la Haïte », exposée par le Centre des Monuments Nationaux au Château de Ferney-Voltaire, en 2021 et au Château de Bussy-Rabutin (Bourgogne).

Commune Saint-Flour et Pierrefort



<https://www.mathieumenard.fr>



Joachim BIEHLER

Vit et travaille à Paris,
Diplômé de l'ENSA de Cergy

Commune Maurines

Pratiques Biehler

Artiste

18 rue de la Tour de l'Horloge
75003 Paris
01 47 78 00 00
01 47 78 00 00

Formations

2008 - Diplôme National Supérieur d'Expression Plastique - Niveau : Maîtrise de l'Art
2008 - Diplôme National Supérieur d'Expression Plastique - Niveau : Maîtrise de l'Art
2008 - Diplôme National Supérieur d'Expression Plastique - Niveau : Maîtrise de l'Art
2008 - Diplôme National Supérieur d'Expression Plastique - Niveau : Maîtrise de l'Art

Associations

2008 - Association de l'Art de l'Art - Association de l'Art de l'Art
2008 - Association de l'Art de l'Art - Association de l'Art de l'Art
2008 - Association de l'Art de l'Art - Association de l'Art de l'Art
2008 - Association de l'Art de l'Art - Association de l'Art de l'Art

Collaborations

2008 - Association de l'Art de l'Art - Association de l'Art de l'Art
2008 - Association de l'Art de l'Art - Association de l'Art de l'Art
2008 - Association de l'Art de l'Art - Association de l'Art de l'Art
2008 - Association de l'Art de l'Art - Association de l'Art de l'Art

Expositions (collectives)

2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art
2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art
2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art
2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art

Expositions (individuelles)

2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art
2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art
2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art
2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art

Expositions (collectives)

2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art
2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art
2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art
2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art

Expositions (individuelles)

2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art
2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art
2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art
2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art

Expositions (collectives)

2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art
2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art
2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art
2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art

Expositions (individuelles)

2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art
2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art
2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art
2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art

Expositions (collectives)

2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art
2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art
2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art
2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art

Expositions (individuelles)

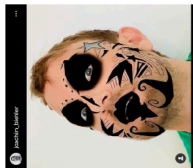
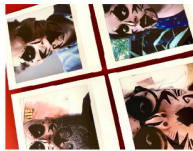
2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art
2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art
2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art
2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art

Expositions (collectives)

2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art
2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art
2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art
2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art

Expositions (individuelles)

2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art
2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art
2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art
2008 - Exposition de l'Art de l'Art - Exposition de l'Art de l'Art



Les artistes ont été invités à créer des œuvres en relation avec le thème de l'art et de la culture. Les œuvres ont été exposées dans le cadre d'une exposition collective.

Les artistes ont été invités à créer des œuvres en relation avec le thème de l'art et de la culture. Les œuvres ont été exposées dans le cadre d'une exposition collective.



"Un artiste est un homme qui a la capacité de créer des œuvres d'art." - Pablo Picasso



Art market value includes: 100% of the value of the work, 100% of the value of the work, 100% of the value of the work, 100% of the value of the work.

Dominique ROUZIÉ

Vit et travaille à Châtelleraut

Commune Saint-Flour



Dominique Rouzié (1943), vit et travaille à Châtelleraut

Après des études à l'École des Beaux-Arts de Tours, elle s'intéresse à l'estampe et à la fabrication des papiers. Ses compétences spécifiques se concrétisent au sein de l'important pôle d'estampe développé à l'Atelier de Châtelleraut (Vienne) où elle effectue les tirages. Proche d'humoristes et de dessinateurs avec lesquels elle a exposé (Avoine, Barbe, Blachon, Serre et Charval), Elle a aussi travaillé pour l'édition et la télévision. Elle crée des ateliers pédagogiques, en particulier à destination d'un public de personnes handicapées.

Entre gravure et sculpture, son travail est le plus souvent sériel.

Pour l'une de ses séries, *Ossu erectus*, l'artiste a collectionné des carcasses de petits mammifères digérées à sa table, puis elle a charpenté d'improbables créatures proches de vestiges paléontologiques. Recouvertes d'une peau chimique, radiographiées, ces étranges créations réalisent une synthèse entre l'art du praticien et la science de l'artiste.

Elle fut marquée par l'arrivée de la télévision dans le foyer de ses parents dans les années 60. Fascinée par le jeu des ruygymans, elle inaugure alors un travail autour du corps en action. Dans sa série « la mielle », elle rend une sorte d'hommage aux corps exposés dans l'accon sur le terrain de rugby. Cette série réalisée en bronze donne à voir la confrontation des corps et celle plus palpable de la fonte : deux résistances sont à l'œuvre.

Enfin, Dominique Rouzié aime l'art de la table d'où elle imagine son travail avec entre autres la série des torchons ou sont imprimés différents bêtes consommées, non sans humour.

Dominique Rouzié a exposé à la galerie Le Passé composé (Paris), à la Chapelle de l'Hôpital (Ivry-sur-Seine), à On Gallery (Osaka), aux galeries Mbaych et Aspekt (Brno et Bratislava), à Québec, au centre de recherche et de production en art contemporain et à la galerie Lange plus, à Alma : mais aussi dans la région Poitou-Charentes où elle vit (Niort, Saint-Savin, Poitiers, Châtelleraut).

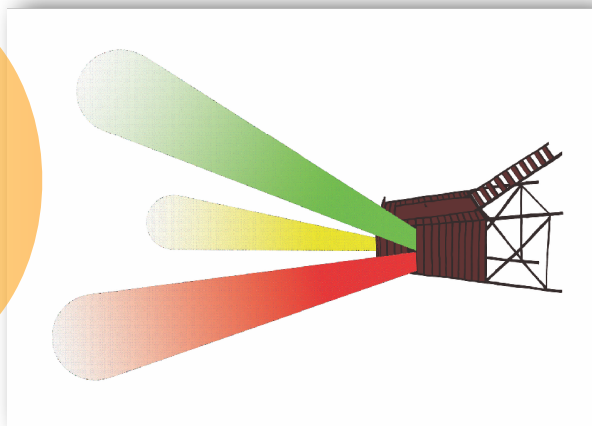


Les partenariats

Les Arts en balade
dans le cadre de la convention
de réciprocité entre Saint-Flour
Communauté et Clermont-
Métropole

Le biennale de Lyon
et la biennale de Saint-
Flour Communauté
s'associent autour d'une
invitation artistique

ULMA
We Are The Painters



Clermont-Métropole dans le cadre de la convention de
réciprocité avec Saint-Flour Communauté



ILE/MER/FROID

La biennale participe à l'évènement des Arts en Balade qui a lieu au printemps à Clermont-Ferrand du 17 au 20 mai 2024.

Les Arts en Balade accueille en résidence un artiste invité par la biennale. Pour 2024, il s'agit du collectif ILE/MER/FROID constitué de Boris Geoffroy et Hugo Lemaire. Ils seront en résidence au sein du jardin Lecoq durant quatre semaines. A l'issue de la résidence des pièces seront présentées jusqu'en septembre dans le jardin. Elles feront écho à celles réalisées par le collectif pour la biennale sur la commune de Brezons.



Le biennale de Lyon et la biennale de Saint-Flour
Communauté s'associent autour d'une invitation artistique



Seulgi Lee

Les biennales de Saint-Flour Communauté et de Lyon s'associent dans le cadre d'un programme d'échange artistique et humain. La biennale de Saint-Flour Communauté accueille une artiste de la biennale de Lyon dans son processus de création. Seulgi Lee souhaite développer un travail autour du crépuscule. Pour cela, elle va travailler avec l'Observatoire d'Astrophysique Cézallier-Cantal, les passionnés d'observation et les habitants du territoire.

Lors de sa présence, un évènement sous forme de performance collective sera proposée en clôture de la biennale .



ULMA, un film de We Are The Painters

Projection sur l'Aubrac (lieu et date à venir)

ULMA
Durée: 50 min.
20/05/2022

Dans un monde de peintures et de paysages, neuf personnages silencieux apparaissent pour assister à la naissance d'un chevreau. Elles vont le nommer puis l'accompagner dans une longue procession qui le mènera dans un musée, où son destin sera scellé. *ULMA* est une épopée musicale et contemplative au cœur de laquelle les peintures de We Are The Painters prennent vie. Musiques originales : Neal Beggs, The Gospel, Bader Motor

Des séquences du film ont été filmées sur l'Aubrac à Saint-Urcize et dans le secteur de Ydes. We Are The Painters ont été invités à la biennale de Saint-Flour Communauté en 2018 à Saint-Urcize.

Avec le soutien de : MAC VAL, Vity-sur-Seine ; Tripode, Rezé ; Le Confort Moderne, Poitiers ; Kunsthal Nikolaj, Copenhague ; Galerie Territoire Partagé, Marseille ; Galerie In Situ - Fabienne Leclerc, Romainville. *ULMA* a été sélectionné par la commission mécénat de la Fondation des Artistes qui lui a apporté son soutien.



We Are The Painters, duo formé par Nicolas Beaumelle et Aurélien Porte et l'une des aventures picturales les plus remarquables de ces dernières années. Leur travail semblait parfois se jouer des malentendus qui l'entourent : est-ce que la peinture n'était pour eux qu'un prétexte pour des virées sur les routes de montagne, ponctuées de leur humour et d'une posture de cowboys solitaires ? Pourtant, plutôt que de démythifier la figure grandiloquente du peintre solitaire, ils ont fini par lui associer un imaginaire d'aventure et d'excès plus familier de l'univers d'un groupe de rock — ou plutôt de métal, la musique qu'ils écoutent dans leur atelier et qu'ils utilisaient aussi pour une performance rituelle dans une église désacralisée de Copenhague. Ils y avaient accroché une immense toile découpée en forme de chevelure, rappelant aussi une vulve ou une montagne, d'où ils faisaient sortir (ou accoucher) trois performances hiératiques, parées comme dans leurs peintures, libérées du mur et rendues vivantes, personnifiées. Et en confondant chevelure, montagne et performance, ils introduisaient un désordre dans trois genres picturaux séparés historiquement : la peinture de paysage, le portrait et la nature morte.

Pédro Moraix (extrait Zerodeux 2018)

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-28

Petites Villes de Demain - Attribution de subvention à la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents :** Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL*
***Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir :** M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 21CD01-12 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant les termes de la convention de partenariat opérationnel avec la Banque des Territoires permettant le financement des études pré-opérationnelles ou thématiques réalisées par les territoires labellisés « Petites Villes de Demain » et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en oeuvre ;

Vu la délibération n° 21CP07-42 de la Commission Permanente du 24 septembre 2021 approuvant la convention-type de financement des études relevant de la convention de partenariat opérationnel entre le Conseil départemental et la Banque des Territoires dans le cadre du programme « Petites Villes de Demain » ;

Vu la délibération n° 23CD05-28 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

Vu la délibération n° 24CP01-29 de la Commission Permanente du 26 janvier 2024 approuvant l'avenant à la convention de partenariat opérationnel pour la mise en oeuvre des contributions de la Banque des Territoires au programme « Petites Villes de Demain » ;

Considérant le plan de financement présenté par le maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération	Recettes	
29 100 € HT	Conseil départemental (Banque des Territoires)	8 730 €
	Région Auvergne-Rhône-Alpes	14 550 €
	Autofinancement	5 820 €
	Total	29 100 €

- **ATTRIBUE** à la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès une subvention de 8 730 € pour l'étude intitulée "Etude pour la réalisation d'un plan de mobilité simplifié et d'un schéma directeur cyclable", soit 30 % d'une dépense subventionnable de 29 100 € HT.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention-type de financement correspondante.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, fonction 54 du budget départemental.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-29

**Fonds Cantal Développement 2022-2027 - Communauté de communes du Pays de Mauriac -
Commune de Chalignac - Construction d'un équipement culturel et sportif**

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

*Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.1111-9 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'absence de régime d'aides européen ;

Vu la délibération n°23CD02-12 du Conseil départemental du 23 juin 2023 approuvant le Contrat Cantal Développement de la Communauté de communes du Pays de Mauriac pour la période 2022-2027 ;

Vu la délibération n°23CD05-28 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

Considérant les conditions d'encadrement du taux d'aides publiques ;

Considérant la nature des dépenses retenues : travaux de construction d'une salle sportive et culturelle, incluant les frais d'études et de maîtrise d'oeuvre. Les équipements mobiliers sont exclus ;

Considérant le plan de financement prévisionnel présenté par le maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération €	Recettes €	
	Conseil départemental CCD - 6 %	90 000 €
	Europe FEDER - 33 %	496 051 €
	DETR 2023 - 25 %	375 796 €
	Région AURA - 7 %	100 000 €
	Autofinancement - 29 %	441 338 €
	TOTAL	1 503 185 €
1 503 185 € HT Base de dépense éligible pour le Département 1 439 660 € HT		

- **ATTRIBUE** à la Commune de Chalvignac une subvention de 90 000 € pour les travaux de construction d'un équipement culturel et sportif, incluant les frais d'études et de maîtrise d'oeuvre sur la base d'une dépense éligible de 1 439 669 € HT. Les équipements mobiliers sont exclus.

Cette opération relève de l'action inscrite au Contrat Cantal Développement du Pays de Mauriac pour la période 2022-2027.

Le montant de la subvention sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, fonction 54 du Budget départemental.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-30

**Fonds Cantal Innovation - Appel à projets 2023 Modernisation des équipements sportifs -
Modification de subvention**

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

*Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.1111-9 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°23CP08-36 de la Commission Permanente du 27 octobre 2023 approuvant le cahier des charges de l'appel à projets Modernisation des équipements sportifs ;

Vu la délibération n°24CP05-22 de la Commission Permanente du 31 mai 2024 attribuant des subventions dans le cadre de l'appel à projets Modernisation des équipements sportifs ;

Considérant l'erreur matérielle dans le dossier déposé par l'Association le Cochonnet Marmanhacois pour l'opération de construction d'une structure métallique avec couverture en panneaux photovoltaïques sur un terrain de boules à Marmanhac dans le cadre de l'appel à projets susvisés ;

Considérant le nouveau plan de financement du maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération	Recettes	
510 280 € Base éligible : 45 000 €	Conseil départemental	22 500 €
	Rigaudière Invest (tiers investisseur)	465 580 €
	Autofinancement	22 500 €
	Total	510 280 €

- **ANNULE** la subvention de 13 500 € attribuée par délibération n°24CP05-22 de la Commission Permanente du 31 mai 2024 à l'association Le Cochonnet Marmanhacois pour une opération de construction d'une structure métallique avec couverture en panneaux photovoltaïques sur un terrain de boules à Marmanhac.

- **ATTRIBUE** une subvention de 22 500 € à l'association Le Cochonnet Marmanhacois pour une opération de construction d'une structure métallique avec couverture en panneaux photovoltaïques sur un terrain de boules à Marmanhac, soit 50 % d'une dépense subventionnable de 45 000 € HT.

Ces dépenses seront imputés sur les crédits inscrits au chapitre 204, fonction 54 du Budget départemental.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-31

Soutien aux exploitations en difficulté - Subvention à la Chambre d'Agriculture du Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n° 22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n° 23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n° 23CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validées en 2023 ;

- **DECIDE** d'accorder à la Chambre d'Agriculture du Cantal, dont le siège social est situé 26 Rue du 139^{ème} R.I - 15000 Aurillac, une subvention pour l'année 2024 d'un montant de 55 000 € pour la réalisation d'expertises juridiques, de suivis, de plans de redressement des exploitations et pour la coordination et l'animation du dispositif "Agriculteurs en difficulté" (AED) et cellule prévention selon le tableau prévisionnel joint en annexe de la présente délibération.

- **APPROUVE** la convention relative à l'attribution d'une aide financière pour le soutien aux exploitations en difficulté pour l'année 2024 à intervenir entre le Conseil départemental et la Chambre d'Agriculture dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

La subvention accordée relève :

- du régime cadre notifié n°SA 53500 - Aide à la relance des exploitations, modifié par SA 103992.
- du règlement (UE) n°1023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis.

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748, fonction 6312 du Budget départemental.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

PREVISIONNEL 2024

	Coût pour la CA15			ETAT			ETAT/CD15		CD15	
	Nb	Coût unitaire TTC (en €)	Total TTC (en €)	Nb	Financement unitaire (en €)	Total (en €)	Subvention globale (en €)	Nb	Financement unitaire (en €)	Total (en €)
AUDIT GLOBAL OU EXPERTISE JURIDIQUE (EJ)	20 5	1 500,00 (Audit) 640,00 (EJ)	33 200,00	20	1500	30 000,00	31 600,00	5	320,00	1 600,00
PLAN DE REDRESSEMENT	10	1 650,00	16 500,00	-	-	-	10 000,00	10	1 000,00	10 000,00
PLAN DE REDRESSEMENT AVEC PROCEDURE JUDICIAIRE	5	2 200,00	11 000,00	-	-	-	5 000,00	5	1 000,00	5 000,00
SUIVI AED	28	1 650,00	46 200,00	-	-	-	22 400,00	28	800,00	22 400,00
ARP	2	825,00	1 650,00	-	-	-	1 000,00	2	500,00	1 000,00
Animation dispositif AED et cellule prévention	60 j	500,00	30 000,00	-	-	-	15 000,00			15 000,00
TOTAL			138 550,00			30 000,00	85 000,00			55 000,00

**CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIÈRE POUR LE SOUTIEN AUX
EXPLOITATIONS EN DIFFICULTÉ- ANNÉE 2024
ENTRE LE DÉPARTEMENT DU CANTAL ET LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU CANTAL**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;

VU le règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022 ;

VU le Régime cadre notifié n°SA 53500 – aide à la relance des exploitations, modifié par le SA 103992 ;

VU le Règlement (UE) n°2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis ;

VU la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

VU la délibération n° 22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

VU la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023, adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

VU le Règlement financier et comptable des aides du Département,

VU la demande de financement présentée par la Chambre d'Agriculture du Cantal,

VU la délibération n° de la Commission Permanente du Conseil départemental du 5 juillet 2024 concernant l'octroi du présent financement,

ENTRE:

Le Département du CANTAL, ayant son siège 15 015 AURILLAC Cedex, représenté par son Président, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal du 5 juillet 2024.

Ci-après dénommé : « **Le Département** »

D'une part,

ET

Le Bénéficiaire, la Chambre d'Agriculture du Cantal, ayant son siège social 26, Rue du 139^{ème} R.I. – BP 239 – 15002 AURILLAC CEDEX.

Représenté par Monsieur Patrick ESCURE, en qualité de Président de la Chambre d'Agriculture du Cantal.

ci-après désigné par les termes "**le bénéficiaire**",

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de la convention :

Les aides du Conseil départemental sont régies par le Règlement financier téléchargeable sur le lien suivant : <https://www.cantal.fr/aides-subventions/>.

La présente convention précise les modalités particulières s'appliquant à la subvention précisée à l'article 2.

PAGE : 1/3

Article 2 – Montant des subventions :

Le Département s'engage à verser conformément à la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 5 juillet 2024 :

- une subvention d'un montant de 15 000 € pour l'animation de la procédure agriculteurs en difficulté, l'accompagnement hors procédure AED et l'animation de la cellule de prévention pour l'année 2024,
 - une subvention prévisionnelle d'un montant de 40 000 € pour la réalisation d'expertises juridiques, de suivis et de plans de redressement au cours de l'année 2024,
- sous réserve que le bénéficiaire remplisse ses obligations contractuelles.

Article 3 – Modalités de versement des subventions :

La subvention est versée exclusivement au bénéficiaire.

La présente subvention est incessible. À ce titre, le bénéficiaire ne peut, pour quelque raison que ce soit, reverser tout ou partie de la présente subvention à un tiers.

Le versement de la subvention sera effectué selon les disponibilités de crédits de paiement existantes au moment du dépôt de la demande de versement et selon les modalités suivantes :

- A la signature de la présente convention pour la subvention relative à l'animation du dispositif.
- Sur présentation des décomptes des prestations d'analyses, des audits, de suivis et des plans de redressement

Si des acomptes ont été versés, le solde sera au minimum égal à 20% et sera versé sur présentation des pièces justificatives ci-après définies.

Pour bénéficier d'un paiement d'acompte ou du solde, le bénéficiaire devra systématiquement retourner au Département, dûment remplie et signée, **une demande de paiement accompagnée des justifications de dépenses correspondantes**, complétée pour le solde par un bilan technique et financier de l'exécution du programme.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative

Une **avance** pourra être versée sous réserve de la disponibilité de crédits. Celle-ci ne pourra pas excéder 70 % du montant de la subvention.

Article 4 – Contrôle :

Le bénéficiaire accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation des du programme accompagné financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Département, notamment :

- en cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- après achèvement de l'opération ou lors de la demande de solde de la subvention.

À ce titre, le bénéficiaire s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner le reversement de la subvention, en application de l'article 7 ci-après.

Article 5 – Information du Département :

Le bénéficiaire devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Pour le bénéficiaire, le changement de sa situation juridique et de manière générale toute modification importante touchant sa situation (financière, fiscale, sociale,...) ou le bon déroulement de l'opération subventionnée, notamment pour ce qui relève des modalités et des moyens de financement de l'opération, justifie une information.

Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à informer le Département de tout changement relatif à son assujettissement à la TVA. Le Département se réserve la possibilité de recalculer la subvention sur une base HT selon l'évolution de ce statut.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner le reversement de la subvention, en application de l'article 7 ci-après.

Article 6 – Date d'effet et durée :

Sont prises en compte dans l'assiette éligible les actions du programme réalisées au cours de l'année 2024.

Article 7 – Reversement :

Au terme des opérations de contrôle (§ 4), le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée au bénéficiaire en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Département.

Article 8 – Recours :

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand (63000).

Fait à Aurillac, le
En deux exemplaires originaux

Le Président du Conseil départemental du Cantal,

Le Bénéficiaire

Qualité :

Nom :

Cachet :

Bruno FAURE

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-32

Favoriser le remplacement des agriculteurs - Accompagner en cas d'absence - Subvention au Service Remplacement Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n° 22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n° 23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n° 23CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture conformément aux modalités d'intervention de différents dispositifs validées en 2023 ;

- **DECIDE** d'accorder au Service de Remplacement Cantal dont le siège social est situé 26 rue du 139^{ème} RI - 15000 Aurillac, une subvention d'un montant de 65 000 € pour la prise en charge d'agents de remplacement des agriculteurs pour formation et congés. Cette subvention a été calculée au taux de 50 % sur la base d'une dépense subventionnable plafonnée à 130 000 € TTC.

- **APPROUVE** la convention relative à l'attribution d'une aide financière pour favoriser le remplacement des agriculteurs pour l'année 2024 à intervenir entre le Conseil départemental et le Service Remplacement Cantal, dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Cette aide est allouée sur la base du règlement (UE) 2023/2831 de la Commission relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, fonction 6312 du budget départemental.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIÈRE POUR FAVORISER LE
REMPLACEMENT DES AGRICULTEURS- ANNÉE 2024
ENTRE LE DÉPARTEMENT DU CANTAL ET LE SERVICE DE REMPLACEMENT CANTAL**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001,

VU le Règlement (UE) n°2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis ;

VU la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

VU la délibération n° 22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

VU la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023, adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

VU le Règlement financier et comptable des aides du Département,

VU la demande de financement présentée par le Service de Remplacement Cantal,

VU la délibération n° de la Commission Permanente du Conseil départemental du 5 juillet 2024 concernant l'octroi du présent financement,

ENTRE:

Le Département du CANTAL, ayant son siège 15 015 AURILLAC Cedex, représenté par son Président, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal du 5 juillet 2024.

Ci-après dénommé : « **Le Département** »

D'une part,

ET

Le Bénéficiaire, le Service de Remplacement - Cantal, ayant son siège social 26, Rue du 139^{ème} R.I. – BP 239 – 15002 AURILLAC CEDEX.

Représenté par Monsieur Maxime DELORT, en qualité de Président du Service de Remplacement - Cantal.

ci-après désigné par les termes "**le bénéficiaire**",

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de la convention :

Les aides du Conseil départemental sont régies par le Règlement financier téléchargeable sur le lien suivant : <https://www.cantal.fr/aides-subventions/>.

La présente convention précise les modalités particulières s'appliquant à la subvention précisée à l'article 2.

Article 2 – Montant des subventions :

Le Département s'engage à verser une subvention d'un montant de 65 000 €, conformément à la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 5 juillet 2024, calculée au taux de 50% sur la base d'une dépense subventionnable plafonnée à 130 000 € TTC, sous réserve que le bénéficiaire remplisse ses obligations contractuelles.

Article 3 – Modalités de versement des subventions :

La subvention est versée exclusivement au bénéficiaire.

La présente subvention est incessible. À ce titre, le bénéficiaire ne peut, pour quelque raison que ce soit, reverser tout ou partie de la présente subvention à un tiers.

Le versement de la subvention sera effectué selon les disponibilités de crédits de paiement existantes au moment du dépôt de la demande de versement et selon les modalités suivantes :

- A la signature de la présente convention pour la subvention relative au remplacement décès.
- Sur présentation du bilan technique et financier pour la subvention relative au remplacement formation, congés.

Si des acomptes ont été versés, le **solde** sera au minimum égal à 20% et sera versé sur présentation des pièces justificatives ci-après définies.

Pour bénéficier d'un paiement d'acompte ou du solde, le bénéficiaire devra systématiquement retourner au Département, dûment remplie et signée, **une demande de paiement accompagnée des justifications de dépenses correspondantes**, complétée pour le **solde** par un bilan technique et financier de l'exécution du programme.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

Une **avance** pourra être versée sous réserve de la disponibilité de crédits. Celle-ci ne pourra pas excéder 70 % du montant de la subvention.

Article 4 – Contrôle :

Le bénéficiaire accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation des du programme accompagné financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Département, notamment :

- en cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- après achèvement de l'opération ou lors de la demande de solde de la subvention.

À ce titre, le bénéficiaire s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner le reversement de la subvention, en application de l'article 7 ci-après.

Article 5 – Information du Département :

Le bénéficiaire devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Pour le bénéficiaire, le changement de sa situation juridique et de manière générale toute modification importante touchant sa situation (financière, fiscale, sociale,...) ou le bon déroulement de l'opération

subventionnée, notamment pour ce qui relève des modalités et des moyens de financement de l'opération, justifie une information.

Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à informer le Département de tout changement relatif à son assujettissement à la TVA. Le Département se réserve la possibilité de recalculer la subvention sur une base HT selon l'évolution de ce statut.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner le reversement de la subvention, en application de l'article 7 ci-après.

Article 6 – Date d'effet et durée :

Sont prises en compte dans l'assiette éligible les actions du programme réalisées au cours de l'année 2024.

Article 7 – Reversement :

Au terme des opérations de contrôle (§ 4), le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée au bénéficiaire en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Département.

Article 8 – Recours :

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand (63000).

Fait à Aurillac, le
En deux exemplaires originaux

Le Président du Conseil départemental du Cantal,

Bruno FAURE

Le Bénéficiaire

Qualité :

Nom :

Cachet :

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-33

Opération 2024-CE-001 « Fête de l'Europe 9 mai 2024 Montsalvy », Maison des jeunes et de la culture « L'Austal »

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 21CD05-26 du 19 novembre 2021 relative à la stratégie Cantal Europe 2022-2027 ;

Vu la décision de la Commission Européenne du 30 mars 2021 validant la labellisation d'EUROPE DIRECT Cantal pour la période 2021-2025 ;

Vu la délibération n° 21CP04-12 du 23 avril 2021 validant la convention cadre de partenariat avec la Commission Européenne pour les activités EUROPE DIRECT Cantal pour l'octroi de subventions de l'Union Européenne suite à la validation de la labellisation 2021-2025 ;

Vu la délibération n° 23CD03-19 du 29 septembre 2023 relative à l'appel à projets « Citoyens européens - Élections européennes 2024 » ;

- **ATTRIBUE** une aide départementale au titre de l'appel à projets « Citoyens européens - Élections européennes 2024 » de 450 euros sur un coût total opération de 900 euros (50 %) à l'association Maison des jeunes et de la culture « L'Austal » pour le projet 2024-CE-001 « Fête de l'Europe - 9 mai 2024 - Montsalvy ».

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au conventionnement et au suivi du dossier.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748 et fonction 043 du Budget départemental.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-34

Convention de subventionnement du poste d'animateur départemental France Services

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°21CD05-09 du Conseil départemental du 19 novembre 2021 approuvant la convention de subventionnement d'un poste d'animateur départemental France Services avec l'ANCT et la Préfecture du Cantal et donnant délégation à la Commission Permanente pour l'approbation des avenants annuels modificatifs pour son renouvellement et le versement de la subvention du Département ;

- APPROUVE la convention de subventionnement d'un poste d'animateur départemental France Services à temps complet avec l'ANCT et la Préfecture du Cantal dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 05-07-2024

Transmission Préfecture : 05-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT DU POSTE D'ANIMATEUR DÉPARTEMENTAL FRANCE SERVICES (H/F)

Entre

La Préfecture du Cantal

Représentée par le préfet M. Laurent Buchaillat,

Ci-après dénommée « **la Préfecture** »

Et

Le Conseil départemental du Cantal

Représenté par le président, M. Bruno FAURE,

Ci-après dénommée « **le Conseil Départemental** »

Ci-après désignées ensemble les « **Parties** ».

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

En application de l'article L. 1231-2.-I du code général des collectivités territoriales, sans préjudice des compétences dévolues aux collectivités territoriales et à leurs groupements et en articulation avec ces collectivités et groupements, l'Agence nationale de la cohésion des

territoires (ANCT) a pour mission, en tenant compte des particularités, des atouts et des besoins de chaque territoire, de conseiller et de soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements mentionnés à l'article L. 5111-1 du présent code dans la conception, la définition et la mise en œuvre de leurs projets, notamment en faveur de l'accès aux services publics, de l'accès aux soins dans le respect des articles L. 1431-1 et L. 1431-2 du code de la santé publique, du logement, des mobilités, de la mobilisation pour les quartiers prioritaires de la politique de la ville et les quartiers urbains en difficulté, de la revitalisation, notamment commerciale et artisanale, des centre-ville et centres-bourgs, de la transition écologique, du développement économique ou du développement des usages numériques.

A ce titre, elle apporte un concours humain et financier aux collectivités territoriales et à leurs groupements, notamment via ses délégués territoriaux.

Piloté par le ministère de la transformation et de la fonction publiques (MTPF) et le ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires (MTECT) via l'Agence nationale de la Cohésion des territoires, le réseau des structures labellisées « France services » se compose de plus de 2 600 guichets uniques de proximité regroupant sur leurs sites plusieurs administrations.

L'objectif est de proposer une offre élargie de service au public, au plus près des territoires, en particulier dans les zones rurales et les quartiers prioritaires de la politique de la ville. En vue de garantir une offre et une qualité homogènes de service et de promouvoir les mêmes objectifs pour l'ensemble des structures, l'animation départementale du réseau est capitale afin de coordonner l'activité des France services.

Article 1^{er} : Contexte et objet de l'intervention

La présente convention formalise le versement d'une subvention du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires pour la prise en charge financière de la rémunération d'un animateur départemental dédiée à l'animation du réseau France services au sein du département du Cantal.

A ce titre, il y a lieu de conclure la présente convention entre les Parties afin d'y préciser les modalités pratiques et financières de l'accompagnement du MTECT, de la participation de la Préfecture du Cantal et du Conseil départemental du Cantal.

Article 2 : Modalités des engagements et des obligations des Parties

2-1 – Agence nationale de la cohésion des territoires

L'Agence nationale de la cohésion des territoires pilote et coordonne le programme France services au niveau national. Elle anime les relations avec les partenaires nationaux, les préfetures et les animateurs départementaux. Elle conçoit et assure le bon fonctionnement des outils à disposition des France services. Elle coordonne l'animation globale des structures.

Le programme France services de l'ANCT s'engage à accompagner l'animateur départemental pour assurer la bonne exécution de ses missions. A cet effet, l'ANCT assurera la formation aux différents outils numériques France services et apportera son ingénierie pour la construction des plans d'animations locaux. Elle anime au niveau national le réseau des animateurs départementaux, en leur fournissant notamment les informations et les orientations nécessaires à l'exercice de leurs missions.

2-2 – Préfecture du Cantal

Le Préfet de département pilote et coordonne le programme à l'échelle du département. Etant responsable de la mise en œuvre opérationnelle de la politique publique des France services, il est en charge de déployer les France services et d'animer les relations avec les porteurs des structures. Il anime également les relations avec les partenaires nationaux au niveau départemental. Il pilote l'action des animateurs locaux en lien direct avec le programme France services de l'ANCT, à qui il peut fixer des priorités d'action en fonction des situations sur le terrain.

Le Préfet de département s'engage à accompagner et sécuriser l'agent dans la bonne exécution des missions relatives à l'animation départementale France services.

Le Préfet de département verse la subvention selon les modalités définies dans l'article 3 de la présente convention.

2-3 – Le Conseil départemental

Le Conseil départemental s'engage à dédier un équivalent temps plein, à savoir *a minima* 35 heures de travail hebdomadaire sur 5 jours par semaine, sur toute la durée de la présente convention, aux missions d'animation départementale France services telle que définies dans l'annexe n°2.

Le Conseil départemental s'engage également à mettre à disposition de l'animateur départemental les équipements requis par la mission (ordinateur, téléphone portable, assurances...) et à prendre en charge les coûts inhérents à ses déplacements (véhicule mis à disposition, frais kilométriques/assurances ou transports ferroviaires).

L'animateur départemental (H/F) sera fonctionnellement rattaché à la préfecture de département afin de légitimer et coordonner ses actions sur le terrain. Il entretient également des relations étroites avec l'ANCT. Il rend compte chaque semaine de son action à la préfecture et l'ANCT.

Les principales activités relatives à la mission sont définies dans la fiche de mission « Animateur départemental du réseau France services (H/F) » présente dans les annexes (cf. annexe n°2).

Article 3 : Détermination du montant des participations financières des Parties

Le Préfet de département, via le programme 112 « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire », contribue financièrement pour un montant forfaitaire de 50 000 €.

Cette contribution couvre le coût de l'animateur (salaire + charges) et les frais liés aux déplacements notamment.

Sous réserve de la reconduction des crédits en loi de finance, cette convention pourra être renouvelée annuellement dans la limite de deux fois. À l'issue des trois années, dans le cas où les parties souhaiteraient poursuivre le dispositif, une nouvelle convention devra être établie.

Article 4 : Modalités de règlement

Le Préfet de département apportera son financement au Conseil départemental dans les deux mois suivant la signature de la convention.

Les règlements seront versés sur le compte bancaire ci-après :

Titulaire du compte: PAYEUR DEPARTEMENTAL DU CANTAL

RIB : 30001 00161 C150 0000000 28

IBAN : FR71 3000 1001 61C1 5000 0000 028

BIC : BDFEFRPPCCT

La subvention est imputée sur les crédits du programme impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire (112).

Domaine fonctionnel : 0112-12-02

Code activité : 011201030133

Groupe marchandise : 12.02.01

L'ordonnateur de la dépense est le Préfet de département.

Le comptable assignataire de la dépense est le directeur régional des finances publiques.

En cas d'inexécution par la structure bénéficiaire des obligations mentionnées dans les textes visés, un ordre de reversement sera émis à l'encontre du bénéficiaire.

Il en est de même lorsque la subvention aura été utilisée à des fins autres que celles prévues initialement.

Article 5 : Evaluation finale

Le Conseil départemental s'engage à rendre compte des activités réalisées dans le cadre de la convention sur un rythme trimestriel, utilisant les modèles communiqués par l'ANCT.

A l'achèvement du projet, et au plus tard à la date de fin de la présente convention, une évaluation des résultats du projet auquel le MTECT contribue financièrement est transmise à la préfecture ainsi qu'au programme France services de l'ANCT.

Au plus tard un an après l'achèvement du projet, la Préfecture du Cantal et le Conseil départemental transmettent à l'ANCT une évaluation de l'impact de ce projet sur le territoire ou ses habitants.

Article 6 : Durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa signature par les Parties pour une durée d'un an.

Celle-ci n'est pas renouvelable tacitement et son renouvellement devra être réalisé par voie d'avenant, signé par les deux parties.

Article 7 : Communication

Les financements accordés par le MTECT doivent être portés obligatoirement à la connaissance des bénéficiaires et du grand public.

Tous les documents de promotion et de communication doivent porter les logotypes de l'ANCT, du MTFP et du MTECT (affiches, flyers, programmes, site internet...) et la mention

« avec le soutien du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires » pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels.

Les MTFP et MTECT autorisent les Parties dans le cadre de cette convention :

- à utiliser leurs logos joints en annexe,
- à faire mention de la contribution du MTFP et du MTECT sous une forme qui aura reçu un accord préalable et écrit.

De manière générale, chacune des parties à la présente convention s'engage dans l'ensemble de ses actions de communication, d'information et de promotion à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée de son cocontractant, à ne pas divulguer d'informations confidentielles dont il aurait eu connaissance dans le cadre de cette convention.

En outre, chacune des parties s'engage à informer son cocontractant de tout projet d'action promotionnelle.

Toute utilisation, représentation ou reproduction des signes distinctifs de l'ANCT et du Bénéficiaire, par l'une des Parties, non prévue par le présent article, est interdite.

Article 8 - Utilisation des documents

Les parties s'autorisent mutuellement et expressément à reproduire, représenter, diffuser, à des fins de communication, promotion et information interne et externe, les documents de présentation d'information et de promotion de leurs activités, et ce, sur tout support et par tout procédé connus ou inconnus au jour de la signature de la Convention, aux seules fins d'exécution et pour la durée des obligations à leur charge en vertu de la présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, et notamment dans l'hypothèse où les sommes versées par le MTECT au titre de la convention étaient utilisées à des fins non conformes aux objectifs définis par la présente, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

En cas de résiliation anticipée de la convention, dans les cas prévus ci-dessus, la participation financière du MTECT est liquidée en fonction des dépenses effectivement réalisés et justifiées par le Bénéficiaire à la date d'effet de la résiliation.

Le cas échéant, le Bénéficiaire sera tenu au reversement des sommes indûment perçues.

Article 10 : Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les Parties. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte.

Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 11 : Litiges

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal compétent géographiquement pour le siège de la Préfecture de département.

Fait en 2 exemplaires,

A Aurillac, le 2024

Pour **la Préfecture du Cantal**
Le préfet

Pour **le Conseil départemental**
Le président

M. Laurent Buchaillat

M. Bruno Faure

Annexes

Annexe n°1 – Logos

Marque et logo type du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires (MTECT)



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Marque et logo type du ministère de la Transformation et de la Fonction publique (MTFP)



**MINISTÈRE
DE LA TRANSFORMATION
ET DE LA FONCTION
PUBLIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Marque et logotype de l'ANCT



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



agence nationale
de la cohésion
des territoires

Marque et logotype de France services



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**France
services**

Marque et logotype de la **Préfecture**



**PRÉFET
DU CANTAL**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Marque et logotype de la structure porteuse

Annexe n°2 – La fiche de mission de l'animateur départemental (H/F)

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-35

Convention de subvention au titre du dispositif « Conseiller Numérique » - Poste de Conseiller Numérique Coordinateur

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 19CD03-13 du Conseil départemental du 28 juin 2019 approuvant la stratégie des usages et des services numériques ;

- **APPROUVE** la convention de subvention pour le recrutement d'un conseiller Numérique Coordinateur avec une participation financière de la Caisse des dépôts et Consignations à hauteur de 50 000 euros pour 24 mois dont le projet est joint en annexe.
- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 05-07-2024

Transmission Préfecture : 05-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION DE SUBVENTION AU TITRE DU DISPOSITIF
« CONSEILLER NUMERIQUE »**

POSTE DE CONSEILLER NUMERIQUE COORDINATEUR

**Fonds géré par la Caisse des dépôts et consignations
pour le compte de l'État**

DEPARTEMENT DU CANTAL

Vu la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021,

Vu le mandat conclu entre la Direction générale des collectivités locales, l'Agence nationale de la cohésion des territoires et la Caisse des dépôts et consignations le 7 avril 2021 concernant l'opérationnalisation du dispositif « Conseiller numérique »,

Vu le dossier de demande de subvention dans le cadre du dispositif Conseiller numérique déposé par DEPARTEMENT DU CANTAL le 25/01/2024,

Vu la décision du Comité de sélection en date du 02/02/2024,

ENTRE :

La Caisse des dépôts et consignations, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du code monétaire et financier, ayant son siège au 56, rue de Lille 75007 Paris, représentée par Madame Barbara FALK, en sa qualité de Directrice Régionale de la Banque des Territoires, ou tout représentant de ce dernier, agissant en vertu de l'arrêté du 28 février 2022 portant délégation de signature,

ci-après indifféremment dénommée la « CDC »
ou la « Caisse des dépôts et consignations »

d'une part,

ET :

DEPARTEMENT DU CANTAL, numéro SIRET 22150001000014
ayant son siège à DEPARTEMENT DU CANTAL
28 AVENUE GAMBETTA
15015 AURILLAC CEDEX
FRANCE

représentée par Bruno FAURE, en sa qualité de Président du Conseil départemental, dûment habilité(e) aux fins des présentes en vertu d'une délibération du de la Commission Permanente en date du 5 juillet 2024.

ci-après dénommé le « Bénéficiaire »,

d'autre part,

ci-après désignées ensemble les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** ».

Table des matières

Article 1 – Objet de la Convention	5
Article 2 – Modalités de réalisation	6
2.1 Modalités de recrutement des Conseillers numériques coordinateurs	6
2.2 Engagements du Bénéficiaire	6
2.3 Engagements de la Caisse des dépôts et consignations	7
2.4 Modalités de suivi	8
Article 3 – Responsabilité – Assurances	8
3.1 Responsabilité	8
3.2 Assurances	9
Article 4 – Modalités financières	9
4.1 Montant de la subvention versée par la Caisse des dépôts et consignations	9
4.2 Modalités de versement	9
4.3 Utilisation de la subvention	10
Article 5 – Confidentialité	10
Article 6 – Communication – Propriété intellectuelle	11
6.1 Communication par le Bénéficiaire	11
6.2 Communication par la Caisse des dépôts et consignations	11
6.3 Propriété intellectuelle	12
Article 7 – Durée de la Convention	12
Article 8 – Résiliation	12
8.1 Modalités de résiliation	12
8.2 Conséquences de la résiliation	13
8.3 Restitution	13
8.4 Résiliation pour faute	13
8.5 Résiliation pour force majeure ou empêchement	13
Article 9 – Dispositions Générales	13
9.1 Élection de domicile – Droit applicable - Litiges	13
9.2 Intégralité de la Convention	14
9.3 Modification de la Convention	14
9.4 Cession des droits et obligations	14
9.5 Nullité	14
9.6 Renonciation	14

IL A ÉTÉ EXPOSÉ CE QUI SUIT :

Dans le cadre du volet « Inclusion numérique » du plan France Relance, l'État a lancé en 2021 le dispositif « Conseiller numérique France services » (ci-après « Conseiller numérique »), piloté et animé par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT). Ce dispositif permet à des structures publiques et privées qui emploient un ou plusieurs Conseillers numériques de percevoir une subvention afin de financer ces emplois. Il permet également de financer la formation des Conseillers numériques.

La Caisse des dépôts et consignations est mandatée par l'État pour apporter son appui au dispositif piloté par l'ANCT. À ce titre, elle opère plusieurs actions au nom et pour le compte de l'État dont l'instruction des demandes de subventions déposées par les structures qui disposent de postes de Conseillers numériques attribués en amont par l'ANCT et le versement de subventions aux structures accueillantes.

Deux ans après le lancement du dispositif et dans une logique de pérennisation des postes, l'État s'est engagé à poursuivre le soutien financier aux structures employant des Conseillers numériques, tout en renforçant la pérennité du dispositif via un financement courant.

En parallèle, à l'issue des concertations qui se sont tenues dans le cadre du volet numérique du Conseil National de la Refondation, le Gouvernement a publié la feuille de route France Numérique Ensemble, qui fixe les grands objectifs de politique publique en matière d'inclusion numérique d'ici à 2027, prenant la suite de la première stratégie nationale pour un numérique inclusif.

Cette nouvelle feuille de route affirme le besoin de renforcer la territorialisation de la politique d'inclusion numérique tout en clarifiant les gouvernances aux échelles territoriales jugées les plus pertinentes par les acteurs locaux. Pour répondre à ce besoin de structuration du réseau des acteurs de la médiation numérique, le Gouvernement s'est engagé à financer des postes de coordinateurs de conseillers numériques via le dispositif Conseiller numérique.

Les structures disposant de postes de coordinateurs attribués dans le cadre de l'appel à candidature du 04/09/2023 (ci-après « Bénéficiaires ») sont éligibles à la signature d'une convention de subvention dans les conditions décrites ci-après.

Le dispositif permet au Bénéficiaire de percevoir une subvention afin de financer l'emploi à temps plein d'un Conseiller numérique coordinateur (sauf cas de temps partiel de droit qui s'impose à l'employeur¹). Cette subvention est financée par le plan France Relance.

Les missions du Conseiller numérique coordinateur sont décrites à l'article 1. Elles peuvent s'exercer aux échelles départementales ou intercommunales.

Pour mener à bien ces missions, le Conseiller numérique coordinateur bénéficie d'une formation financée par le dispositif dans les conditions définies par l'Etat. Cette formation est constituée de modules spécifiques à ses fonctions.

Le Bénéficiaire s'est vu offrir la possibilité de signer une convention couvrant 18 ou 24 mois de subventionnement, et ainsi bénéficier de financements sur cette période selon les termes énoncés ci-après.

Le soutien financier, versé par la Caisse des dépôts et consignations dans le cadre du dispositif Conseiller numérique, est l'objet de la présente convention.

¹, Parentalité, RQTH, maladie, etc.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIV :

Article 1 – Objet de la Convention

La présente convention (la « Convention ») a pour objet de définir les modalités pratiques et financières du soutien sous forme de subvention versée par la Caisse des dépôts et consignations au Bénéficiaire dans le cadre du dispositif Conseiller numérique.

DEPARTEMENT DU CANTAL dispose de 1 poste de Conseiller numérique coordinateur pour mener à bien les missions suivantes :

1/Participer au maillage et aux synergies territoriales pour augmenter l'impact du dispositif. A titre d'exemple :

- Opérer un diagnostic territorial des besoins de médiation numérique sur son périmètre géographique ;
- Proposer une organisation de l'activité des Conseillers numériques en fonction de leur expertise, du secteur d'activité de leurs structures et des typologies d'usagers reçus ;
- Développer des partenariats auprès d'acteurs locaux ;
- Participer à la structuration du maillage territorial des lieux de permanence pour favoriser des parcours usagers cohérents et garantir une répartition homogène, notamment en facilitant les réattributions de poste et en proposant des portages de postes permettant de pérenniser l'offre de service des Conseillers numériques ;
- Participer à l'organisation de journées de rencontres en lien avec la Préfecture et le Hub en conviant l'ensemble des Conseillers numériques et des partenaires de la médiation numérique.
- Etc.

2/Être le relais principal entre les employeurs, les Conseillers numériques, les Hubs numériques pour un territoire inclusif, et l'équipe d'animation nationale. A titre d'exemple :

- Être le relais entre l'animation nationale et les Conseillers numériques du territoire ;
- Participer aux temps d'échange et d'animation organisé par le Hub de son territoire ;
- Animer le réseau des Conseillers numériques coordonnés et être leur point relais ;
- Faciliter la transition professionnelle des Conseillers numériques dont le contrat s'achève ;
- Animer le réseau des employeurs ;
- Organiser des temps d'échange bilatéraux avec chaque Conseiller numérique coordonné ;
- Relayer les informations, outils, ressources et cadres d'action diffusés par les équipes d'animation nationale, les Hubs et les équipes d'animation locales à l'ensemble des Conseillers numériques coordonnés ;
- Communiquer sur l'offre de service des Conseillers numériques coordonnés et sur les événements, et participer à leur organisation.
- Etc.

3/Imaginer et mettre en place des collaborations sur la base des besoins de la communauté des Conseillers numériques, pour ancrer le dispositif dans la Stratégie d'inclusion numérique territoriale. A titre d'exemple :

- Être force de proposition auprès des élus quant à l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie départementale d'inclusion numérique ;

- Mettre en place des partenariats locaux pour mettre en réseau les actions des conseillers numériques avec les autres acteurs du territoire potentiellement prescripteurs (à titre d'exemple, Pôle Emploi, Missions locales, Cap emploi...) ou bénéficiaires potentiels de l'offre de service (à titre d'exemple collège, EPHAD...);
- Assurer une coordination d'action avec le réseau France services du territoire (notamment le référent départemental) ainsi que le Hub pour un numérique inclusif local ;
- Rendre visible l'action globale des Conseillers numériques ;
- Etc.

Les Conseillers numériques coordinateurs pourront également, s'ils le souhaitent, exercer les missions facultatives suivantes (liste non exhaustive) :

- Faciliter la montée en compétences des Conseillers numériques en les orientant vers des offres de formation locales ;
- Faire des accompagnements auprès des usagers (uniquement pour les coordinateurs intervenant à l'échelle intercommunale et pour maximum 50 % de leur temps) ;
- Déployer un agenda commun via Rendez-vous aide numérique ;
- Mettre en place des réunions de suivi avec les Conseillers numériques et les structures pour avoir un retour sur les formations et les accompagnements proposés par les Conseillers numériques ;
- Mettre en place un suivi RH uniquement dans le cadre d'une relation hiérarchique entre le coordinateur et certains Conseillers numériques coordonnés ;
- Assurer un suivi statistique d'accompagnement des conseillers numériques coordonnés et appuyer la Préfecture dans les relances sur la complétion des rapports d'activité.

Le Bénéficiaire bénéficie d'une subvention d'un montant forfaitaire de 50000 euros maximum pour une durée de 2 ans maximum par poste.

Le soutien financier de l'État versé par la Caisse des dépôts et consignations participe strictement à la rémunération de ce Conseiller numérique coordinateur, dans les conditions définies à l'article 4.3.

Article 2 – Modalités de réalisation

2.1 Modalités de recrutement des Conseillers numériques coordinateurs

Le Bénéficiaire est l'employeur direct du Conseiller numérique coordinateur. Le recrutement s'effectue dans le respect des dispositions légales et réglementaires qui lui sont applicables et dans les conditions prévues par le dispositif Conseiller numérique. Il prend à sa charge leur rémunération. Il informe la Caisse des dépôts et consignations des modalités de recrutement au moyen des outils de suivi visés à l'article 2.4.

2.2 Engagements du Bénéficiaire

Le Bénéficiaire s'engage à :

- renseigner les informations demandées sur son tableau de pilotage ;
- ce que le Conseiller numérique coordinateur réalise les trois grandes missions décrites dans l'article 1 de la Convention, à l'exclusion de toute autre activité. En cas de doute sur les périmètres des missions, le bénéficiaire s'engage à contacter les équipes du programme Société Numérique de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (adresse générique : societe.numerique@anct.gouv.fr) ;

- assurer la gratuité, pour les usagers des accompagnements réalisés par son conseiller numérique coordinateur (pour les conseillers numériques coordinateurs intervenant à l'échelle intercommunale, et uniquement si les accompagnements des usagers s'intègrent dans le cadre de mission donné par la structure employeuse) ;
- respecter les engagements en termes de communication selon les modalités visées à l'article 6.1 de la présente Convention ;
- transmettre les éléments de suivi à la Caisse des dépôts et consignations selon les modalités visées à l'article 2.4 de la présente Convention ;
- s'assurer de la production, par le Conseiller numérique coordinateur, d'un rapport d'activité trimestriel dans un format décidé par l'ANCT ;
- signaler dans les meilleurs délais à la Caisse des dépôts et consignations les ruptures et les fins de contrat du Conseiller numérique coordinateur afin de permettre le suivi de consommation de la subvention et de récupérer l'éventuel trop-perçu comme précisé dans l'article 4.3 de la Convention ;
- permettre au Conseiller numérique coordinateur d'assister aux modules de formation continue selon ses besoins, et le cas échéant de l'inscrire aux sessions de formation proposées dans le cadre du dispositif ;
- mettre à disposition du Conseiller numérique coordinateur les moyens et équipements nécessaires pour réaliser sa mission (ordinateur, téléphone portable, espace de travail, véhicule si nécessaire) ;
- permettre à son Conseiller numérique coordinateur de consacrer du temps à la vie de la communauté professionnelle (participation aux événements Numérique en Commun[s], webinaires, partage de bonnes pratiques, groupes de travail, rencontres territoriales ...)
- permettre à son Conseiller numérique coordinateur de contribuer et de participer aux actions d'animation et de coordination menées par les Préfectures de département et par les Hubs territoriaux pour un numérique inclusif. Les préfectures de département sont les interlocuteurs privilégiés des structures d'accueil. Elles examinent toutes les demandes d'attribution de poste de Conseiller numérique et sont parties prenantes dans l'animation du dispositif en lien avec les Conseillers numériques et les réseaux locaux d'inclusion numérique. Les Hubs territoriaux pour un numérique inclusif peuvent intervenir dans l'animation territoriale du dispositif Conseiller numérique au niveau régional, en concertation avec l'ensemble des parties prenantes présentes sur le territoire et en lien avec l'ANCT, les préfectures et les acteurs locaux.

Le non-respect d'un de ces engagements pourrait amener à un non-versement de la subvention ou à la demande de son remboursement partiel ou total.

2.3 Engagements de la Caisse des dépôts et consignations

La Caisse des dépôts et consignations s'engage à accompagner le Bénéficiaire pendant la durée de la Convention par l'intermédiaire de :

- la mise à disposition de guides, outils et documents-types pour les structures d'accueil et les Conseillers numériques sur La Base (<https://labase.anct.gouv.fr/>) ;

- l'animation d'une foire aux questions et une documenthèque sur le site conseiller-numerique.gouv.fr pour répondre aux questions générales sur le dispositif, les contrats, le recrutement, la formation, etc.
- l'organisation de contacts, en tant que de besoin, entre l'équipe d'animation de la Caisse des dépôts et consignations dédiée au dispositif et le Bénéficiaire lui permettant de bénéficier d'un accompagnement et de recevoir des réponses à ses questions via l'adresse mail conseiller-numerique@anct.gouv.fr et la permanence téléphonique (01.58.50.89.42).
- du versement de la subvention selon les modalités décrites à l'article 4.2 de la Convention.

2.4 Modalités de suivi

Pour permettre à l'ANCT de piloter le dispositif et évaluer son impact, le Bénéficiaire devra fournir différents éléments de suivi à la Caisse des dépôts et consignations et à l'équipe en charge du dispositif Conseiller numérique.

- **Éléments de suivi relatifs aux activités réalisées par le conseiller numérique coordinateur**

Il est demandé à chaque Conseiller numérique coordinateur de transmettre des informations concernant son activité via un rapport d'activité trimestriel dans un format décidé par l'ANCT.

Le Bénéficiaire s'assure de la production et de la disponibilité et de la fiabilité des informations transmises.

- **Suivi de la consommation de la subvention**

La Caisse des dépôts et consignations se réserve le droit de vérifier, à tout moment, la bonne utilisation de la subvention et pourra demander au Bénéficiaire tout document ou justificatif. Dans cette perspective, le Bénéficiaire accepte que son fonctionnement puisse donner lieu à une évaluation par la Caisse des dépôts et consignations ou par tout organisme dûment mandaté par elle.

Article 3 – Responsabilité – Assurances

3.1 Responsabilité

L'ensemble des actions menées dans le cadre du recrutement et des activités du Conseiller numérique coordinateur est initié, coordonné et mis en œuvre par le Bénéficiaire qui en assume l'entière responsabilité. De plus, les publications et bilans issus de ces activités (notamment publication sur Internet et publication papier) seront effectués sous la seule responsabilité éditoriale du Bénéficiaire.

Il est expressément précisé, dans cette perspective, que la Caisse des dépôts et consignations n'assumera, ni n'encourra aucune responsabilité du fait de l'utilisation, par le Bénéficiaire, de son soutien dans le cadre de ce dispositif, notamment pour ce qui concerne les éventuelles difficultés techniques, juridiques ou pratiques liées à l'activité du Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire s'engage à respecter l'ensemble des engagements légaux relatifs à sa nature juridique notamment pour les associations la souscription à un contrat d'engagement républicain conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des

principes de la République dans l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Le Bénéficiaire déclare respecter les dispositions légales et réglementaires applicables aux actions qu'il entreprend, notamment celles relatives à la protection des données à caractère personnel résultant des nouvelles obligations fixées par le Règlement européen (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 ainsi que la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée.

Le Bénéficiaire agit en qualité de responsable de traitement dans le cadre du dispositif Conseiller numérique et il garantit à ce titre qu'il informera les personnes concernées (i) de leurs droits d'accéder à leurs données ou de s'opposer au traitement de leurs données dans les conditions prévues par la réglementation et (ii) des conditions d'exercice des droits des personnes.

Le Bénéficiaire s'engage à respecter, le cas échéant, les règles légales et réglementaires applicables à la commande publique.

3.2 Assurances

Le Bénéficiaire est titulaire d'une assurance responsabilité civile générale couvrant de manière générale son activité pendant toute la durée de la Convention. Le Bénéficiaire maintiendra cette assurance et justifiera du paiement des primes afférentes à la Caisse des dépôts et consignations à la première demande.

Article 4 – Modalités financières

4.1 Montant de la subvention versée par la Caisse des dépôts et consignations

Pour chaque poste de conseiller numérique coordinateur, le Bénéficiaire bénéficie d'une subvention selon les modalités suivantes :

- pour les collectivités territoriales et leurs groupements recrutant en contrat de droit public (CDI de droit public, CDD de droit public, contrat de projet ou agents titulaires) : le montant de la subvention par poste est de 50 000 Euros (*majorée selon les dispositions réglementaires en vigueur en outre-mer le cas échéant : 67 500 Euros à La Réunion et à Mayotte, 70 000 Euros en Guadeloupe, Guyane et Martinique*) pour 24 mois d'activité sur le poste ;
- pour les autres structures publiques recrutant en CDD de droit privé ou de droit public (18 mois maximum) : le montant de la subvention par poste est de 37 500 Euros (hors majoration en outre-mer pour les contrats de droit public 50 625 Euros à La Réunion et à Mayotte, 52 500 Euros en Guadeloupe, Guyane et Martinique) et la durée de la convention couvre 18 mois d'activité sur le poste ;
- pour les structures privées :
 - en CDI : le montant de la subvention est de 40 000 Euros pour 24 mois d'activité sur le poste ;
 - en CDD : le montant de la subvention est de 32 000 Euros pour 18 mois d'activité sur le poste ;
 - en contrat de projet (si votre structure y est éligible) : le montant est de 40 000 Euros pour 24 mois d'activité sur le poste.

Si le Bénéficiaire perçoit déjà une aide de l'Etat au titre de l'emploi du Conseiller numérique (telle que les dispositifs « Parcours Emploi Compétences » ou « Adultes relais » etc), celle-ci

sera déduite du montant de la subvention perçue par la structure bénéficiaire selon les modalités précisées à l'article 4.2.

4.2 Modalités de versement

Pour chaque poste de conseiller numérique coordinateur, la subvention sera versée en une seule tranche le mois suivant la signature de la convention par l'ensemble des parties.

Le bénéficiaire s'engage à recruter son conseiller numérique coordinateur dans les 6 mois suivant la notification par l'ANCT de l'attribution du poste.

Ce versement est conditionné au respect des engagements énoncés dans cette Convention. Il est effectué sous réserve de la bonne réception des pièces justificatives demandées.

Dans le cas d'un contrat aidé, une régularisation du montant de la subvention est opérée à réception des documents justifiant de la subvention reçue dans le cadre de l'emploi aidé. L'aide perçue à ce titre est nécessairement déduite de la subvention au titre du Conseiller numérique coordinateur.

Le Bénéficiaire a la possibilité de recruter pour une durée inférieure à la durée d'activité prévue dans la convention, avec un minimum de 12 mois. Dans ce cas, au terme de ce contrat, le Bénéficiaire informe la Caisse des dépôts et consignations des suites données au poste de coordinateur qui lui a été attribué.

Dans le cas où le contrat du Conseiller numérique coordinateur prend fin avant la durée d'activité initialement prévue et s'il n'est pas remplacé, le versement de l'intégralité de la subvention n'est plus justifié. Le cas échéant, le Bénéficiaire restitue le montant correspondant à la différence entre la subvention versée pour la durée initialement prévue et la subvention utilisée pour la durée réellement effectuée. Un mois de subvention partiellement consommé est dû au bénéficiaire. La proratisation s'effectue à l'arrondi supérieur.

Le règlement de la subvention sera effectué par virement bancaire sur le compte du Bénéficiaire dont les coordonnées bancaires auront été préalablement transmises à la Caisse des dépôts et consignations.

4.3 Utilisation de la subvention

La subvention visée ci-dessus est versée en contrepartie de l'emploi du Conseiller numérique coordinateur par le Bénéficiaire selon les modalités de versement précisées aux articles 4.1 et 4.2 de la présente Convention.

Elle est strictement réservée à la rémunération du (des) conseiller(s) numérique(s) coordinateur(s) à l'exclusion de toute autre affectation.

Le versement sera conditionné au strict respect des conditions d'emploi de la subvention, notamment l'exercice exclusif des missions de Conseiller numérique coordinateur telles que précisées dans l'exposé de la Convention et dans son article 1.

En cas de non-respect de cette obligation, le montant de la subvention dont l'emploi n'aura pu être justifié, fera l'objet d'un reversement à la Caisse des dépôts et consignations sur simple demande de cette dernière.

Le soutien public perçu relève d'un financement européen et est à ce titre incompatible avec tout autre financement européen (notamment FEDER, FSE ou FTJ). Un double financement européen sur un même projet expose le bénéficiaire à un éventuel remboursement intégral

des sommes perçues.

Article 5 – Confidentialité

Le Bénéficiaire s'engage à veiller au respect de la confidentialité des informations et documents concernant le groupe Caisse des dépôts et consignations, de quelque nature qu'ils soient et quels que soient leurs supports, qui lui auront été communiqués ou dont il aura eu connaissance lors de la négociation et de l'exécution de la Convention, sous réserve des informations et documents transmis par la Caisse des dépôts et consignations aux fins expresses de leur divulgation dans le cadre du dispositif Conseiller numérique.

L'ensemble de ces informations et documents est, sauf indication contraire, réputé confidentiel.

Le Bénéficiaire s'engage à veiller au respect par ses préposés et sous-traitants éventuels, de cet engagement de confidentialité.

Sont exclus de cet engagement :

- les informations et documents qui seraient déjà dans le domaine public ou ceux notoirement connus au moment de leur communication,
- les informations et documents que la loi ou la réglementation obligent à divulguer, notamment à la demande de toute autorité administrative ou judiciaire compétente.

La présente obligation de confidentialité demeurera en vigueur pendant toute la durée de la Convention et pour une durée de deux (2) années à compter de la fin de la Convention, quelle que soit sa cause de terminaison.

Article 6 – Communication - Propriété intellectuelle

Les Parties s'informeront mutuellement sur toute communication qu'elles souhaitent réaliser au sujet de la Convention et du dispositif Conseiller numérique. Toute communication externe par l'une ou l'autre des Parties devra faire l'objet d'une autorisation préalable auprès de l'autre Partie.

6.1 Communication par le Bénéficiaire

Le Bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien apporté par l'État au travers du dispositif Conseiller numérique dans ses propres actions de communication écrite ou orale relatives au dispositif. En particulier, sur les supports de communication (plaquette, site internet, affiches, vidéos, etc.), le Bénéficiaire fait figurer la mention « *Opération soutenue par l'État dans le cadre du dispositif Conseiller numérique* », le lien suivant : « www.conseiller-numerique.gouv.fr » et les logos du dispositif Conseiller numérique et de France Relance. Le kit de communication est disponible sur www.conseiller-numerique.gouv.fr/kit-communication

Le format, le contenu et l'emplacement de ces éléments seront déterminés d'un commun accord entre l'ANCT, la Caisse des dépôts et consignations et le Bénéficiaire. En tout état de cause, leur format sera au moins aussi important que celui des mentions des éventuels autres partenaires du Bénéficiaire. De manière générale, le Bénéficiaire s'engage, dans l'ensemble de ses actions de communication, d'information et de promotion à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée de la Caisse des dépôts et consignations et de l'ANCT.

Toute utilisation frauduleuse de la marque Conseiller numérique pourra entraîner la résiliation de la convention, la suspension des versements et la demande de restitution des fonds déjà versés. La Caisse des dépôts et consignations se réserve le droit d'engager des poursuites.

6.2 Communication par la Caisse des dépôts et consignations

Toute action de communication, écrite ou orale de la Caisse des dépôts et consignations, impliquant le Bénéficiaire, fera l'objet d'un accord de principe du Bénéficiaire et de l'ANCT. La demande sera soumise au Bénéficiaire à et l'ANCT dans un délai de deux (2) jours ouvrés avant l'action prévue. Le Bénéficiaire et l'ANCT s'engagent à répondre dans un délai de deux (2) jours ouvrés.

De manière générale, la Caisse des dépôts et consignations s'engage, dans l'ensemble de ses actions de communication, d'information et de promotion, à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée du Bénéficiaire et de l'ANCT.

6.3 Propriété intellectuelle

La Caisse des dépôts et consignations pourra mentionner à des fins de communication interne et externe le soutien apporté par l'État au bénéficiaire et à ce titre, pourra faire état des résultats du dispositif Conseiller numérique piloté par l'ANCT. Les modalités de communication externe étant soumises aux dispositions mentionnées dans l'article 6.2.

En conséquence, le Bénéficiaire n'intentera aucune action contre la Caisse des dépôts et consignations au titre de ses droits de propriété intellectuelle et garantit la Caisse des dépôts et consignations contre toute action, réclamation ou revendication intentée contre cette dernière, sur la base desdits droits de propriété intellectuelle. Le Bénéficiaire fera son affaire et prendra à sa charge les frais, honoraires et éventuels dommages et intérêts qui découleraient de tous les troubles, actions, revendications et évictions engagés contre la Caisse des dépôts et consignations au titre d'une exploitation desdits droits conforme aux stipulations du présent article.

Article 7 – Durée de la Convention

La Convention prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des Parties et est conclue pour une durée 3 ans, sous réserve des stipulations des articles 4, 5, 6 et 8, qui s'appliquent pour la durée des droits et obligations en cause, quelle que soit la cause de terminaison de la Convention.

Article 8 – Résiliation

8.1 Modalités de résiliation

La demande de résiliation de la Convention par le Bénéficiaire est possible à tout moment. Elle doit être notifiée à la Caisse des dépôts et consignations par lettre recommandée avec avis de réception. Sur la base de la date de la fin effective du ou des contrats de travail la Caisse des dépôts et consignations établira le trop-perçu à lui restituer.

Le courrier RAR doit être transmis à l'adresse suivante :

Caisse des dépôts et consignations
Banque des Territoires - DICST

Mandat Conseillers numériques France Services
72, avenue Pierre Mendès-France
75914 Paris Cedex 13

Le Bénéficiaire doit également transmettre à la Caisse des dépôts et consignations les pièces justificatives liées à la rupture du contrat.

8.2 Conséquences de la résiliation

En cas de résiliation de la Convention, le Bénéficiaire est tenu de restituer à la Caisse des dépôts et consignations, dans les trente (30) jours de la date d'effet de la résiliation, les sommes déjà versées, dont le Bénéficiaire ne pourrait pas justifier de l'utilisation. La ou les sommes qui n'auraient pas encore été versées ne seront plus dues au Bénéficiaire.

8.3 Restitution

Les sommes versées par la Caisse des dépôts et consignations conformément à l'article 4 ci-dessus, et pour lesquelles le Bénéficiaire ne pourra pas justifier d'une utilisation conforme aux objectifs définis dans le cadre de la présente Convention, sont restituées sans délai à la Caisse des dépôts et consignations, et ce, sur simple demande de cette dernière. Dans tous les cas de cessation de la Convention, le Bénéficiaire devra remettre à la Caisse des dépôts et consignations, dans les trente (30) jours calendaires suivant la date d'effet de la cessation de la Convention et sans formalité particulière, tous les documents fournis par la Caisse des dépôts et consignations et que le Bénéficiaire détiendrait au titre de la Convention.

8.4 Résiliation pour faute

En cas de mauvaise exécution ou d'inexécution par une des Parties de ses obligations contractuelles prévues aux articles 2, 3, 4 et 6, la Convention sera résiliée de plein droit par l'autre Partie, après une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception, restée infructueuse après un délai de trente (30) jours calendaires à compter de son envoi, nonobstant tous dommages et intérêts auxquels elle pourrait prétendre du fait des manquements susvisés.

8.5 Résiliation pour force majeure ou empêchement

Si le Bénéficiaire se trouve empêché, par un événement de force majeure, de faire réaliser la mission définie à l'article 1 de la présente Convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, sans indemnité, trente (30) jours calendaires après notification à la Caisse des dépôts et consignations, par lettre recommandée avec avis de réception (à l'adresse mentionnée à l'article 8.1) de l'évènement rendant impossible l'exécution de la Convention. Aucune des Parties ne sera responsable du manquement ou du non-respect de ses obligations dues à la force majeure. Sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuit, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français et communautaires. De même, la Convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution du Bénéficiaire.

Article 9 – Dispositions Générales

9.1 Élection de domicile – Droit applicable - Litiges

Les Parties élisent respectivement domicile en leur siège figurant en tête des présentes.

La Convention est soumise au droit français. Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention sera, à défaut d'accord amiable, soumis aux tribunaux compétents du ressort de la juridiction de Paris.

9.2 Intégralité de la Convention

Les Parties reconnaissent que la Convention constitue l'intégralité de l'accord conclu entre elles et se substituent à tout accord antérieur, écrit ou verbal.

9.3 Modification de la Convention

Aucune modification de la Convention, quelle qu'en soit l'objet, ne produira d'effet entre les Parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé entre elles.

9.4 Cession des droits et obligations

La Convention est conclue *intuitu personae*, en conséquence le Bénéficiaire ne pourra transférer sous quelle que forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, les droits ou obligations découlant de la Convention, sans l'accord exprès, préalable et écrit de la Caisse des dépôts et consignations.

La Caisse des dépôts et consignations pourra quant à elle librement transférer les droits et obligations visés par la Convention.

9.5 Nullité

Si l'une quelconque des stipulations de la Convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la Convention, ni altérer la validité des autres stipulations.

9.6 Renonciation

Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la Convention ou acquiesce de son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette Partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

Fait en 2 exemplaires

A Aurillac, le 1er juin 2024.

Pour la Caisse des dépôts et consignations

Pour le Bénéficiaire

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-36

Soutenir les équipements connectés des élevages - Attribution de subventions

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absents excusés ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n° 22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n° 23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n° 23CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validés en 2023 ;

- **DECIDE** d'accorder des subventions pour un montant global de 47 100,68 € à 23 agriculteurs pour l'acquisition d'équipements connectés selon les conditions définies dans la liste annexée à la présente délibération.

Les subventions accordées relèvent du régime cadre notifié SA 107520 relatif aux aides aux investissements dans les exploitations agricoles liées à la production agricole primaire.

Le montant global des dépenses ainsi engagées sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, Nature 20421 fonction 6312 du budget départemental.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

ANNEXE

Entreprises raison sociale	Adresse du siège social de l'exploitation	Code postal	Commune du siège social de l'exploitation	Nombre exploitant	Nombre JANI	Date autorisation début de travaux	Nature de l'investissement	Montant total du projet HT (€)	Montant éligible HT (€)	Taux de subvention	Montant de la subvention sollicitée (€)
GAEC ELEVAGE VIDALENC	La Pouget	18230	PIERREFORT	2	0	03/04/2024	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	3 723,00	3 723,00	40	1 489,20
EARL DE SAINT GERVAIS	1 Saint Gervais	18230	PIERREFORT	1	0	27/03/2024	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	5 196,90	5 196,90	40	2 078,76
GAEC BEAUFORT A LA FAGOLE	2 route du Col de la Fagole	15500	VEILLESPESE	2	0	28/03/2024	Dispositif de surveillance vidéo.	4 422,10	4 422,10	40	1 768,84
GAEC DES HAUTES TERRES	Frugères	15260	NEUVEGLISE SUR TRUYERE	1	0	02/04/2024	Dispositif de surveillance vidéo.	6 600,00	6 600,00	40	2 640,00
EARL DE L'OASIS	Chambrayrac	15170	TALZAT	2	0	04/04/2024	Dispositif de guidage pour travaux de précision.	9 900,00	9 900,00	40	3 960,00
		15300	VALIEUJOLS	1	0	04/04/2024	Echographie connecté.	7 493,94	7 493,94	40	2 997,58
		15240	LE MONTEIL	1	0	10/04/2024	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	4 329,90	4 329,90	40	1 731,96
GAEC LES BULOINES	Rascoupet	15270	LANOBBRE	1	0	11/04/2024	Dispositif de surveillance vidéo.	4 982,70	4 982,70	40	1 993,08
EARL D'EROLS	Rols	15160	LANDEYRAT	2	1	25/04/2024	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	4 444,54	4 444,54	45	2 000,04
GAEC DE LA BOULE DE NEIGE	Montmeyrols	15120	MONTSALVY	1	0	26/04/2024	Outil connecté pour l'optimisation du temps de travail.	1 134,00	1 134,00	40	453,60
		15100	SOULAGES	3	0	14/05/2024	Dispositif de guidage pour travaux de précision. Boucles électroniques.	3 819,75	3 819,75	40	1 527,90
GAEC DE LA CAPELOTTE	Berthol	15220	ROANNES SAINT MARY	2	0	30/04/2024	Dispositif de guidage pour travaux de précision.	3 600,00	3 600,00	40	1 440,00
GAEC BRUEL DE GLENAT	13 Rue des Jonquilles	15150	GLENAT	3	1	14/05/2024	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	4 391,10	4 391,10	43,33	1 902,66
GAEC DES CLOCHES	1 Chemin des Cloches	15800	RAULHAC	1	0	15/05/2024	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	2 580,20	2 580,20	40	1 024,08
GAEC ROUCHES DE SARROUT	4 Sarnu du Bousquet	15230	CHAZELLES	2	1	15/05/2024	Dispositif de surveillance vidéo.	7 237,00	7 237,00	45	3 266,65
GAEC ELEVAGE DELAIR	Copiac	15100	COREN	3	0	16/05/2024	Dispositif de guidage pour travaux de précision.	9 908,22	9 908,22	40	3 963,29
						17/05/2024	Dispositif de pilotage des clôtures à distance.	9 169,11	9 169,11	40	3 667,64
GAEC THEROND VILLARET	2 Rue des Tillais - Oradour	15260	NEUVEGLISE SUR TRUYERE	2	0	27/05/2024	Dispositif de surveillance vidéo.	1 802,60	1 802,60	40	721,04

Entreprise raison sociale	Adresse du siège social de l'exploitation	Code postal	Commune du siège social de l'exploitation	Nombre exploitant	Nombre JANI	Date autorisation début de travaux	Nature de l'investissement	Montant total du projet HT (€)	Montant HT éligible HT (€)	Taux de subvention	Montant de la subvention sollicitée (€)
GAEC ARNAL		15500	SAINT PONCY	1	0	31/05/2024	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	8 855,84	8 855,84	40	3 542,34
	Champs	15140	DRUGEAC	2	0	03/06/2024	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	1 953,30	1 953,30	40	781,32
		15120	LAPEYRUGUE	1	0	31/05/2024	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	2 795,00	2 795,00	40	1 118,00
GAEC MINERY-PETIT	La Roncière	15100	SOULAGES	2	0	10/06/2024	Dispositif de surveillance vidéo.	4 706,76	4 706,76	40	1 882,70
		15210	YDES	1	0	03/06/2024	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	2 900,00	2 900,00	40	1 160,00
TOTAL									115 925,96		47 100,68

**Extrait des délibérations de la Commission Permanente
REUNION DU 5 JUILLET 2024**

**DELIBERATION N°24CP06-37
Aménagement pastoral - Attribution de subvention**

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents :** Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°23CD02-17 du Conseil départemental du 23 juin 2023 adoptant, dans le cadre du programme FEADER 2023-2027, le dispositif d'aide financière en faveur du pastoralisme, donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en oeuvre et autorisant le Président ou son représentant à signer tout document d'attribution d'aides afférentes à ce dispositif ;
Vu l'avis du Comité de pilotage du Plan Pastoral Territorial du Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne en date du 15 janvier 2024 sur les dossiers présentés ;
Vu l'avis favorable du Comité de sélection du dispositif 207 " Améliorer les conditions des éleveurs en espace pastoral" du FEADER en date du 12 avril 2024 sur les dossiers présentés ;

- ACCORDE pour un montant global de 22 780,19 € six subventions en soutien à la réalisation de travaux d'amélioration des conditions des éleveurs en espace pastoral selon les conditions définies dans le tableau joint à la présente délibération.

La dépense sera imputée sur les crédits du chapitre 204 fonction 738 du budget départemental.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Annexe : Améliorer les conditions des éleveurs en espaces pastoral (dispositif 207 du Feader)

Raison sociale	Intitulés de l'opération	Commune d'implantation du projet	Assiette retenue en €	Taux aide publique	Taux Co financ	Aide publique totale en €	Aide FEADER en €	Aide Aura en €	Aide CD 15 en €
COMMUNE DE LAVEISSIERE	Recoquête pastorale et mise en placement de point d'abreuvement.	LAVEISSIERE	18 536,04	70	60	12 975,22	7 785,13	2 595,05	2 595,04
ASSOCIATION D'ESTIVE DE LA SECTION DES BROS	Amélioration et optimisation de la gestion de la ressource en eau et restauration du parc de contention sur la commune de Laveissière	LAVEISSIERE	22 160,52	70	60	15 512,36	9 307,41	3 102,48	3 102,47
COMMUNE DE SAINT PAUL DE SALERS	Création de points d'abreuvement et parc de contention sur l'estive de la Cumine	SAINT PAUL DE SALERS	22 834,98	70	60	15 984,48	9 590,68	3 196,90	3 196,90
ASSOCIATION D'ESTIVE DE LA MONTAGNE DE LABRO	Réhabilitation d'un parc de contention et amélioration des points d'abreuvements.	CHEYLADE	25 601,56	70	60	17 921,08	10 752,64	3 584,22	3 584,22
COMMUNE DE DIENNE	Réfection d'une desserte pastorale sur la commune de Dienne	DIENNE	34 791,53	70	60	24 354,06	14 612,43	9 741,63	0,00
GRUPE D'ESTIVES DU LIMON	Renouvellement d'une partie des clôtures externes de l'estive et amélioration du parc de tri principal	DIENNE, CHEYLADE, ST SATURNIN	40 415,76	70	60	28 291,03	16 974,61	11 316,42	0,00
ASSOCIATION D'ESTIVE DE LA BELICHE	Création de points d'abreuvement et d'un parc de contention	ANGLARDS DE SALERS	64 800,00	70	60	45 360,00	27 216,00	9 072,00	9 072,00
COMMUNE DE SAINT PAUL DE SALERS	Création d'un passage canadien.	SAINT PAUL DE SALERS	7 179,19	70	60	5 025,43	3 015,25	2 010,18	0,00
COLLECTIF PASTORAL DE LA MONTAGNE DE LANDEYRAT	Création d'un parc de contention et amélioration des points d'abreuvements	SEGUR LES VILLAS	8 782,56	70	60	6 147,79	3 688,66	1 229,57	1 229,56
Total			245 102,14			171 571,45	102 942,81	45 848,45	22 780,19

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-38

Aménagement et gestion des milieux aquatiques

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour - 2 non-participation(s), Valérie CABECAS et Céline CHARRIAUD se retirent et ne participent pas au vote,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'Environnement et notamment son article L.211-7 ;

Vu la délibération n° 14CG03-05 du Conseil Général en date du 27 juin 2014 approuvant le Schéma départemental de gestion et de valorisation des milieux aquatiques et donnant délégation à la Commission Permanente pour examiner et se prononcer sur sa déclinaison opérationnelle ;

Vu les délibérations n° 19CD05-14 du Conseil départemental du 27 septembre 2019 approuvant le contrat de progrès territorial 2019-2024 des affluents de la Truyère et n° 23CD01-24 du Conseil départemental du 31 mars 2023 approuvant l'avenant au contrat et donnant délégation à la Commission Permanente pour la validation de l'attribution des subventions ;

Vu la délibération n° 21CD01-15 du Conseil départemental du 26 mars 2021 validant l'évolution des dispositifs techniques et financiers du Schéma Départemental de gestion et de valorisation des Milieux Aquatiques (SDMA) pour la période 2021-2024 ;

- **ATTRIBUE** à Saint-Flour Communauté une subvention de 6 525 € en soutien à la réalisation de travaux de restauration des milieux aquatiques et de la ripisylve sur l'Andert et le ruisseau d'Oeuillet dans le cadre du Contrat de progrès territorial des Affluents de la Truyère cantalienne sur la base d'un montant éligible de 32 624 € TTC.

- **ATTRIBUE** à la Communauté de communes du Pays Gentiane une subvention de 5 000 € en soutien à la réalisation de travaux de restauration de la tourbière de Labro sur le bassin de la Petite-Rhue sur la base d'un montant éligible de 25 000 € TTC.

Le montant des dépenses sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204 nature 204 du budget départemental.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-39

Investir dans les systèmes d'irrigation agricole - Cofinancement du dispositif 205 du Feader

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAIDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° AP - 2022 - 06/07 - 13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n° 22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n° 23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n° 23CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validés en 2023 et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en oeuvre ;

Vu le programme régional Feader 2023-2027 Auvergne-Rhône-Alpes - Mesure 205 ;

Vu le Comité de Sélection Feader en date du 2 mai 2024 ;

- **DECIDE** d'accorder une subvention de 3 646,03 € pour le financement d'un projet d'irrigation agricole selon les conditions définies dans le tableau joint à la présente délibération.

Les subventions accordées relèvent du règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les Etats membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER).

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, Nature 20421 fonction 6312 du budget départemental.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Annexe : Investir dans les systèmes d'irrigation agricole (dispositif 205 du Feader)

RAISON SOCIALE	ADRESSE	CP	COMMUNE	NATURE DE L'INVESTISSEMENT	ASSIETTE ELIGIBLE HT (en €)	TAUX D'AIDE PUBLIQUE	AIDE PUBLIQUE PLAFONNÉE (en €)	AIDE FEADER (en €)	TAUX CD15	AIDE CD15 (en €)
		15110	SAINT URCIZE	Mise en place d'une citerne pour récupération d'eau de pluie, goutte à goutte et micro aspersion avec outil de pilotage en maraîchage.	22 787,66	40	9 115,06	5 469,03	16%	3 646,03
					22 787,66		9 115,06	5 469,03		3 646,03

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-40

Lutter contre les campagnols terrestres - Subvention à la Fédération Départementale des Groupements de Défense contre les Organismes Nuisibles du Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOUL, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n° 22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n° 23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n° 23CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre en 2024 la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture, conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs de ce programme ;

- DECIDE d'accorder à la Fédération Départementale des Groupements de Défense contre les Organismes Nuisibles du Cantal (FDGDON15), dont le siège social est situé 26 Rue du 139^{ème} RI - 15000 Aurillac, une subvention d'un montant de 4 500 € représentant 50 % d'une dépense subventionnable plafonnée à 9 000 € TTC pour la mise en oeuvre de son programme 2024.

Cette aide est allouée sur la base du régime d'aides exempté, relatif aux services de conseil pour les PME dans le secteur agricole, adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier de la Commission européenne, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne.

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 6312 du Budget départemental.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-41

**Favoriser les pratiques agricoles vertueuses -
Subvention à la Chambre d'Agriculture du Cantal**

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOUL, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n° 22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n° 23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n° 22CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre en 2024 la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental, conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs de ce programme ;

- **DECIDE** d'accorder à la Chambre d'Agriculture du Cantal, dont le siège social est situé 26 Rue du 139^{ème} R.I - 15000 Aurillac, une subvention d'un montant de 50 000 € pour la mise en oeuvre de son programme d'actions 2024 tel que joint en annexe de la présente délibération. Cette subvention a été calculée au taux de 50 % sur la base d'une dépense subventionnable plafonnée à 100 000 € TTC.

- **APPROUVE** la convention relative à l'attribution d'une aide financière pour favoriser les pratiques agricoles vertueuses pour l'année 2024 à intervenir entre le Conseil départemental et la Chambre d'Agriculture dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Cette aide est allouée sur la base du régime d'aides exempté n° SA.108940, relatif aux aides à l'échange de connaissances et aux actions d'information dans le secteur agricole pour la période 2023-2029, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022.

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 6312 du Budget départemental.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

FAVORISER LES PRATIQUES AGRICOLES VERTUEUSES DE L'AGRICULTURE CANTALIENNE

PREVISIONNEL 2024

Conformément à la fiche projet de la convention agricole, les thématiques cibles concerneront :

- 🌱 La préservation de l'environnement
- 🌱 La lutte contre les GES et l'adaptation au changement climatique
- 🌱 L'autonomie fourragère

Ces sujets feront l'objet de diverses actions menées par la Chambre d'agriculture, et en particulier dans le cadre de l'animation des groupes locaux de développement.

La genèse des actions passe par une animation des groupes sur tout le territoire du Cantal. Il est ensuite du ressort du conseiller de la CA15 d'en accompagner la mise en œuvre, la valorisation et la diffusion.

L'ensemble de ces actions peuvent être ainsi répertoriées :

- 🌱 Animation des 14 GVA (1 409 adhérents) répartis sur tout le territoire, 3 Comités de Région, 1 Fédération Départementale des GVA : 3 à 4 Conseils d'Administration par an et par GVA ; 1 AG/GVA ; 1 réunion par arrondissement et par an des Comités de Région et 1 rencontre annuelle des présidents au sein de la FDGEDA
- 🌱 Réalisation de journées techniques/réunions dans divers domaines, par exemples :
 - Essais agronomiques afin de réduire la fertilisation azotée, valoriser les déjections animales, tester des espèces et variété résistantes à la sécheresse, produire davantage de protéines, dynamiser la production des prairies permanentes...
 - Démonstrations de matériels permettant d'introduire des techniques alternatives aux phyto, des techniques de simplification de travail du sol...
 - Organisation de collectes de plastiques agricoles
 - La gestion des haies bocagères et leurs intérêts agro environnementaux
- 🌱 Accompagnement/animation de groupes constitués
- 🌱 Moderniser son outil de travail, par exemple :
 - Portes ouvertes dans des bâtiments d'élevage permettant de meilleures conditions de travail, de bien-être animal, et de gestion des effluents, production d'énergie renouvelable...
- 🌱 Echanges d'expériences / enrichir sa réflexion / communiquer
 - Edition de la lettre des GVA, 4 à 6 numéros par an et par région
 - Organisation de voyages d'études

Plan de financement prévisionnel

▪ Coût : 450 j à 491 €	220 950 €
▪ Conseil Départemental du Cantal	50 000 €
▪ Chambre d'Agriculture du Cantal	170 950 €

CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIÈRE POUR FAVORISER LES PRATIQUES VERTUEUSES EN AGRICULTURE- ANNÉE 2024
ENTRE LE DÉPARTEMENT DU CANTAL ET LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU CANTAL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;

VU le règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans le secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022 ;

VU le régime cadre exempté relatif n° SA.108940 relatif aux aides à l'échange de connaissances et aux actions d'information dans le secteur agricole pour la période 2023-2029 ;

VU la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

VU la délibération n° 22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

VU la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023, adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

VU le Règlement financier et comptable des aides du Département,

VU la demande de financement présentée par la Chambre d'Agriculture du Cantal,

VU la délibération n° de la Commission Permanente du Conseil départemental du 5 juillet 2024 concernant l'octroi du présent financement,

ENTRE:

Le Département du CANTAL, ayant son siège 15 015 AURILLAC Cedex, représenté par son Président, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal du 5 juillet 2024.

Ci-après dénommé : « **Le Département** »

D'une part,

ET

Le Bénéficiaire, la Chambre d'Agriculture du Cantal, ayant son siège social 26, Rue du 139^{ème} R.I. – BP 239 – 15002 AURILLAC CEDEX.

Représenté par Monsieur Patrick ESCURE, en qualité de Président de la Chambre d'Agriculture du Cantal.

ci-après désigné par les termes "**le bénéficiaire**",

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de la convention :

Les aides du Conseil départemental sont régies par le Règlement financier téléchargeable sur le lien suivant : <https://www.cantal.fr/aides-subventions/>.

La présente convention précise les modalités particulières s'appliquant à la subvention précisée à l'article 2.

Article 2 – Montant de la subvention :

Le Département s'engage à verser une subvention d'un montant de 50 000 €, conformément à la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 5 juillet 2024, calculée au taux de 50 % sur la base d'une assiette éligible de 100 000 € TTC, sous réserve que le bénéficiaire remplisse ses obligations contractuelles.

Article 3 – Modalités de versement de la subvention :

La subvention est versée exclusivement au bénéficiaire.

La présente subvention est incessible. À ce titre, le bénéficiaire ne peut, pour quelque raison que ce soit, reverser tout ou partie de la présente subvention à un tiers.

Le versement de la subvention est effectué selon les disponibilités de crédits de paiement existantes au moment du dépôt de la demande de versement.

Si des acomptes ont été versés, le **solde** sera au minimum égal à 20% et sera versé sur présentation des pièces justificatives ci-après définies.

Pour bénéficier d'un paiement d'acompte ou du solde, le bénéficiaire devra systématiquement retourner au Département, dûment remplie et signée, **une demande de paiement accompagnée des justifications de dépenses correspondantes**, complété pour le **solde** par un bilan technique et financier de l'exécution du programme.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

Une **avance** pourra être versée sous réserve de la disponibilité de crédits. Celle-ci ne pourra pas excéder 70 % du montant de la subvention.

Article 4 – Contrôle :

Le bénéficiaire accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation des du programme accompagné financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Département, notamment :

- en cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- après achèvement de l'opération ou lors de la demande de solde de la subvention.

À ce titre, le bénéficiaire s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner le reversement de la subvention, en application de l'article 7 ci-après.

Article 5 – Information du Département :

Le bénéficiaire devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Pour le bénéficiaire, le changement de sa situation juridique et de manière générale toute modification importante touchant sa situation (financière, fiscale, sociale,...) ou le bon déroulement de l'opération subventionnée, notamment pour ce qui relève des modalités et des moyens de financement de l'opération, justifie une information.

Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à informer le Département de tout changement relatif à son assujettissement à la TVA. Le Département se réserve la possibilité de recalculer la subvention sur une base HT selon l'évolution de ce statut.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner le reversement de la subvention, en application de l'article 7 ci-après.

Article 6 – Date d'effet et durée :

Sont prises en compte dans l'assiette éligible les actions du programme réalisées au cours de l'année 2024.

Article 7 – Reversement :

Au terme des opérations de contrôle (§ 4), le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée au bénéficiaire en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Département.

Article 8 – Recours :

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand (63000).

Fait à Aurillac, le
En deux exemplaires originaux

Le Président du Conseil départemental du Cantal,

Bruno FAURE

Le Bénéficiaire

Qualité :
Nom :

Cachet :

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-42

Convention relative à la réalisation des travaux de branchement au réseau d'assainissement collectif entre la Commune de Montsalvy et le Département du Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents :** Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités ;

- APPROUVE les termes de la convention relative à la réalisation des travaux de branchement au réseau d'assainissement collectif entre le Département et la Commune de Montsalvy, dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Commune de Montsalvy

NOM DE L'OPERATION : Aménagement et reprise des réseaux de la rue Pré de Dom – sur la commune de Montsalvy

Convention relative à la réalisation des travaux de branchement au réseau d'assainissement collectif (partie privative)

L'AN DEUX MILLE VINGT QUATRE,
Le

Entre les soussignés :

1°) La Commune de Montsalvy, représentée par Mme Isabelle LEMAIRE,

qui assure la maîtrise d'ouvrage de l'aménagement et reprise des réseaux de la rue Pré de Dom

désigné ci-après par l'appellation « Commune »

D'une part,

2°) Le Département du Cantal, représenté par

Monsieur _____, né le _____ à _____,
demeurant à _____

agissant en qualité de propriétaire du logement suivant :

- Commune de Montsalvy,
- Parcelle(s) n° : 74
- Occupant à la date de la signature, si différent du propriétaire :

désigné ci-après par l'appellation « le Propriétaire » ;

D'autre part.

NOTA BENE :

- Dans l'hypothèse d'un logement locatif, le Propriétaire s'engage à faire connaître à ses locataires les obligations liées à la présente convention.
- De même, en cas de vente de la propriété, le Propriétaire s'engage à faire connaître aux futurs acquéreurs les mêmes obligations.

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions techniques et financières de réalisation des travaux de branchement au réseau d'assainissement collectif (partie privative située entre l'habitation et la boîte de branchement).

Article 2 - Prise en charge des travaux

2.1 : Consistance

Les travaux de mise en conformité des branchements d'assainissement ont été définis par le bureau d'études ACDEAU en privilégiant le caractère économique pour minimiser les dépenses dans les propriétés privées.

Les travaux préconisés sont représentés sur les plans de principe annexés à la convention

Dans le cadre de l'opération d'aménagement et reprise des réseaux de la rue Pré de Dom, le Propriétaire confie à la Commune la réalisation des travaux et prestations suivantes :

- Réalisation d'un constat d'huissier sur la propriété ;
- Vidange, rebouchage ou destruction des ouvrages d'assainissement non collectif (fosses septiques, séparateur à graisses, pré-filtre...) ;
- Réseaux de collecte entre les sorties d'eaux usées de l'habitation et la boîte de branchement placée en limite séparative de la propriété privée et du domaine public comprenant la découpe puis la destruction des revêtements de surface, le terrassement en tranchée, l'évacuation des déblais, la fourniture et pose des canalisations et des regards de visite, le remblaiement de la tranchée jusqu'au niveau du terrain naturel ; la traversée du mur de l'habitation si besoin.
- Si nécessaire, la pose d'un poste de refoulement individuel comprenant le terrassement, l'évacuation des déblais la fourniture et la pose du poste de refoulement, le raccordement électrique, le remblaiement de la fouille jusqu'au niveau du terrain naturel ;
- Si nécessaire, les interventions relatives à la collecte et au raccordement des eaux pluviales sur le réseau d'assainissement pluvial de la Commune ;
- Le suivi des travaux par un Bureau d'Etudes choisi par la Commune - ACDEAU ;
- Les contrôles de réception des travaux : tests à fumée, test au colorant, contrôle visuel et déconnexion et nettoyage des anciens ouvrages de traitement non collectif.

Au terme de leur réalisation, les ouvrages ainsi réalisés seront propriété du Propriétaire.

2.2 : Exclusions

Ne sont pas compris dans les travaux objet de la présente convention les interventions suivantes :

- Toutes interventions sur les installations intérieures au logement ;
- Toutes interventions sur un ouvrage d'assainissement situé sous une construction ;
- Les travaux de percement de toitures
- Les travaux de collecte des eaux pluviales – *sauf cas particulier s'ils permettent la mise aux normes du branchement d'eaux usées.*

2.3 : Travaux à la charge du propriétaire

Tous les travaux ci-dessus exclus au 2.2 ainsi que tous travaux non répertoriés au 2.1 que le Propriétaire commanderait à l'entreprise devront faire l'objet d'une facturation distincte au propriétaire. La Commune devra être destinataire d'un exemplaire de cette facture pour information.

Article 3 - Exécution des travaux

Les travaux, leur suivi et leur contrôle seront effectués par des entreprises qualifiées, choisies par la Commune suivant un programme préétabli pour causer le minimum de gêne aux particuliers chez lesquels lesdits travaux sont effectués.

En conséquence, la Commune pourra faire pénétrer dans la propriété concernée par la présente convention les prestataires dûment accrédités en vue de la construction, de la surveillance et du contrôle des ouvrages ci-dessus définis.

Afin de ne pas gêner la réalisation des travaux, le Propriétaire s'engage à dégager ou à faire dégager les lieux d'implantation des futurs ouvrages ainsi que les accès à ceux-ci, de tout élément matériel, matériaux ou construction légère. En cas d'obligation d'accès par une propriété riveraine, le Propriétaire s'engage à demander les autorisations nécessaires.

Article 4 - Limite privative des travaux

Conformément aux termes de l'article 2 et sauf cas exceptionnel, les travaux de recherche et de mise en œuvre s'arrêtent en pied de mur à l'extérieur de l'immeuble à assainir et ceci pour chaque sortie d'eaux usées. Les travaux intérieurs restent donc à la charge financière et technique exclusive du Propriétaire.

Article 5 - Etat des lieux

Un état des lieux sera réalisé lors du piquetage des travaux en présence du Propriétaire, de la Commune, de l'entreprise chargée de la réalisation des travaux et du maître d'œuvre. En complément, un constat d'huissier sera réalisé avant l'engagement des travaux.

Toutes malfaçons de plomberie propre à l'habitation, et notamment l'absence de siphons ou de ventilation primaire pouvant être responsables d'odeurs intérieures ne peuvent en aucun cas être imputables aux travaux objet de la présente convention.

La réception des travaux s'effectuera en présence du Propriétaire, de la Commune, de l'entreprise chargée de la réalisation des travaux et du maître d'œuvre.

Article 6 - Modification des installations

Le Propriétaire s'oblige, tant pour lui-même que pour un locataire éventuel, à s'abstenir de tout fait de nature à nuire au bon fonctionnement et à la conservation des ouvrages, en particulier à ne rejeter dans les installations que des eaux usées domestiques autorisées par le code de la santé publique et notamment le règlement d'assainissement, à exclure tout rejet d'eaux pluviales, à n'entreprendre aucune opération de construction ou d'exploitation qui soit susceptible d'endommager ces ouvrages.

En tout état de cause, tout dommage causé par le Propriétaire aux ouvrages objet de la présente convention relèvent, à compter du terme des travaux de sa responsabilité exclusive.

Article 7 - Intervention sur domaine privé

La réalisation des travaux n'ouvrira droit au profit du Propriétaire à aucune indemnité de la part de la Commune.

Le propriétaire autorise les intervenants à la réalisation de l'installation (entreprises, maîtres d'œuvre...) à entrer dans sa propriété aux fins d'exécution de la présente convention jusqu'à réception définitive des ouvrages et levée des dernières réserves.

Article 8 - Participation financière aux travaux

Les travaux d'assainissement sont financés à hauteur de **50% du montant HT** des travaux par subventions de l'Agence de l'Eau Adour Garonne. Afin de bénéficier de ces subventions sur les branchements privés ; c'est la Commune qui porte la réalisation, fait l'avance du paiement de l'entreprise et perçoit les subventions qu'elle a obtenues pour le compte des propriétaires.

Le montant résiduel qui vous sera refacturé par la Commune est établi à **10 128,00 € TTC** pour un montant de travaux 20 256,00 € TTC.

Article 9 - Entretien des installations

Le Propriétaire s'engage à assurer l'entretien de son raccordement dans les règles de l'art. Les travaux d'extension de renouvellement des ouvrages de raccordement seront à la charge exclusive du Propriétaire.

Dans le cas où l'implantation d'un poste de refoulement serait nécessaire, le renouvellement du matériel et la consommation électrique seront à la charge exclusive du Propriétaire.

Article 10- Durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de sa signature et s'achève à réception définitive des travaux.

Article 11- Résiliation de plein droit

La présente convention sera résiliée de plein droit dans le cas de non attribution de la subvention mentionnée à l'article 8.

En cas de litige, Le Tribunal administratif de Clermont-Ferrand sera seul compétent.

Le(s) Propriétaire(s)

Fait à

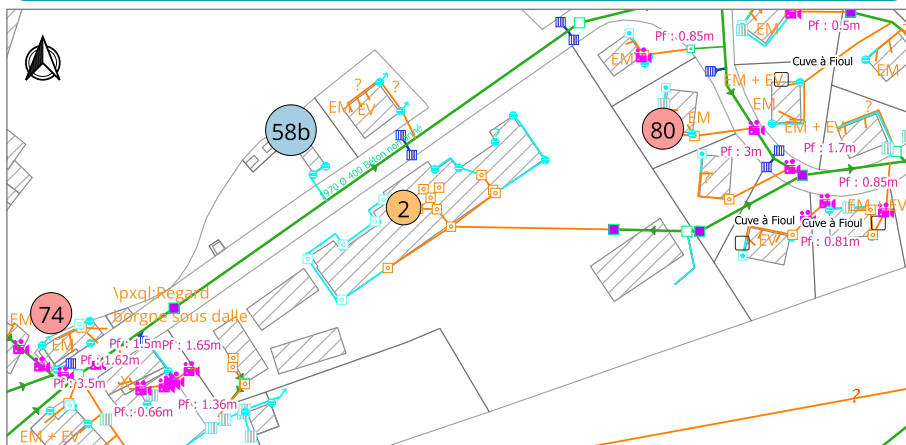
le

La Commune du Montsalvy

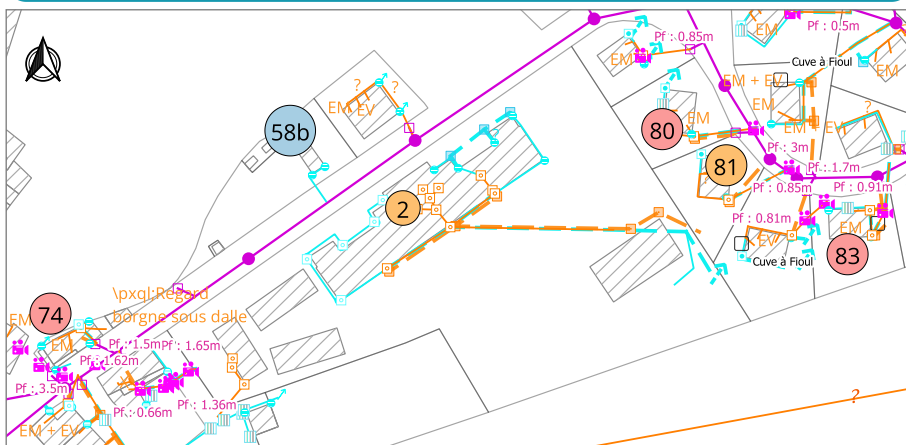
Fait à Montsalvy

le

2 - État initial



2 - Travaux à réaliser



- Boîte privée EU — Réseau privé EP □ Boîte de branchement EU - travaux
■ Fosse septique — Réseau privée EU ● Regard EU - travaux
■ Boîte privée EP — Réseau principal EU gravitaire — Réseau principal EU - travaux
■ Grille privée — Réseau principal EP gravitaire ■ Boîte privée EU - travaux
■ Gouttière — Réseau principal UN gravitaire ↗ Rejet - Dauphin - travaux
↗ Rejet - Dauphin ■ Boîte privée EP - travaux
0 5 10 m — Réseau privé EP - travaux
— Réseau privée EU - travaux

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-43

Evolution des tarifs de la restauration et de l'hébergement dans les collèges publics - Année 2025

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article R.531-52 du Code de l'éducation relatif à la fixation des prix de restauration scolaire ;

- **VALIDE** le taux d'augmentation compris entre 4,5 % et 5,1 % à appliquer aux différents tarifs de restauration des collèges publics pour l'année 2025.

- **CONFIRME** le principe d'un unique forfait annuel de demi-pension, quel que soit le nombre de jours pendant lesquels le demi-pensionnaire déjeune effectivement au restaurant scolaire.

- **VALIDE** les seuils mini et maxi pour les catégories de convives concernés selon les tableaux ci-après :

Pour les élèves :

Année	Forfait demi-pension		Forfait internat 4 nuits		Forfait internat 3 nuits		Ticket élève	
	Mini	Maxi	Mini	Maxi	Mini	Maxi	Mini	Maxi
2025	609 €	639 €	1 488 €	1 553 €	1 210 €	1 355 €	4,21 €	5,18 €
2024	583 €	608 €	1 424 €	1 478 €	1 158 €	1 289 €	4,03 €	4,93 €

Pour les commensaux :

Année	Indice majoré ≤ 416		Indice majoré ≤ 529		Indice majoré > 529	
	Mini	Maxi	Mini	Maxi	Mini	Maxi
2025	3,30 €	4,03 €	4,58 €	5,26 €	5,64 €	6,64 €
2024	3,16 €	3,83 €	4,38 €	5 €	5,40 €	6,32 €

- **ACTE** le fait qu'un forfait nuitée puisse être proposé par les établissements qui sera soumis à la validation du Conseil départemental.

- **FIXE** à 8,7 € maximum le tarif pour les hôtes de passage.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-44

Fonds Commun des Services d'Hébergement

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 23CD05-6 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 donnant délégation à la Commission Permanente pour la répartition du Fonds Commun des Services d'Hébergement ;

-ATTRIBUE au titre de la répartition 2024 du Fonds Commun des Services d'Hébergement les subventions inscrits dans le tableau ci-après :

ETABLISSEMENT	INTERVENTION	MONTANT TTC	SUBVENTION
Collège Jules Ferry Aurillac	achat d'une essoreuse	3 588,00 €	2 512 €
Collège des Gorges de la Truyère Pierrefort	réparation d'un lave-vaisselle	744,00 €	521 €
Collège Georges Bataille Riom-ès-Montagnes	réparation de la climatisation du local des chambres froides	514,20 €	360 €
	réparation de l'armoire chaude	453,60 €	318 €
TOTAL			3 711 €

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand
dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.*

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-45

Centre Routier Départemental d'Allanche - Acquisition d'une partie de la parcelle riveraine du bâtiment annexe

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour - 2 non-participation(s), Gilles CHABRIER se retire et ne participe pas au vote et Didier ACHALME ne participe pas au vote par le pouvoir donné à Marina BESSE,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu les articles L1321-1 et L1321-8 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et notamment son article 104 ;

Vu la délibération n° 21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021 autorisant Monsieur le Président faisant office de notaire à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu la délibération n° 23CD05-44 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'investissement 2024 ;

Considérant l'accord conclu entre le Département du Cantal et Hautes Terres Communauté ;

- **DECIDE** de l'acquisition du terrain nécessaire selon les modalités et conditions arrêtées dans le tableau ci-après :

CRD ALLANCHE Bâtiment annexe - BAT04

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : ALLANCHE

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale et totale
HAUTES TERRES COMMUNAUTE	ZY10	56	973	SOLS	560

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions et de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité d'acquéreur et à ce titre signer l'acte à intervenir dans cette affaire ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à recevoir et authentifier l'acte authentique en la forme administrative correspondant et à régler les frais y afférent ;

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code Général des Impôts.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 21 du budget départemental.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-46

Subvention 2024 à l'Union Départementale des Sapeurs Pompiers du Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Considérant la demande de subvention présentée par l'Union Départementale des Sapeurs-Pompiers du Cantal au titre de l'année 2024 ;

- ATTRIBUE une subvention de 18 000 € à l'Union Départementale des Sapeurs-Pompiers du Cantal pour l'année 2024.

- ATTRIBUE une subvention de 1 000 € à la Section des Anciens pour l'année 2024.

Cette dépense sera imputée au chapitre 65, nature 65748, fonction 12 du Budget départemental.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-47

**Garantie d'emprunt présentée par l'Office Public de l'Habitat Cantal Habitat - 1 504 387 euros -
Construction de 15 logements rue de la Gare à Arpajon-sur-Cère**

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents :** Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL*
***Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir :** M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour - 2 non-participation(s), Isabelle LANTUEJOL se retire et ne participe pas au vote et Vincent DESCOEUR ne participe pas au vote par le pouvoir donné à Isabelle LANTUEJOL,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°21CD02-13 du Conseil Départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande de garantie d'emprunt ;

Considérant la demande formulée par l'Office Public de l'Habitat du Cantal par courrier en date du 23 mai 2024, ayant son siège social 10 rue Pierre Marty 15000 Aurillac, tendant à obtenir la garantie partielle du Département, à hauteur de 752 193,50 € pour un emprunt d'un montant total de 1 504 387 €, à contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la construction de 15 logements situés rue de la Gare à Arpajon-sur-Cère ;

Considérant le contrat de prêt n°160109 en annexe signé entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

- **DECIDE** d'accorder sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 504 387 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de prêt n°160109, constitué de quatre lignes de prêt.

La garantie de la Collectivité à hauteur de 50 %, est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- **DECIDE** de s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

- **APPROUVE** la convention à intervenir entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal et le Département pour le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, jointe en annexe de la délibération. Cette mention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations.

- **AUTORISE** le Président du Conseil départemental à signer la convention et le cas échéant, à signer les avenants correspondants et tout acte s'y rapportant.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

GARANTIE PARTIELLE D'UN EMPRUNT PAR LE DEPARTEMENT

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU CANTAL CANTAL HABITAT

1 504 387 euros, soit un montant garanti de 752 193,50 euros

CONVENTION

Entre le Conseil départemental du Cantal, dont le siège est l'Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du 5 juillet 2024,

et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, Cantal Habitat, dont le siège est 10 rue Pierre Marty, 15004 AURILLAC Cedex, représenté par Monsieur le Directeur Général,

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande d'emprunt ;

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 -

Le Département du Cantal, suivant délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 5 juillet 2024, a décidé d'accorder sa garantie partielle pour l'emprunt total de 1 504 387 € devant être contracté par l'Office Public de l'Habitat du Cantal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et destiné à financer l'opération rue de la Gare à Arpajon Sur Cère (contrat de prêt Caisse des Dépôts et Consignations n°160109), soit une garantie portant sur la somme en principal de 752 193,50 €.

ARTICLE 2 -

En conséquence, si l'Office Public de l'Habitat du Cantal ne se trouve pas en mesure de tenir ses engagements, le Département du Cantal réglera à titre d'avance remboursable dans la limite de la garantie définie et à concurrence de la défaillance de cet organisme, le montant des annuités impayées à leurs échéances.

Ces avances seront remboursées par l'Office Public de l'Habitat du Cantal aussitôt que sa situation financière le lui permettra et au plus tard en 10 années.

Toutefois, ce remboursement ne pourra être effectué qu'autant qu'il ne mettra pas d'obstacle au service régulier des annuités qui resteraient encore dues à l'établissement précité.

Les avances ainsi consenties par le Département porteront intérêt au taux de 3,50 % l'an.

ARTICLE 3 -

Le Département se réserve le droit de faire procéder annuellement à la vérification des opérations et des écritures de l'Office Public de l'Habitat du Cantal.

L'Office Public de l'Habitat du Cantal s'engage à mettre à la disposition des agents qui seront chargés de cette vérification, tous documents comptables qui seront nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

En tout état de cause, l'Office Public de l'Habitat du Cantal adressera à M. le Président du Conseil départemental du Cantal, un exemplaire certifié de ses comptes financiers dans les six mois qui suivront la fin de chaque exercice comptable.

Fait en double exemplaires, à Aurillac, le

LE DIRECTEUR GENERAL DE,
L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU CANTAL

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Bruno FAURE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 160109

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL - n° 000278343

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL, SIREN n°: 271500019, sis(e) 10 RUE PIERRE MARTY 15000 AURILLAC,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		



ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération ARPAJON/CERE RUE DE LA GARE PG 502, Parc social public, Construction de 15 logements situés RUE DE LA GARE 15130 ARPAJON-SUR-CERE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million cinq-cent-quatre mille trois-cent-quatre-vingt-sept euros (1 504 387,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de huit-cent-quatorze mille neuf-cent-deux euros (814 902,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de cent-quatre-vingt-onze mille quatre-cent-douze euros (191 412,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de quatre-cent-trois mille trois-cent-trente-quatre euros (403 334,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de quatre-vingt-quatorze mille sept-cent-trente-neuf euros (94 739,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garanties** ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Échéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Échéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Échéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « **Normes en matière de lutte contre la corruption** » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « **Pays Sanctionné** » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (**PLAI**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT)** » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « **Réglementation Sanctions** » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisabilité Limitée** » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe en fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **22/08/2024** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)
 - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
 - Bail emphytéotique
 - Attestation du caractère définitif du permis de construire - Attestation PC purgé de non retrait
 - Accord de principe de la banque ou d'Action Logement ou du FSH ou de tout autre financeur - convention prêt action logement

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

- toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.



ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5585621	5585620	5585618	5585619
Montant de la Ligne du Prêt	814 902 €	191 412 €	403 334 €	94 739 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	2,6 %	2,6 %	3,6 %	3,6 %
TEG de la Ligne du Prêt	2,6 %	2,6 %	3,6 %	3,6 %
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index¹	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,4 %	- 0,4 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt²	2,6 %	2,6 %	3,6 %	3,6 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 3 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX**MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE**

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I) (1+P) / (1+I) - 1$

Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En particulier,

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément (ci-après désignés comme un « Événement »),

le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Événement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :

- (1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Événement ;
- (2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Événement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
- (3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Événement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Événement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.

Afin de lever toute ambiguïté, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Événement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Échéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.



ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;
- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	DEPARTEMENT DU CANTAL	50,00
Collectivités locales	COMMUNE D'ARPAJON SUR CERE	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.



ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.
- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES**19.1 Non renonciation**

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr

22/24

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entraînerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra, après avoir informé l'Emprunteur, céder ou transférer tout ou partie des droits ou obligations découlant du présent contrat.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL
10 RUE PIERRE MARTY
15000 AURILLAC

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U133128, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 160109, Ligne du Prêt n° 5585621

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL
10 RUE PIERRE MARTY
15000 AURILLAC

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U133128, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 160109, Ligne du Prêt n° 5585620

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL
10 RUE PIERRE MARTY
15000 AURILLAC

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U133128, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 160109, Ligne du Prêt n° 5585618

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL
10 RUE PIERRE MARTY
15000 AURILLAC

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U133128, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 160109, Ligne du Prêt n° 5585619

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Tableau d'Amortissement En Euros

Édité le : 22/05/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	22/05/2033	2,60	33 011,70	14 519,53	18 492,17	0,00	696 717,95	0,00
10	22/05/2034	2,60	33 011,70	14 897,03	18 114,67	0,00	681 820,92	0,00
11	22/05/2035	2,60	33 011,70	15 284,36	17 727,34	0,00	666 536,56	0,00
12	22/05/2036	2,60	33 011,70	15 681,75	17 329,95	0,00	650 854,81	0,00
13	22/05/2037	2,60	33 011,70	16 089,47	16 922,23	0,00	634 765,34	0,00
14	22/05/2038	2,60	33 011,70	16 507,80	16 503,90	0,00	618 257,54	0,00
15	22/05/2039	2,60	33 011,70	16 937,00	16 074,70	0,00	601 320,54	0,00
16	22/05/2040	2,60	33 011,70	17 377,37	15 634,33	0,00	583 943,17	0,00
17	22/05/2041	2,60	33 011,70	17 829,18	15 182,52	0,00	566 113,99	0,00
18	22/05/2042	2,60	33 011,70	18 292,74	14 718,96	0,00	547 821,25	0,00
19	22/05/2043	2,60	33 011,70	18 768,35	14 243,35	0,00	529 052,90	0,00
20	22/05/2044	2,60	33 011,70	19 256,32	13 755,38	0,00	509 796,58	0,00
21	22/05/2045	2,60	33 011,70	19 756,99	13 254,71	0,00	490 039,59	0,00
22	22/05/2046	2,60	33 011,70	20 270,67	12 741,03	0,00	469 768,92	0,00
23	22/05/2047	2,60	33 011,70	20 797,71	12 213,99	0,00	448 971,21	0,00
24	22/05/2048	2,60	33 011,70	21 338,45	11 673,25	0,00	427 632,76	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	22/05/2049	2,60	33 011,70	21 893,25	11 118,45	0,00	405 739,51	0,00
26	22/05/2050	2,60	33 011,70	22 462,47	10 549,23	0,00	383 277,04	0,00
27	22/05/2051	2,60	33 011,70	23 046,50	9 965,20	0,00	360 230,54	0,00
28	22/05/2052	2,60	33 011,70	23 645,71	9 365,99	0,00	336 584,83	0,00
29	22/05/2053	2,60	33 011,70	24 260,49	8 751,21	0,00	312 324,34	0,00
30	22/05/2054	2,60	33 011,70	24 891,27	8 120,43	0,00	287 433,07	0,00
31	22/05/2055	2,60	33 011,70	25 538,44	7 473,26	0,00	261 894,63	0,00
32	22/05/2056	2,60	33 011,70	26 202,44	6 809,26	0,00	235 692,19	0,00
33	22/05/2057	2,60	33 011,70	26 883,70	6 128,00	0,00	208 808,49	0,00
34	22/05/2058	2,60	33 011,70	27 582,68	5 429,02	0,00	181 225,81	0,00
35	22/05/2059	2,60	33 011,70	28 299,83	4 711,87	0,00	152 925,98	0,00
36	22/05/2060	2,60	33 011,70	29 035,62	3 976,08	0,00	123 890,36	0,00
37	22/05/2061	2,60	33 011,70	29 790,55	3 221,15	0,00	94 099,81	0,00
38	22/05/2062	2,60	33 011,70	30 565,10	2 446,60	0,00	63 534,71	0,00
39	22/05/2063	2,60	33 011,70	31 359,80	1 651,90	0,00	32 174,91	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	22/05/2064	2,60	33 011,46	32 174,91	836,55	0,00	0,00	0,00
Total			1 320 467,76	814 902,00	505 565,76	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT N° du Contrat de Prêt : 160109 / N° de la Ligne du Prêt : 5585620 Opération : Construction Produit : PLAI Foncier				Capital prêté : 191 412 € Taux actuariel théorique : 2,60 % Taux effectif global : 2,60 %
--	--	--	--	---

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	22/05/2025	2,60	6 884,34	1 907,63	4 976,71	0,00	189 504,37	0,00
2	22/05/2026	2,60	6 884,34	1 957,23	4 927,11	0,00	187 547,14	0,00
3	22/05/2027	2,60	6 884,34	2 008,11	4 876,23	0,00	185 539,03	0,00
4	22/05/2028	2,60	6 884,34	2 060,33	4 824,01	0,00	183 478,70	0,00
5	22/05/2029	2,60	6 884,34	2 113,89	4 770,45	0,00	181 364,81	0,00
6	22/05/2030	2,60	6 884,34	2 168,85	4 715,49	0,00	179 195,96	0,00
7	22/05/2031	2,60	6 884,34	2 225,25	4 659,09	0,00	176 970,71	0,00
8	22/05/2032	2,60	6 884,34	2 283,10	4 601,24	0,00	174 687,61	0,00
9	22/05/2033	2,60	6 884,34	2 342,46	4 541,88	0,00	172 345,15	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
[banquedes territoires.fr](https://www.banquedes territoires.fr) @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	22/05/2034	2,60	6 884,34	2 403,37	4 480,97	0,00	169 941,78	0,00
11	22/05/2035	2,60	6 884,34	2 465,85	4 418,49	0,00	167 475,93	0,00
12	22/05/2036	2,60	6 884,34	2 529,97	4 354,37	0,00	164 945,96	0,00
13	22/05/2037	2,60	6 884,34	2 595,75	4 288,59	0,00	162 350,21	0,00
14	22/05/2038	2,60	6 884,34	2 663,23	4 221,11	0,00	159 686,98	0,00
15	22/05/2039	2,60	6 884,34	2 732,48	4 151,86	0,00	156 954,50	0,00
16	22/05/2040	2,60	6 884,34	2 803,52	4 080,82	0,00	154 150,98	0,00
17	22/05/2041	2,60	6 884,34	2 876,41	4 007,93	0,00	151 274,57	0,00
18	22/05/2042	2,60	6 884,34	2 951,20	3 933,14	0,00	148 323,37	0,00
19	22/05/2043	2,60	6 884,34	3 027,93	3 856,41	0,00	145 295,44	0,00
20	22/05/2044	2,60	6 884,34	3 106,66	3 777,68	0,00	142 188,78	0,00
21	22/05/2045	2,60	6 884,34	3 187,43	3 696,91	0,00	139 001,36	0,00
22	22/05/2046	2,60	6 884,34	3 270,30	3 614,04	0,00	135 731,05	0,00
23	22/05/2047	2,60	6 884,34	3 355,33	3 529,01	0,00	132 375,72	0,00
24	22/05/2048	2,60	6 884,34	3 442,57	3 441,77	0,00	128 933,15	0,00
25	22/05/2049	2,60	6 884,34	3 532,08	3 352,26	0,00	125 401,07	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedes territoires.fr @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	22/05/2050	2,60	6 884,34	3 623,91	3 260,43	0,00	121 777,16	0,00
27	22/05/2051	2,60	6 884,34	3 718,13	3 166,21	0,00	118 059,03	0,00
28	22/05/2052	2,60	6 884,34	3 814,81	3 069,53	0,00	114 244,22	0,00
29	22/05/2053	2,60	6 884,34	3 913,99	2 970,35	0,00	110 330,23	0,00
30	22/05/2054	2,60	6 884,34	4 015,75	2 868,59	0,00	106 314,48	0,00
31	22/05/2055	2,60	6 884,34	4 120,16	2 764,18	0,00	102 194,32	0,00
32	22/05/2056	2,60	6 884,34	4 227,29	2 657,05	0,00	97 967,03	0,00
33	22/05/2057	2,60	6 884,34	4 337,20	2 547,14	0,00	93 629,83	0,00
34	22/05/2058	2,60	6 884,34	4 449,96	2 434,38	0,00	89 179,87	0,00
35	22/05/2059	2,60	6 884,34	4 565,66	2 318,68	0,00	84 614,21	0,00
36	22/05/2060	2,60	6 884,34	4 684,37	2 199,97	0,00	79 929,84	0,00
37	22/05/2061	2,60	6 884,34	4 806,16	2 078,18	0,00	75 123,68	0,00
38	22/05/2062	2,60	6 884,34	4 931,12	1 953,22	0,00	70 192,56	0,00
39	22/05/2063	2,60	6 884,34	5 059,33	1 825,01	0,00	65 133,23	0,00
40	22/05/2064	2,60	6 884,34	5 190,88	1 693,46	0,00	59 942,35	0,00
41	22/05/2065	2,60	6 884,34	5 325,84	1 558,50	0,00	54 616,51	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

[banquedes territoires.fr](https://www.banquedes territoires.fr)  @BanqueDesTerr



Edité le : 22/05/2024

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	22/05/2066	2,60	6 884,34	5 464,31	1 420,03	0,00	49 152,20	0,00
43	22/05/2067	2,60	6 884,34	5 606,38	1 277,96	0,00	43 545,82	0,00
44	22/05/2068	2,60	6 884,34	5 752,15	1 132,19	0,00	37 793,67	0,00
45	22/05/2069	2,60	6 884,34	5 901,70	982,64	0,00	31 891,97	0,00
46	22/05/2070	2,60	6 884,34	6 055,15	829,19	0,00	25 836,82	0,00
47	22/05/2071	2,60	6 884,34	6 212,58	671,76	0,00	19 624,24	0,00
48	22/05/2072	2,60	6 884,34	6 374,11	510,23	0,00	13 250,13	0,00
49	22/05/2073	2,60	6 884,34	6 539,84	344,50	0,00	6 710,29	0,00
50	22/05/2074	2,60	6 884,76	6 710,29	174,47	0,00	0,00	0,00
Total			344 217,42	191 412,00	152 805,42	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
[banquedes territoires.fr](https://www.banquedes territoires.fr) @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT N° du Contrat de Prêt : 160109 / N° de la Ligne du Prêt : 5585618 Opération : Construction Produit : PLUS				Capital prêté : 403 334 € Taux actuariel théorique : 3,60 % Taux effectif global : 3,60 %
--	--	--	--	---

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	22/05/2025	3,60	19 181,06	4 661,04	14 520,02	0,00	398 672,96	0,00
2	22/05/2026	3,60	19 181,06	4 828,83	14 352,23	0,00	393 844,13	0,00
3	22/05/2027	3,60	19 181,06	5 002,67	14 178,39	0,00	388 841,46	0,00
4	22/05/2028	3,60	19 181,06	5 182,77	13 998,29	0,00	383 658,69	0,00
5	22/05/2029	3,60	19 181,06	5 369,35	13 811,71	0,00	378 289,34	0,00
6	22/05/2030	3,60	19 181,06	5 562,64	13 618,42	0,00	372 726,70	0,00
7	22/05/2031	3,60	19 181,06	5 762,90	13 418,16	0,00	366 963,80	0,00
8	22/05/2032	3,60	19 181,06	5 970,36	13 210,70	0,00	360 993,44	0,00
9	22/05/2033	3,60	19 181,06	6 185,30	12 995,76	0,00	354 808,14	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	22/05/2034	3,60	19 181,06	6 407,97	12 773,09	0,00	348 400,17	0,00
11	22/05/2035	3,60	19 181,06	6 638,65	12 542,41	0,00	341 761,52	0,00
12	22/05/2036	3,60	19 181,06	6 877,65	12 303,41	0,00	334 883,87	0,00
13	22/05/2037	3,60	19 181,06	7 125,24	12 055,82	0,00	327 758,63	0,00
14	22/05/2038	3,60	19 181,06	7 381,75	11 799,31	0,00	320 376,88	0,00
15	22/05/2039	3,60	19 181,06	7 647,49	11 533,57	0,00	312 729,39	0,00
16	22/05/2040	3,60	19 181,06	7 922,80	11 258,26	0,00	304 806,59	0,00
17	22/05/2041	3,60	19 181,06	8 208,02	10 973,04	0,00	296 598,57	0,00
18	22/05/2042	3,60	19 181,06	8 503,51	10 677,55	0,00	288 095,06	0,00
19	22/05/2043	3,60	19 181,06	8 809,64	10 371,42	0,00	279 285,42	0,00
20	22/05/2044	3,60	19 181,06	9 126,78	10 054,28	0,00	270 158,64	0,00
21	22/05/2045	3,60	19 181,06	9 455,35	9 725,71	0,00	260 703,29	0,00
22	22/05/2046	3,60	19 181,06	9 795,74	9 385,32	0,00	250 907,55	0,00
23	22/05/2047	3,60	19 181,06	10 148,39	9 032,67	0,00	240 759,16	0,00
24	22/05/2048	3,60	19 181,06	10 513,73	8 667,33	0,00	230 245,43	0,00
25	22/05/2049	3,60	19 181,06	10 892,22	8 288,84	0,00	219 353,21	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	22/05/2050	3,60	19 181,06	11 284,34	7 896,72	0,00	208 068,87	0,00
27	22/05/2051	3,60	19 181,06	11 690,58	7 490,48	0,00	196 378,29	0,00
28	22/05/2052	3,60	19 181,06	12 111,44	7 069,62	0,00	184 266,85	0,00
29	22/05/2053	3,60	19 181,06	12 547,45	6 633,61	0,00	171 719,40	0,00
30	22/05/2054	3,60	19 181,06	12 998,16	6 181,90	0,00	158 720,24	0,00
31	22/05/2055	3,60	19 181,06	13 467,13	5 713,93	0,00	145 253,11	0,00
32	22/05/2056	3,60	19 181,06	13 951,95	5 229,11	0,00	131 301,16	0,00
33	22/05/2057	3,60	19 181,06	14 454,22	4 726,84	0,00	116 846,94	0,00
34	22/05/2058	3,60	19 181,06	14 974,57	4 206,49	0,00	101 872,37	0,00
35	22/05/2059	3,60	19 181,06	15 513,65	3 667,41	0,00	86 358,72	0,00
36	22/05/2060	3,60	19 181,06	16 072,15	3 108,91	0,00	70 286,57	0,00
37	22/05/2061	3,60	19 181,06	16 650,74	2 530,32	0,00	53 635,83	0,00
38	22/05/2062	3,60	19 181,06	17 250,17	1 930,89	0,00	36 385,66	0,00
39	22/05/2063	3,60	19 181,06	17 871,18	1 309,88	0,00	18 514,48	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Edité le : 22/05/2024

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	22/05/2064	3,60	19 181,00	18 514,48	666,52	0,00	0,00	0,00
Total			767 242,34	403 334,00	363 908,34	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

Tableau d'Amortissement En Euros

Édité le : 22/05/2024

Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 160109 / N° de la Ligne du Prêt : 5585619
Opération : Construction
Produit : PLUS foncier

Capital prêté : 94 739 €
Taux actuariel théorique : 3,60 %
Taux effectif global : 3,60 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	22/05/2025	3,60	4 112,20	701,60	3 410,60	0,00	94 037,40	0,00
2	22/05/2026	3,60	4 112,20	726,85	3 385,35	0,00	93 310,55	0,00
3	22/05/2027	3,60	4 112,20	753,02	3 359,18	0,00	92 557,53	0,00
4	22/05/2028	3,60	4 112,20	780,13	3 332,07	0,00	91 777,40	0,00
5	22/05/2029	3,60	4 112,20	808,21	3 303,99	0,00	90 969,19	0,00
6	22/05/2030	3,60	4 112,20	837,31	3 274,89	0,00	90 131,88	0,00
7	22/05/2031	3,60	4 112,20	867,45	3 244,75	0,00	89 264,43	0,00
8	22/05/2032	3,60	4 112,20	898,68	3 213,52	0,00	88 365,75	0,00
9	22/05/2033	3,60	4 112,20	931,03	3 181,17	0,00	87 434,72	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	22/05/2034	3,60	4 112,20	964,55	3 147,65	0,00	86 470,17	0,00
11	22/05/2035	3,60	4 112,20	999,27	3 112,93	0,00	85 470,90	0,00
12	22/05/2036	3,60	4 112,20	1 036,25	3 076,95	0,00	84 435,65	0,00
13	22/05/2037	3,60	4 112,20	1 072,52	3 039,68	0,00	83 363,13	0,00
14	22/05/2038	3,60	4 112,20	1 111,13	3 001,07	0,00	82 252,00	0,00
15	22/05/2039	3,60	4 112,20	1 151,13	2 961,07	0,00	81 100,87	0,00
16	22/05/2040	3,60	4 112,20	1 192,57	2 919,63	0,00	79 908,30	0,00
17	22/05/2041	3,60	4 112,20	1 236,50	2 876,70	0,00	78 672,80	0,00
18	22/05/2042	3,60	4 112,20	1 279,98	2 832,22	0,00	77 392,82	0,00
19	22/05/2043	3,60	4 112,20	1 326,06	2 786,14	0,00	76 066,76	0,00
20	22/05/2044	3,60	4 112,20	1 373,80	2 738,40	0,00	74 692,96	0,00
21	22/05/2045	3,60	4 112,20	1 423,25	2 688,95	0,00	73 269,71	0,00
22	22/05/2046	3,60	4 112,20	1 474,49	2 637,71	0,00	71 795,22	0,00
23	22/05/2047	3,60	4 112,20	1 527,57	2 584,63	0,00	70 267,65	0,00
24	22/05/2048	3,60	4 112,20	1 582,56	2 529,64	0,00	68 685,09	0,00
25	22/05/2049	3,60	4 112,20	1 639,54	2 472,66	0,00	67 045,55	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
[banquedes territoires.fr](https://www.banquedes territoires.fr) @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	22/05/2050	3,60	4 112,20	1 698,56	2 413,64	0,00	65 346,99	0,00
27	22/05/2051	3,60	4 112,20	1 759,71	2 352,49	0,00	63 587,28	0,00
28	22/05/2052	3,60	4 112,20	1 823,06	2 289,14	0,00	61 764,22	0,00
29	22/05/2053	3,60	4 112,20	1 888,69	2 223,51	0,00	59 875,53	0,00
30	22/05/2054	3,60	4 112,20	1 956,68	2 155,52	0,00	57 918,85	0,00
31	22/05/2055	3,60	4 112,20	2 027,12	2 085,08	0,00	55 891,73	0,00
32	22/05/2056	3,60	4 112,20	2 100,10	2 012,10	0,00	53 791,63	0,00
33	22/05/2057	3,60	4 112,20	2 175,70	1 936,50	0,00	51 615,93	0,00
34	22/05/2058	3,60	4 112,20	2 254,03	1 858,17	0,00	49 361,90	0,00
35	22/05/2059	3,60	4 112,20	2 335,17	1 777,03	0,00	47 026,73	0,00
36	22/05/2060	3,60	4 112,20	2 419,24	1 692,96	0,00	44 607,49	0,00
37	22/05/2061	3,60	4 112,20	2 506,33	1 605,87	0,00	42 101,16	0,00
38	22/05/2062	3,60	4 112,20	2 596,56	1 515,64	0,00	39 504,60	0,00
39	22/05/2063	3,60	4 112,20	2 690,03	1 422,17	0,00	36 814,57	0,00
40	22/05/2064	3,60	4 112,20	2 786,88	1 325,32	0,00	34 027,69	0,00
41	22/05/2065	3,60	4 112,20	2 887,20	1 225,00	0,00	31 140,49	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	22/05/2066	3,60	4 112,20	2 991,14	1 121,06	0,00	28 149,35	0,00
43	22/05/2067	3,60	4 112,20	3 098,82	1 013,38	0,00	25 050,53	0,00
44	22/05/2068	3,60	4 112,20	3 210,38	901,82	0,00	21 840,15	0,00
45	22/05/2069	3,60	4 112,20	3 325,95	786,25	0,00	18 514,20	0,00
46	22/05/2070	3,60	4 112,20	3 445,69	666,51	0,00	15 068,51	0,00
47	22/05/2071	3,60	4 112,20	3 569,73	542,47	0,00	11 498,78	0,00
48	22/05/2072	3,60	4 112,20	3 698,24	413,96	0,00	7 800,54	0,00
49	22/05/2073	3,60	4 112,20	3 831,38	280,82	0,00	3 969,16	0,00
50	22/05/2074	3,60	4 112,05	3 969,16	142,89	0,00	0,00	0,00
Total			205 609,85	94 739,00	110 870,85	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

[banquedes territoires.fr](https://www.banquedes territoires.fr)  @BanqueDesTerr

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 5 JUILLET 2024

DELIBERATION N°24CP06-48

**Garantie d'emprunt présentée par l'Office Public de l'Habitat Cantal Habitat - 409 005 euros -
Construction de 4 logements route de Cantagrel à Naucelles**

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents :** Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL*
***Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir :** M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne pouvoir à M. Jamal BELAÏDI*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour - 2 non-participation(s), Isabelle LANTUEJOL se retire et ne participe pas au vote et Vincent DESCOEUR ne participe pas au vote par le pouvoir donné à Isabelle LANTUEJOL,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°21CD02-13 du Conseil Départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande de garantie d'emprunt ;

Considérant la demande formulée par l'Office Public de l'Habitat du Cantal par courrier en date du 23 mai 2024, ayant son siège social 10 rue Pierre Marty 15000 Aurillac, tendant à obtenir la garantie partielle du Département, à hauteur de 204 502,50 € pour un emprunt d'un montant total de 409 005 €, à contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la construction de 4 logements situés route de Cantagrel à Naucelles ;

Considérant le contrat de prêt n°160110 en annexe signé entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

- **DECIDE** d'accorder sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 409 005 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de prêt n°160110, constitué de quatre lignes de prêt.

La garantie de la Collectivité à hauteur de 50 %, est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- **DECIDE** de s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

- **APPROUVE** la convention à intervenir entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal et le Département pour le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, jointe en annexe de la délibération. Cette mention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations.

- **AUTORISE** le Président du Conseil départemental à signer la convention et le cas échéant, à signer les avenants correspondants et tout acte s'y rapportant.

Publication : 09-07-2024

Transmission Préfecture : 08-07-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

GARANTIE PARTIELLE D'UN EMPRUNT PAR LE DEPARTEMENT

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU CANTAL CANTAL HABITAT

409 005 euros, soit un montant garanti de 204 502,50 euros

CONVENTION

Entre le Conseil départemental du Cantal, dont le siège est l'Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du 5 juillet 2024,

et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, Cantal Habitat, dont le siège est 10 rue Pierre Marty, 15004 AURILLAC Cedex, représenté par Monsieur le Directeur Général,

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande d'emprunt ;

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 -

Le Département du Cantal, suivant délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 5 juillet 2024, a décidé d'accorder sa garantie partielle pour l'emprunt total de 409 005 € devant être contracté par l'Office Public de l'Habitat du Cantal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et destiné à financer l'opération Cantagrel à Naucelles (contrat de prêt Caisse des Dépôts et Consignations n°160110), soit une garantie portant sur la somme en principal de 204 502,50 €.

ARTICLE 2 -

En conséquence, si l'Office Public de l'Habitat du Cantal ne se trouve pas en mesure de tenir ses engagements, le Département du Cantal réglera à titre d'avance remboursable dans la limite de la garantie définie et à concurrence de la défaillance de cet organisme, le montant des annuités impayées à leurs échéances.

Ces avances seront remboursées par l'Office Public de l'Habitat du Cantal aussitôt que sa situation financière le lui permettra et au plus tard en 10 années.

Toutefois, ce remboursement ne pourra être effectué qu'autant qu'il ne mettra pas d'obstacle au service régulier des annuités qui resteraient encore dues à l'établissement précité.

Les avances ainsi consenties par le Département porteront intérêt au taux de 3,50 % l'an.

ARTICLE 3 -

Le Département se réserve le droit de faire procéder annuellement à la vérification des opérations et des écritures de l'Office Public de l'Habitat du Cantal.

L'Office Public de l'Habitat du Cantal s'engage à mettre à la disposition des agents qui seront chargés de cette vérification, tous documents comptables qui seront nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

En tout état de cause, l'Office Public de l'Habitat du Cantal adressera à M. le Président du Conseil départemental du Cantal, un exemplaire certifié de ses comptes financiers dans les six mois qui suivront la fin de chaque exercice comptable.

Fait en double exemplaires, à Aurillac, le

LE DIRECTEUR GENERAL DE,
L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU CANTAL

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Bruno FAURE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 160110

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL - n° 000278343

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL, SIREN n°: 271500019, sis(e) 10 RUE PIERRE MARTY 15000 AURILLAC,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		



ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération NAUCELLES CANTAGREL PG 525, Parc social public, Construction de 4 logements situés Route de Cantagrel, 15250 NAUCELLES 15250 NAUCELLES.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de quatre-cent-neuf mille cinq euros (409 005,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de quatre-vingt-treize mille huit-cent-soixante-dix-neuf euros (93 879,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de vingt-trois mille trois-cent-cinquante euros (23 350,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de deux-cent-trente-trois mille six-cent-cinquante-neuf euros (233 659,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de cinquante-huit mille cent-dix-sept euros (58 117,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt. Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garanties** ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Échéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Échéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Échéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « **Normes en matière de lutte contre la corruption** » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « **Pays Sanctionné** » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (**PLAI**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT)** » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « **Réglementation Sanctions** » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisabilité Limitée** » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **16/08/2024** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Attestation du caractère définitif du permis de construire
 - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
 - Garanties collectivités territoriales (délégation exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

En cas de mobilisation des fonds du Prêt après la date d'achèvement des travaux « **DAT** », par dérogation aux dispositions ci-dessus, les fonds de chaque Ligne de Prêt seront versés par le Prêteur en une seule fois sous la forme d'un unique Versement et sous réserve du respect des dispositions de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne de Prêt** » ainsi que de la conformité et de l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s).



ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5584973	5584972	5584975	5584974
Montant de la Ligne du Prêt	93 879 €	23 350 €	233 659 €	58 117 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	2,6 %	2,6 %	3,6 %	3,6 %
TEG de la Ligne du Prêt	2,6 %	2,6 %	3,6 %	3,6 %
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index¹	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,4 %	- 0,4 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt²	2,6 %	2,6 %	3,6 %	3,6 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 3 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.



ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I) (1+P) / (1+I) - 1$

Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En particulier,

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément (ci-après désignés comme un « Événement »),

le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Événement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :

- (1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Événement ;
- (2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Événement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
- (3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Événement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Événement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.

Afin de lever toute ambiguïté, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Événement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.



ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;
- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DE NAUCELLES	50,00
Collectivités locales	DEPARTEMENT DU CANTAL	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.



ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.
- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).



ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entraînerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra, après avoir informé l'Emprunteur, céder ou transférer tout ou partie des droits ou obligations découlant du présent contrat.



ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL
10 RUE PIERRE MARTY
15000 AURILLAC

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U133264, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 160110, Ligne du Prêt n° 5584973

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL
10 RUE PIERRE MARTY
15000 AURILLAC

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U133264, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 160110, Ligne du Prêt n° 5584972

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL
10 RUE PIERRE MARTY
15000 AURILLAC

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U133264, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 160110, Ligne du Prêt n° 5584975

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL
10 RUE PIERRE MARTY
15000 AURILLAC

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U133264, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 160110, Ligne du Prêt n° 5584974

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	16/05/2033	2,60	3 803,04	1 672,69	2 130,35	0,00	80 263,88	0,00
10	16/05/2034	2,60	3 803,04	1 716,18	2 086,86	0,00	78 547,70	0,00
11	16/05/2035	2,60	3 803,04	1 760,80	2 042,24	0,00	76 786,90	0,00
12	16/05/2036	2,60	3 803,04	1 806,58	1 996,46	0,00	74 980,32	0,00
13	16/05/2037	2,60	3 803,04	1 853,55	1 949,49	0,00	73 126,77	0,00
14	16/05/2038	2,60	3 803,04	1 901,74	1 901,30	0,00	71 225,03	0,00
15	16/05/2039	2,60	3 803,04	1 951,19	1 851,85	0,00	69 273,84	0,00
16	16/05/2040	2,60	3 803,04	2 001,92	1 801,12	0,00	67 271,92	0,00
17	16/05/2041	2,60	3 803,04	2 053,97	1 749,07	0,00	65 217,95	0,00
18	16/05/2042	2,60	3 803,04	2 107,37	1 695,67	0,00	63 110,58	0,00
19	16/05/2043	2,60	3 803,04	2 162,16	1 640,88	0,00	60 948,42	0,00
20	16/05/2044	2,60	3 803,04	2 218,38	1 584,66	0,00	58 730,04	0,00
21	16/05/2045	2,60	3 803,04	2 276,06	1 526,98	0,00	56 453,98	0,00
22	16/05/2046	2,60	3 803,04	2 335,24	1 467,80	0,00	54 118,74	0,00
23	16/05/2047	2,60	3 803,04	2 395,95	1 407,09	0,00	51 722,79	0,00
24	16/05/2048	2,60	3 803,04	2 459,25	1 344,79	0,00	49 264,54	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	16/05/2049	2,60	3 803,04	2 522,16	1 280,88	0,00	46 742,38	0,00
26	16/05/2050	2,60	3 803,04	2 587,74	1 215,30	0,00	44 154,64	0,00
27	16/05/2051	2,60	3 803,04	2 655,02	1 148,02	0,00	41 499,62	0,00
28	16/05/2052	2,60	3 803,04	2 724,05	1 078,99	0,00	38 775,57	0,00
29	16/05/2053	2,60	3 803,04	2 794,88	1 008,16	0,00	35 980,89	0,00
30	16/05/2054	2,60	3 803,04	2 867,54	935,50	0,00	33 113,15	0,00
31	16/05/2055	2,60	3 803,04	2 942,10	860,94	0,00	30 171,05	0,00
32	16/05/2056	2,60	3 803,04	3 018,59	784,45	0,00	27 152,46	0,00
33	16/05/2057	2,60	3 803,04	3 097,08	705,96	0,00	24 055,38	0,00
34	16/05/2058	2,60	3 803,04	3 177,60	625,44	0,00	20 877,78	0,00
35	16/05/2059	2,60	3 803,04	3 260,22	542,82	0,00	17 617,56	0,00
36	16/05/2060	2,60	3 803,04	3 344,98	458,06	0,00	14 272,58	0,00
37	16/05/2061	2,60	3 803,04	3 431,95	371,09	0,00	10 840,63	0,00
38	16/05/2062	2,60	3 803,04	3 521,18	281,86	0,00	7 319,45	0,00
39	16/05/2063	2,60	3 803,04	3 612,73	190,31	0,00	3 706,72	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement

En Euros

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	16/05/2064	2,60	3 803,09	3 706,72	96,37	0,00	0,00	0,00
Total			152 121,65	93 879,00	58 242,65	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT N° du Contrat de Prêt : 160110 / N° de la Ligne du Prêt : 5584972 Opération : Construction Produit : PLAI Foncier				Capital prêté : 23 350 € Taux actuariel théorique : 2,60 % Taux effectif global : 2,60 %
--	--	--	--	--

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	16/05/2025	2,60	839,81	232,71	607,10	0,00	23 117,29	0,00
2	16/05/2026	2,60	839,81	238,76	601,05	0,00	22 878,53	0,00
3	16/05/2027	2,60	839,81	244,97	594,84	0,00	22 633,56	0,00
4	16/05/2028	2,60	839,81	251,34	588,47	0,00	22 382,22	0,00
5	16/05/2029	2,60	839,81	257,87	581,94	0,00	22 124,35	0,00
6	16/05/2030	2,60	839,81	264,58	575,23	0,00	21 859,77	0,00
7	16/05/2031	2,60	839,81	271,46	568,35	0,00	21 588,31	0,00
8	16/05/2032	2,60	839,81	278,51	561,30	0,00	21 309,80	0,00
9	16/05/2033	2,60	839,81	285,76	554,05	0,00	21 024,04	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	16/05/2034	2,60	839,81	293,18	546,63	0,00	20 730,86	0,00
11	16/05/2035	2,60	839,81	300,81	539,00	0,00	20 430,05	0,00
12	16/05/2036	2,60	839,81	308,63	531,18	0,00	20 121,42	0,00
13	16/05/2037	2,60	839,81	316,65	523,16	0,00	19 804,77	0,00
14	16/05/2038	2,60	839,81	324,89	514,92	0,00	19 479,88	0,00
15	16/05/2039	2,60	839,81	333,33	506,48	0,00	19 146,55	0,00
16	16/05/2040	2,60	839,81	342,00	497,81	0,00	18 804,55	0,00
17	16/05/2041	2,60	839,81	350,89	488,92	0,00	18 453,66	0,00
18	16/05/2042	2,60	839,81	360,01	479,80	0,00	18 093,65	0,00
19	16/05/2043	2,60	839,81	369,38	470,43	0,00	17 724,27	0,00
20	16/05/2044	2,60	839,81	378,98	460,83	0,00	17 345,29	0,00
21	16/05/2045	2,60	839,81	388,83	450,98	0,00	16 956,46	0,00
22	16/05/2046	2,60	839,81	398,94	440,87	0,00	16 557,52	0,00
23	16/05/2047	2,60	839,81	409,31	430,50	0,00	16 148,21	0,00
24	16/05/2048	2,60	839,81	419,96	419,85	0,00	15 728,25	0,00
25	16/05/2049	2,60	839,81	430,88	408,93	0,00	15 297,37	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	16/05/2050	2,60	839,81	442,08	397,73	0,00	14 855,29	0,00
27	16/05/2051	2,60	839,81	453,57	386,24	0,00	14 401,72	0,00
28	16/05/2052	2,60	839,81	465,37	374,44	0,00	13 936,35	0,00
29	16/05/2053	2,60	839,81	477,46	362,35	0,00	13 458,89	0,00
30	16/05/2054	2,60	839,81	489,88	349,93	0,00	12 969,01	0,00
31	16/05/2055	2,60	839,81	502,62	337,19	0,00	12 466,39	0,00
32	16/05/2056	2,60	839,81	515,68	324,13	0,00	11 950,71	0,00
33	16/05/2057	2,60	839,81	529,09	310,72	0,00	11 421,62	0,00
34	16/05/2058	2,60	839,81	542,85	296,96	0,00	10 878,77	0,00
35	16/05/2059	2,60	839,81	556,96	282,85	0,00	10 321,81	0,00
36	16/05/2060	2,60	839,81	571,44	268,37	0,00	9 750,37	0,00
37	16/05/2061	2,60	839,81	586,30	253,51	0,00	9 164,07	0,00
38	16/05/2062	2,60	839,81	601,54	238,27	0,00	8 562,53	0,00
39	16/05/2063	2,60	839,81	617,18	222,63	0,00	7 945,35	0,00
40	16/05/2064	2,60	839,81	633,23	206,58	0,00	7 312,12	0,00
41	16/05/2065	2,60	839,81	649,69	190,12	0,00	6 662,43	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Edité le : 16/05/2024

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	16/05/2066	2,60	839,81	666,59	173,22	0,00	5 995,84	0,00
43	16/05/2067	2,60	839,81	683,92	155,89	0,00	5 311,92	0,00
44	16/05/2068	2,60	839,81	701,70	138,11	0,00	4 610,22	0,00
45	16/05/2069	2,60	839,81	719,94	119,87	0,00	3 890,28	0,00
46	16/05/2070	2,60	839,81	738,66	101,15	0,00	3 151,62	0,00
47	16/05/2071	2,60	839,81	757,87	81,94	0,00	2 393,75	0,00
48	16/05/2072	2,60	839,81	777,57	62,24	0,00	1 616,18	0,00
49	16/05/2073	2,60	839,81	797,79	42,02	0,00	818,39	0,00
50	16/05/2074	2,60	839,67	818,39	21,28	0,00	0,00	0,00
Total			41 990,36	23 350,00	18 640,36	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).


Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT N° du Contrat de Prêt : 160110 / N° de la Ligne du Prêt : 5584975 Opération : Construction Produit : PLUS				Capital prêté : 233 659 € Taux actuariel théorique : 3,60 % Taux effectif global : 3,60 %
--	--	--	--	---

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	16/05/2025	3,60	11 111,95	2 700,23	8 411,72	0,00	230 958,77	0,00
2	16/05/2026	3,60	11 111,95	2 797,43	8 314,52	0,00	228 161,34	0,00
3	16/05/2027	3,60	11 111,95	2 898,14	8 213,81	0,00	225 263,20	0,00
4	16/05/2028	3,60	11 111,95	3 002,47	8 109,48	0,00	222 260,73	0,00
5	16/05/2029	3,60	11 111,95	3 110,56	8 001,39	0,00	219 150,17	0,00
6	16/05/2030	3,60	11 111,95	3 222,54	7 889,41	0,00	215 927,63	0,00
7	16/05/2031	3,60	11 111,95	3 338,56	7 773,39	0,00	212 589,07	0,00
8	16/05/2032	3,60	11 111,95	3 458,74	7 653,21	0,00	209 130,33	0,00
9	16/05/2033	3,60	11 111,95	3 583,26	7 528,69	0,00	205 547,07	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	16/05/2034	3,60	11 111,95	3 712,26	7 399,69	0,00	201 834,81	0,00
11	16/05/2035	3,60	11 111,95	3 845,90	7 266,05	0,00	197 988,91	0,00
12	16/05/2036	3,60	11 111,95	3 984,35	7 127,60	0,00	194 004,56	0,00
13	16/05/2037	3,60	11 111,95	4 127,79	6 984,16	0,00	189 876,77	0,00
14	16/05/2038	3,60	11 111,95	4 276,39	6 835,56	0,00	185 600,38	0,00
15	16/05/2039	3,60	11 111,95	4 430,34	6 681,61	0,00	181 170,04	0,00
16	16/05/2040	3,60	11 111,95	4 589,83	6 522,12	0,00	176 580,21	0,00
17	16/05/2041	3,60	11 111,95	4 755,06	6 356,89	0,00	171 825,15	0,00
18	16/05/2042	3,60	11 111,95	4 926,24	6 185,71	0,00	166 898,91	0,00
19	16/05/2043	3,60	11 111,95	5 103,59	6 008,36	0,00	161 795,32	0,00
20	16/05/2044	3,60	11 111,95	5 287,32	5 824,63	0,00	156 508,00	0,00
21	16/05/2045	3,60	11 111,95	5 477,66	5 634,29	0,00	151 030,34	0,00
22	16/05/2046	3,60	11 111,95	5 674,86	5 437,09	0,00	145 355,48	0,00
23	16/05/2047	3,60	11 111,95	5 879,15	5 232,80	0,00	139 476,33	0,00
24	16/05/2048	3,60	11 111,95	6 090,80	5 021,15	0,00	133 385,53	0,00
25	16/05/2049	3,60	11 111,95	6 310,07	4 801,88	0,00	127 075,46	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedes territoires.fr @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	16/05/2050	3,60	11 111,95	6 537,23	4 574,72	0,00	120 538,23	0,00
27	16/05/2051	3,60	11 111,95	6 772,57	4 339,38	0,00	113 765,66	0,00
28	16/05/2052	3,60	11 111,95	7 016,39	4 095,56	0,00	106 749,27	0,00
29	16/05/2053	3,60	11 111,95	7 268,98	3 842,97	0,00	99 480,29	0,00
30	16/05/2054	3,60	11 111,95	7 530,66	3 581,29	0,00	91 949,63	0,00
31	16/05/2055	3,60	11 111,95	7 801,76	3 310,19	0,00	84 147,87	0,00
32	16/05/2056	3,60	11 111,95	8 082,63	3 029,32	0,00	76 065,24	0,00
33	16/05/2057	3,60	11 111,95	8 373,60	2 738,35	0,00	67 681,64	0,00
34	16/05/2058	3,60	11 111,95	8 675,05	2 436,90	0,00	59 016,59	0,00
35	16/05/2059	3,60	11 111,95	8 987,35	2 124,60	0,00	50 029,24	0,00
36	16/05/2060	3,60	11 111,95	9 310,90	1 801,05	0,00	40 718,34	0,00
37	16/05/2061	3,60	11 111,95	9 646,09	1 465,86	0,00	31 072,25	0,00
38	16/05/2062	3,60	11 111,95	9 993,35	1 118,60	0,00	21 078,90	0,00
39	16/05/2063	3,60	11 111,95	10 353,11	758,84	0,00	10 725,79	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Tableau d'Amortissement En Euros

Édité le : 16/05/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	16/05/2064	3,60	11 111,92	10 725,79	386,13	0,00	0,00	0,00
Total			444 477,97	233 659,00	210 818,97	0,00	0,00	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	16/05/2034	3,60	2 522,60	591,69	1 930,91	0,00	53 044,57	0,00
11	16/05/2035	3,60	2 522,60	613,00	1 909,60	0,00	52 431,57	0,00
12	16/05/2036	3,60	2 522,60	636,06	1 887,54	0,00	51 796,51	0,00
13	16/05/2037	3,60	2 522,60	657,93	1 864,67	0,00	51 138,58	0,00
14	16/05/2038	3,60	2 522,60	681,61	1 840,99	0,00	50 456,97	0,00
15	16/05/2039	3,60	2 522,60	706,15	1 816,45	0,00	49 750,82	0,00
16	16/05/2040	3,60	2 522,60	731,57	1 791,03	0,00	49 019,25	0,00
17	16/05/2041	3,60	2 522,60	757,91	1 764,69	0,00	48 261,34	0,00
18	16/05/2042	3,60	2 522,60	785,19	1 737,41	0,00	47 476,15	0,00
19	16/05/2043	3,60	2 522,60	813,46	1 709,14	0,00	46 662,69	0,00
20	16/05/2044	3,60	2 522,60	842,74	1 679,86	0,00	45 819,95	0,00
21	16/05/2045	3,60	2 522,60	873,08	1 649,52	0,00	44 946,87	0,00
22	16/05/2046	3,60	2 522,60	904,51	1 618,09	0,00	44 042,36	0,00
23	16/05/2047	3,60	2 522,60	937,08	1 585,52	0,00	43 105,28	0,00
24	16/05/2048	3,60	2 522,60	970,81	1 551,79	0,00	42 134,47	0,00
25	16/05/2049	3,60	2 522,60	1 005,76	1 516,84	0,00	41 128,71	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.


Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	16/05/2050	3,60	2 522,60	1 041,97	1 480,63	0,00	40 086,74	0,00
27	16/05/2051	3,60	2 522,60	1 079,48	1 443,12	0,00	39 007,26	0,00
28	16/05/2052	3,60	2 522,60	1 118,34	1 404,26	0,00	37 888,92	0,00
29	16/05/2053	3,60	2 522,60	1 158,60	1 364,00	0,00	36 730,32	0,00
30	16/05/2054	3,60	2 522,60	1 200,31	1 322,29	0,00	35 530,01	0,00
31	16/05/2055	3,60	2 522,60	1 243,52	1 279,08	0,00	34 286,49	0,00
32	16/05/2056	3,60	2 522,60	1 288,29	1 234,31	0,00	32 998,20	0,00
33	16/05/2057	3,60	2 522,60	1 334,66	1 187,94	0,00	31 663,54	0,00
34	16/05/2058	3,60	2 522,60	1 382,71	1 139,89	0,00	30 280,83	0,00
35	16/05/2059	3,60	2 522,60	1 432,49	1 090,11	0,00	28 848,34	0,00
36	16/05/2060	3,60	2 522,60	1 484,06	1 038,54	0,00	27 364,28	0,00
37	16/05/2061	3,60	2 522,60	1 537,49	985,11	0,00	25 826,79	0,00
38	16/05/2062	3,60	2 522,60	1 592,84	929,76	0,00	24 233,95	0,00
39	16/05/2063	3,60	2 522,60	1 650,18	872,42	0,00	22 583,77	0,00
40	16/05/2064	3,60	2 522,60	1 709,58	813,02	0,00	20 874,19	0,00
41	16/05/2065	3,60	2 522,60	1 771,13	751,47	0,00	19 103,06	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
[banquedes territoires.fr](https://www.banquedes territoires.fr)  @BanqueDesTerr

Edité le : 16/05/2024

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	16/05/2066	3,60	2 522,60	1 834,89	687,71	0,00	17 268,17	0,00
43	16/05/2067	3,60	2 522,60	1 900,95	621,65	0,00	15 367,22	0,00
44	16/05/2068	3,60	2 522,60	1 969,38	553,22	0,00	13 397,84	0,00
45	16/05/2069	3,60	2 522,60	2 040,28	482,32	0,00	11 357,56	0,00
46	16/05/2070	3,60	2 522,60	2 113,73	408,87	0,00	9 243,83	0,00
47	16/05/2071	3,60	2 522,60	2 189,82	332,78	0,00	7 054,01	0,00
48	16/05/2072	3,60	2 522,60	2 268,66	253,94	0,00	4 785,36	0,00
49	16/05/2073	3,60	2 522,60	2 350,33	172,27	0,00	2 435,02	0,00
50	16/05/2074	3,60	2 522,68	2 435,02	87,66	0,00	0,00	0,00
Total			126 130,08	58 117,00	68 013,08	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
[banquedes territoires.fr](https://www.banquedes territoires.fr)  @BanqueDesTerr